

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
PRÊT USURAIRE
ET
LE CRÉDIT AGRICOLE
EN COCHINCHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 9 Décembre 1912, à 1 h. 1/2.

PAR

EDGAR MATHIEU

Président : M. LESEUR, professeur.

Suffragants } *MM. DESCHAMPS, professeur.*
 } *PERREAU, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A mes fils Roger et Lucien.

THÈSE
POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
PRÊT USURAIRE
ET
LE CRÉDIT AGRICOLE
EN COCHINCHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 9 Décembre 1912, à 1 h. 1/2.

PAR

EDGAR MATHIEU



Président : M. LESEUR, professeur.

Suffragants } *MM. DESCHAMPS, professeur.*
 PERREAU, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

BIBLIOGRAPHIE

LISTE DES PRINCIPAUX DOCUMENTS CONSULTÉS

- BONNAFONT. — « Pourquoi nous n'avons pas conquis l'âme annamite », dans *la Politique Indochinoise* du 23 avril 1910.
- Bulletin mensuel de la Chambre d'Agriculture de la Cochinchine* (Saïgon).
- BRIFFAUT. — *L'esclavage et l'engagement pour dettes dans le droit sino-annamite*. Paris, 1907.
- CHAMBAUD. — « Des conditions d'application possible de l'Act Torrens au Sénégal », dans le *Recueil général* PENANT, Doctrine, vol. 1907.
- DARTIGUENAVE. — « Des engagés agricoles en Indochine et de la rupture du contrat d'engagement. » PENANT, *Recueil*, Doctrine, vol. 1907.
- DELACHENAL. — *Les caisses régionales de crédit agricole mutuel*. Paris, 1902.
- DELOUSTAL et G. MICHEL. — *Recueil des principales ordonnances royales édictées depuis la promulgation du Code annamite*. Hanoï, 1903.

- DURAND (Louis). — *Le crédit agricole en France et à l'étranger*. Paris, 1891.
- DURIEU. — « Le crédit agricole en Indochine », dans *la Dépêche coloniale* du 5 mai 1912.
- « Les bases du crédit agricole en Indochine » dans *la Dépêche coloniale* du 21 mai 1912.
- GARROS. — *Les usages de Cochinchine*. Saïgon, 1908.
- Journal judiciaire de l'Indochine*.
- LAFFONT et FONSSAGRIVES. — *Répertoire alphabétique de la législation de la Cochinchine*, t. VI : Prêts sur récoltes.
- LIBER. — « La question des magasins généraux en Indochine » dans *la Politique Indochinoise* (septembre 1910).
- LURO. — *Le pays d'Annam*, 1878.
- *Cours d'administration annamite*.
- MATHIEU. — *La propriété foncière et ses modalités en droit annamite*. Paris, 1909.
- MIRABEN. — *Précis de droit annamite et de jurisprudence indigène*. Paris, 1896.
- PARIS. — « Les Chinois en Cochinchine », dans *la Presse coloniale* des 4-5 juin 1912.
- PENANT. — *Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales*.
- PHILASTRE. — *Le Code annamite*. Paris, 1876, 2 vol., ou 2^e éd. 1909.
- DE POUVOURVILLE. — « La nationalisation du riz en Cochinchine », dans *la Politique indochinoise* du 17 octobre 1908.
- SILVESTRE. — *Considérations sur l'étude du droit annamite*.
- Rapports sur la situation de l'Indochine de 1902 à 1907*.
- THOLANCE. — *Réglementation des prêts sur récoltes*, Rapport au lieutenant-gouverneur de la Cochinchine, du 6 janvier 1910.
-

INTRODUCTION

Naguère encore, l'Indochine était regardée dans la métropole comme la plus précieuse unité de notre empire colonial. Notre possession d'Extrême-Orient était, en effet, l'objet d'une sollicitude qui témoignait des meilleures intentions à son endroit ; on la couvait des yeux, car son avenir était plein de promesses. L'emprunt de 200 millions fut le moindre prix des espérances illimitées qu'on fondait alors sur elle. Mais, depuis quelque temps, l'engouement s'est porté ailleurs. Le livre d'Onésime Reclus, *Lâchons l'Asie... prenons l'Afrique !* aurait-il à ce point désorienté les esprits ? Favorite à son heure, l'Indochine aurait-elle cessé de plaire ?

Les déconvenues de ceux qui ont consacré jusqu'ici tous leurs efforts à affirmer la puissance économique de ce pays, en même temps que le génie de la race annamite ; l'indécision du gouvernement à agir, cependant que les crises agricoles, commerciales et financières se répètent depuis tantôt dix ans, déterminant un malaise qui tend à devenir général et se traduit par le mécontentement de la

population indigène ; en dernier lieu encore, la façon dont le Parlement vient d'accueillir le nouveau projet d'emprunt indochinois, les tiraillements d'une discussion désordonnée, la défiance injustifiée envers certaines parties du programme des travaux à entreprendre à l'aide de cet emprunt, la cote mal taillée issue finalement du vote de la Chambre : tout cela est assez symptomatique et jette une note bien triste sur les beaux rêves d'hier.

Et cependant de graves problèmes économiques s'agitent là-bas. Le plus grave de tous, à l'heure actuelle, est assurément celui du crédit, en Cochinchine surtout.

On a dit avec raison que la Cochinchine était l'un des pays les plus riches du monde ; mais c'est en même temps, par un contraste assez curieux, l'un de ceux où le taux de l'intérêt atteint les chiffres les plus élevés. Comment expliquer cette anomalie, sinon par une organisation insuffisante des moyens de crédit. La colonie paie trop cher les capitaux que des étrangers lui apportent ; l'usure est un des pires maux dont la population indigène ait à se défendre, et l'on en est encore à chercher les moyens d'y remédier d'une manière efficace.

Les difficultés sont-elles donc tellement inextricables, ou faut-il accuser la routine administrative, ou bien encore le pays n'offre-t-il pas de garanties suffisantes pour prétendre à un meilleur sort ?

A cet égard, une première réflexion s'impose : l'œuvre de civilisation que nous avons entreprise en ce pays n'allait pas sans une observation préalable, consciencieuse

des mœurs, des usages et surtout des institutions d'un peuple auquel nous allions imposer notre domination, nos lois, notre organisation administrative, inculquer nos leçons, nos préceptes, nos formules, imprimer nos manières même ; elle n'allait pas non plus sans une incessante préoccupation d'assurer à nos protégés et sujets, en échange de leur soumission, le mieux être que poursuit toute société en voie de développement ; et comme nous prétendions précipiter l'évolution de celle-ci, l'accomplissement de cette tâche devait être subordonné à l'adoption d'une ligne de conduite soigneusement tracée. En procédant avec méthode et sagesse, nous devions réaliser une œuvre d'ensemble durable et perfectible à l'infini par le seul effet des résultats acquis.

Le premier de ces résultats à atteindre dans la voie économique, c'était la sécurité de la propriété, la même pour tous à la base, eu égard du moins aux principes du droit annamite que nous ne pouvions songer à éliminer.

Si l'on avait commencé par là, en mettant entre les mains des propriétaires indigènes des titres authentiques, inattaquables, leur permettant d'offrir un gage sûr et facilement réalisable, on n'aurait pas à déplorer aujourd'hui le mauvais état du crédit. Certes, tant que la propriété foncière n'était pas bien assise, il ne servait à rien d'introduire en Cochinchine notre régime hypothécaire.

Nous aurons à nous attarder sur cette question primordiale de la sécurité des garanties immobilières. En l'indiquant ici d'un mot, nous n'avons en vue que de signaler le

danger qu'il y avait à vouloir trop simplifier les choses. A ce compte, il eut été encore plus simple de supprimer la législation annamite et de la remplacer par notre Code civil. Cette transformation à coups de lois importées de la métropole, qu'on n'a pas craint déjà d'entreprendre en substituant notre législation pénale à celle existante, gardons-nous de la vouloir aussi intempestive dans le domaine des institutions civiles et économiques.

Sans doute, on peut concevoir la possibilité d'adaptations susceptibles de réaliser un progrès ; mais combien ces tentatives exigent de précautions. Aucune réforme ne saurait être accomplie utilement, sans une étude préalable des conditions du milieu, des besoins auxquels la réforme doit répondre, de l'efficacité possible des mesures préconisées, des intérêts en jeu, des difficultés pratiques, etc.

Simple question de méthode, pensera-t-on ? Cependant tout est là. Que de déceptions cruelles eussent été épargnées si l'on avait toujours pesé mûrement les conséquences d'innovations ou de substitutions qui paraissaient les mieux inspirées !

Ainsi donc, on ne peut espérer faire œuvre utile dans un pays que tout autant que l'on a dégagé les tendances et les aptitudes particulières de ses habitants, et ceci n'est possible précisément qu'en observant attentivement le milieu et les institutions locales. Il peut se faire d'ailleurs qu'on se trouve en présence d'une organisation sociale comparable à celle d'autres pays, et qu'on soit par suite tenté de procéder par analogie. Les résultats obtenus

là peuvent être engageants, mais encore faut-il agir en parfaite connaissance de cause. La besogne sera évidemment simplifiée quand on aura acquis la certitude que les mêmes lois président à la vie économique des pays comparés. Il est vrai que l'assimilation n'est jamais possible complètement. En Indochine même, où les institutions sont communes, ce qui est applicable au Tonkin ne l'est pas toujours nécessairement à la Cochinchine ; c'est que, malgré d'étroites affinités, les milieux sont différents par certains côtés : différents le climat, la nature et la fertilité du sol, le régime des eaux, la densité de la population, pour ne citer que ces éléments. De sorte qu'en raison de ces différences, chacune de ces régions a des besoins particuliers qu'il importe de ne pas confondre.

Mais quand les forces vitales de tel pays sont en péril, minées par un fléau comme l'usure, on peut bien, connaissant le mal et ses causes, s'inspirer des principes universellement admis en matière de crédit et rechercher dans quelle mesure il convient de les appliquer là, en interrogeant au besoin l'expérience du dehors, si les circonstances le permettent.

Au demeurant, la Cochinchine a un sol merveilleusement doué, d'une fertilité inépuisable, en même temps qu'une population travailleuse ; il ne manque à ses habitants que les ressources nécessaires au développement normal de leurs exploitations rurales et les moyens de conserver le fruit de leur labeur.

Or, en dépit d'une situation déplorable au point de vue du crédit, cette colonie est arrivée à un état de prospérité indéniable. La production agricole, qui consiste principalement en riz, a augmenté dans de notables proportions, si l'on en juge par l'importance croissante des superficies cultivées et le bilan des exportations. Quelques chiffres suffiront à en indiquer la progression.

En 1878, il y avait 300.000 hectares de rizières en exploitation, et la Cochinchine avait exporté 250.000 tonnes de riz représentant une valeur de 42 millions de francs, contre 187.000 tonnes environ (valeur 30 millions) en 1875. De 1888 à 1909, la superficie des rizières s'est étendue de 800.000 à 1.530.000 hectares, et les exportations ont passé de 525.000 tonnes à 1 million environ (1). En 1910, les exportations ont atteint 1.100.000 tonnes. Par contre, les chiffres de l'année dernière accusent un déficit considérable par rapport aux années précédentes — l'exportation n'a pas dépassé 652.000 tonnes; — mais cela tient à ce que la récolte de 1911 a été particulièrement mauvaise, si mauvaise même qu'on a dû prendre des mesures pour arrêter la sortie des riz (2).

Quoi qu'il en soit, d'une façon générale, il est vrai de

(1) En 1907 même — année exceptionnelle, il est vrai — on a exporté plus de 1.200.000 tonnes, exactement 1.255.000 tonnes, soit une valeur de 177 millions et demi de francs.

(2) La récolte de 1912, sans être aussi mauvaise, a été également médiocre, et les exportations n'ont atteint pour les deux premiers trimestres que 380.000 tonnes.

dire que la riziculture en Cochinchine est en progrès ; elle l'est du moins en ce sens que les exploitations gagnent du terrain. On a pu estimer la production annuelle des superficies actuellement cultivées à environ deux millions et demi de tonnes de paddy ou riz en paille, et il y a encore en réserve sur le territoire de la colonie près de deux millions d'hectares de bonnes terres attendant la charrue et qui pourront être mises en valeur le jour où l'on aura procédé aux travaux de canalisation qui doivent les rendre propres à la culture.

Que de tels résultats soient possibles par la culture extensive, avec des procédés rudimentaires, et surtout dans les conditions les plus défavorables par ailleurs, c'est ce qui a permis d'affirmer depuis longtemps déjà que « si le propriétaire cochinchinois était mieux rémunéré du prix de ses efforts, si les biens, par suite de l'usure qui les dévore, ne changeaient pas de main tous les douze ans en moyenne (1), il est incontestable que le développement de la production, non seulement du riz, mais encore de tous les autres produits tropicaux, aurait lieu sur une bien plus grande échelle (2). »

Toutefois, il ne suffit pas de désirer produire davantage ; l'abondance n'est pas un élément de prospérité

(1) Les statistiques font défaut, mais ce renseignement recueilli il y a plus de trente ans dans un rapport officiel, n'a pas cessé d'être exact ; dans certaines provinces, les faits semblent le démontrer tous les jours.

(2) V. le rapport du Directeur des colonies cité p. 146, note 2.

tellement absolu qu'aucune autre préoccupation ne doive exister. Pour ce qui est de la production du riz en particulier, comme elle n'est pas toute absorbée par la consommation indigène, dans les bonnes années, la Cochinchine peut exporter à peu près autant que le Siam; mais on a remarqué qu'elle éprouvait des difficultés pour la vente au dehors parce que les riz qu'elle produit sont de qualité inférieure, et M. Klobukowsky, dans un discours au Conseil supérieur de l'Indochine, en 1910, eut l'occasion de signaler combien plus importante encore que l'abondance des récoltes devait être l'amélioration de la qualité du riz.

Il est en effet certain que si la Cochinchine devait continuer à voir augmenter sa production par suite du seul accroissement des surfaces cultivées et de leur rendement, sans souci de la qualité des riz, l'écoulement en deviendrait de plus en plus difficile. D'ores et déjà, on a été amené à constater que « lorsque les récoltes sont bonnes en Birmanie et au Siam, comme, d'autre part, les besoins de la Chine ne sont pas très importants en raison d'une production locale suffisante, les riz de Cochinchine luttent difficilement contre ceux des pays voisins, souvent d'une qualité supérieure (1). »

Une *association rizicole indochinoise* s'est formée, il est vrai, dont le premier soin doit être évidemment de poursuivre la sélection des produits. Il est grand temps d'y songer sérieusement.

(1) Extrait d'un article de M. Chesnay sur « les irrigations et les riz. » V. *La Politique Indochinoise* du 29 octobre 1910.

D'un autre côté, on s'est enfin rendu compte des inconvénients de la monoculture, d'autant plus nuisible à la prospérité de la colonie que la qualité relativement médiocre du riz risque précisément d'en compromettre la vente. Aussi, depuis quelques années, des essais ont été tentés dans d'autres directions : sériciculture et plantations de caoutchouc notamment ; mais on est encore loin des résultats pratiques, et puis, l'indigène n'étant pas familiarisé avec les procédés d'exploitation qui conviennent à de pareilles entreprises, c'est toute une éducation nouvelle que réclame l'introduction de ces méthodes.

Il est à souhaiter du moins que l'Administration prenne le parti d'encourager directement les efforts des Annamites au moyen de primes, après les avoir initiés à la mise en œuvre des industries les plus diverses par une vulgarisation appropriée. C'est la seule façon de hâter l'évolution vers le progrès et de mettre nos protégés à l'abri des aléas que comporte forcément le régime de la monoculture.

Le programme est étendu, on le voit. Or, le point de départ de tout cela est dans l'organisation du crédit. Les charges qui pèsent encore aujourd'hui sur l'agriculture indigène en arrêtent l'essor ; les prêteurs et les intermédiaires auxquels le petit cultivateur est obligé de s'adresser lui enlèvent tous les bénéfices de sa production. L'état de dépendance où il se trouve vis-à-vis des uns et des autres le condamne à un perpétuel recommencement. De sorte qu'en dépit des apparences la masse de la popu-

lation est demeurée dans une condition plutôt précaire.

Il importe d'enrayer le mal, et pour cela nous devons nous attacher à éclairer les indigènes, les aider à sortir de l'ornière, à conquérir leur indépendance, les émanciper en quelque sorte. A ce propos, si nous ne craignons de tomber dans un travers à la mode aujourd'hui, nous préconiserions ici une politique d'émancipation avant toute politique d'association ou de coopération, formules dont on abuse malheureusement trop depuis qu'on a pris l'habitude en France de se payer de mots. Pourtant, nous en avons une sous les yeux qui produit la meilleure impression ; elle se trouve énoncée dans un rapport de M. Dubief : « La nouvelle politique, écrivait-il en 1903, réside dans la mise en valeur d'une colonie par l'enrichissement des indigènes qui l'habitent. »

Le principe est excellent, et nous y souscrivons avec empressement ; mais l'a-t-on mis en pratique ? Interrogeons les faits : les indigènes de Cochinchine, par exemple, sont-ils en train de s'enrichir ? D'autres avant nous ont déjà posé la question : « Où sont, dit notamment M. Louis Bonnafont, les grands propriétaires fonciers indigènes ? les agriculteurs opérant selon nos méthodes ? les industriels ayant créé un élément de richesse dans le pays ? les nhaqués-gentilshommes, ayant crédit en banque, terres au soleil, valeurs françaises dans leur coffre-fort ? Je cherche, dit-il. Je n'en trouve pas. » Et il conclut : « Cela, parce que nous n'avons pas développé ni permis de mettre en pratique chez le paysan, les idées

d'épargne et de prévoyance, qui font la supériorité du civilisé sur le sauvage (1). »

Voilà où nous en sommes encore à l'heure actuelle. Ce serait à désespérer si les bonnes volontés faisaient défaut. Heureusement, il n'en est rien, et nous devons malgré tout avoir foi dans l'avenir. L'Administration française n'a pas fait faillite en Asie. On a osé l'écrire, mais nous nous refusons à le croire. Notre empire d'Extrême-Orient doit tenir le premier rang parmi nos possessions d'outre-mer; il a le droit d'y prétendre. Et puisque nous avons tant fait de promettre aux Annamites de les faire coopérer à notre effort d'expansion en les associant à une œuvre dont ils doivent être les premiers à bénéficier, commençons donc par leur procurer les moyens de tirer le meilleur parti des ressources de leur pays.

Désormais, le programme est tracé; il faut aller de l'avant et renoncer au paradoxe: bien dire et laisser faire. A ceux qui connaissent l'Indochine et s'y intéressent de contribuer, chacun dans la mesure de ses moyens, à découvrir les meilleures méthodes d'action en vue d'assurer la prospérité du pays et de ses habitants, par l'utilisation rationnelle de toutes ses forces productives.

Quant à nous, ce n'est pas sans appréhension que nous nous sommes décidé à aborder l'examen de ce problème si complexe du crédit, et en particulier du crédit agricole

(1) V. *La Politique Indochinoise* du 23 avril 1910.

en Cochinchine. La crainte d'errer nous a fait longtemps hésiter, d'autant que nous n'avions pour nous guider dans nos recherches que des indications sommaires et des documents superficiels pour la plupart, quoique nombreux relativement sur une matière d'ailleurs vaste. Sans les encouragements et les avis éclairés que nous ont prodigués les personnes autorisées auxquelles nous nous sommes adressé — et nous sommes heureux de pouvoir les remercier ici —, il nous eut été difficile de grouper autrement qu'au hasard les éléments d'un travail d'ensemble qui n'a jamais été fait.

Dans la première partie de cette étude, nous analyserons d'abord les règles que la loi annamite a posées et dont l'ensemble constitue la théorie du prêt à intérêt. Cette analyse juridique est indispensable pour bien comprendre la portée du problème économique dont nous rechercherons ensuite les données, non sans insister au préalable sur les abus commis par les usuriers à la faveur même de la législation en vigueur, et aussi sur les causes d'insuccès des tentatives qui ont été faites jusqu'ici pour remédier à l'état de choses dénoncé.

Après quoi, nous nous proposons d'étudier les moyens les plus propres à sauvegarder les intérêts de l'agriculture indigène et tout spécialement les conditions auxquelles doit être subordonnée l'organisation du crédit agricole dont nous esquisserons les bases fondamentales, telles que nous les concevons.

Enfin, nous examinerons la question de l'accaparement

des riz par le commerce chinois, et dans quelle mesure cette question nous paraît liée à celle du crédit ; nous serons amené, par suite, à préférer telle solution susceptible d'assurer l'indépendance des petits producteurs vis-à-vis des acheteurs, condition *sine qua non* de l'efficacité du crédit mis à leur disposition, non plus pour les ruiner, mais bien pour leur venir en aide, susceptible aussi de faciliter l'épargne en vue du bien-être auquel tous doivent pouvoir aspirer.

CHAPITRE PREMIER

Théorie du prêt à intérêt en droit annamite. — Analyse des textes qui le réglementent. — Efforts de la loi annamite pour combattre l'usure. — Inefficacité du système prohibitif.

I. — Le prêt est un des contrats les plus répandus chez les Annamites; mais, comme les institutions de ce peuple n'ont pas toujours reçu la consécration juridique qu'elles comportaient, il n'y a pas à s'étonner que celle-ci ne soit réglementée qu'en partie dans sa législation.

C'est ainsi qu'on se heurte, au premier examen, à toutes sortes de difficultés, si l'on veut chercher à fixer la théorie de ce contrat en droit annamite. D'abord, aucune distinction n'existe dans le Code entre les différents prêts connus chez nous. La loi s'est-elle jamais préoccupée, par exemple, de définir et réglementer le prêt à usage? Les conventions particulières et la coutume suffisent peut-être à en assurer la pratique, mais n'empêchent pas toujours les contestations de s'élever et les procès de s'engager à l'occasion d'obligations de cette nature, se traduisant la plupart du temps par quelque action en dommages-intérêts, difficile à soutenir en justice sans base contractuelle certaine.

Aussi bien, laissons là ces considérations sur un commodat mal défini, qui par ailleurs nous intéresse peu, et examinons au point de vue théorique le seul prêt qui, à nos yeux, mérite d'être analysé : le prêt à intérêt ou prêt à usure (1); encore serons-nous obligé d'y rattacher toute une série de conventions qui, en théorie étroite, échapperaient à notre examen, mais qu'il est pourtant impossible de tenir pour absolument étrangères au prêt à intérêt dont elles ne sont en somme que des modalités, dans le domaine du droit annamite.

Théoriquement donc, le contrat s'analyse en une convention aux termes de laquelle l'emprunteur reçoit une somme d'argent qu'il s'engage à rembourser dans un délai déterminé, avec un intérêt calculé d'après l'importance et la durée du prêt, souvent aussi en rapport avec les risques que peut courir le prêteur suivant les garanties de solvabilité plus ou moins douteuses que présente son débiteur. Mais le contrat n'a pas toujours pour objet une somme d'argent : celui qui emprunte, par exemple, une certaine quantité de paddy stipulée remboursable par une même quantité de paddy, augmentée des intérêts également décomptés en paddy, contracte, à notre avis, absolument dans les mêmes conditions. Ce n'est pas tout à fait le prêt sur récolte, soumis à d'autres règles, et que nous étudierons par la suite, mais c'est une forme de prêt à

(1) La loi annamite ne s'occupe d'ailleurs que des prêts d'argent. V. *Code annamite* traduit par Philastre, tit. VI, art. 134, I, p. 601.

intérêt tout aussi parfaite que le prêt d'argent, et d'un usage également fréquent.

Sans doute, il n'est question dans le Code que des prêts d'argent, et, sous ce prétexte, la jurisprudence locale aussi bien que la doctrine enseignée par quelques auteurs qui se sont intéressés à la question, notamment par M. Silvestre, refusent d'appliquer les mêmes règles aux autres prêts de consommation.

« Dans le louage, écrit M. Silvestre, il n'a été marqué aucune limite à la rémunération du service rendu par le propriétaire au locataire, et c'est le seul accord volontaire des parties qui peut fixer l'étendue de la rémunération ; il en est de même du prêt à consommation des choses telles que grains, marchandises ou produits quelconques ;... (1) »

Telle est également l'opinion généralement suivie en jurisprudence : de nombreux arrêts de la Cour d'appel de l'Indochine refusent au juge le pouvoir de discuter le taux des intérêts convenus en nature d'un prêt en nature.

Mais, s'il en est ainsi, que deviennent les prohibitions de la loi dont nous allons aborder bientôt l'examen, s'il est permis de les tourner aussi facilement ? Si les prêteurs peuvent exiger tels intérêts qu'il leur plaît en faisant souscrire par leurs débiteurs des obligations stipulées en

(1) Silvestre, *Considérations sur l'étude du droit annamite*, publiées dans le *Recueil de jurisprudence, de doctrine et de législations coloniales*, Penant, années 1897 à 1900, II^e partie. (Ch. IV, tit. IV, Du prêt, vol. 1899, p. 112).

nature, ils ne manqueront pas d'en user même pour des prêts d'argent, toutes les fois qu'ils verront là le moyen d'échapper aux sanctions de la loi.

Nous verrons d'ailleurs qu'il peut toujours y avoir lieu à estimation de valeur, en vertu d'autres dispositions du Code (art. 23) relatives aux produits d'action illicite, sans distinction, aux fins de restitution, voire même de confiscation dans certains cas, s'il y a lieu, c'est-à-dire s'il y a produit illicite, autrement dit excessif.

Dès lors, pourquoi ne pas admettre que les intérêts d'un prêt en nature, faisant l'objet d'une convention soumise à l'examen d'un tribunal, lorsqu'il y a disproportion entre le taux de ces intérêts et le montant de la valeur prêtée, puissent être discutés; ne doivent-ils pas être réputés, en ce qu'ils ont d'excessif, produits d'action illicite et par conséquent réduits d'autant ?

On ne saurait négliger, en tout cas, que le prêt de consommation fait à titre onéreux est toujours un prêt à intérêt : peu importe son objet, argent ou autre chose.

Cela étant, notons succinctement ce qui caractérise la convention dans la pratique annamite.

Généralement le contrat est écrit (1) et fixe les condi-

(1) Les observations de Luro sur ce point sont intéressantes à noter, en tant qu'elles se trouvent confirmées par la pratique courante : « Il n'est pas d'usage de prêter de l'argent, même pour des sommes assez minimes, sans un écrit; la preuve testimoniale a trop peu de valeur dans ce pays pour ne pas écrire les conventions. Cet

tions du prêt, l'époque du remboursement, pas toujours le taux de l'intérêt convenu ; c'est ce qui a lieu notamment lorsque dans la convention écrite l'emprunteur s'engage à rembourser à telle date, telle somme ou valeur prêtée « capital et intérêts compris » : formule suspecte qui, le plus souvent, cèle le taux usuraire le plus exorbitant, mais contre laquelle on ne peut rien.

On a raison de dire que les prêts d'argent sont la plaie du pays d'Annam. L'Annamite y a recours journellement et avec une trop grande facilité. L'imprévoyance de la race, source de tant de calamités et menace perpétuelle pour la vie économique de ce peuple, conduit fatalement l'indigène à s'endetter, et parfois dans des conditions tellement onéreuses qu'il ne peut parvenir à se libérer.

Du reste, les contrats ayant pour objet des prêts à intérêt, assez peu variés en la forme (1), témoignent

écrit est toujours sous-seing privé ; d'où de nombreux procès, occasionnés surtout par les débiteurs qui nient leur signature... La possession de la créance écrite est, entre les mains du créancier, une preuve qu'il n'a pas été payé. Aussi le débiteur doit-il exiger l'obligation souscrite par lui lorsqu'il la renouvelle ou lorsqu'il rembourse sa dette. Mais s'il ne paie pas le capital entier, au lieu de retirer l'obligation souscrite par lui et d'en souscrire une nouvelle pour la somme restant à payer, il peut se contenter d'un reçu. Ces reçus sont sous-seing privé et on s'expose à ce que le prêteur nie sa signature ou que ses ayants cause la méconnaissent. » *Cours d'administration annamite*, 38^e leçon.

(1) Nous avons indiqué plus haut les stipulations normalement contenues dans ce qu'on peut appeler le contrat type ; mais ses dérivés ne sont pas moins caractéristiques et retiendront notre attention à l'occasion.

généralement des appétits des prêteurs usuriers dont les subterfuges en maintes circonstances tendent à compliquer inutilement le libellé des conventions.

Cette propension à l'usure innée, dit-on, chez les Orientaux, ne pouvait laisser indifférent le législateur du Code, et les prescriptions rigoureuses de la loi annamite qui sont à rapprocher de celles de l'ancien régime en France et même, après la Révolution, de celles de la loi du 3 septembre 1807, ont eu certainement pour but d'y porter remède, sinon d'enrayer le mal.

II. — Les dispositions du Code annamite qui réglementent le prêt ne visant que les prêts d'argent, il est à supposer que ses rédacteurs n'ont pas cru aux dangers de l'usure sous une autre forme ; au surplus, comme ils ont puisé dans le Code chinois la plupart des principes de la législation d'Annam, ils n'y ont trouvé en cette matière que les règles fondamentales destinées à réprimer l'usure précisément sous cette forme, à punir le débiteur retardataire et protéger le débiteur pauvre contre l'oppression du créancier « influent et puissant ». Ces règles, contenues dans les lois de Duong (1) et classées au titre des « lois diverses », formaient en tout six articles ; plus tard, sous la dynastie des Minh, on en fit trois articles « et on ajouta les dispositions relatives aux fonctionnaires qui s'appuient sur leur puissance et sur la violence, et à ceux

(1) La dynastie des Duong a régné de 618 à 905.

qui enlèvent des personnes de force pour compenser une créance. Ces lois ont ainsi été rendues plus claires et les lacunes ont disparu (1). »

Le Code annamite légifère sur ces données et la rubrique de l'article 134 : « Exiger des intérêts prohibés » est assez significative. Aux termes de cet article, d'abord :

« Celui qui, en affaires privées (2), prête de l'argent, ou bien qui prête sur gages, ne peut, en aucun cas, exiger un intérêt mensuel plus élevé que 0,03 d'once d'argent (pour une once, soit 3 0/0 par mois); bien que le nombre d'années ou de mois soit considérable, il ne peut exiger plus que la restitution du capital et d'une somme d'intérêts égale à ce capital... »

Voilà déjà une restriction à la liberté des conventions des parties. En principe, elles ont le droit de fixer entre elles un intérêt *équitable*, d'après l'urgence de leurs besoins mutuels (3); or, aux termes de la loi, l'intérêt est

(1) Cette indication se trouve dans une annotation du Code chinois rapportée par Philastre, *Code annamite*, I, p. 601.

(2) De ce que la loi vise spécialement les prêts « en affaires privées », M. Silvestre conclut peut-être avec raison qu'il n'est pas question ici des prêts « en affaires commerciales. » Cette distinction peut sembler admissible, en effet, si l'on accepte avec l'auteur qu'« il n'a pu échapper à la logique des rédacteurs du Code qu'en matière commerciale l'argent est une marchandise comme une autre, tandis que, en matière civile, c'est un objet de première nécessité qui, à ce titre, appelle la sollicitude de la loi et l'oblige à protéger les pauvres contre les abus de la richesse. Du reste, observe encore M. Silvestre, s'il en était autrement, on ne s'expliquerait pas le soin qu'a pris le législateur de préciser qu'il s'agit d'affaires « privées »; le terme en opposition ne saurait être « affaires publiques », puisqu'il n'est pas de prêts connus à l'occasion d'affaires publiques. » *Considérations sur l'étude du droit annamite, loc. cit.*

(3) V. le commentaire officiel, sous l'article 134.

équitable tant que le taux convenu ne dépasse pas 3 %, par mois ; il est démesuré et abusif dès qu'il atteint un taux plus élevé. La limitation du taux de l'intérêt à ce chiffre est impérative et la loi punit ceux qui y contreviennent.

Maintenant, comment interpréter la disposition relative non plus à la fixation du taux, mais au calcul de la somme d'intérêts égale au capital ? Le commentaire officiel du Code va nous fixer sur ce point :

« Si, par exemple, on prête une once d'argent d'après le taux de l'intérêt fixé à 0.03 d'once, ces intérêts accumulés pendant trente-trois mois, ou plus, feront la somme complète d'une once d'argent, égale au capital primitif prêté ou avancé ; c'est là ce qu'on appelle une somme d'intérêts égale au capital. Quoique le nombre d'années et de mois soit plus considérable, on ne peut continuer plus longtemps à compter l'intérêt de 0.03 d'once et, quoiqu'il y ait, par exemple, cinq ans ou dix ans, l'emprunteur doit rendre seulement le capital et une somme d'intérêts égale à ce capital. Voilà la défense relative aux intérêts des prêts et des prêts sur gage (1)... »

Ces règles prohibitives ne sauraient évidemment s'appliquer au cas où les intérêts que le capital prêté a pu produire pendant toute la durée du prêt ne sont pas *accumulés* à l'époque du remboursement. Ainsi, la somme des intérêts payés mensuellement ou même annuellement n'entre pas en compte dans le calcul des intérêts accumulés et le débiteur peut parfaitement avoir déjà payé à son créancier des intérêts dont la somme dépasse le mon-

(1) Philastre, *Code annamite*, I, p. 602 (C. O.).

tant du capital et être encore tenu de tous ceux qu'il aura laissé accumuler dans la suite jusqu'à concurrence de ce montant. En d'autres termes, c'est la somme des intérêts échus et non payés qui ne peut jamais dépasser le capital prêté, en vertu du principe rapporté plus haut.

Luro, et avec lui M. Silvestre (1), ont vu là au contraire une exception à la règle, et le seul fait par ces auteurs de prétendre que le « prêt avec condition de remboursement par annuités » notamment doit être considéré comme un cas à part « dans lequel la *totalité des intérêts* peut dépasser la valeur du capital *sans enfreindre la loi* » pourrait laisser supposer qu'ils n'ont pas attaché aux termes « *intérêts accumulés* » l'importance que nous leur reconnaissons dans le texte. La question se trouve au reste élucidée dans les explications coordonnées de l'article 134 :

« Si chaque année le débiteur paie les intérêts, mais que le capital n'ait pas encore été remboursé, on ne peut faire la somme de tout ce qui a été payé en intérêts et s'appuyer sur cette disposition que la somme à rembourser ne peut dépasser le capital augmenté d'une somme d'intérêts égale à ce même capital. » (*Ann. du Code chinois*).

Il est vrai que M. Silvestre trouve défini dans ces explications le prétendu cas à part visé ; mais ne semble-t-il pas plutôt qu'elles viennent à l'appui de ce que nous avons dit, la totalité des intérêts payés pouvant, dans tous les cas indistinctement, être supérieure au capital, puisqu'il

(1) Luro, *Le pays d'Annam*, p. 247. — Silvestre, *Considérations*, loc. cit. (p. 113).

n'est question, encore une fois, dans la loi que d'intérêts accumulés et par conséquent non payés.

Pour soutenir une opinion différente, il faudrait qu'il y eût prohibition, non seulement quant aux intérêts accumulés, mais aussi quant à la durée du prêt que la loi ne limite pas : la défense qui met obstacle à la fixation d'un taux d'intérêt supérieur à 3 % eût également empêché de consentir des prêts pour une durée de plus de trente trois mois à ce taux.

Or, l'interprétation qui s'impose, conforme aux explications coordonnées extraites du Code chinois et rapportées par Philastre, démontre que la loi se borne simplement à défendre de laisser une créance en souffrance pendant plus de trois ans sans exiger le paiement des intérêts ; c'est, comme l'indique une note du Code chinois, l'application du principe qui découle des règles de définitions, suivant lequel la somme des loyers accumulés d'une chose ne peut jamais dépasser le prix de cette chose... (art. 23, § 4).

M. Silvestre remarque du reste que la défense de la loi tend à épargner au débiteur « des charges écrasantes par l'accumulation énorme d'intérêts dont son imprévoyance naturelle n'a su prévoir l'importance croissante. » Autrement, de quelle efficacité eût été n'importe quelle mesure limitant expressément la durée même du prêt ? Il est facile de se rendre compte qu'elle eût été plus vexatoire qu'utile, les parties pouvant toujours renouveler le contrat, à l'échéance, assez adroitement pour que le nouveau billet d'emprunt ne laisse nullement soupçonner l'exis-

tence de l'ancien, et empirer par ce subterfuge la situation du débiteur, au capital prêté s'ajoutant alors les intérêts échus capitalisés et productifs eux-mêmes de nouveaux intérêts.

Il est vrai que ces agissements sont expressément interdits et réprimés par une ordonnance de la 25^e année de Tu Duc (1872) (1). L'interdiction est formulée en ces termes :

« Les abus consistant, lorsque le débiteur ne s'est pas intégralement acquitté, à ajouter les intérêts au capital et à le forcer à souscrire à tout moment de nouveaux billets et autres agissements de ce genre sont complètement interdits. Ceux qui enfreindront ces défenses et exigeront un intérêt supérieur à 3 % (ceux qui exigeront par exemple, comme cela se pratique souvent, un intérêt de 30 sapèques par ligature et par mois) — c'est-à-dire 5 % par mois — ou des intérêts accumulés supérieurs au capital, seront passibles de 50 coups de rotin. De plus on comptera la quotité des intérêts, calculés à raison de 3 % par mois, supérieurs au capital et on prononcera pour incrimination au sujet d'un produit d'action illicite (2). »

(1) *Recueil des ordonnances royales*, traduction Deloustal, revue par G. Michel : O. n° 99, p. 85.

(2) La peine sera proportionnellement et progressivement augmentée, d'après la somme des intérêts perçus en trop, sans pouvoir dépasser 60 coups de truong et un an de travail pénible. — Comparez les dispositions de l'article 134 du Code légèrement modifié par l'ordonnance de Tu Duc qui en est comme le complément avec quelques atténuations et qui renvoie au Code et d'une façon générale

La même ordonnance vise d'autre part le cas où, au jour fixé pour le remboursement, l'emprunteur ne peut rendre que le capital sans les intérêts, ou seulement les intérêts sans le capital, et décide que dans ce cas on consignera clairement la mention du paiement partiel à la suite du premier titre pour faire loi ou sur une feuille de papier séparée qui sera conservée par le créancier pour servir de preuve, et l'on fixera une autre échéance.

Si l'on rapproche ces prescriptions l'une de l'autre on saisit sans difficulté leur portée respective : le législateur de 1872 admet qu'il soit accordé des *délais* au débiteur qui à l'échéance n'a pu satisfaire intégralement à ses engagements — nous verrons du moins quelles peines sévères (1) encourt le débiteur en retard de plus de trois mois pour l'acquittement intégral de sa dette, — mais ne tolère à aucun prix les renouvellements de billets. D'où il suit que jamais, d'après la loi, les intérêts ne devraient pouvoir se capitaliser à l'échéance.

III. — Malheureusement, en dépit des prohibitions de la loi, la coutume ne semble avoir tenu aucun compte de ces dispositions, et, s'il faut en croire un auteur conscien-

aux lois et décrets pour tous les cas dont elle ne s'occupe pas. — V. aussi l'article 23 relatif aux sanctions que nous allons examiner rapidement, spéciales aux produits d'action illicite.

(1) Ces peines sont déterminées par l'article 134 du Code. V. *infra*, p. 44, note.

cieux (1) qui s'est appliqué à connaître les différents usages couramment adoptés par les Annamites en matière de prêt à intérêt, le taux d'abord est en général d'autant plus élevé que le prêt est à plus courte échéance.

Ainsi, le prêt à l'année donne un intérêt de 20 à 60 %_o. « Si, à la fin de l'année, l'emprunteur ne peut rembourser sa dette, le capital primitif et l'intérêt produit se capitaliseront pour porter intérêts l'année suivante, et ainsi de suite. Ce qui fait qu'après quelques années, le débiteur ne peut plus se libérer. Quelquefois le créancier autorise son débiteur à se libérer en plusieurs paiements faits à intervalles égaux, appelés *ky* ; l'engagement écrit qui consacre cette convention s'appelle *giây ky*. »

Le taux de l'intérêt pour les prêts de moindre durée suit la gradation que voici :

Prêt à six mois	: de	30 à 100 % _o
— à trois mois	: de	40 à 160 % _o
— à un mois (2)	: de	120 à 240 % _o

En cas de renouvellements successifs, l'échéance est fixée d'abord à trois mois, puis à six mois et enfin à un an.

Voici d'ailleurs, ramassé au hasard des nombreux procès en réclamation de dette qui sont la menue matière à régler devant les tribunaux, l'exemple d'une demande en paiement telle que nous l'avons vu présenter et sou-

(1) Villard. — V. dans Miraben, *Précis de droit annamite*, p. 142.

(2) Nous dirons un mot plus loin du prêt à la petite semaine d'une pratique également très courante.

tenir, et qui donnera une idée plus suggestive des exigences et de la voracité des prêteurs.

La requête, adressée au président du tribunal, est ainsi conçue :

Je soussigné On van Kiên, demeurant à..., ai l'honneur de vous exposer que le 15 du neuvième mois de l'année Tân Súu le nommé Hô van Thiên m'a emprunté une somme de 50 piastres en s'engageant à me rembourser au bout de six mois la somme de 70 piastres en capital et intérêts; au 15 du neuvième mois de l'année Nhâm Dần il m'a emprunté une somme de 100 piastres en s'engageant à me rembourser au bout d'un an la somme de 148 piastres; et au 15 du huitième mois dernier il m'a emprunté encore 257 piastres en s'engageant à me rembourser au 15 du onzième mois la même somme et, en cas de non paiement à l'échéance, les intérêts de droit. Les délais de ces trois billets étant expirés, Thiên m'a demandé de s'acquitter en paddy pour éteindre ses dettes; mais il ne m'a payé ni paddy ni argent et m'a toujours renvoyé à plus tard. Je viens vous prier, en conséquence, de faire citer Hô van Thiên à comparaître devant le Tribunal pour s'entendre condamner à me payer par toutes les voies de droit et même par corps, 475 piastres, montant des trois billets, avec les intérêts de droit de cette somme, etc...

Fait à..., le...

Signé : ON VAN KIÊN.

A l'appui de cette requête, le créancier poursuivant produisait ses titres de créance dont voici également la teneur :

1° Les époux Hô van Thiên, demeurant à..., souscrivent le présent billet par lequel ils reconnaissent devoir à On van Kiên la somme de 50 piastres qu'ils s'engagent à rembourser au bout de six mois par la somme de 70 piastres, capital et intérêts compris.

Le 15 du neuvième mois de l'année Tan Súu (26 octobre 1901).

Signé : HỒ VAN THIÊN.

2° Les époux HỒ van Thiên, demeurant à..., souscrivent le présent billet par lequel ils reconnaissent devoir à On van Kiên la somme de 100 piastres qu'ils s'engagent à lui rembourser au bout d'un an par celle de 148 piastres, montant en capital et intérêts.

Le 11 du neuvième mois de l'année Nhâm Dân (12 octobre 1902).

Le débiteur, signé : HỒ VAN THIÊN.

3° Les époux HỒ van Thiên, demeurant à..., souscrivent le présent billet par lequel ils reconnaissent devoir à On van Kiên la somme de 257 piastres. Ils s'engagent à rembourser *la même somme* (1) au 15 du onzième mois, et devront supporter les intérêts de droit en cas de non paiement à l'échéance.

Le 15 du huitième mois de l'année At Ti (13 septembre 1905).

Signé : HỒ VAN THIÊN

THI ĐỒ.

Ainsi présentée, la réclamation semble viser trois obligations distinctes : en effet, nulle mention ne révèle qu'il s'agit là d'une même créance renouvelée, et le poursuivant l'a si bien compris qu'il n'a pas craint de spéculer sur

(1) Nous avons déjà déclaré suspecte la formule de reconnaissance de dette stipulée remboursable par telle somme, capital et intérêts compris, sans que le montant du capital prêté soit exprimé dans le billet (V. *suprà*, p. 24). — En voici une qui ne l'est pas moins, et c'est d'ailleurs, en l'espèce, ce qui différencie le dernier billet des deux précédents. Comment expliquer ce désintéressement supposé du créancier à qui l'on reconnaît devoir une somme qu'on lui remboursera telle quelle à l'échéance ? Le procédé est à dénoncer comme manœuvre d'usure dans la plupart des cas.

l'admissibilité de ses prétentions en exploitant l'inadvertance ou la faiblesse d'un débiteur trop naïf. Évidemment celui-ci a eu le tort de laisser les trois billets entre les mains de son créancier, ou tout au moins de ne pas faire mention du renouvellement sur chaque nouveau billet souscrit, ce qui eût peut-être refréné quelque peu déjà les appétits du prêteur. Toujours est-il qu'il fut établi — et le créancier lui-même finit par le reconnaître — qu'une somme de 50 piastres prêtée le 26 octobre 1901, avait produit à elle seule 257 piastres au 13 septembre 1905 et que, depuis l'échéance du billet souscrit à cette date, ce capital démesurément grossi recommençait à produire de nouveaux intérêts, lesquels allaient pouvoir s'accumuler légitimement, selon toutes apparences, jusqu'à doubler encore le montant du dernier renouvellement. C'est sans doute cette perspective d'un gain en quelque sorte illimité qui avait dû contribuer à créer le mirage d'une triple obligation dont le prêteur peu scrupuleux n'hésitait pas à se prévaloir en justice, au mépris des règles de l'honnêteté, les seules que le débiteur accablé pût invoquer en la circonstance contre des prétentions qui heureusement furent sans peine jugées exorbitantes.

IV. — Si nous étions encore sous l'empire des rigueurs de la loi annamite, la violation des règles édictées en cette matière, dans des conditions aussi déloyales, eût inévitablement exposé le coupable à être incriminé et puni comme nous l'avons indiqué plus haut. Quant au produit

de l'action illicite, il eût été confisqué ou restitué, suivant le cas, conformément aux prescriptions de l'article 23 du Code. Cet article a une portée fondamentale; ses dispositions embrassent un domaine très vaste, et, bien que nous n'ayons pas à en compulser le texte en détail pour les besoins de notre développement théorique, il n'est pas inutile de s'y attarder.

La caractéristique des prescriptions qui s'y trouvent contenues, c'est qu'elles procèdent à la fois de l'idée de répression et de l'idée de réparation. De là la double préoccupation à laquelle les tribunaux ne sauraient manquer d'obéir en appliquant les sanctions de la loi.

Essayons donc ici de suivre, sous ses aspects divers, la règle qui domine cette question du produit d'action illicite en prenant pour base d'application le produit illicite d'un prêt d'argent.

Tout d'abord, le prêteur et l'emprunteur qui contractent d'un commun accord en violation des règles, notamment de celles relatives aux prohibitions de l'article 134, sont coupables tous deux, si les intérêts consentis constituent un gain illicite pour le prêteur et par conséquent une infraction à la défense de la loi; dans ce cas, « celui qui a donné et celui qui a reçu sont punis de la même peine (1) », et le produit illicite est confisqué au profit de l'État.

Cette disposition impérative n'est pas spéciale au cas

(1) Parce que l'un a reçu ce qu'il ne devait pas recevoir, et l'autre a donné ce qu'il ne devait pas donner. — Voy. *C. O.* sous l'article 23, Philastre, *Code*, p. 196.

envisagé en l'espèce ; nous sommes avertis qu'elle a, au contraire, une portée générale. Aussi, d'après Philastre, le principe de la loi sera toujours contestable lorsque son application devient excessive, comme dans cet autre cas, rapporté par l'auteur, de la vente illicite d'un bien, le prix de la vente devant être confisqué si le vendeur et l'acheteur ont eu connaissance de l'illégalité : à plus forte raison dans notre hypothèse. Quoi qu'il en soit, la confiscation de ce qui constitue le produit de l'acte illicite, en tant que pénalité appliquée au délit d'usure, témoigne plus que n'importe quelle autre mesure, des efforts de la loi pour décourager les abus.

Ainsi, la loi veut frapper d'une double sanction pénale le prêteur qui a reçu un intérêt trop élevé en lui faisant rendre ce qu'il a perçu en trop, et l'emprunteur qui, ayant consenti à payer cet intérêt qu'il savait illicite, ne saurait prétendre en être remboursé. En d'autres termes, pour n'avoir pas voulu invoquer le bénéfice de la protection légale et s'être soumis de plein gré aux exigences de son prêteur, le débiteur est regardé comme aussi coupable que le créancier et doit être puni comme lui pour infraction à la défense exprimée.

Au contraire, « si celui qui prend et celui qui donne ne sont pas d'accord (1), le produit de l'action illicite

(1) « Cela veut dire que celui qui devrait prendre peu prend beaucoup, comme dans le cas, par exemple, de perception d'un intérêt trop élevé, ou, que celui qui devrait donner beaucoup donne trop

obtenu à l'aide de la force. en faisant naître un motif, créant une obligation, ou par extorsion, fera indistinctement retour au propriétaire. » Ici, la faute incombe tantôt au créancier, tantôt au débiteur, mais non plus à tous les deux à la fois, par ce fait même qu'il n'y a pas eu accord entre eux. Il s'ensuit que l'auteur de l'infraction unilatérale doit supporter seul les conséquences de sa faute. Par suite aussi, la prohibition légale va comporter cette fois, à côté de la sanction pénale, une sanction purement civile.

Nous venons de voir comment, par une conséquence naturelle immédiate de la restriction apportée à la liberté des conventions, lorsque ces conventions trahissaient simplement un abus des besoins de l'emprunteur, celui-ci ayant cru devoir céder aux exigences du prêteur pour se ménager de plus larges mais plus onéreuses facilités de paiement, la répression pénale atteignait les deux parties contractantes.

Remarquons en passant que, tandis que la loi sur le délit d'usure en France (1) posant d'abord une distinction entre le délit d'habitude et le délit accidentel, ordonne dans ce dernier cas l'imputation de plein droit des intérêts excessifs perçus par le créancier sur les intérêts légaux alors échus, s'il en est encore qui soient impayés, et subsidiairement sur le capital de la créance, ou, lorsque la créance est éteinte en capital et intérêts, condamne le

peu, comme, par exemple, lorsque quelqu'un diminue la somme qu'il doit donner en paiement » *C. O.*, p. 196.

(1) Loi des 15 juin-1^{er} juillet et 19 décembre 1850.

prêteur à la restitution des sommes indûment perçues, avec intérêts à compter du jour où elles lui ont été payées ; la loi annamite, elle, entend réprimer pénalement dans tous les cas et frappe, nous le savons, aussi bien le débiteur que le créancier toutes les fois que celui-là s'est fait le *complice* (1) de l'infraction commise.

Mais si le prêteur outrepassa ses droits en commettant tels abus comme la perception d'un intérêt excessif dans des conditions qui constituent une aggravation plus ou moins marquée du délit (2) : violence, manœuvres frauduleuses, extorsion par intimidation, etc. ; dans ce cas naturellement le débiteur va trouver protection dans la loi. Il n'est coupable d'aucune faute ; c'est une victime, et à ce titre il pourra répéter tout ce qu'il aura indûment versé à son créancier, à moins que — et c'est là une originalité de la loi annamite — le produit illicite n'ait été dépensé et que le coupable ne soit mort. En effet, explique le commentaire officiel de l'article 23 que nous prenons pour guide, c'est par le coupable que le produit de l'action illicite a été dépensé ; le produit de l'acte illicite et l'auteur de cet acte n'existant plus ni l'un ni l'autre, on ne peut étendre à des innocents les conséquences de la faute et les obliger à indemniser (3).

(1) Rigoureusement il est tenu non pour complice, mais pour coauteur.

(2) Elles sont en même temps la preuve qu'il n'y a pas eu accord et que le débiteur ne s'est pas exécuté volontiers.

(3) Voy. du moins les observations qui vont suivre.

De même, par voie de réciprocité, si c'est le débiteur qui ne remplit pas ses engagements et use de procédés analogues pour s'en affranchir (manœuvres tendant par exemple à créer une décharge), il n'y aura pas à proprement parler « retour (restitution) au propriétaire » du produit illicite, vu que ce produit est fictif, mais, sous une autre forme, obligation pour le débiteur de payer la somme qu'il doit toujours, en dépit de ses fausses allégations. Toutefois, pour la même raison que précédemment, la restitution ou le paiement ne pourra plus être exigé si le débiteur est mort.

Est-ce à dire que la loi ne s'inquiète pas de savoir si le coupable a laissé ou non des biens en mourant, considérant uniquement en lui-même le produit illicite qui pourtant, s'il est fictif, peut ne jamais exister en nature comme le veut apparemment la lettre du texte ?

La question est assez délicate à trancher, et les observations de Philastre qui s'est attaché à dégager l'esprit de la loi, sont précieuses à enregistrer. Voici l'argumentation qu'il présente :

« A prendre le texte à la lettre, il y aurait confusion, dans l'esprit du législateur, sur les droits de la partie lésée et sur ceux des héritiers du coupable. Le mort ne peut saisir le vif que de ce qu'il possédait légitimement, c'est-à-dire que de ce qu'il possédait diminué de tout ce qu'il pouvait devoir à quelque titre que ce soit au moment de sa mort. Est-ce bien là l'esprit de la loi ? Ne peut-on admettre que les mots du texte « exister encore » ou

« exister actuellement » signifient aussi bien exister en valeur qu'exister en nature ? Nous inclinerions fort à le croire, d'autant que la restriction faite au sens général le plus naturel de cette expression du texte n'est formulée que dans les notes explicatives et les commentaires ; ce ne serait alors que dans le cas où le coupable ne laisserait absolument aucun bien en mourant, que ses héritiers ne seraient pas tenus à faire la restitution ou à payer sa dette. Il est bien évident cependant, d'après les notes explicatives entre parenthèses, le commentaire et même la deuxième des notes reproduites par le code annamite, que ce n'est pas là l'interprétation adoptée ; cette note en effet dit que lorsqu'il s'agit d'un vol on ne suit pas cette loi (d'après laquelle on n'exige pas la restitution si le coupable est mort) : on la suit donc dans tous les autres cas (1). »

De fait, l'interprétation des commentateurs du Code critiquée par Philastre, si elle est en harmonie avec les restrictions invoquées, ne l'est plus du tout avec les règles que nous allons examiner, relatives à l'estimation du produit illicite. En l'adoptant, on est obligé de reconnaître qu'il y a quelque inconséquence dans la loi. En réalité, il n'en est rien, et, en dépit de la démonstration tirée d'une

(1) L'explication n'est pas complète et le laconisme de la note oblige à des réserves. Nous les trouvons d'ailleurs dans le commentaire officiel : « Si, bien que le coupable soit mort, le produit même de l'action illicite existe encore, ou si, bien que le produit même de l'action illicite soit déjà dépensé, le coupable n'est pas encore mort, ce produit doit faire retour... à son propriétaire ; c'est pourquoi la loi dit : « Dans tous les autres cas la restitution sera poursuivie. »

simple note en regard du texte dans le Code, la dernière disposition du texte lui-même (art. 23, § 5), autrement significative, nous apporte la preuve manifeste que les commentateurs qui ont vu dans la précédente disposition l'impossibilité de poursuivre la restitution du produit illicite après la mort du coupable si ce produit a été déjà dépensé ou consommé, alors même qu'il subsisterait en valeur dans le patrimoine du *de cujus*, en ont sinon faussé le sens, comme le pense Philastre, du moins exagéré la portée. Le législateur n'est pas allé si loin ; s'il ne s'est pas exprimé assez clairement pour éviter toute méprise, c'est que, peut être, il n'a pas songé qu'elle fût possible : en édictant que le produit illicite dépensé ou consommé ne sera pas sujet à répétition lorsque le coupable sera mort, il a entendu poser en règle que les héritiers ne pourront pas être incriminés nitenus d'*indemniser* la partie lésée, et sous entendu en même temps, selon nous, que si la sanction civile doit demeurer inopérante dans ce cas, c'est uniquement à la condition que le coupable n'ait laissé aucun bien en mourant (1).

(1) Aussi bien pourrait-on faire valoir que le coupable ayant seul, de son vivant, tiré profit du produit de sa faute et ce produit ne se retrouvant plus sous aucune forme dans son patrimoine, ses héritiers n'en ont pu recueillir le bénéfice. Or, ceux-ci sont héritiers nécessaires, c'est-à-dire tenus d'accepter la succession, même déficitaire, en vertu de cette loi coutumière selon laquelle « la dette du père est due par le fils », et c'est à peine si l'on peut soutenir que, comme il s'agit en l'espèce de réparation d'un dommage, conséquence d'une action malhonnête, frauduleuse, *illicite*, imputable per-

Cette façon de voir se trouve d'ailleurs corroborée, justifiée même par les dispositions non équivoques d'une ordonnance de Tu Duc (1) qui spécifie que :

« Toutes les fois qu'un individu à cause d'un produit d'action illicite et obligé à la restitution sera décédé, un délai de six mois devra être assigné à sa femme et à ses enfants par les soins du service supérieur pour opérer la restitution de ce produit d'action illicite, Si, passé ce délai, ils ne se sont pas entièrement libérés, une enquête minutieuse devra être faite sur la situation de fortune de la famille du condamné et le résultat de cette enquête adressée au souverain.

« Pour ceux qui seront dans une situation précaire et misérable et *qui ne posséderont aucun bien*, il y aura lieu d'attendre un ordre du souverain leur faisant remise de cette restitution. Quant à ceux qui seront dans une aisance relative et pourront payer mais retarderont volontairement le remboursement, on leur fixera un nouveau délai de six mois et on les gardera en prison pour les contraindre au paiement (2)... »

sonnellement à son auteur, dans ces conditions le dédommagement sur les biens propres du coupable, à défaut de restitution proprement dite du produit illicite, est seul légitime, tandis que les successeurs n'héritant pas de la faute ne sauraient être tenus d'aucune réparation à un autre titre.

(1) Ordonnance de la 9^e année de Tu Duc (1856) ; *Recueil des ordonnances royales*, n° 23, p. 34.

(2) Nous verrons par contre qu'à l'égard des dettes successorales la contrainte par corps ne peut pas être appliquée à la veuve ni au fils : *infra* p. 6¹.

Voilà considérablement réduit à des proportions plus exactes le postulat légal de la restitution non exigible du produit illicite en cas de décès du coupable.

Voyons à présent et pour en finir avec l'article 23 du Code, comment se fait l'estimation de la valeur du produit d'une action illicite, estimation qui précisément n'a sa raison d'être que si ce produit n'existe plus en nature, et que le législateur s'est fait un scrupuleux devoir de régler jusque dans ses détails, témoignant ainsi d'un réel souci d'épargner les discussions et les mécomptes si fréquents, si faciles à prévoir même à l'occasion des restitutions de ce genre.

« Estimer la valeur du produit d'une action illicite, lit-on dans le commentaire officiel, c'est compter, en espèces, le prix des objets qui constituent ce produit. » Trois éléments distincts, logiquement combinés, entrent en jeu dans cette estimation : 1° le lieu où la faute a été commise ; 2° le temps, c'est-à-dire le moment où elle a été commise ; 3° le prix moyen, la valeur de l'objet étant calculée d'après sa qualité (1). Ainsi donc, toutes les fois qu'il y a lieu d'évaluer le produit de l'action illicite, il faut

(1) Explications coordonnées, sous l'article 23 : « Dans le lieu d'où provient le bien, le prix, suivant le temps, peut diminuer ou augmenter ; il n'est pas unique et invariable ; c'est pour cela qu'il faut tenir compte du temps et du lieu. La qualité peut être supérieure ou inférieure, et il en résulte que le prix peut être élevé ou vil ; si on prend le prix le plus fort, on pèche par sévérité ; si on adopte le plus faible, on pèche par indulgence ; aussi doit-on suivre le prix moyen. »

nécessairement tenir compte du prix moyen de la chose dont il s'agit, dans le lieu et à l'époque où le fait a été commis. Le résultat donne la valeur à restituer, et la peine elle-même est fixée d'après ce calcul.

Cette règle fondamentale s'applique à tout produit illícite, quel qu'en soit l'objet (1), sauf en ce qui concerne les matières d'or et d'argent; lorsque le produit « primitif » consiste en un de ces métaux précieux et qu'il ne peut pas être restitué en nature, on exige la restitution en métal fin.

V. — De tout ce qui précède se dégage une préoccupation dominante chez le législateur annamite, préoccupation se

(1) Spécialement quand le produit à évaluer consiste en un certain nombre de journées de travail d'un ouvrier, par exemple, la valeur du travail est calculée d'après le prix de chaque journée fixé pour chaque homme invariablement à 0,0855 d'once d'argent (ici, on le voit, l'époque ni le lieu n'influent sur le calcul). De même, précise encore le commentaire officiel, « s'il s'agit du prix de location de bêtes à cornes ou de chevaux, on estime et on fait le compte selon le nombre de jours et le prix de la journée de location à l'époque où la faute a été commise. Si la location a duré longtemps et que le prix accumulé soit très élevé, à ce point qu'il dépasse la valeur intrinsèque de l'objet, alors on fixe la somme due au prix même de l'objet loué; on ne peut exiger plus » en vertu du principe énoncé une fois de plus sous une forme aussi expressive qu'originale : « L'enfant ne peut être plus gros que la mère. » Dans ces deux cas particuliers, il est vrai, il n'est plus question de louage de choses consommables, caractéristique de notre prêt; cependant leur détail n'est pas sans intérêt pour nous, car nous aurons bientôt à revenir sur le produit d'action illícite en journées de travail, à propos du contrat d'engagement pour dettes. V. *infra*, p. 53.

traduisant par l'énorme et constant effort dont témoigne si énergiquement chacune des nombreuses règles qui viennent d'être analysées successivement, en vue de réprimer l'usure.

Ce système qui, nous l'avons déjà montré, comporte plusieurs tendances communes avec celui inauguré en France par la loi du 3 septembre 1807, restrictif avant tout de la liberté des conventions, avec des sanctions plus variées en même temps que plus sévères dans un sens, n'a pourtant pas mieux réussi que n'importe quel autre système répressif adopté ailleurs.

La plupart des auteurs, parmi lesquels citons M. Planiol, ont constaté « que les lois répressives de l'usure ne l'empêchent pas de se pratiquer : elles la forcent seulement à se cacher et, par suite, à se faire plus exigeante et plus dangereuse. A mesure que croissent les dangers attachés au métier de prêteur d'argent, l'usurier devient plus âpre au gain et se dédommage des risques qu'il court par l'énormité de ses profits. La protection légale se retourne ainsi contre ceux qu'on voulait protéger. Le remède à cette situation, qui a tout l'air d'un cercle vicieux, ne peut venir que d'une bonne organisation du crédit : plus il sera facile de se procurer de l'argent dans des maisons sérieuses, pratiquant le prêt honnêtement, plus le taux de l'usure baissera. Mais le danger ne disparaîtra jamais complètement pour les gens besogneux, qui n'ont point de garantie à offrir à leurs prêteurs (1). » Nous nous

(1) Planiol, *Droit civil*, 2^e éd., II, p. 641.

réserçons de mettre à profit en temps et lieu toute la valeur de cet enseignement.

La loi annamite a néanmoins poussé son effort plus loin encore, aussi loin que l'y invitaient les mœurs et coutumes de la race aux besoins de laquelle elle devait répondre. En même temps qu'elle soumettait toute convention de prêt d'argent aux règles étroites que nous connaissons et imposait au débiteur *retardataire* l'obligation, sous peine de châtiment corporel toujours, de tenir ses engagements dans un délai raisonnable (1), elle entendait assurer sa protection la plus large au débiteur *pauvre*, à la merci le plus souvent d'un créancier puissant et riche, n'admettant même pas que celui-ci, à supposer qu'il eût affaire à un débiteur récalcitrant, en mesure d'acquitter sa dette mais s'y refusant, usât de procédés arbitraires ou extra-légaux pour se faire rembourser.

Ainsi, aux termes de l'article 134 du Code auquel nous revenons, lorsque des personnes influentes et puissantes, ayant consenti des prêts d'argent, auront commis des actes de violence comme par exemple celui consistant à

(1) Nous savons que la loi lui accorde un délai de trois mois pour s'acquitter, à compter de l'échéance fixée dans le contrat. Après un retard de trois mois, le débiteur retardataire qui persiste à ne pas vouloir rembourser son créancier encourt une peine dont la quotité varie suivant la valeur de l'emprunt et augmente d'un degré pour chaque mois de retard en plus, jusqu'à concurrence de six mois, limite où la peine atteint son maximum. Dans tous les cas on poursuit le paiement du capital et des intérêts dus au propriétaire (créancier). — Voy., pour la gradation des peines, Philastre, *Code*, I, p. 601 à 603.

enlever de force ou emmener les troupeaux de leur débiteur, au lieu de porter plainte contre celui-ci devant les tribunaux pour inexécution d'obligation et défaut de remboursement à l'échéance, non seulement il y aura, dans ce cas, lieu à estimation de la valeur des troupeaux ou des biens enlevés par violence, en vue de l'attribution de l'excédent du prix de ces choses, si ce prix dépasse le montant du capital et des intérêts dus, suivant la procédure du produit d'action illicite, mais encore, et sans préjudice de la peine encourue par ces prêteurs pour incrimination au sujet d'un tel produit, ils seront punis de quatre-vingts coups de truong !

En principe, le remboursement de la dette n'est pas acquis de plein droit au créancier par ce procédé que la loi condamne ; c'est-à-dire que « ce qui est dû en capital et intérêts doit essentiellement être payé. » Cependant, étant donné que la loi ne se prononce pas en sens contraire et que, d'autre part, le fait de subordonner l'application de la procédure d'incrimination au résultat de l'estimation destinée à révéler si la valeur des biens ainsi appréhendés par le créancier est supérieure ou non au montant de la créance, et de décider implicitement qu'il n'y a produit illicite que s'il y a excédent de valeur, se concilie avec l'hypothèse d'une compensation possible, cette compensation de la dette par l'abandon des troupeaux et autres biens doit être admise en tout état de cause, à la seule condition que les parties tombent d'ac-

cord pour adopter cette solution (1). Autrement, d'après le droit chinois, le débiteur aura la faculté de racheter ses biens en payant ce qu'il doit, le créancier n'étant d'ailleurs pas tenu de les restituer dans d'autres conditions ; ce qui revient alors à admettre à son profit une véritable constitution de gage, en prévision du rachat éventuel, par l'effet de sa seule volonté.

De là cette conséquence assez inattendue, qui découle pour le moins des explications coordonnées annexées au texte du Code annamite, à savoir qu'un simple prêt ordinaire peut être ainsi converti en prêt sur gage forcé, le titre du créancier chirographaire se transformant, le cas échéant, en titre privilégié sur nantissement, pour peu que les parties conviennent après coup de consacrer par de nouvelles stipulations le fait accompli.

VI. — Et cela nous achemine tout naturellement à la notion théorique d'un système de compensation autrement complexe dont la manifestation la plus atténuée est l'engagement volontaire d'un ou plusieurs membres de la

(1) Au commentaire officiel de l'article 134, il est même spécifié que si le prix des troupeaux ou autres biens équivalant à ce qui est dû, et que les deux parties soient d'accord, personne n'est incriminé. Le créancier n'encourt pas moins, alors même que le prix des biens en question n'atteint pas la somme du capital et des intérêts que le débiteur devait rendre, la peine de quatre-vingts coups de truong, châtiment infligé pour emploi de la force et de la violence (*Ann. du Code chinois*), Philastre, I, p. 605.

famille du débiteur insolvable en compensation de sa dette.

Mais il importe, avant de réunir les éléments de ce système et d'en discuter l'application, de remonter à l'origine des choses en montrant les répugnances d'ordre moral auxquelles ont cédé dans une certaine mesure les populations asiatiques qui ont plus ou moins toléré le servage domestique ; ainsi s'expliquera pourquoi le contrat d'engagement primitif, qui a commencé par être une mancipation à vie pratiquée dès la plus haute antiquité en Chine non sans subir, là même où il a été en usage, certaines restrictions commandées par la nécessité d'en atténuer l'immoralité, n'a pas obtenu à proprement parler la sanction du législateur annamite.

C'est en effet dans le droit chinois qu'il faut encore aller puiser l'idée première d'une institution dont le Code annamite n'a recueilli que des fragments, uniquement d'ailleurs pour en condamner la pratique immorale qui probablement avait passé avec le reste dans les mœurs d'Annam.

M. Briffaut qui a consacré quelques pages fort intéressantes à « l'esclavage et l'engagement pour dettes en droit sino-annamite », explique que le contrat de louage à vie chez les Chinois, soumis autrefois à la surveillance — peu effective, dit-il — du mandarin judiciaire, induisait à concevoir qu'un homme pouvait devenir esclave pourvu qu'il y consentit. L'auteur va même jusqu'à conjecturer que la conception chinoise primitive ne repoussait pas absolu-

ment la possibilité de réduire en esclavage le débiteur insolvable par une sorte de *manus injectio* admise déjà exceptionnellement en cas de faillite dans l'ancien droit romain, eu égard au principe suivant lequel « le débiteur devrait être tenu dans sa personne plutôt que dans ses biens (1). »

Du contrat d'engagement à vie, tantôt consensuel — fatal refuge de l'individu tombé dans la misère et réduit à s'asservir « pour être nourri, » — tantôt imposé au débiteur soit par une coutume archaïque (droit chinois), soit par un abus de puissance de la part d'un créancier, dérive le contrat temporaire d'engagement pour dettes, appelé aussi « esclavage pour dettes » par un abus d'expression, semble-t-il.

Il faut, en effet, convenir avec M. Silvestre que les personnes ainsi mises en gage, bien qu'elles soient, dans un décret, assimilées aux esclaves (2), n'ont pas réellement

(1) Sur la situation de l'esclave en Chine, voyez les développements de M. Briffaut dans sa brochure, p. 8 et s. Bien entendu nous laissons de côté tout ce qui a trait à l'esclavage forcé, résultat des guerres en Annam comme en Chine, encore que certains auteurs pensent « que les Annamites, dans leurs guerres, ont toujours moins cherché à s'approprier les hommes que les territoires. » — Ce servage politique n'a du moins rien de commun avec le servage domestique auquel est assimilé l'engagement pour dettes dont nous nous occupons.

(2) Ce décret fait suite à l'article 283, Philastre, II, p. 318. En tout cas, l'assimilation s'entend, dans le texte, dans la mesure seulement où il s'agit de régler la position faite aux personnes mises en gage dans la famille qui les a engagées. — V. Silvestre, *op. cit.*, p. 110 et s.

aliéné leur liberté. La preuve en est que tout individu engagé dans ces conditions n'a qu'à payer sa dette pour recouvrer immédiatement sa liberté. Ce que le débiteur engage ici, ce n'est pas sa personne, mais seulement son travail.

Certes, « la servitude pour dettes, poursuit notre auteur, est plus ou moins volontaire ; elle est malheureusement trop souvent le résultat de la violence faite à un débiteur par un créancier avide, qui le maltraite, le soumet à des travaux pénibles pour l'obliger à s'acquitter ou se venger de la perte de son argent. Cette forme sauvage de la contrainte par corps est interdite et punie par la loi (1). »

De fait, combien d'abus de ce genre et de plus révoltants encore ont été commis, qu'une ancienne législation ou une ancienne coutume barbare, dit Philastre, devait permettre et auxquels précisément le législateur annamite s'est efforcé de remédier, sans qu'on puisse dire qu'il y ait en tous points réussi.

Le but de la loi, nous allons le voir, sera surtout « de prévenir une sorte d'esclavage qui prendrait naissance dans une dette non acquittée. » Mais l'usage n'en sera pas abandonné de sitôt en Cochinchine où, à l'époque à laquelle écrit Philastre, rien ne paraît encore plus naturel que cet esclavage du débiteur ou de sa famille.

Jusqu'à présent, nous avons supposé le contrat à exécuter

(1) Article 134 du *Code annamite*. V. *infra*, p. 50, note 1.

à la charge du débiteur lui-même ; or, il peut arriver que celui-ci abandonne son épouse, sa fille ou sa concubine en compensation de sa dette. La loi chinoise des Duong (art. 175) aussi bien que la loi annamite réprouve cette pratique et la condamne. Le débiteur abandonne son épouse ou sa fille, oui : mais comme on ne suppose pas qu'il le fasse librement, lui n'encourt aucune peine. En ne reconnaissant pas la transaction, la loi la préjuge involontaire de la part du débiteur, et le créancier est seul puni (1). C'est ce que nous trouvons exprimé dans le texte en ces termes :

« Lorsqu'il s'agit de choses indifférentes, comme de troupeaux, par exemple, il est permis de compenser ; mais s'il est question de l'épouse, des concubines ou des enfants, pour qu'un homme consente à séparer sa chair de ses os, il faut que la renommée de puissance de son créancier le décide ; quoiqu'on puisse dire qu'ils sont d'accord ensemble, ce n'est certainement pas le résultat de la libre volonté du débiteur et, bien qu'il n'y ait pas violence de la part du créancier, c'est que le débiteur n'a pas vu la possibilité de se soustraire à ce malheur » (*Ann. du C. chinois*) (2).

(1) La peine est de 70 coups de truong et un an et demi de travail pénible en cas de violence ; s'il n'y a pas eu emploi de la force matérielle, mais seulement pression morale, la peine n'est que de 100 coups ; maintenant, s'il y a eu emploi de la force et si le ravisseur a abusé de la femme ou de la fille soumise ainsi à sa discrétion sous prétexte de compensation, il est passible d'une peine plus grave qui peut aller jusqu'à la strangulation. Dans tous les cas les personnes asservies sont rendues à leurs proches et le débiteur est dispensé de la contrainte pour le paiement de sa dette.

(2) *Explications coordonnées*, Philastre, I, p. 605.

Il est à remarquer que cette fois le législateur, influencé par ces raisons, semble avoir perdu de vue les dispositions relatives à l'incrimination pour cause de produit d'action illicite. Il n'a pas voulu admettre ici la culpabilité du débiteur ; le rôle de l'époux capable de désirer « se débarrasser du même coup de sa dette et de sa femme » accusait sans doute à ses yeux une immoralité à ce point révoltante qu'il s'est refusé à l'envisager. Ailleurs pourtant (art. 95 du Code), il s'élève délibérément contre la mise en gage ou la location d'une épouse, concubine ou fille livrée à un autre homme pour en faire sa femme, contrat d'une immoralité autrement criante et que la loi prohibe expressément en édictant des pénalités sévères contre le mari ou le père coupable aussi bien que contre le bénéficiaire de ce trafic honteux. Hâtons-nous cependant d'ajouter que la prohibition ne s'étend pas à la convention généralement admise au contraire par laquelle « un très grand nombre de gens pauvres donnent en gage ou en location leur épouse ou leurs filles à quelqu'un pour faire un service quelconque (1)... »

Et c'est à cette dernière manifestation précisément, lorsqu'elle est provoquée à l'occasion d'une dette à compenser, que nous reconnaitrons volontiers le caractère d'une transaction licite, permettant en tout cas de concilier les plus pénibles nécessités avec les exigences du

(1) Ces cas, observe-t-on en effet dans les *Explications coordonnées* de l'article 95, ne rentrent pas dans la disposition de cette loi. Philastre, I, p. 503.

Code (1). En d'autres termes, il est acquis, dès à présent, que le débiteur peut s'acquitter de sa dette au moyen de son travail ou du travail des siens. Tout contrat d'engagement conçu et libellé dans ces conditions est parfaitement valable : il suffit pour cela qu'il y ait consentement exprimé de part et d'autre.

Ainsi compris, l'engagement devient un véritable contrat de louage ayant pour objet une somme de travail mise ici au service du créancier : les services de la personne engagée sont affectés à l'amortissement de la dette, pour une durée déterminée calculée d'après l'estimation du produit du travail à fournir. Les conventions font la loi des parties quant à cette estimation, encore qu'il y ait

(1) M. Briffaut se plaint du moins à invoquer en faveur de l'engagement pour dettes, sans distinguer entre les *services* et la *personne* du ou des membres de la famille mis en gage, une coutume assez louche et qui, selon lui, serait en contradiction plus apparente que réelle avec la loi. Cet auteur pense, en effet, que l'article 134 du Code annamite visé spécialement n'interdisant que l'engagement involontaire de la part du chef de la *gens*, rien ne saurait s'opposer à l'engagement de ses proches librement consenti par le débiteur insolvable. Mais l'argument nous paraît plutôt spécieux et ne porte pas, car il est bien certain que cette coutume, quelque invétérée qu'elle soit, est abusive et condamnable parce qu'elle autorise les pires pratiques, et M. Briffaut lui-même le reconnaît. V. du reste les considérations qui précèdent, p. 50, à l'appui desquelles vient encore cette observation de Philastre : « Une chose est à remarquer, dit-il, c'est que la loi ne parle pas de la personne du débiteur lui-même ; faudrait-il en conclure qu'il peut s'engager et compenser la dette au moyen de l'abandon de sa personne ? Cela est difficile à admettre s'il s'agit d'un abandon définitif de sa personne comme esclave ; mais cela ne paraît pas douteux, s'il s'agit d'un contrat temporaire. » *Code*, I, p. 607.

à tenir compte, le cas échéant, des prescriptions de l'article 23 (1).

La difficulté réside en un seul point : l'engagé, dont le consentement n'est pas forcément requis — notamment lorsque le débiteur met au service de son créancier sa femme ou ses enfants, leur participation directe au contrat n'étant presque jamais constatée — peut quitter le travail et prendre la fuite sans que les moyens de contrainte mis par la loi à la disposition du créancier soit toujours vraiment efficaces ni même pratiquement utilisables dans tous les cas ; il n'a alors de recours que contre son débiteur (2). Nous le pensons du moins ; et voilà pourquoi il ne nous semble pas que, malgré d'apparentes affinités, le contrat d'engagement débarrassé de tout élément immoral tel que nous l'admettons, puisse être assimilé au contrat de gage ni quant à sa formation, ni quant à ses effets et conséquences, notamment en cas d'abus de jouissance, pour employer l'expression de M. Briffaut, ou de perte de gage ; à moins que de regarder la personne de l'engagé comme une *chose*, un instrument de travail, objet du gage, et d'en déduire que s'il y a abus de jouissance de la part du créancier (actes de brutalité, violences, etc.) ou perte du gage, l'engagé étant mort ou

(1) V. la note, p. 42.

(2) Recours en dommages-intérêts le plus souvent illusoire, le débiteur étant presque toujours insolvable ; mais il lui reste l'exercice de la contrainte par corps dont il sera parlé plus bas, p. 57 et s.

ayant pris la fuite, le contrat cesse d'exister par suite de la déchéance prononcée dans le premier cas, de la disparition du gage dans le second. En fait, c'est pourtant ce qui a lieu, au moins lorsque le serviteur engagé prend la fuite ou meurt. Mais il est plus vrai de dire que le contrat d'engagement cesse moins par la disparition de l'engagé que par le refus de prestation ou la simple inexécution, pour tout autre motif, du travail promis ; la preuve en est que l'engagé peut quitter le travail tout comme un ouvrier ordinaire sans pour cela prendre la fuite. Pourra-t-on alors le forcer à réintégrer ?

Oui, d'après la loi (1) :

« S'il s'agit de personnes louées pour leur travail ou mises en gage et autres pour lesquelles il y a une limite ou un nombre d'années exigé, si elles fuient et se cachent avant l'expiration de cette durée, elles sont punies de 50 coups de truong (*transformés, en vertu de l'arrêté du 24 mars 1877, en une peine de prison de huit jours à neuf mois*) et d'ailleurs remises à leur maître pour être assujetties à leur charge. »

Il est des cas pourtant où l'on n'osera pas sévir avec une pareille rigueur ; et puis, qu'est-ce qui empêchera le serviteur récalcitrant de reprendre la fuite le lendemain ? Or, le décret ne prévoit pas la récidive. D'autre part, peut-on dire qu'il comprend les enfants parmi les « personnes louées pour leur travail ou mises en gages et autres » ? — Soit : et autres, mais pas les enfants ; jamais l'auteur de

(1) Décret I, sous l'article 283, déjà visé. Philastre, *Code annamite*, II, tit. III, p. 318.

ce décret n'a eu la pensée d'infliger 50 coups de truong à des enfants, pas plus qu'à des femmes!

M. Silvestre dit bien, et nous en sommes convaincu avec lui, que le père annamite est en droit de disposer du travail de ses enfants comme il est maître de disposer des biens de la famille. Il n'en demeure pas moins que si l'enfant ou même la femme répugne à servir chez un étranger et revient obstinément au foyer familial, il faudra recourir à la violence pour observer la sanction de la loi; sans compter qu'il n'est pas impossible que le père et son enfant soient d'accord. *Quid*, en cas de collusion? La loi ne le dit pas.

N'est-il pas plus simple, dès lors, quelque tenté qu'on puisse être de s'inspirer du droit romain, comme l'a fait M. Silvestre, pour justifier l'autorité du père, d'écarter d'emblée l'application du décret visé, lorsque le débiteur ne s'est pas engagé à compenser sa dette par son propre travail, ou encore lorsque la personne mise en gage à cet effet n'y a pas elle-même consenti expressément dans le contrat; seule façon d'ailleurs de concilier la portée de ce texte avec les prescriptions relatives à l'exercice de la contrainte par corps prévu d'autre part et auquel le créancier ne peut jamais avoir recours que sur la personne de son débiteur.

En définitive, on peut se risquer à soutenir que l'engagement pour dettes, dans sa forme la moins choquante, celle qui se confond pour ainsi dire avec un louage de travail à durée déterminée, avec affectation de salaires

fictifs à l'amortissement de la dette échue et non payée à l'époque du contrat d'engagement, équivaut à une dation en paiement mieux encore qu'à une novation qu'on pourrait concevoir pourtant en tenant compte de ceci : que l'obligation de faire est substituée à l'obligation de donner, en vue d'éteindre cette dernière, d'autant que l'obligation de faire ici, qui en l'espèce prend naissance à raison sinon d'avances sur le salaire à proprement parler, mais d'un équivalent, la dette précédemment contractée, loin de se résoudre nécessairement en dommages-intérêts, devra s'exécuter en nature toutes les fois que le débiteur aura loué son propre travail, puisque nous avons supposé ce seul cas où le consentement de l'engagé soit manifestement exprimé au contrat : condition à laquelle il faut subordonner l'application du décret. Mais, la novation ayant pour effet d'éteindre la dette ancienne et de créer une nouvelle obligation, l'inexécution de celle-ci ne fait pas revivre l'ancienne ; tandis qu'avec la dation en paiement le créancier reste créancier en vertu de son titre primitif ; il peut donc encore, si la dation a manqué son effet extinctif, exercer son ancienne action (1).

(1) Ce contrat a d'ailleurs l'avantage, à nos yeux, de n'impliquer jamais l'emploi de la contrainte (celle-ci appelant trop souvent la violence), en même temps qu'il répond aux conditions de l'engagement pour dettes, dernier recours du débiteur honnête qui n'a pas d'autre moyen de se libérer, garantissant d'autre part le créancier dans une certaine mesure contre la cessation du travail, considérée comme condition résolutoire. — V. dans Planiol la comparaison de la dation en paiement avec la novation, *Droit civil*, II, n° 523, p. 463.

Et nous voilà loin en tout cas du cautionnement d'une dette par un abandon quasiment noxal que masquent les pratiques déjà dénoncées et sur lesquelles nous n'avons pas à revenir. Le dernier mot à dire à ce sujet, c'est qu'il est de notre devoir en ce pays d'employer toutes nos forces à réagir contre des procédés qui jurent avec les traditions mêmes d'un peuple ayant le génie de la famille développé à un si haut degré (1).

VII. — Nous savons que le débiteur ne peut en aucun cas être tenu à s'acquitter de sa dette par le travail des siens ; mais le créancier a toujours à sa disposition, à défaut d'autre moyen d'obtenir paiement, l'exercice de la contrainte par corps. Ceci est réglé par un décret qui fait suite à l'article 23 du Code, et voici dans quelles conditions : Indépendamment des peines encourues par le débiteur retardataire et dont il a été parlé plus haut, la contrainte par corps est autorisée pendant une année entière (2).

(1) M. Briffaut s'égare lorsqu'il porte la question sur le terrain juridique pour nous refuser le droit d'annuler des contrats d'engagement constituant une « mise en servitude temporaire ou définitive » de femmes et d'enfants, sous prétexte qu'il n'y a pas de texte nettement prohibitif et que par suite le pouvoir d'appréciation ne saurait appartenir au juge, et nous regrettons que notre collègue se soit laissé entraîner à déclamer en faveur du décret sur la Traite des noirs pour terminer par cette question hasardée : « Les Chinois et les Annamites ne sauraient-ils s'accommoder d'une loi sociale applicable aux peuplades d'Afrique » !

(2) Le texte dit exactement : « pendant plus d'un an », expression qui a le défaut d'être trop vague.

Incidemment, nous allons trouver matière à controverse dans l'examen d'une question abandonnée jusqu'ici aux investigations des interprètes du Code.

Il n'est pas contestable que la loi use de clémence envers le débiteur sans ressources; nous avons même eu l'occasion de constater qu'elle allait jusqu'à accorder au débiteur retardataire des délais pour s'acquitter, avant de le frapper de ses sanctions (1). Les dispositions du deuxième paragraphe de l'article 134, qu'il convient de rappeler en l'occurrence, nous ont déjà renseigné à cet égard et nous avons admis avec Philastre qu'elles s'appliquaient seulement au cas du débiteur qui, en mesure de s'acquitter à l'échéance, cherche à se soustraire à son obligation, contrevenant volontairement par conséquent aux prescriptions de la loi; d'où il suit que si le débiteur ne paie pas parce qu'il n'en a absolument pas les moyens, et non par mauvais vouloir, il n'est passible d'aucune peine et, ajoute Philastre, d'aucune contrainte. Mais cette dernière assertion est purement gratuite; elle doit être en tout cas tenue pour erronée.

Que le débiteur dénué de ressources ne soit pas puni, cela est parfaitement équitable : il ne fait preuve en somme ni de mauvaise foi ni de mauvaise volonté; il est misérable, il a cru en empruntant qu'il pourrait rembourser à l'échéance, il en a toujours eu l'intention; les événements l'ont acculé à la ruine, il n'en peut mais.

(1) V. *suprà*, p. 28 et 44.

Cependant, nous ne pensons pas qu'en l'état de la législation observée ici, ces considérations suffisent à mettre obstacle à l'exercice de la contrainte par corps.

En effet — et c'est au commentaire de Philastre lui-même que nous empruntons notre meilleur argument —, la contrainte par corps édictée d'une façon générale par le décret visé, pour le paiement des dettes comme pour le remboursement du produit d'actions illicites, ne comporte pas d'autre restriction que celle-ci :

« Si..., après avoir conservé le coupable en prison, pour le contraindre au paiement, pendant plus d'un an, il est vérifié que celui-ci est réellement dépourvu de ressources et ne peut payer, on ne poursuivra jamais davantage la rentrée de ces valeurs (1)... »

Dans une autre hypothèse, le cas est soumis au souverain qui apprécie s'il y a lieu d'accorder l'*exonération*. C'est le propre terme employé par Philastre, et il nous suggère, mieux encore que les dispositions du texte, la conclusion à tirer de tout cela : la contrainte par corps a pour effet de *libérer le débiteur*. Donc elle peut être exercée même contre le débiteur pauvre en faveur duquel on ne saurait invoquer en la circonstance la protection de la loi qui, si elle lui assure l'impunité, ne va pas se montrer à ce point excessive qu'elle s'interpose et fasse échec au principe de l'*exonération* consécutive à l'exercice de la contrainte par corps contre quiconque est reconnu hors d'état de se libérer autrement.

(1) Décret I (art. 23), Philastre, I, p. 198.

Il n'en serait pas de même évidemment si la contrainte par corps du Code annamite n'était rien de plus qu'une mesure coercitive, comme aujourd'hui (1).

(1) La question de la contrainte par corps est encore à l'ordre du jour en Cochinchine ; elle demanderait une étude à part qu'il est difficile d'entreprendre ici sans risquer de tomber dans des digressions qui nous entraîneraient trop loin de notre sujet. Qu'il nous suffise de noter en passant que la situation juridique des indigènes au point de vue de l'exercice de la contrainte par corps n'est pas la même suivant qu'ils ont contracté entre eux ou avec des Français. En effet, aux termes de l'article 19 du décret du 17 mai 1893, la loi française régit toutes les conventions et toutes les contestations civiles ou commerciales entre Européens ou assimilés et indigènes. Or, les textes relatifs à l'exercice de la contrainte par corps ont donné lieu à cette occasion à diverses interprétations dont la plus judicieuse peut se résumer dans ces considérants d'un arrêt de la Cour d'appel de Saigon :

« Considérant qu'un décret du 12 août 1891 a rendu applicable à la Cochinchine la loi du 22 juillet 1867 sur la suppression de la contrainte par corps en matière civile et commerciale ;

« Que dans la généralité de ses termes, ce décret s'appliquait à tous les habitants de la Cochinchine, Français, étrangers ou indigènes, pour ces derniers du moins en tant qu'ils étaient soumis à la loi française, ou dans les cas où elle leur était applicable ;

« Considérant toutefois qu'un décret du 24 juillet 1893 a restreint le bénéfice de la loi du 22 juillet 1867 aux seuls Français, Européens ou assimilés en ajoutant qu'il n'était rien innové à la législation en vigueur en Indochine concernant l'application de la contrainte par corps en matière civile et commerciale contre les Indigènes et Asiatiques énumérés au décret du 23 août 1871 ;

« Que ce texte signifie d'une part que les Asiatiques contractant et contestant entre eux, sous l'empire de la loi annamite, restent passibles de la contrainte par corps telle qu'elle est édictée par la loi en matière indigène ;

« D'autre part, que les Asiatiques, contractant ou contestant avec

De nos jours, l'exercice de la contrainte par corps est soumis à certaines limites qu'il suffit d'indiquer rapidement. D'abord, la durée en a été réduite à six mois au maximum (1). D'autre part, la contrainte ne peut être exercée simultanément contre le mari et la femme (2), ni contre la mère et la fille pour une même obligation, et ne

des Français ou assimilés sous l'empire de la loi française, restent contraignables par corps, c'est-à-dire se retrouvent dans la situation où se trouvaient les Français antérieurement au décret du 13 août 1891 et à la loi du 22 juillet 1867 ;

« Que cette situation était régie par les articles 2059 et 2070 du Code civil et par la loi du 17 avril 1832 ;

« Qu'à cette époque l'organisation judiciaire de la Cochinchine était régie par le décret du 17 juin 1889 dont l'article 16 contient littéralement les dispositions reproduites par l'article 19 du décret du 17 mai 1893 ; »

En conséquence donc, poursuit l'arrêt, les indigènes dans leurs contestations avec les Européens ou assimilés ne sont passibles de la contrainte par corps que dans les cas prévus par la loi française antérieurement à la loi de 1867 ; ce qui revient à dire qu'ils sont, aussi bien que des étrangers eux-mêmes, exempts de la contrainte par corps pour le recouvrement des dettes civiles, celles-ci, sous le régime du Code civil, ne faisant pas partie des obligations, prestations et condamnations exécutoires par voie de contrainte par corps.

(1) V. pour la gradation à observer l'arrêté local du 16 mars 1910 qui a remplacé celui du 1^{er} septembre 1873.

(2) Quand un Annamite contracte, soit pour emprunter, soit pour vendre ou acheter, il fait presque toujours, d'après la coutume, intervenir sa femme dans l'acte, bien que celle-ci n'ait le droit de rien posséder légalement durant le mariage. La femme n'est du reste passible de la contrainte par corps qu'à cette condition, et la jurisprudence est fixée en ce sens.

peut non plus être prononcée contre le tuteur ou contre les héritiers tenus au paiement des dettes de la succession. — Autrefois, elle n'entraînait aucune dépense pour celui qui en poursuivait l'exercice, car il était d'usage, sous le gouvernement annamite, que les prisonniers se nourrissent eux-mêmes ou par le secours de leurs amis ; exceptionnellement, l'État accordait des aliments à ceux qui étaient privés de tout secours. Aujourd'hui, le créancier nanti d'un jugement contre son débiteur doit, s'il veut exercer la contrainte par corps, consigner au préalable les frais d'aliments du détenu ; la durée de la contrainte est fixée par le juge d'après la gradation établie.

Quoi qu'il en soit, le créancier est encore suffisamment armé et peut d'ailleurs exiger des garanties plus positives, telles que le cautionnement de la dette par des tiers, à défaut de gage ou de nantissement. Lorsque la dette est cautionnée, la garantie des cautions s'étend à tous les accessoires de l'obligation principale. A noter encore une particularité : « La caution en droit annamite ne jouit pas du bénéfice de discussion ; elle est soumise à des voies d'exécution aussi rapides et aussi rigoureuses que celles auxquelles est soumis le débiteur principal et peut même être recherchée par le créancier, étant contraignable par corps, en même temps que le débiteur dont elle a garanti l'obligation (Cour de Saïgon, 25 mai 1893, *Journal judiciaire*, année 1893, p. 527) (1). » Bien entendu, la caution

(1) V. Miraben, *Précis de législation annamite*, p. 149.

qui a payé la dette exerce son recours contre le débiteur principal, par subrogation légale (1).

Nous ne nous étendrons pas davantage sur cette sûreté personnelle qu'est la caution ; la pratique en est d'ailleurs réglée plus par la coutume et la jurisprudence que par le Code ; ce qui ne veut pas dire que le législateur qui, nous l'avons vu, n'a pas ménagé sa sollicitude au débiteur malheureux, ne se soit pas préoccupé tout autant de la défense des intérêts du créancier : celui-ci a au contraire à sa disposition un ensemble de garanties définies par la loi, qui le mettent à l'abri de la mauvaise foi du débiteur en augmentant les chances de remboursement qu'il peut escompter. Mais celles-là, nous les laisserons de côté pour le moment, nous réservant de les examiner à l'occasion, en nous occupant du prêt sur gages.

VIII. — Ce qu'il est plus opportun de souligner, maintenant que nous avons rassemblé les principaux éléments qui concourent à la réglementation du prêt à intérêt et visé les conséquences les plus directes, celles que la loi a prévues et fait tous ses efforts pour atténuer lorsqu'elles menaçaient de compromettre la fortune privée et la dignité des personnes, c'est, malgré tout, l'inefficacité des nombreuses prohibitions édictées, dès qu'il s'agit notamment de prêts à court terme. Les emprunts à brève

(1) Elle peut, comme le créancier, poursuivre pour le tout chacun des codébiteurs solidaires, si la solidarité, qui ne se présume pas, a été stipulée dans l'obligation. — Miraben, *op. cit.*, *loc. cit.*

échéance sont usités surtout chez les pauvres et les sommes prêtées conséquemment très minimales, ce qui fait que ces opérations échappent le plus souvent au contrôle des tribunaux. Le prêteur ne risque pas grand chose et, en multipliant ses placements, arrive à réaliser des bénéfices énormes ; il a vite fait de doubler son capital. car, en admettant même qu'il subisse des pertes d'un côté, elles sont infimes et en tout cas largement compensées par le profit que lui procure l'ensemble de ses opérations. Généralement d'ailleurs il prête à bon escient, suit ses clients partout, toujours à l'affût du moindre salaire touché, sur lequel il prélève d'autorité la part du lion : telle est la rançon du crédit fait au besogneux !

Villard a consacré à ce genre d'opérations tout un passage qui dépeint bien la situation :

« Il arrive aussi, dit-il, que l'Annamite très pauvre, le petit marchand ou le journalier, n'offre pas même assez de garanties pour qu'on lui prête au mois : il emprunte alors « à la petite semaine ». Celui que la nécessité oblige à emprunter 5, 10 ou 15 ligatures ne les aura peut-être jamais devant lui ; mais il consent volontiers à payer chaque jour à son créancier de faibles acomptes qu'il prélève à grand peine sur le produit de son travail. Le prêteur fixe le nombre de jours et, par conséquent, celui des paiements d'après l'importance du prêt et la quotité des acomptes ; ce temps expiré, le débiteur sera libéré, sa dette sera éteinte ; et, bien qu'il ait payé un intérêt énorme, il lui semblera qu'on lui a rendu un grand service, tant il est difficile de

trouver de l'argent quand on est pauvre ; notre proverbe est vrai partout : on ne prête qu'aux riches...

« Pour se libérer de ces sortes d'emprunt, lorsque le débiteur ne peut même pas prélever une somme minime sur le produit de son travail journalier, il loue alors ses services ou ceux d'un de ses enfants à son créancier pendant un temps déterminé. Et, dans ce cas, le créancier est toujours exigeant : nous avons vu une mère engager les services de sa fille, enfant de huit ans (engagement écrit fait devant l'autorité communale) pendant six ans, pour se libérer d'une dette de 50 ligatures qu'elle ne pouvait acquitter autrement. »

On voit par là combien les prêteurs à la petite semaine ont la partie belle. Certes, les prescriptions de l'article 134 du Code ne les intimident guère ; et quant à celles de l'article 23, malgré toutes les précautions prises contre les abus qui peuvent affecter la compensation d'une dette par une somme de travail à fournir, dans les limites où cette compensation est permise, elles ne visent pas précisément le cas des enfants mis en service chez un créancier, le plus fréquent pourtant dans la pratique, et pour eux l'estimation de l'équivalence en travail est impossible sur les données proposées comme base du calcul à établir. Il paraît bien difficile, dans ce cas, de tabler sur un prix moyen uniforme, la valeur du travail d'un enfant ne pouvant être calculée d'après sa qualité comme le veut la loi (1) : il ne peut rendre que des services domestiques, en

(1) V. *suprà*, p. 41.

proportion de ses forces et de son âge. Que vaut par exemple le travail d'un enfant de huit ans? Peut-on appliquer la règle à son sujet? Quel prix moyen adopter? Toute estimation serait forcément arbitraire. Évidemment l'abus est flagrant dans le cas cité par Villard; mais dans combien d'autres cas est-ce affaire d'appréciation?

Enfin, pour compléter cet ensemble édifiant, la coutume annamite nous offre une dernière application du prêt à court terme, celle où certainement le taux ne connaît pas de limites : c'est le prêt spécial du douzième mois. Tous les ans, aux approches du Têt (1) que le plus misérable tient à célébrer convenablement, celui qui n'en a pas les moyens cherche à se procurer de l'argent au prix de n'importe quel sacrifice; comment ne serait-il pas tenté de souscrire aux conditions les plus exorbitantes, trop heureux de trouver à emprunter à 500, 1.000, 1.500 % même? Les usuriers exploitent la situation à ce moment; il faut passer par leurs griffes, et l'usage veut que le trentième jour du douzième mois toutes les dettes soient payées (2). On recommence l'année suivante.

Au fond, il ne faut pas s'étonner outre mesure; on

(1) Premier jour de l'an annamite, fête consacrée aux dieux lares et au culte des ancêtres.

(2) Aussi voit-on souvent les parures et habits de soie fièrement exhibés la veille, mis en gage ou revendus le lendemain pour faire face à l'échéance. Les Monts-de-piété qui fonctionnent dans la colonie comme en France, avec cette différence qu'en Cochinchine ils sont affermés à des Chinois, regorgent de clients ce jour-là.

trouve des exemples non moins suggestifs chez nous même. Tout le monde sait qu'aux Halles, à Paris, le marchand des quatre saisons qui emprunte chaque matin l'argent nécessaire à l'achat des marchandises qu'il va vendre dans sa journée, rembourse le soir la somme empruntée, augmentée d'un intérêt de 5 % (par jour !) Cet usage est si bien consacré que nul ne songe plus à s'en émouvoir. Ainsi sévit l'usure en plein cœur de Paris.

IX. — Un mot reste à dire sur les prohibitions visant les fonctionnaires ; elles se trouvent aussi, rappelons-le, dans l'article 134 du Code. A la rigueur, nous aurions pu nous en dispenser, car elles sont accessoires ici et n'ont pour nous qu'un intérêt documentaire. Mais puisque nous avons entrepris dans ce chapitre une analyse presque minutieuse des dispositions légales dont l'ensemble forme la théorie du prêt à intérêt, autant ne pas passer celle-ci sous silence, étant donné surtout qu'elle fait corps avec le reste dans le Code.

Voici le texte en question :

« Si des fonctionnaires ou employés investis d'une autorité de surveillance ou de direction (art. 39) prêtent de l'argent ou font des prêts sur gages dans le ressort de leur propre juridiction (sans qu'il soit nécessaire qu'ils aient exigé un intérêt trop élevé et du moment où ils ont commis le fait lui-même), ils seront punis de quatre-vingts coups de truong ; s'ils exigent des intérêts prohibés et que, d'après la somme des intérêts perçus en trop, comptée comme produit d'action illicite, la peine soit plus forte (que quatre-vingts coups de truong), ils seront punis selon les dispositions relatives au cas de non-violation de règles... »

Étant donnée l'influence des fonctionnaires indigènes d'autrefois surtout, on ne peut être surpris que le législateur ait songé à leur interdire non seulement de prêter de l'argent, sur gage ou non, mais même d'acquérir des biens dans le ressort de leur charge, à plus forte raison d'emprunter.

A quels abus ne se livreraient pas les détenteurs de l'autorité, habitués déjà aux cadeaux que tout solliciteur se croit tenu d'offrir au moindre fonctionnaire, lorsqu'il se présente devant lui ! Il semble même que la coutume ait ici triomphé des prohibitions de la loi qui ne s'est pas moins attachée pourtant à défendre au fonctionnaire de recevoir des présents (art. 314) ; car nous l'avons trouvée invétérée, en recueillant l'administration du pays (1).

Défense est donc faite à tout fonctionnaire ou employé de consentir aucun prêt d'argent à des personnes du peuple, non seulement en exigeant des intérêts prohibés — et dans ce cas la somme des intérêts perçus en trop doit être restituée au débiteur lésé, — mais d'une façon quelconque, même sans commettre d'abus usuraire.

Or, il est assez curieux de remarquer que, dans l'un et l'autre cas, le prêt est validé pour tout ce qui n'excède pas

(1) Cet usage était « si bien entré dans les mœurs asiatiques, écrit M. Silvestre, que ce n'est qu'au moyen d'une attention et d'un tact extrêmes que nous avons pu arriver à modifier les idées des indigènes en matière de cadeaux, et rien ne saurait mieux peindre l'oubli dans lequel sont tombées beaucoup de lois, que cet abus des présents que nous avons trouvé établi auprès des fonctionnaires annamites. » *Considérations*.

le taux légal, et par conséquent le fonctionnaire qui a contrevenu à la défense conserve malgré tout le bénéfice de son opération, le fait de prêter de l'argent n'entraînant incrimination, il est vrai, que s'il y a produit d'action illícite.

Ainsi, le législateur a entendu punir le fonctionnaire sans atteindre le prêteur ; car celui-là seul est coupable. N'y a-t-il pas quelque subtilité dans ce dédoublement de la personne de l'agent, et n'est-ce pas toute la loi annamite ?

CHAPITRE II

Le taux de l'intérêt libre dans la colonie. — Arrêté du 21 avril 1868. — Intérêt légal.

I. — Il convient, avant d'aborder l'économie du système dont nous venons de dégager les principes fondamentaux, d'examiner à part un texte qui, dans son application limitée, ne contrarie nullement les prescriptions de la loi annamite.

L'arrêté du 21 avril 1868 dont les dispositions pèchent peut-être par excès de concision, consacre la liberté illimitée du taux de l'intérêt conventionnel dans la colonie (1).

Or, si l'on voulait reconnaître à ces dispositions une portée générale, c'est-à-dire y trouver l'abrogation implicite de toute la réglementation établie par le Code annamite, laquelle repose en effet sur des principes inconci-

(1) Arrêté du Gouverneur de la Cochinchine :

Art. 1^{er}. — Dans la Cochinchine française, la convention sur prêt à intérêt fait la loi des parties.

Art. 2. — L'intérêt légal, à défaut de convention, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, sera de 12 %₀, tant en matière civile qu'en matière commerciale.

liables avec celui-ci, on méconnaîtrait évidemment la plus classique des règles sur l'abrogation des lois.

Un jugement du tribunal civil indigène de Saïgon (1), a remarquablement exposé ce qu'il en était et déterminé la seule application possible de l'arrêté, en invoquant les raisons les plus péremptoires à l'appui. Aussi, cette espèce, document d'une réelle valeur juridique, occupe-t-elle à juste titre dans la jurisprudence locale une place prépondérante parmi toutes celles recueillies sur la matière, et pourrait même tenir lieu d'exposé des motifs à l'arrêté de 1868.

Dans ces conditions, nous n'hésitons pas à en reproduire ici les principaux attendus, qui d'ailleurs ne comportent aucun commentaire :

.....
Attendu qu'il importe tout d'abord : premièrement, d'établir quel est, en droit annamite, le taux maximum de l'intérêt conventionnel ; deuxièmement, d'examiner si l'intérêt légal existe dans cette législation, et, dans l'affirmative, quel est son taux.

En ce qui concerne l'intérêt conventionnel :

Attendu qu'aux termes de l'article 134 du Code annamite (Philastre, I, 601), le prêteur ne peut stipuler un intérêt supérieur à 3 % par mois, ni exiger plus que la restitution du capital et d'une somme d'intérêts égale à ce capital ; que ce texte est toujours en vigueur ; que l'article 1^{er} de l'arrêté du gouverneur, du 21 avril 1868, aux termes duquel, « dans la Cochinchine française, la convention sur le prêt à intérêt fait la loi des parties », n'est applicable qu'aux contrats passés entre Euro-

(1) Jugement du 23 avril 1900, présidence de M. Blagny, *Recueil de jurisprudence coloniale*, Penant, année 1900, art. 1495, p. 242.

péens et assimilés ; que cet arrêté a eu exclusivement pour objet de combler la lacune existant dans la législation de Cochinchine par suite de la non promulgation des lois du 3 septembre 1807 et du 9 décembre 1850 ; que pareille lacune n'existait pas en droit annamite ; qu'une abrogation tacite de l'article 134, C. A., s'expliquerait d'autant moins que le législateur annamite s'est préoccupé, en édictant cette disposition, de refréner l'usure, qui a toujours été le fléau des indigènes ; que l'esprit du gouvernement de la Cochinchine semble avoir toujours été hanté par la même préoccupation de combattre l'usure, si on s'en tient notamment aux rapports qui ont précédé les arrêtés et décrets réglementant les prêts sur récoltes (V. Laffont et Fonsagrives, *v*° Prêts sur récoltes) ; qu'on y relève, entre autres observations, que « les notables des villages sont presque toujours les capitalistes qui prêtent aux cultivateurs annamites au taux usuraire que l'on connaît », et que « l'usure, véritable plaie de ce pays, est un des plus grands obstacles à l'établissement et au développement de la petite propriété » ; qu'il serait surprenant que ces idées, d'ailleurs parfaitement exactes, qui ont guidé successivement le gouvernement annamite et les gouverneurs de la Cochinchine fussent restées étrangères à l'auteur de l'arrêté du 21 avril 1868 ; mais qu'il n'en est rien et que cet arrêté ne s'applique pas aux contrats passés entre Annamites et assimilés.

Attendu que la Cour d'appel de Saïgon a décidé maintes fois qu'en matière annamite, la somme des intérêts réclamés ne pouvait jamais dépasser le capital (V. arrêts des 12 février et 1^{er} avril 1897 ; *Journal judiciaire* 1897, 193 et 234) ; que ces décisions sont inconciliables avec l'idée de la liberté illimitée du taux de l'intérêt conventionnel ;

Attendu, d'ailleurs, qu'en admettant, pour un instant, que l'arrêté du 21 avril 1868 englobât, dans ses dispositions, les prêts passés entre Annamites et assimilés, le tribunal devrait considérer cet arrêté comme illégal et ne pas en tenir compte ;

Attendu, en effet, que, d'après l'article 11 du décret du 25 juil-

let 1864, dont les dispositions ont été reproduites à l'article 18 du décret du 17 mai 1895, la loi annamite régit toutes les conventions et contestations, civiles et commerciales, entre indigènes et Asiatiques; que l'article 134 du C. A., faisant incontestablement partie de la loi annamite, n'a pu être abrogé par un simple arrêté du gouverneur; qu'il eût fallu, pour cela, un décret du Président de la République ou une loi;

En ce qui concerne l'intérêt légal :

Attendu que, si on accepte que l'article 1^{er} de l'arrêté du 21 avril 1868 sur l'intérêt conventionnel n'est pas applicable aux contrats passés entre Annamites et assimilés, il est bien difficile d'admettre que l'article 2 du même arrêté, fixant le taux de l'intérêt légal à 12 % par an, soit applicable en matière indigène ;

Attendu, d'ailleurs, qu'en droit annamite, l'intérêt légal n'existant pas, ainsi que la Cour de Saïgon l'a déjà reconnu dans son arrêt du 10 juin 1897 (*Journal judiciaire* 1897, 359), l'auteur de l'arrêté du 21 avril 1868 n'avait pas à en fixer le taux, tandis qu'une lacune existait de ce chef en droit français, par suite de la non promulgation en Cochinchine de la loi du 3 septembre 1807;

Attendu, en effet, que, si on étudie l'intérêt légal en droit français, on trouve que cet intérêt court, tantôt de plein droit, dans les cas prévus par les articles 456, 474, al. 1, 836, 1378, 1440, 1473, 1570, 1632, al. 3, 1846, 1996, al. 1, 2001 et 2028 du Code civil, tantôt après une simple mise en demeure (art. 474, al. 2, 1652, al. 4, 1936, 1996, al. 2 du Code civil et 184 C. com.), tantôt du jour de la demande en justice (art. 1153 C. civ.), et, quelquefois même, de la citation en conciliation (art. 57, Pr. civ.); que, par suite de la promulgation de ces textes de loi en Cochinchine, il y avait urgence de les compléter par la fixation du taux légal et que telle a été l'œuvre de l'arrêté du 21 avril 1868 ;

Mais, attendu que, dans le Code annamite, aucun des textes

qui viennent d'être rappelés n'a son similaire ; qu'on ne voit donc pas pourquoi le dit arrêté aurait fixé le taux de l'intérêt légal en matière indigène alors que les cas d'applicabilité de ce taux font complètement défaut dans le Code annamite ;

Attendu, notamment, que l'article 1153 du Code civil, qui fait courir de plein droit l'intérêt légal du jour de la demande en justice, établissant ainsi une présomption *juris et de jure* de dommage, contient des dispositions trop exorbitantes du droit commun, trop arbitraires, qu'il constitue une œuvre trop artificielle du législateur français pour pouvoir être appliquée, même sous couleur de raison écrite, en droit annamite ;

Attendu, ceci étant établi, qu'il échet d'étudier la nature intrinsèque de l'allocation qualifiée dans le Code civil d'intérêt légal ; qu'il y a lieu de remarquer qu'en droit français elle reste invariable quelle que soit l'étendue du préjudice souffert ; qu'elle est due même en l'absence de tout préjudice et que le demandeur est dispensé de toutes justifications ; que, par contre, elle ne peut courir que du jour de la demande, même si le préjudice avait pris naissance antérieurement ; qu'il résulte des termes de l'article 1153 et des explications données par Pothier (obligations n° 170), que l'intérêt légal ou moratoire ne représente pas autre chose que des dommages-intérêts relatifs au retard apporté au paiement de sommes d'argent ; que c'est un véritable forfait créé par la loi pour prévenir les appréciations diverses et arbitraires du juge ;

Or, attendu que le juge annamite a toujours joui d'une latitude beaucoup plus grande, pour statuer sur les procès civils, que le juge français, n'étant pas enserré, comme celui-ci, dans une multitude de textes de lois ; que, d'ailleurs, son arbitraire n'est pas à redouter, ou, du moins, est limité dans l'espèce ;

Attendu, en effet, que la forme intrinsèque des jugements en matière indigène est la même qu'en matière européenne ; que la demande en justice donne, par conséquent, naissance au quasi-contrat judiciaire (V. Bonfils, *Traité élémentaire de procédure*, n° 493 et s.) ; que le demandeur ne peut évidemment

obtenir par l'effet de ce quasi-contrat, un avantage supérieur à celui qu'il aurait pu tirer d'un contrat passé avec le défendeur ; que, le taux conventionnel ne pouvant excéder, en matière annamite, 3 % par mois, le juge ne peut allouer, même à titre de dommages-intérêts, un intérêt supérieur ;

Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède, et spécialement de la qualification de dommages-intérêts donnée à l'intérêt légal :

Premièrement. — Que le tribunal indigène peut allouer ou non des dommages-intérêts moratoires, suivant qu'il le juge équitable, tandis que l'allocation de l'intérêt légal est obligatoire pour le juge français, qu'il y ait ou non préjudice ;

Deuxièmement. — Que, dans le cas où le tribunal indigène alloue ces dommages-intérêts, il est libre d'en fixer le taux, sans pouvoir cependant excéder le taux maximum du prêt conventionnel, soit 36 % par an, tandis que le juge français doit subir le taux invariable de l'intérêt légal ;

Troisièmement. — Que le juge indigène a la faculté de faire courir cette allocation du jour où le dommage aura pris naissance, c'est à-dire que le point de départ pourra être tantôt le jour de la souscription de l'obligation, tantôt celui de l'échéance, tantôt celui de la demande en justice, tandis que le juge français doit invariablement faire courir l'intérêt moratoire du jour de l'exploit d'ajournement, et, quelquefois, du jour de la citation en conciliation (1) ;

On ne saurait faire plus logique et plus saine interprétation des dispositions de l'arrêté de 1868, dont l'opportunité même se trouve vérifiée dans le parallèle établi entre les conditions du prêt entre indigènes et assimilés et celles du prêt de notre Code civil.

(1) Depuis la loi du 7 avril 1900, la simple sommation suffit à faire courir l'intérêt moratoire.

II. — Du moins, si les données du jugement rapporté ci-dessus satisfont comme résolution aux difficultés d'application rationnelle des textes, il importe de ne pas laisser subsister l'étrange alternative posée par la jurisprudence antérieure dont les divergences de vues ont fait aboutir à des solutions contradictoires comme celles-ci :

Tel arrêt de la Cour d'appel de l'Indochine, statuant sur la question des intérêts moratoires, a décidé que « lorsque, dans un contrat aux colonies, il y a stipulation d'intérêts à un taux non prohibé par la loi, les termes de cette convention doivent être invariablement observés par le juge jusqu'au paiement de la créance principale » ; tel autre arrêt, au contraire, que « *malgré cette stipulation*, le taux spécial des intérêts légaux doit se substituer au taux de l'intérêt conventionnel à partir de la demande en justice (1). »

Dans le premier cas, c'est la considération du préjudice déterminé par une sorte de *lucrum cessans* qui paraît légitimer le droit pour le prêteur à une indemnité calculée au même taux que l'intérêt stipulé au contrat, tant qu'il n'a pas été remboursé (2) ; tandis que dans le second cas,

(1) Penant, *Recueil de jurisprudence*, 1900, art. 1438, p. 137 (Arrêts des 30 juin et 29 décembre 1899).

(2) Il y aurait *lucrum cessans*, en effet, si la rémunération légitime de l'argent prêté lui était refusée ou se trouvait réduite pendant le laps de temps plus ou moins long qui s'est écoulé par exemple entre la date de l'échéance et celle de la mise en demeure ou demande en justice, temps pendant lequel, même s'il a été négligent, le prêteur

le caractère obligatoire du quasi-contrat judiciaire substitué d'office aux conventions des parties est assez difficile à concilier avec les dispositions mêmes de l'arrêté de 1868 et ne saurait se justifier en dehors des prescriptions de la loi de 1807 qui, non seulement n'a pas été promulguée dans la colonie, mais a d'ailleurs été abrogée en partie par la loi du 12 janvier 1886, puis modifiée en dernier lieu par la loi du 7 avril 1900. Seul, en effet, le système restrictif établi par la loi du 3 septembre 1807, lorsqu'il y avait à allouer des intérêts moratoires, imposait d'une façon vraiment impérative le taux de l'intérêt légal aux parties, eussent-elles stipulé tel intérêt parfois inférieur à ce taux, dans leurs conventions.

L'arrêt critiqué se serait-il inspiré de cette disposition restrictive? Mais, encore une fois, la Cour ayant eu à statuer en matière française dans l'un comme dans l'autre cas, n'avait pas à aller chercher la règle à suivre ailleurs que dans les dispositions de l'arrêté du 21 avril 1868, auxquelles trop souvent, par contre, les décisions de justice se réfèrent inconsidérément à l'occasion des procès entre indigènes, notamment pour la fixation du taux des intérêts moratoires et de leur point de départ (1).

III. — Les choses étant ainsi — et ne pouvant pas être

n'en a pas moins été privé de son argent, sans compter le risque qu'il court jusqu'au paiement.

(1) V. décision Saigon du 6 septembre 1894, Penant, *Recueil*, 1895, art. 721, p. 175.

autrement, en bonne logique, — toutes les fois qu'il s'agit d'allouer des intérêts moratoires en matière indigène, il y a lieu pour le juge de rechercher d'abord s'il y a eu dommage pour le prêteur et à quel moment ce dommage a pris naissance (*damnum emergens*) (1), puis de fixer le montant ou le quantum de l'indemnité, suivant que le dommage est certain ou non lors de la fixation (il peut durer jusqu'à l'instant du paiement), le tout étant affaire de pure appréciation, sauf à ne pas excéder le taux de 3 % par mois ni dépasser le montant du capital en faisant la somme des dommages-intérêts accordés. Maintenant, si les parties ont elles-mêmes convenu d'un intérêt à courir en cas de non paiement à l'échéance, le juge n'a qu'à respecter les termes de cette convention, si au surplus elle est conforme aux règles du Code annamite relatives au taux maximum de l'intérêt conventionnel. Mais, à défaut de convention, il n'est lié par aucun texte établissant une taxation spéciale, différente de celle qui sert de limite aux conventions elles-mêmes, et son appréciation est souveraine.

Il est, en effet, de jurisprudence constante, en matière civile indigène, qu'à l'échéance fixée pour le remboursement de la dette, les intérêts stipulés cessent de courir *de plano*. La Cour d'appel de Saïgon, dans son arrêt en date du 30 juin 1904, considère « que cette règle doit être

(1) Par exemple, retard apporté dans le paiement des sommes engagées, sur lesquelles le prêteur pouvait compter à l'échéance pour faire un placement plus avantageux.

admise avec d'autant plus de raison qu'il est d'usage immémorial et de pratique générale en Annam pour le créancier, en cas de non paiement à l'échéance du terme, soit de contraindre par voie de justice le débiteur à s'exécuter, soit de renouveler d'un commun accord avec lui, sur de nouvelles bases, le billet de dette primitif (1). » Dans ces conditions, le juge est parfaitement libre de ne pas accorder d'intérêts compensatoires ; il sera même tenu de les refuser lorsque, la durée du prêt étant à longue échéance, plusieurs années par exemple, la somme des intérêts échus à allouer aura déjà atteint le montant du capital.

D'où il suit qu'on ne saurait poser en règle, comme l'a fait un autre arrêt de la Cour (2), d'une manière assez peu conséquente en matière indigène, que, sous prétexte que l'effet des conventions doit cesser au moment même où elles cessent d'exister, la convention prenant fin en l'espèce à l'échéance fixée pour le remboursement de la dette, elle fait « place à une obligation légale, et ce ne sont plus les intérêts conventionnels, mais les intérêts légaux qui sont dus » à compter du jour de la mise en demeure.

Si cette décision n'était pas en contradiction avec la jurisprudence généralement admise, et notamment avec

(1) Cette pratique du renouvellement avait du moins été condamnée par la loi annamite. V. *suprà*, p. 27.

(2) C. S., 29 janvier 1897, *Journal judiciaire de l'Indochine*, même année, p. 188.

un arrêt de la même année (1), invoqué déjà à l'appui du jugement rapporté plus haut, cet arrêt reconnaissant que la législation annamite n'autorise pas la partie à réclamer les intérêts courus depuis la demande en justice, les considérations sur lesquelles nous nous sommes appuyé suffiraient à elles seules à l'écarter comme non fondée. Il n'y a donc pas à s'y arrêter.

Une fois admis qu'à l'échéance les intérêts conventionnels cessent de courir *de plano*, il n'y a plus à examiner en justice que la question des dommages-intérêts à allouer, le cas échéant, sous forme d'intérêts moratoires, et ce, jusqu'à concurrence du montant du capital à rembourser.

Telle est du moins, avons-nous dit, en l'état actuel, la pratique consacrée par la jurisprudence d'après la coutume.

IV. — A défaut de convention, précise au contraire l'arrêté du 21 avril 1868, l'intérêt légal sera de 12 %.

Or, la question est de savoir, avant tout, ce qu'il faut entendre par « défaut de convention », car il peut bien y avoir eu confusion à ce sujet, à l'occasion de certaines obligations où l'application du taux d'intérêt légal établi par cette disposition est apparue comme de règle, au mépris des conventions des parties — et c'est probablement là où est le vice de la décision critiquée plus haut (2) ;

(1) C. S., 10 juin 1897, *J. Ind.*, p. 359.

(2) L'arrêt en question estime, en effet, que, dans le cas envisagé, « il convient d'ajouter aux intérêts conventionnels les intérêts mora-

autrement elle aurait méconnu la règle à suivre en l'occurrence, ainsi que nous l'avons supposé.

Ainsi, lorsque dans un contrat de prêt, il y a stipulation d'intérêt conventionnel fixé à tant pour 100 par mois ou par an, suivant la durée du prêt, mais sans qu'il soit exprimé dans l'acte que, faute de paiement à l'échéance, le capital produira toujours intérêt, va-t-on soutenir que, dans cette hypothèse, il y a défaut de convention, et qu'alors le juge ayant à allouer des intérêts moratoires, l'intérêt légal doit, non pas précisément être substitué à l'intérêt conventionnel qui, suppose-t-on, fait défaut par suite de l'absence de clause pénale, mais y suppléer; ou bien conviendra-t-on avec le premier des arrêts cités tout à l'heure que, du moment que « les parties ont pris soin de stipuler un taux déterminé que la loi ne prohibe point, ... les intérêts doivent être servis dans les mêmes conditions jusqu'au paiement intégral du principal de la dette, qu'il y ait ou non demande en justice, la demande en justice ne pouvant ramener les intérêts au taux fixé par la loi que *lorsqu'il n'y a pas eu de convention d'intérêt* » (du tout) (1)?

toires prévus par l'article 1153 du Code civil, lesdits intérêts courant du jour de la demande jusqu'à la date du paiement. »

(1) L'arrêt ajoute qu'on ne pourrait comprendre, du reste, ni que le cours des intérêts pût s'interrompre à un moment quelconque, alors que le débiteur est toujours en possession des capitaux du prêteur, ni que le seul fait de la mise en demeure impliquât l'abandon du taux de l'intérêt conventionnel au profit d'un intérêt légal parfois sensiblement inférieur.

A vrai dire, on peut se demander jusqu'à quel point pareille alternative est concevable sans une interprétation erronée des dispositions de l'article 1153 du Code civil, étant donnée surtout l'analogie frappante qui existe entre les règles nouvelles introduites dans la législation métropolitaine par la loi du 7 avril 1900 et celles de l'arrêté du 21 avril 1868 toujours en vigueur dans la colonie. analogie en ce sens que l'un et l'autre textes ont pour objet uniquement la détermination du taux de l'intérêt légal, c'est-à-dire de l'intérêt dû en l'absence de toute convention. D'où il suit que non seulement « les parties peuvent stipuler, pour le cas où il y aurait retard apporté par le débiteur dans l'exécution de l'obligation, un intérêt supérieur à l'intérêt légal (1)..., mais, à plus forte raison, que si, en vertu du contrat, la créance produit des intérêts supérieurs au taux légal, il continue à en être ainsi, après que le débiteur a été mis en demeure, sans qu'il y ait à distinguer, d'ailleurs, suivant qu'il l'a été au moyen d'une sommation ou d'une demande en justice (2) ». La Cour de cassation a même décidé que lorsqu'il a été stipulé que la somme prêtée porterait intérêt du jour de son versement, cet intérêt court après comme

(1) « Une pareille convention constituerait une clause pénale, et, conformément au droit commun, les juges ne pourraient pas diminuer le chiffre fixé par les parties. » — Baudry-Lacantinerie, *Droit civil, Obligations*, I, p. 525.

(2) Baudry-Lacantinerie, *op. cit.*, *loc. cit.*

avant l'échéance du terme de remboursement *sans qu'il y ait besoin de mettre le débiteur en demeure* (1).

Dans tous les cas, la solution qui s'impose consiste invariablement à déroger aux prescriptions de l'article 1153 du Code civil, toutes les fois qu'il s'agit de convention de prêt à intérêt, convention qui, de par sa nature même est étrangère à la catégorie des « obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme. »

La question nous paraît donc désormais tranchée, et certes, elle n'était pas sans importance, vu l'incohérence des décisions entre lesquelles oscille depuis longtemps déjà la jurisprudence locale.

De ce qui précède, il faut retenir ceci :

1^o Les dispositions de l'arrêté du 21 avril 1868 ne sont jamais applicables aux prêts entre indigènes et les tribunaux statuant en matière indigène n'ont pas à s'y référer ;

2^o La loi annamite étant absolument muette sur la question des intérêts moratoires dont elle semble avoir ignoré même le principe, l'équité seule permet de suppléer au silence de la loi quand, à l'occasion de conventions entre indigènes, le juge découvre dans les circonstances de fait, notamment dans l'inexécution de telle convention déterminée, qu'il s'agisse d'ailleurs d'un prêt à intérêt comme de toute autre obligation, les éléments qui suffisent à légitimer l'allocation de dommages-intérêts (2) ; de sorte

(1) Cass., 10 mai 1837. — Dans le même sens, Planiol, *Droit civil*, 2^e éd., II, n^o 277, p. 91.

(2) Ces dommages-intérêts ne sont pas autre chose, au fond,

que, sans rien emprunter aux règles de notre droit civil incompatibles avec les prohibitions du Code annamite, il peut toujours être tenu compte au prêteur du préjudice dont il a réellement souffert, soit par suite du retard apporté dans le paiement par son débiteur, soit par suite de toute autre circonstance ;

3° Dans tous les cas où c'est la loi française qui est applicable, les intérêts moratoires calculés au taux d'intérêt légal fixé par l'arrêté du 21 avril 1868, ne peuvent être alloués qu'à défaut de convention, et par conséquent il ne saurait être question pour le juge de substituer cet intérêt légal à l'intérêt conventionnel stipulé d'accord parties, même sans clause pénale, même s'il n'y a pas eu mise en demeure préalable.

en matière de remboursement, que des intérêts moratoires facultatifs.

CHAPITRE III

Déductions pratiques. — Le prêteur étranger. — Répercussion fatale sur l'économie d'un régime agricole exposé aux prétentions exorbitantes des marchands de crédit.

I. — Dans le chapitre précédent, nous nous sommes attaché à préciser la portée et les conditions d'application des dispositions de l'arrêté du 21 avril 1868. Nous avons vu dans quelle mesure ce texte consacrait la liberté des conventions en matière de prêt à intérêt et à quelles nécessités il était censé répondre.

Entre indigènes, ces conventions sont soumises à l'observation des prescriptions du Code annamite, et nous savons que, malgré tout, le taux d'intérêt exigé par les prêteurs a toujours accusé une tendance à dépasser les limites permises. Les prêts à court terme surtout atteignent un taux exorbitant. Nous avons lu quelque part que, pour ce qui est des prêts faits à l'agriculture en particulier, ce taux ne descendait jamais au dessous de 40 % l'an; il a souvent atteint 60, et quelquefois 80 et 90.

A quoi attribuer cette situation, sinon à l'insuffisance des capitaux, tout autant qu'à l'insécurité des garanties (1)?

(1) On dit bien que le capital étant d'une excessive sensibilité à

Pour aider au développement du crédit dans ce pays, il fallait donc, avant tout, tenter les capitaux européens, et la première condition pour obtenir ce résultat n'était-elle pas de leur faciliter l'accès des lieux où l'usure régnait en maîtresse ? Or, si l'on avait commis l'imprudence de promulguer en Cochinchine nos lois métropolitaines limitant le taux de l'intérêt à 5 % en matière civile, en quelle fâcheuse posture n'eût-on pas mis le prêteur européen ! Autant dire qu'il n'eût jamais accepté de jouer ce rôle de dupe. Le plus sage était au contraire de ne pas interdire au prêteur de chercher dans le taux plus ou moins élevé de l'intérêt une compensation aux risques qu'il court ; autrement, il est bien évident que si la loi lui défendait de mesurer ses exigences à ces risques, il ne prêterait pas.

La loi de 1807, déjà tant critiquée chez nous, ou toute autre loi limitative du taux d'intérêt conventionnel eût probablement entravé l'afflux des capitaux vers notre colonie, mais n'eût certainement pas plus qu'ailleurs empêché l'usure de se pratiquer. Sans compter que l'intervention du législateur pour fixer le taux de l'intérêt est depuis longtemps reconnue fondée uniquement sur l'injustice et l'arbitraire.

Pendant des conditions de sécurité qui lui sont faites, si les conditions sont douteuses il va se cacher, ou alors il ne s'offrira pas sans accroître ses exigences. De sorte qu'il n'est pas toujours vrai de prétendre que si les capitaux sont chers c'est qu'ils sont rares. Mais il est pourtant bien certain qu'ici, à sécurité égale, le taux de l'intérêt est plus élevé qu'en Europe.

Tant de facteurs entrent en jeu dans la détermination du taux légitime, celui-ci comprenant d'ailleurs presque toujours une prime d'assurance, qu'il est impossible au législateur de suivre les oscillations de ce taux, eu égard notamment au rapport éminemment variable entre l'offre et la demande des capitaux. Et comme « fixer le taux de l'intérêt, c'est, disait Turgot, priver de la ressource de l'emprunt quiconque ne peut offrir une sûreté proportionnelle à la modicité de l'intérêt fixé par la loi », c'est aussi, par là même, interdire dans une certaine mesure, sans le vouloir, l'usage du crédit.

Le fait a été démontré par les meilleurs économistes, et il n'est plus permis aujourd'hui d'en douter. Non seulement cela, mais nous avons observé déjà que la limitation du taux de l'intérêt, loin de protéger l'emprunteur contre l'usure, l'expose au contraire à des exigences autrement onéreuses que s'il eût pu trouver prêteur à des conditions exclusivement dictées par la liberté des conventions, tant il est vrai d'affirmer, comme l'a fait un auteur, que « si prêter au-dessus du taux légal, c'est faire l'usure, même quand la rareté des capitaux ou les risques de l'entreprise justifient cette élévation de l'intérêt, — les honnêtes gens ne prêteront pas. Il se trouvera des prêteurs cependant ; mais ce seront des malhonnêtes gens qui, profitant de la retraite des prêteurs honorables pour imposer à l'emprunteur des charges disproportionnées aux risques, se feront payer une prime pour le déshonneur qu'ils bravent, et une autre prime pour l'amende à laquelle ils

s'exposent. C'est ce que Montesquieu exprime en disant : « Le prêteur s'indemnise du péril de la contravention. » Qu'on eût laissé les choses suivre leur cours, l'emprunteur aurait trouvé de l'argent à 7 % d'intérêt — on a voulu le protéger : il est forcé de payer 12 %/o. »

Les témoignages ne manquent pas. Aussi pouvons-nous conclure ici qu'il n'est pas de loi limitative de l'intérêt qui se puisse concilier avec le mouvement des capitaux vers un pays où les risques sont tels pour le prêteur qu'il cherche à bon droit, avons-nous dit, dans le taux élevé de l'intérêt, une compensation à l'insécurité des placements.

Ces considérations suffisent par là même à justifier la liberté du taux de l'intérêt partout où s'accuse une telle situation. C'est le cas de la Cochinchine, pays d'alluvion voué naturellement à l'agriculture, où le cultivateur est trop souvent à court d'épargnes, impuissant par conséquent à supporter l'épreuve d'une mauvaise récolte sans recourir à l'emprunt. Pour lui, plus que pour tout autre, c'est une nécessité vitale ; car, s'il ne peut disposer au moment voulu des avances nécessaires à la préparation et à la mise en culture de sa terre, le désastre apparaît sans bornes. Quelle perspective alarmante, en vérité, pour un propriétaire foncier, d'être obligé de laisser sa rizière inculte pendant seulement une saison, faute d'argent pour acheter la semence de riz à confier à la terre et se procurer les buffles destinés au labour. L'industriel, le commerçant traversant une période de crise, pourra

presque toujours faire prendre patience à ses créanciers ; il ne sera pas forcément acculé à la faillite pour avoir prorogé une échéance ; tandis que le cultivateur, tributaire du sol, doit lui assurer à époque fixe les soins, la préparation, la semence qu'il réclame. La terre ne fait pas crédit de ces avances. Et puis, il faudra vivre jusqu'à la récolte. Tout cela compte dans le bilan du paysan. Et le malheureux cultivateur sait bien que la saison n'attendra pas ; il n'a d'autre salut que l'emprunt, et sera fatalement entraîné à souscrire aux exigences du premier usurier venu qui non seulement va prélever une forte prime d'assurance, d'autant plus forte que l'emprunteur offrira moins de garanties, mais profiter en outre de ce que les capitaux sont rares sur la place pour exagérer encore ses prétentions.

Il est donc assez naturel de supposer que c'est surtout en vue d'encourager l'importation des capitaux dans la colonie que le législateur de 1868 a admis la liberté des conventions sur prêt à intérêt, non régies par la loi annamite (1). Le taux de l'intérêt étant libre, les capitaux européens devaient trouver avantage à venir s'offrir au propriétaire foncier indigène. Malheureusement ce résultat est encore à désirer. Combien d'efforts ont été tentés pourtant dans cette voie ; nous aurons, il est vrai, l'occasion de montrer quelles ont été les causes de l'insuccès obtenu jusqu'ici.

(1) V. le décret du 17 mai 1895, déjà cité.

II. — Sans doute, des capitaux ont pénétré dans la colonie, mais il s'en faut que le loyer de l'argent ait diminué de façon sensible. Il y a toujours insuffisance et les conditions du crédit sont déplorables.

Aujourd'hui encore, le petit cultivateur annamite n'a pas le choix; ceux qui l'exploitent détiennent plus que jamais un véritable monopole. Il est d'abord la proie des prêteurs de son village, ceux-ci n'étant le plus souvent que des spéculateurs occasionnels. En effet, l'argent étant rare, le capitaliste le loue cher, et le loue de préférence à qui présente le plus de garantie de solvabilité; de sorte que le riche propriétaire indigène qui possède de grandes surfaces cultivées mais n'a que peu d'argent disponible, use quelquefois de son crédit pour emprunter à un taux déjà élevé en raison même de la rareté des capitaux, et les sommes qu'il s'est ainsi procurées, il les prête à son tour pour en tirer bénéfice, au cultivateur pauvre du voisinage, son client le plus désigné. Lui seul, il faut le reconnaître, est en mesure de se livrer à l'opération sans aléa : la rizière de son débiteur est là tout près; il peut le suivre à l'œuvre pendant toute la campagne et se faire rembourser sûrement à la récolte. Il n'en est pas moins vrai que la situation du petit cultivateur placé ainsi sous la dépendance de son prêteur est pitoyable; il n'est pas libre de vendre son paddy à qui il veut ni le prix qu'il veut : il le doit d'avance au prêteur.

Tel est le rôle de cet intermédiaire qu'il n'est pas toujours facile d'éliminer, mais qui se fait payer quelquefois

bien cher ses services, en majorant abusivement le prix de l'argent qu'il a lui-même emprunté.

A qui ? — Au capitaliste étranger, c'est-à-dire au Chinois et au Chetty, ces deux marchands de crédit si réputés en Cochinchine. Le premier a toujours vécu côte à côte avec l'Annamite et l'a toujours dominé. Quant aux Chettys originaires de l'Inde, ils appartiennent à cette caste de financiers qui, ayant déjà pris position à Singapour, ne pouvaient manquer d'être attirés vers ce pays si favorable à leurs opérations. C'est ainsi qu'on les a vus s'implanter ici comme ailleurs, en parasites, d'abord suspects sans préjugé, pour devenir à la longue un fléau nécessaire (1). Il serait bien délicat d'incriminer quelqu'un de les avoir introduits dans la place, mais il est du moins permis d'affirmer que l'on n'a rien fait pour entraver dans la colonie leur action corrosive.

Un mot d'abord sur le fonctionnement de ces sociétés de banquiers indiens, autant qu'il est en notre pouvoir de l'esquisser, car elles ne sont pas très connues.

Elles sont en nom collectif et ont leur siège social à Madras ; représentées le plus souvent en Cochinchine par l'un des associés, celui-ci a reçu procuration générale pour toutes les opérations de banque de la société dans la colonie. Parfois, exceptionnellement, en cas d'empêchement de l'associé délégué, lorsque celui-ci par exemple est obligé de s'absenter quelque temps, c'est un simple

(1) Ils ont tenté de s'introduire à Madagascar où ils ne furent pas précisément bien accueillis, dit-on.

gérant appointé qui est chargé de ces opérations, en vertu d'un mandat d'affaires. Dans ce cas, la situation et les pouvoirs du gérant sont déterminés dans l'acte de subdélégation; il est soumis à un cautionnement et responsable vis-à-vis de la société dans la limite de ses attributions.

Chaque représentant attitré venu en Cochinchine pour créer une succursale, peut ouvrir boutique à peu de frais : il prend patente (1) au nom de la société et est autorisé à ce prix à se livrer à toutes sortes d'opérations financières.

Il faut voir à Saïgon ces types de Chettys dont un avocat du barreau de la colonie a fait un portrait si humoristique (2).

« Cette curieuse denrée humaine », comme l'appelle

(1) On prétend que ces « marchands de piastres » utilisent à plusieurs la même patente. C'est bien possible : combien sont-ils de patentés ? Une trentaine peut-être ; c'est apparemment un bien faible contingent du troupeau d'usuriers parqué rue d'Adran et rue Ohier, à Saïgon.

(2) R. Petit, *Choses et gens de Cochinchine*, p. 259 et s. — Écoutez cette description à peine satirique de l'établissement de ce banquier indien : « Un taudis, de rouge plâtre..., atrocement sordide... Dans la salle, très longue et noire, recevant le jour par deux fenêtres grandes comme la main, rayées de barreaux de prison, sans ornements, sans meubles, sans rien que de lourds coffres de fer logeant l'escompte, le recouvrement, le *doit* et l'*avoir*, tout le nécessaire d'une maison de banque, la poudre de kari, des linges souillés, les serviettes-éponge et les livres sacres — gisent, grouillent sur des nattes, pêle-mêle, petits et grands, dans une odieuse promiscuité, une trentaine d'individus. »

M. Raoul Petit, a débarqué en Cochinchine nous ne savons pas exactement à quelle époque. Elle « nous est venue de l'Inde, sous le pavillon britannique... Et, tout de suite, nous l'avons reçue à bras ouverts, installée dans la colonie avec une sollicitude vraiment maternelle. — Nos lois, parfois grincheuses, sévères, intransigeantes, ont eu pour elle de l'indulgence et un sourire ! Notre Code s'est accommodé, adouci à son usage... »

Il y a du vrai, trop de vrai dans ce propos. Voilà des sociétés constituées à l'étranger. Notre gouvernement local ignore tout de leurs statuts. Sans doute, elles sont régies par des lois étrangères ; mais, dès lors qu'elles entendent établir des succursales en territoire français, que ne sont-elles strictement assujetties, au moins pour ces succursales, comme c'est la règle en pareil cas, à toutes les obligations imposées par notre législation aux sociétés de crédit. Car, en somme, leurs opérations sont apparemment celles des établissements de crédit en général, et, bien que leurs comptes soient centralisés à Madras, ils le sont par l'intermédiaire de l'une des banques de la colonie (Banque de l'Indochine (1) ou Chartered Bank), et par conséquent figurent dans les écritures de ces dernières.

Or, les livres des Chettys ne sont même pas cotés et paraphés ! Quant à leur capital social, quel est-il ? Nul n'en

(1) La Banque de l'Indochine les soutient même en leur prêtant des fonds.

a care. On suppose qu'il est constitué en valeurs mobilières et immobilières, sans pouvoir en soupçonner l'importance. A ce capital hypothétique s'ajoutent, il faut le dire, les fonds placés entre leurs mains; car il y a des détenteurs d'épargnes dans la colonie qui ont confiance au Chetty, cependant que, s'il faut en croire M. Petit, « il n'est personne qui soit plus insolvable que ce riche banquier indien, contre qui recours soit plus illusoire !... » — En tout cas, ils servent, paraît-il, à leurs clients, un intérêt maximum de 7 % l'an, pourvu que les fonds leur soient confiés pour une durée d'au moins six mois.

On nous a assuré — et il faut que cela soit, puisque certains établissements de crédit eux-mêmes ne leur ménagent pas leur concours — que quelques-uns s'étaient fait une réputation d'honnêtes usuriers, autant que les deux termes peuvent être associés : ils jurent tellement ensemble ! Chez ceux-là, on peut sans trop de risques placer ses économies. Mais, qui les connaît, et comment les distinguer de leurs confrères, les financiers en rupture de caisse ? Il paraît qu'on est averti par le genre d'opérations auxquelles ils se livrent. Chaque Chetty a sa clientèle : les uns sont en affaires avec les commerçants chinois de Cholon et de Saïgon, d'autres pratiquent spécialement et de préférence le crédit foncier, d'autres enfin prêtent sur signature. La clientèle de ces derniers, européenne en partie (clientèle de fonctionnaires besogneux pour la plupart) est elle-même classée d'après l'annuaire qui renseigne le Chetty sur la situation, l'âge, le grade, le traitement de l'emprun-

teur, duquel il exige d'ailleurs le plus souvent la garantie d'une ou plusieurs cautions solidaires, sur la solvabilité desquelles il entend être également fixé. Certes, ce n'est point là un grief à lui faire.

Les prêts ainsi consentis par les Chettys sont constatés dans des billets dont la teneur varie suivant l'importance du prêt, sa durée, le mode de remboursement, les risques, la solvabilité de l'emprunteur et des cautions. En voici un, au hasard :

Saïgon, le

190

B. P. 8.

Nous soussignés, paierons solidairement à l'ordre de M. S. . R. . . K. . . M. . . C. . . R. . . chetty, banquier indien à Saïgon, la somme de *mille trois cents piastres*, valeur reçue comptant, et ce en (dix) termes mensuels et égaux, à compter de ce jour. Faute de paiement d'un terme échu, ou bien en cas de départ de la colonie, la créance entière deviendra exigible avec un intérêt de 3 % par mois ; mais elle ne pourra être remboursée, par anticipation, avant l'expiration des termes ci-dessus fixés, et sans le consentement du dit créancier.

Pour l'exécution des présentes, les parties déclarent élire domicile à Saïgon.

Il y a, dans ce libellé, tout un luxe de précautions : telles, la solidarité de tous les signataires du billet ; l'exigibilité de la totalité de la créance à défaut de paiement d'un terme — la dette étant stipulée remboursable par termes — ou en cas de départ de la colonie (1) ; la stipu-

(1) Cette clause n'est généralement insérée que dans les billets souscrits par les malheureux fonctionnaires qui s'endettent chez le Chetty dont ils restent ainsi prisonniers dans la colonie jus-

lation d'intérêts moratoires; la clause du remboursement anticipé surbordonné à l'acceptation du créancier (1). Mais ce qu'on n'y découvre pas, c'est le caractère de l'obligation. D'après la teneur du billet, allez prouver que c'est là une convention de prêt à intérêt. N'est-ce pas, en effet, une obligation qui se borne au paiement d'une certaine somme; ce qui justifie du reste la clause pénale aux termes de laquelle, faute de paiement d'un terme échu, la créance produira intérêt à 3 % par mois (2)? En fait pourtant la convention est bien un prêt usuraire; seulement la somme prêtée se trouve majorée du montant de l'intérêt débattu, calculé pour toute la durée du prêt, et prélevé d'*avance* par le prêteur: tout cela dissimulé dans l'obliga-

tion à complet remboursement. Il y a pourtant des cautions, souscripteurs solidaires!

(1) Pourquoi cette clause, alors que le billet est conçu en des termes qui n'exposent même pas le créancier à une réduction proportionnelle des intérêts de la somme prêtée? L'intérêt bien compris du prêteur dans ces conditions, ne serait-il pas d'accepter sans réserve le remboursement avant terme, de façon à pouvoir offrir à nouveau son capital en courant la chance — par un procédé abusif, il est vrai — de lui faire produire presque deux fois dans le même temps? C'est que, pensent certains, il y a une raison supérieure d'éducation du client qui fait que le Chetty ne veut pas accepter de libération avant terme. Cette raison, a dit un publiciste, est un procédé de dompteur qui conduira peu à peu le débiteur à s'accoutumer à l'idée de sa dette et lui fera trouver raisonnable, en fin de compte, le taux de 3 % par mois qui l'avait d'abord fait bondir d'indignation. En tout cas, si, dans l'avenir, notre homme traite à nouveau avec le Chetty et si celui-ci lui consent un prêt à 2 1/2 ou à 2 % par mois, le pauvre emprunteur en sera tout ému de gratitude.

(2) V. *suprà*, p. 82.

tion souscrite pour une somme indivisible, ayant au surplus les allures d'un simple billet à ordre.

Et lorsque nos tribunaux sont appelés à se prononcer sur la sincérité de pareilles obligations, ils ne peuvent que les sanctionner, en étant réduits à admettre sans discussion qu'il y a juste titre en l'espèce. — Que n'est-il permis, du moins, de suspecter à l'occasion l'honnêteté du prêteur en lui faisant observer que, la loi ne s'opposant pas à la libre stipulation de tel intérêt convenu par les parties, il faut vraiment que ses prétentions soient léonines et qu'il en ait conscience pour les abriter ainsi derrière une formule de prestation gratuite : « valeur reçue comptant... remboursable par mensualités » (sans intérêts !) — Cliché d'usurier esclave de sa routine et qui, toujours défiant à l'excès, par prudence, ne peut se résoudre à changer de méthode, même lorsque les lois du pays l'y invitent.

Mais l'avidité du Chetty ne connaît pas de bornes ; c'est sa passion immodérée de l'argent qui l'incite à « vider la bourse de son débiteur au delà du permis et de l'honnête. »

III. — Cela dit, il nous répugnerait d'insister plus longtemps sur les procédés employés par ces marchands de piastres pour arriver à s'approprier la fortune d'autrui. S'ils n'ont pas toujours réussi, si même quelquefois ils ont fait des opérations malheureuses, c'est qu'ils ont été victimes d'une défaillance, ou abusés eux-mêmes par quelque

débiteur rusé, encore qu'ils ne soient pas facilement accessibles à la ruse.

Quoi qu'il en soit, on comprend jusqu'à un certain point la mésestime sinon la haine que ce monde-là s'est attirée dans la colonie : il a ruiné trop de gens, affamé et dépossédé trop de cultivateurs pour prétendre à la reconnaissance même de ceux que son argent a pu tirer d'embarras dans un moment difficile, au prix de quels sacrifices d'ailleurs.

Il y a trois ans, lors de la crise qui troubla quelque temps le marché de Cholon, il a donné toute la mesure de sa vilenie. Les résultats d'une enquête sur les causes de la crise ont été rapportés à l'époque dans une feuille locale (1), sans partialité apparemment ; nous en extrayons ce passage pour mémoire :

« Ce qui prolongea le malaise du marché, ce fut l'attitude des banquiers indiens qui, dès les premières alarmes, exigèrent de leurs clients de Cholon le remboursement immédiat et intégral de toutes leurs valeurs échues.

« Voilà la cause vraie des inquiétudes qui, actuellement encore, pèsent sur toute notre place. Au lieu de se prêter aux temporisations et aux ménagements qui s'imposaient dans l'intérêt heureusement compris du marché, ces écumeurs se sont affolés, et ont fait réintégrer brusquement à leurs fonds le domicile élu de leurs malles à loquets

(1) *L'Opinion* du 4 novembre 1909.

de la rue d'Adran. Un million de dollars fut ainsi retiré, dans l'espace d'une semaine, des coffres chinois de Cholon, et, paralysés dans leurs mouvements d'affaires, les commerçants asiatiques perdirent le dernier espoir qu'ils avaient de parer à la crise.

.
« Il n'y avait pas seulement en jeu, dans les circonstances que nous rappelons, une clientèle européenne et chinoise se débattant dans les prodromes complexes d'une crise grave et généralisée. Il y avait, au-dessus d'elle, l'intérêt supérieur de la Colonie qu'il n'est permis à aucune collectivité — fût-elle étrangère — de perdre de vue. Les banquiers indiens bénéficient, dans ce pays, d'assez d'égards, d'assez de privilèges, pour qu'ils ne s'isolent pas ainsi égoïstement, devant un péril commun. »

Voilà qui ne laisse pas d'être pour le moins édifiant. Quand on songe, en effet, que le sort économique d'une colonie peut être aussi gravement menacé par les manœuvres sournoises de quelques méchants boutiquiers de la finance, on ne peut s'empêcher de déplorer les complaisances dont bénéficient depuis trop longtemps déjà ces étrangers qui n'ont d'autre objectif que de servir furieusement leurs seuls intérêts immédiats. Ignorants des principes d'intérêt général qui sont à la base de toute organisation sociale, ils poussent l'exclusivisme jusqu'à sacrifier l'avenir au présent. Que leur importent, il est vrai, l'avenir et la prospérité d'un pays où ils ne font que passer en écumeurs; leur collaboration

au développement de la colonie est bien éphémère sinon illusoire.

La somme des capitaux importés par les Chettys vaut-elle vraiment d'être comptée comme appoint, en tant qu'instrument de crédit? N'oublions pas, en effet, que leur caisse est alimentée sur place par les banques que nous avons nommées et aussi par des dépôts particuliers. Si donc ils ont organisé une partie du crédit et l'ont mis à la portée de ceux qui en ont le plus besoin — on sait au prix de quelles exigences — c'est autant à l'aide des capitaux français de la colonie même que des fonds étrangers qu'ils ont pu apporter.

Dans ces conditions, que nous sert en Cochinchine l'interposition des représentants d'une caste étrangère occupés principalement à drainer nos ressources métalliques vers l'Inde? A quelle fonction économique peuvent prétendre ces parasites? Ils vendent cher leur argent et tirent de ce commerce des bénéfices scandaleux prélevés sur le travail d'autrui, ce qui les dispense eux-mêmes de toute activité productrice. Ajoutez à cela qu'il n'ont pas de besoins et, par conséquent, n'apportent pas davantage au pays qu'ils exploitent leur contribution comme consommateurs (1), et vous aurez une idée à peu près exacte, peut-être au-dessous de la vérité, de la capacité dévorante de ces vautours.

Quant au résultat pratique de leurs opérations, il est,

(1) Le carry qu'ils consomment leur vient de l'Inde.

somme toute, facile à découvrir, quoi qu'on ait pu dire ou penser à cet égard. Séduit par le chiffre relativement important de leurs affaires (1), on a pu croire que, malgré leur voracité, ils concouraient positivement au développement du crédit en Cochinchine, que notamment beaucoup de propriétaires fonciers ne trouvant pas aisément de crédit ailleurs, en raison toujours de la rareté de l'argent, trouvaient encore leur compte à payer cher au Chetty un service dont ils eussent probablement été privés autrement. Cependant on ne saurait se méprendre sur le véritable rôle du prêteur étranger dont nous venons de scruter les sentiments ; la vérité, c'est qu'il se propose uniquement de spéculer sur la rareté des capitaux dans un pays qui en a besoin, et, ce faisant, il tend forcément à limiter son offre inférieure à ces besoins, dans la mesure où les circonstances le lui commandent, de façon à maintenir ses exigences le plus haut possible, tendance évidemment funeste au développement du crédit, d'autant qu'il ne vient pas toujours en aide aux plus intéressants (2).

De sorte que, tout en contribuant à satisfaire à la

(1) Certains Chettys sont connus comme les meilleurs clients des notaires et avocats-défenseurs de la colonie.

(2) C'est à peine si dans les centres de l'intérieur où quelques-uns sont établis, on peut citer un cas isolé de concurrence entre Chettys. Nous n'avons pas été peu surpris d'apprendre l'année dernière, quelque temps après l'arrivée dans une province de l'Ouest d'un nouveau Chetty venu pour s'installer à côté des deux autres déjà maîtres de la place, que ce troisième larron offrait du crédit à 15 ou 18 % l'an, au rabais par conséquent, pour s'attirer la clientèle de ses voisins. Serait-ce le commencement d'une ère nouvelle ?

demande de capitaux, le Chetty tient en réserve toute une série de moyens qui lui permettraient d'abuser longtemps encore de la situation, si une offre concurrente plus accentuée ne venait assez tôt dominer la sienne et contre-carrer son action en l'empêchant de monopoliser certaines créances. En tout cas, l'obstruction qui résulte de cet accaparement pourrait bien se traduire un jour par de graves désordres, s'il prenait par exemple à ses auteurs la fantaisie d'un brusque retrait de tous les capitaux mis par eux en circulation dans la colonie, comme ils l'ont tenté déjà à Cholon, par pur machiavélisme, il faut bien le dire.

Ce n'est pas que nous soyons porté pourtant à exagérer l'influence des usuriers étrangers sur les ressources du crédit. Leur champ d'action doit tendre au contraire à se restreindre, à mesure que ce crédit s'organise sous les auspices du Gouvernement dont la sollicitude fut jusqu'ici le plus sûr garant d'une heureuse intervention (1).

Mais si l'organisation officielle du crédit a donné quelques résultats — oh ! bien minces —, comme nous le verrons, par contre les initiatives privées sont malheureusement demeurées plutôt hostiles aux mesures préconisées en faveur de ceux qui empruntent pour produire. Nous devons reconnaître, en vérité, que le petit culti-

(1) Nous aurons à montrer par la suite avec quel soin minutieux l'Administration locale a pris à tâche de réaliser une organisation du crédit agricole sous forme de « prêts sur récoltes » par la Banque de l'Indochine. Voy. ch. V.

vateur — puisque c'est de lui qu'il y a lieu de s'inquiéter principalement —, en quête d'avances pour mettre sa terre en valeur, n'est pas seulement exploité par le Chetty : il l'est tout autant par le Chinois et par le riche propriétaire indigène. Et de fait, pour n'avoir ici pris à partie que le Chetty, nous n'avons pas entendu fermer les yeux tout à fait sur les abus que se permettent trop souvent aussi les autres. Ce sont autant de forces éliminatrices qui toutes s'appliquent à ruiner l'emprunteur au lieu de l'aider, seulement avec cette différence que l'une absorbe des facultés productives sans compensation d'aucune sorte (1), tandis que les autres visent au développement de leur propre industrie aux dépens des entreprises dont elles consomment la ruine ; leur action déprimante se trouve ainsi atténuée parce qu'en même temps créatrice en somme, et ne demanderait donc qu'à être canalisée.

(1) A signaler ceci à l'appui : le Chetty, créancier d'un propriétaire foncier, qui poursuit en justice et fait exécuter son débiteur sur ses biens, peut être déclaré adjudicataire de la terre, faute d'enchérisseur — ce qu'il redoute le plus — ; il devient alors propriétaire de domaines qu'il ne peut pas faire mettre en valeur, car peu d'indigènes consentiront à devenir fermiers d'un Chetty, et lui-même ne se soucie guère de compter sur des revenus en nature : il n'a d'aptitude que pour le commerce de l'argent. Ces rizières n'étant pas cultivées retomberont donc en friche, si notre Chetty ne se résoud à les vendre à perte ; il ne le fera que pour se débarrasser d'un poids mort dont les charges fiscales lui pèseront toujours trop, s'il a abandonné tout espoir d'en retirer un meilleur prix. En attendant, tant que ces terres seront entre ses mains, elles ne produiront rien.

IV. — Aussi bien, le véritable remède au mal, observé dans ses effets plus encore que dans ses causes, ne saurait consister que d'une part, dans la multiplication de l'instrument de crédit et des réserves de toute nature par la création de caisses de prêts et d'épargne ou de toute autre institution similaire, et, d'autre part, dans la plus grande facilité procurée aux emprunteurs pour obtenir du crédit.

Nous nous réservons d'étudier plus loin les moyens d'y parvenir, en tenant le plus grand compte de ce qui a été fait déjà dans ce sens. Mais auparavant, efforçons-nous de présenter les combinaisons qui s'offrent actuellement au possesseur du sol réduit à emprunter pour son exploitation.

Et d'abord, le propriétaire foncier, dépourvu d'épargnes, obligé par conséquent de recourir au crédit, trouvera prêteur à des conditions plus ou moins onéreuses suivant les garanties qu'il peut offrir : garantie de moralité tout en premier, essentielle chez l'indigène que l'on sait d'autant plus attaché à sa terre qu'il est honnête et laborieux. Mais le prêteur en exige d'autres, naturellement ; le plus souvent, lorsque l'emprunteur s'adresse à un bailleur de fonds, indigène comme lui, il engage sa terre, en vertu d'un contrat particulier régi par la loi annamite, quelquefois même, simplement ses titres de propriété, si le prêteur s'en contente. La simple remise des titres est du moins une bien faible garantie pour le créancier qui, parce qu'il détient ces titres, n'est pas pour cela nanti d'un privilège sur la propriété de son débiteur ; celui-ci trouvera sans

doute plus difficilement à aliéner ou hypothéquer son bien s'il ne justifie pas de son droit de propriété par la production des titres, mais les moyens dilatoires ou frustratoires dont il peut user ne sont pas épuisés de ce fait, car il pourra toujours, à la rigueur, se prévaloir de son inscription au *dia bô* (1) pour traiter avec un tiers. Aussi, le prêteur qui risque son capital dans ces conditions se montre-t-il encore très exigeant en raison de la précarité des droits que lui confère la détention des titres, quand encore il est assuré d'avoir en mains des titres de propriété authentiques et réguliers.

D'un autre côté, si l'emprunteur était obligé toutes les fois de se dessaisir de sa terre et d'en transférer la jouissance au créancier gagiste, ce que suppose le nantissement immobilier annamite — sorte de mort-gage à physionomie particulière (2) — la combinaison n'aboutirait pas sans une autre à côté : le cultivateur a surtout besoin d'avances pour les frais de mise en culture ; si donc, pour obtenir du crédit, il lui faut remettre sa terre en gage au prêteur, l'opération n'est pas à faire : à quoi lui serviraient bien ces avances obtenues dans de telles conditions ? Comment serait-il même jamais en mesure, n'ayant pas d'autres ressources, de dégager sa terre dont les revenus sont acquis au créancier gagiste pendant toute la durée du contrat, en compensation des intérêts de la dette exclusi-

(1) Registre de la propriété foncière.

(2) Sur le nantissement immobilier, V. mon étude sur *la propriété foncière en droit annamite*, p. 125 et s.

vement, dans la plupart des cas ? Aussi, pareille convention n'est pratiquement concevable que tout autant que l'emprunteur ne livre au créancier comme gage qu'une portion de son domaine, celle qui conserve devant lui assurer des revenus estimés suffisants pour lui permettre de rembourser la somme prêtée à l'époque stipulée pour le retrait conventionnel ; à moins que — et ceci à lieu, il est vrai, assez fréquemment —, le créancier nanti ne consente à lui laisser la possession de la terre engagée, à titre de bail et moyennant une certaine redevance, auquel cas le propriétaire devient fermier de son propre domaine par contrat pignoratif ; seule combinaison, en dehors des conventions hypothécaires qui ne sont pas d'un usage courant entre Annamites, permettant de s'acquitter, au moyen de ressources normales, d'une dette garantie par un nantissement. Même dans ce cas, les charges de l'emprunteur sont élevées (1), et l'on peut dire que la convention cache, à coup sûr, une opération usuraire.

Dès lors, quel sort est réservé au propriétaire foncier soumis à des charges tellement énormes quelquefois qu'il peut à peine espérer tirer chaque année de sa terre un revenu suffisant pour vivre et acquitter la redevance

(1) Les redevances annuelles qui représentent le loyer de la terre dont la jouissance est ainsi rétrocédée au propriétaire donneur de nantissement, n'étant pas assimilées aux intérêts d'un capital à rembourser, bien qu'au fond elles en tiennent lieu dans une certaine mesure, ne tombent pas sous le coup des prohibitions de l'article 134 du Code annamite.

exigée par le prêteur ? Bien heureux encore, si une mauvaise récolte ne vient pas décourager ses efforts et le mettre dans l'impossibilité de payer cette redevance. Jamais, en tout cas, il ne parviendra à amortir sa dette, quelque reculée ou fractionnée que soit l'échéance.

Si, en effet, comme on paraît l'avoir établi, le rendement de la terre en Cochinchine ne dépasse pas 20 % en moyenne, il n'est pas de crédit agricole possible au taux écrasant usité dans ce pays. Le prêteur qui abuse des besoins du cultivateur au point d'exagérer ses prétentions, sous prétexte que ses exigences sont en proportion censément du service rendu, sous prétexte surtout qu'il ne s'est pas trouvé d'offre de crédit concurrente à des conditions plus acceptables à la portée de son client, escompte déloyalement la ruine de celui-ci. Le débiteur, au moment de souscrire, n'a pas eu le choix ; sa position était celle de toute personne dans l'embarras, à la merci des événements, qui accepte une moindre calamité pour en éviter une pire. Le malheureux ! il n'a fait qu'en retarder l'échéance. A la dernière extrémité, ne pouvant faire face à ses charges, ne se voit-il pas dépouiller de son bien ?

En engageant sa terre, il pensait pouvoir la racheter ; elle est restée inscrite à son nom au livre foncier avec affectation au créancier gagiste. Mais il n'en a conservé la jouissance qu'en vertu d'un bail fictif, et pour peu que, malgré ses efforts, il ne soit pas en mesure d'user de la faculté de rachat qui lui est réservée pendant toute la

durée du contrat, la spoliation est inévitable : elle est consommée finalement, soit par la mise en vente à l'échéance, soit par la prescription si elle est accomplie (1). Et c'est miracle encore quand il est quitte de toutes charges à ce prix.

Or, il peut arriver, lorsque le créancier a poursuivi la vente des biens de son débiteur — il en reste même adjudicataire assez souvent — que le prix d'adjudication ne suffise pas à libérer complètement celui-ci qui, par suite, ne tardera peut-être pas à tomber en servitude.

L'expropriétaire dépossédé va devenir en tout cas, par la force des choses, cultivateur forcé, et cette condition qui rappelle par certains côtés l'ancien colonat romain (2) n'est pas pour surprendre, étant donné ce que nous savons déjà de l'engagement pour dettes.

(1) Nous faisons ici allusion à la prescription trentenaire de Minh Mang. — V. Mathieu, *La propriété foncière en droit annamite*, p. 139 et s.

(2) Cf. Girard, *Droit romain*, 3^e éd. p. 130. La condition, en droit romain, pouvait résulter notamment d'une *convention*, quand un homme libre se faisait par misère le colon d'un autre qui lui donnait des terres. Mais ce qui a dû surtout contribuer à transformer en colons nombre de petits fermiers ou métayers, c'est la dette arriérée des fermages et l'insolvabilité croissante qui retenait les fermiers à la discrétion du propriétaire. V. Esmein, *Histoire du droit français*, 7^e éd. Les institutions romaines en Gaule, p. 23 ; et Fustel de Coulanges, *Recherches sur quelques problèmes d'histoire*, p. 9 et s. — C'est aussi par la même cause que s'est principalement constitué le servage en Russie (Note de M. Esmein sur un mémoire de M. Kovalevsky dans la *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1889, p. 410 et s.).

Sans doute, le fermier colon, ici, n'est attaché au domaine foncier du maître que dans la mesure où il reste son débiteur. Le maître lui fournit ses instruments de travail et l'approvisionnement nécessaire à la mise en culture de la parcelle de terre qui naguère encore lui appartenait. Il cultive toujours cette parcelle à son compte, c'est-à-dire à ses risques et périls, moyennant une redevance calculée d'après le montant restant dû augmenté des nouvelles avances reçues, plus le fermage en cours, et cette redevance est prélevée en nature sur le produit de sa récolte. Si, par une chance exceptionnelle, il obtient plusieurs années de suite une récolte abondante, il se peut qu'à force de volonté et d'économie — deux qualités si rares chez l'Annamite ! — il parvienne à reconquérir sa liberté de travailleur, soit qu'il consente à traiter avec celui-là même qui l'a dépouillé, cette fois en qualité de fermier redevenu libre, soit qu'il préfère s'adresser à un autre propriétaire qui lui donnera sa terre à bail à de meilleures conditions ; tout bien pesé, il est vrai, s'il n'a pas gardé trop de ressentiment de sa condition de la veille, l'habitude le retiendra peut-être sur le domaine de son ancien créancier, à moins qu'il ne cherche par un autre moyen à redevenir propriétaire en demandant quelque terrain en concession. Mais encore dans quel cercle vicieux va-t-il tourner, s'il ne dispose pas plus qu'autrefois d'une somme d'argent saines pour risquer l'entreprise.

Quoi qu'il en soit, c'est l'aboutissant inespéré pour les

malchanceux : rarement les années de bonne récolte se succèdent sans trêve, et, l'insouciance aidant, ces prisonniers de la terre voient au contraire leur condition empirer d'année en année ; l'amortissement de la dette est prorogé à chaque échéance, dès l'instant que les redevances prélevées ne peuvent suffire, et encore, qu'à rembourser les dernières avances reçues et à payer le loyer du sol. Que dire de ceux qui ne tirent même pas du produit de leur travail de quoi équilibrer leurs charges ? A chaque récolte où ils sont en déficit, leur dette augmente en même temps que s'accroît leur insolvabilité. Naturellement leur dépendance s'aggrave d'autant, et la dernière étape à franchir est imminente : le contrat d'engagement se transforme et devient bientôt plus étroit, en faisant du cultivateur forcé qui, moyennant une redevance à son créancier bailleur, cultivait encore pour son propre compte, un serviteur à gages (1), désormais à l'abri des mécomptes, position qui lui permettra au moins d'éteindre peu à peu sa dette par son travail, ainsi que nous l'avons montré précédemment, mais à quelles conditions et au bout de combien d'années !

Rien d'étonnant après cela, s'il s'en trouve parmi ces malheureux qui ne se résignent point à leur sort ; or, comme le seul moyen d'affranchissement qui leur reste, c'est l'abandon de la glèbe, ils désertent et prennent la fuite. Certains échappent de cette façon à la servitude,

(1) Gages que retiendra alors le créancier en compensation de la dette.

mais sont alors aux prises avec la misère, heureux seulement si la persécution du créancier ne les poursuit pas plus loin (1).

Toute cette mise en œuvre pour consommer la dépossession, la ruine et la déchéance du petit propriétaire foncier, dont nous envisagerons plus tard les conséquences économiques, bien qu'elles se dessinent déjà, n'était pas pour nous laisser indifférent, et nous avions d'autant plus à cœur de la dénoncer qu'elle nous paraît être la pierre d'achoppement pour toute institution de crédit à inaugurer chez un peuple qui n'a pas rompu tout à fait avec ses préjugés et dont l'évolution économique et sociale, en dépit des sauts brusques qu'elle a subis à notre contact, est encore sous certains aspects tardive.

Ce qu'il ne faut pas se dissimuler d'ailleurs, c'est que la population agricole des campagnes pauvres, à moins d'une puissante coalition des intéressés eux-mêmes, n'est

(1) Nous sommes parti de l'exemple d'un cultivateur propriétaire de sa rizière, pour mieux montrer l'aggravation du sort du travailleur sous un pareil régime ; or, la masse des cultivateurs non propriétaires est exploitée de même, car la même cause retient les petits fermiers ou métayers à la discrétion du propriétaire qui leur a fait des avances généralement. C'est ici l'impossibilité matérielle où ils se trouvent, à la moindre inondation par exemple, d'acquitter la redevance exigée. Et leur dépendance croît toujours en raison directe de leur insolvabilité, à mesure que s'accumule la dette arriérée des fermages. La déchéance qui en résulte, si elle n'a pas pour le fermier la même portée que celle qui frappe le petit propriétaire dépossédé préalablement, n'est pas moins pénible, attendu que la liberté du travailleur se trouve engagée pareillement.

pas près d'être délivrée de la pression de cette armée d'usuriers qui la harcèle et la saigne sans merci. On espérait la décimer sans avoir à l'attaquer de front : on n'a pas réussi. L'ennemi se dresse toujours inexpugnable et menaçant, surtout dans les régions où la propriété est instable. Combien de petits cultivateurs sont, en effet, victimes de cette situation à laquelle il faudra nécessairement remédier avant de songer à organiser là le crédit individuel.

Le gage immobilier est d'une telle importance comme condition du crédit, et surtout du crédit agricole ainsi entendu, qu'on ne saurait trop déplorer qu'il reste tant à faire dans beaucoup de provinces encore pour asseoir la propriété sur des bases solides. Quel crédit va trouver de lui-même le cultivateur qui occupe un terrain, sans titre bien souvent, possesseur précaire ou concessionnaire provisoire, éprouvé par une mauvaise récolte ? Les banques ne lui prêteront pas ; force lui sera donc de passer par les crocs d'un usurier qui mettra l'embargo sur sa récolte avant qu'il ait eu le temps d'en disposer.

A ces considérations s'en ajoutent d'autres non moins pertinentes et d'une portée économique encore plus large : elles ont trait à ce que M. de Pouvoirville, dans une série d'articles fort documentés, a appelé « la nationalisation des cultures et des industries de l'Indochine (1). »

(1) V. la *Politique Indochinoise*, numéro du 17 octobre 1908 notamment : La nationalisation du riz en Cochinchine.

Pourquoi, dans un pays comme la Cochinchine, réputé l'un des plus riches du monde, les bénéfices matériels provenant des biens du sol et de leur industrialisation échappent-ils au producteur? Tout simplement « parce que, personne en Cochinchine, les Français pas plus que les Annamites, n'étant susceptible de décortiquer, de convoier et de vendre le riz (le premier de tous ces biens du sol), les Chinois — qui sont les meuniers, les entrepositaires et les parasites, ont drainé... », drainent tous les ans un capital énorme, produit du transit et de la vente dont ils ont le monopole, sans profit aucun pour le pays dont les seules richesses font les frais de ces opérations (1).

« Qu'une aussi scandaleuse dime ne soit plus prélevée à notre détriment et à celui de nos protégés, de façon à ce que l'argent, qui est le produit du travail des Cochinchinois et du sol de la Cochinchine, demeure en notre domaine et le fasse prospérer » : tel est le vœu formulé par M. de Pouvoirville dont chacun partagera ici la manière de voir.

« Bien des obstacles, prévoit-il, s'opposent à la réalisation d'un si juste et si naturel désir. On a dit avec raison que le principal de ces obstacles est le manque d'élasticité du régime financier, et le défaut de crédit, et le manque

(1) En 1907, la Cochinchine a produit du riz pour 180 millions; sur les 1.200.000 tonnes exportées cette année-là, les Chinois ont gagné 62 millions. Leur gain a été plus élevé encore en 1909, les exportations ayant atteint environ 1.500.000 tonnes.

de fonds dont pâtissent les indigènes. Pour vivre, pour acheter les bêtes et les instruments du labourage, pour payer les impôts, l'indigène, imprévoyant, et toujours en mal d'argent, emprunte sur sa rizière, sur sa récolte à venir, à des taux fantastiques, et tombe ainsi, *et pour toujours*, entre les mains des Chettys ou des Chinois, à qui ils sont contraints de vendre plus tard leur riz brut, à des prix dérisoires. »

Nous avons nous-même assez longuement insisté sur les funestes conséquences qu'un tel régime d'oppression peut engendrer. Le sort de la petite culture est des plus misérables. Le cultivateur indigène plie sous le joug ; n'étant pas libre, avons nous dit, de vendre son paddy à qui il veut ni le prix qu'il veut, ni même quand il veut, parce que ce paddy, il le doit à son prêteur, il ne peut escompter à son gré une meilleure occasion de réaliser sa récolte, ni profiter du cours plus ou moins élevé du moment. Ainsi, non seulement il a dû emprunter à un taux exorbitant, mais encore le paddy qu'il est tenu de livrer en paiement de sa dette à l'échéance lui est compté au-dessous de sa valeur. Dans ces conditions, quoi qu'il fasse, il ne produira jamais assez pour sortir de cette impasse.

A maintes reprises, des personnalités compétentes se sont récriées devant l'insuffisante organisation des moyens du crédit (1).

(1) M. Penant a publié en 1908, dans son *Recueil de jurisprudence*

M. Gervais, rapporteur à la Chambre du budget des Colonies en 1908, fut l'un des premiers au sein du Parlement à se faire l'écho de ce leitmotiv : « Les malheureux cultivateurs annamites, écrit-il, ceux-là mêmes qui sont les principaux auteurs de la richesse de l'Indochine — les riz de la Cochinchine sont exportés pour 200 millions de francs — ces malheureux cultivateurs sont trop souvent abandonnés aux griffes de l'usure. Pour leur permettre soit de labourer, soit de semer, soit de vivre en attendant la récolte, soit d'enlever la récolte de riz, l'argent leur est prêté couramment à un taux variant de 80 à 150 % ». »

De son côté, M. Rodier, gouverneur de la Cochinchine, dans un rapport au Conseil colonial, montrait les causes de ce taux écrasant :

« La Cochinchine, qui est un pays essentiellement agricole, ne possède aucun établissement de crédit permettant de venir en aide aux indigènes. D'autre part, le taux de l'intérêt est libre dans la colonie, l'arrêté du 21 avril 1868 ayant stipulé que la convention sur prêt à intérêt fait la loi des parties (1). Aussi les agriculteurs indigènes sont-ils les victimes forcées de l'usure. »

Et les indigènes eux-mêmes sont naturellement les pre-

et de législation coloniales, une étude sur les prêts hypothécaires en Cochinchine sur laquelle nous aurons à revenir, et, à cette occasion, l'auteur a rappelé les témoignages officiels que nous reproduisons ici.

(1) L'arrêté en question s'imposait, nous l'avons vu ; mais le malheur est que seuls les Chettys, assimilés européens, en ont profité pour s'abattre sur le pays avec des appétits d'oiseaux de proie.

niers à s'insurger contre une pareille tyrannie et à demander qu'il soit remédié à cet état de choses. Témoin, entre autres, cette observation présentée au Conseil colonial par un de ses membres indigènes :

« Au taux de 3 % par mois, qui est courant dans l'intérieur, le Chetty qui a prêté 1.000 piastres pour 12 mois, en retire de l'emprunteur près de 1.450, en tenant compte des paiements échelonnés et de la façon dont l'intérêt est calculé. Mais, en réalité, c'est un intérêt de 7 à 8 % par mois, 90 % l'an, environ, que paie le débiteur. » Et le conseiller Duong van Men voyait dans la prolongation du terme et le paiement par amortissement, plus encore que dans l'abaissement du taux de l'intérêt, le véritable remède.

Bref, il serait urgent d'apporter quelque tempérament à cette situation par l'adoption de mesures propres du moins à concilier les conditions du crédit avec le régime foncier actuel ; car il est vrai de dire que si la population agricole a eu tant à souffrir jusqu'ici des exigences des usuriers, ce n'est pas seulement parce que ceux-ci monopolisent le crédit, c'est aussi, en partie, à cause de l'insécurité des garanties du sol mis pourtant largement à la disposition de tous, mais dans des conditions mal réglées, en tout cas insuffisamment observées.

Il y va de l'avenir de la petite culture et de l'indépendance des travailleurs. Or, nous ne devons pas perdre de vue que ceux-ci composent la masse qui contribue le plus utilement à la prospérité du pays, sans amélioration sen-

sible de leur condition jusqu'à présent, et que cette masse, instruite par l'expérience d'une domination déjà vieille de plus d'un demi-siècle, conserve encore une attitude inquiète mêlée de défiance vis-à-vis du conquérant qui n'a pas encore su se faire comprendre d'elle, à plus forte raison s'en faire aimer.

Sachons donc nous déterminer, en toute sincérité, à servir l'intérêt du plus grand nombre, fussent les intérêts particuliers de quelques-uns s'en trouver lésés. Les classes opprimées réclament notre protection ; nous la leur devons, et il est de bonne politique de la leur assurer efficacement, si nous ne voulons pas entretenir des haines sourdes qui, à un moment donné, menacent d'éclater et de provoquer des débordements comme ceux que l'année 1908 a eu à enregistrer.

CHAPITRE IV

**Le prêt sur récolte et ses dérivés. — Avances de salaires. —
Ce qu'est le gage immobilier : nantissement et contrat
pignoratif.**

I. — Tous les ans, la période qui précède la préparation des terres à mettre en culture coïncide avec une demande de crédit toujours plus considérable ; ce qui dénote bien chez l'indigène un assez médiocre souci de l'épargne, en tout cas marque comme une tare cette imprévoyance native d'une population agricole dont l'éducation est à corriger et à parfaire sur ce point. Les prêts se font à ce moment-là, soit en nature, soit en numéraire, suivant l'opportunité, et sont dans presque tous les cas stipulés remboursables en nature sur la récolte. C'est ce genre de convention qu'on nomme couramment prêt sur récolte ou avances sur récolte.

La jurisprudence décide que lorsqu'il s'agit d'avances de paddy ou d'autres produits de ce genre, les parties (indigènes) sont libres de consentir tels intérêts qu'il leur convient ; et pour motiver sa décision, elle tire argument de ce que les termes restrictifs de l'article 134 du Code annamite ne s'appliquent qu'à une seule espèce de prêt : le prêt

à 'intérêts *d'argent*, et conclut que l'on ne saurait en étendre l'application à d'autres contrats de prêt à usage, par exemple, ou de consommation (1).

Nous avons déjà combattu cette jurisprudence, tout au début, en étudiant la théorie du prêt à intérêt. Cependant, il n'est pas superflu de reprendre ici la discussion, si nous voulons ne laisser subsister aucune incertitude quant aux textes à invoquer pour déterminer les conditions qui régissent le prêt sur récolte et autres similaires.

En admettant que les prohibitions de l'article 134 ne visent que les prêts d'argent, est-ce une raison suffisante pour décider que, par suite, toute autre convention de prêt à intérêt échappe aux règlements du Code et que les parties sont libres de convenir n'importe quel taux d'intérêt dans ce cas? Cette solution n'implique-t-elle pas quelque contradiction avec ce qui a été observé ailleurs? Nous avons vu, en effet, que les prescriptions de l'article 23 s'appliquaient à toute espèce de gain illicite tiré d'une prestation ou action quelconque.

Étant donnée la portée générale de cet article, auquel se réfère d'ailleurs l'article 134, il ne nous paraît pas douteux que les deux textes entrent en combinaison assez étroite. Comment prétendre justifier, dans ces conditions, la liberté des conventions — entre indigènes, s'entend — intéressant tout autre contrat qu'un contrat de prêt

(1) V. arrêts C. S., 14 novembre 1892, *J. Jud.*, 1893, p. 314; — C. Indochine, 24 juin 1909, *J. Jud.*, même année, p. 368.

d'argent, même alors qu'il s'agit d'un prêt de consommation qui, parce qu'il a pour objet des valeurs en nature et non en argent, serait considéré comme d'une espèce différente ?

Sans doute, on a cru s'être mis d'accord avec les termes de l'article 23 susvisé, en s'en tenant pour tous ces contrats au principe des « intérêts ne devant pas dépasser le capital », puisqu'il est formellement exprimé dans ce texte que, même pour le prêt à usage, « quel que soit le prix de location, il ne peut jamais dépasser le prix de la chose (1). » Mais on conviendra pourtant que ce n'est pas précisément dans la lettre des dispositions de l'article 134 qu'il faut chercher la démonstration d'une application différente aux divers prêts de consommation, suivant que les valeurs sont exprimées en argent ou en nature.

Quelque avantage que l'on trouve à laisser les parties libres de consentir ce qui leur convient, particulièrement lorsqu'il s'agit d'avances sur récoltes, il faut avant tout se demander pourquoi les prohibitions de la loi relatives au taux de l'intérêt n'atteindraient pas ces sortes de conventions ? D'abord, la défense insérée dans l'article 134 du Code n'est pas exclusivement applicable aux prêts d'argent, comme on veut le croire ; le texte même le dit : « Celui qui prête de l'argent ou bien qui prête sur gages... » —

(1) « Cela veut dire que si le prix d'une barque est de dix onces d'argent, on ne peut pas exiger onze onces d'argent pour prix de loyer, par exemple. » Art. 23, § 1, *Code annamite*, Philastre, 2^e éd., p. 493.

Ne peut-on prêter n'importe quelle valeur sur gages? Qu'est-ce qu'un prêt sur récolte sinon un prêt sur gage? (1) D'autre part, n'est-il pas question encore dans le texte d'estimation du prix de certains biens enlevés par le prêteur en guise de paiement?

Dès lors, rappelons que s'il était si facile au créancier d'éviter les sanctions de la loi en convenant avec son débiteur que le capital, objet de la convention, exprimé sous forme d'avances de paddy, porterait intérêt en nature à un taux qui par cela même échapperait à la prohibition, combien ces conventions n'eussent-elles pas été préférées dans la généralité des cas, d'autant qu'elles aboutiraient en justice, le cas échéant, à une estimation de prix en numéraire à défaut d'exécution de la prestation en nature par le débiteur. Que si la loi interdit au prêteur d'exiger plus de 3 % d'intérêt par mois, c'est aussi bien, croyons-nous, pour tous les prêts de consommation que spécialement pour les prêts d'argent pris seulement comme type (2).

(1) Théoriquement tout au moins; dans la pratique, nous verrons que le gage est bien souvent plus apparent que réel. V. *infra*, p. 135.

(2) Il est curieux de relever dans l'arrêt précité du 24 juin 1909, une fois admise, il est vrai, la distinction entre les deux sortes de contrats, en l'espèce entre un prêt de 500 piastres remboursable par 500 piastres, plus comme intérêts 350 gia de paddy, et un autre prêt de 270 gia de paddy, remboursable par 540 gia, capital et intérêts compris, ce raisonnement spécieux, à savoir : « Que le premier de ces prêts constituant un prêt d'argent, l'intérêt stipulé, conformément à l'article 134, ne pouvait excéder 3 %, soit pour un

La vérité, c'est que les avances ou prêts sur récoltes se faisant tantôt en argent, tantôt en paddy, la caractéristique du contrat étant l'affectation de la récolte à venir, si l'on peut ainsi parler, au remboursement de ces avances, il peut y avoir quelque raison de tenir compte des variations de valeur des denrées, valeur qui, à l'époque du remboursement, sera plus ou moins élevée suivant le cours qu'elles atteindront sur le marché, et comme la valeur de l'argent n'aura pas beaucoup varié dans l'intervalle (1), le prêteur pourra être remboursé en perte si les produits destinés à le couvrir de son capital, et dont la quantité a été déterminée d'avance, n'atteignent pas, à l'échéance, un prix au moins équivalent. De là une certaine tolérance à admettre peut-être en raison de l'incertitude, sinon du risque spécial — risque qui peut d'ailleurs aussi bien se

capital de 500 piastres, 15 piastres par mois en cas de paiement en argent, et, au prix maximum de 0 s 60 cents le gia, 25 gia en cas de paiement en paddy ; qu'en ce qui concerne le deuxième prêt, il échet de décider... qu'il échappe à la règle prohibitive de l'article 134 du Code annamite ; ... » Et cette façon de voir a conduit la Cour à ramener à 3 % les intérêts stipulés en paddy de la première obligation, tandis qu'elle s'est refusée à discuter le taux des intérêts également en paddy de la seconde, sous ce singulier prétexte que le capital en numéraire de l'une n'était pas de la même espèce que le capital en nature de l'autre.

(1) En se plaçant au point de vue des indigènes, bien entendu ; ce qui n'empêche pas que les fluctuations de la piastre, parfois sensibles en Indochine, peuvent très bien dans certains cas préjudicier même au capitaliste indigène, pour peu qu'il ait des conversions à effectuer en francs ou simplement qu'il soit acheteur de produits importés.

traduire par un avantage — pour le bénéficiaire d'une créance de cette nature. Il n'en demeure pas moins que cette considération ne saurait entraîner jusqu'à renier les principes qui dominent toute la matière; et la meilleure preuve, c'est que la loi annamite entendant frapper n'importe quel produit d'action illicite, propose pour y parvenir, même dans le cas où la valeur du produit est variable, de toujours tenir compte, dans l'estimation de cette valeur, du lieu, du temps et du prix *moyen* de l'objet.

Ainsi donc, il faut bien prendre garde de déformer l'institution, en partant de points de vue défectueux qui d'ailleurs ne permettent de fixer aucune règle positive, ni ne concourent à donner force probante aux décisions de jurisprudence rapportées ci-contre. La seule règle, et, à notre avis, elle est absolue, en matière de prêt à intérêt, c'est-à-dire de louage de choses consommables, entre indigènes, c'est celle qui fait défense au prêteur d'exiger un intérêt supérieur à 3 % par mois et une somme d'intérêts accumulés supérieure au montant du capital.

Nous avons dit ce qu'il y avait à dire sur ces prohibitions dans l'exposé théorique du prêt annamite; nous n'y reviendrons pas. Quant aux considérations relatives aux variations de valeur du paddy, elles sont assez peu déterminantes, en somme, étant donné que les écarts des cours sont rarement préjudiciables au créancier de façon sensible, étant donné en tout cas que, s'il existe quelque aléa de ce chef, les conséquences doivent être les mêmes, en

toute équité, pour le créancier comme pour le débiteur, lequel ne saurait être moins favorisé par suite de la prise en considération des fluctuations de la valeur de l'objet prêté.

II. — Il importe peut-être davantage de dégager des critiques que nous venons de formuler, le sens de certains errements communément acceptés à propos des prêts sur récoltes. On a le tort, en effet, de désigner prêt sur récolte toute convention ayant pour objet des avances de paddy ou de numéraire remboursables en nature, même lorsque la convention ne prévoit pas expressément l'affectation de la récolte du débiteur au remboursement de ces avances. En fait, il peut en être ainsi très souvent, c'est-à-dire que le créancier dont le titre, chirographaire en la forme, vient du moins à échéance au moment de la récolte, fait diligence en temps et lieu pour se faire rembourser sur le produit encore dans les champs qu'il se charge, sitôt la moisson achevée, de faire mesurer, enlever et rentrer dans ses greniers, avec l'agrément de son débiteur et à ses frais, s'il en a été ainsi convenu préalablement. Telle est la façon de procéder notamment des Chinois créanciers pour partie, acheteurs pour le reste, dans la plupart des campagnes (1); ainsi opèrent également les grands

(1) Nous avons dit les profits énormes réalisés par ces trafiquants qui, de par la situation privilégiée qu'ils se sont créée en Cochinchine, arrivent sans peine à accaparer la presque totalité de la production de riz destinée à l'exportation. V. la note, p. 113. — V. aussi, *infra*, p. 175 et s.

propriétaires de rizières parcourant leurs domaines pendant la moisson pour toucher à la fois fermages et remboursement d'avances.

Mais, de ce qu'un créancier a un titre remboursable en paddy, il ne s'ensuit pas forcément qu'il ait un droit de préférence sur la récolte à venir de son débiteur. Le gage ne se présume pas, et tel prêt d'argent ou prêt en nature remboursable par une quantité déterminée de paddy à l'époque de la récolte, n'est pas pour cela à proprement parler un prêt *sur récolte*, autrement dit prêt sur gage.

Sans doute, toutes ces conventions, quelle que soit la forme qu'elles affectent, se rapportent au crédit agricole : ce n'est pas une raison pour les confondre dans le principe, alors que la plupart diffèrent jusque dans leurs effets.

Par exemple, les avances consenties par un propriétaire foncier à ses journaliers (1) n'ont pour ainsi dire rien de commun avec les avances sur récoltes proprement dites auxquelles on a tendance à les assimiler, dans les milieux indigènes surtout ; elles sont garanties spécialement par un contrat de travail librement consenti, et non par la récolte à venir sur laquelle ces travailleurs n'ont aucun droit. Il ne faut pas craindre d'insister sur les termes si l'on veut bien en saisir la portée exacte. Aussi observerons-

(1) On ne peut obtenir la main d'œuvre indigène qu'à ce prix. C'est, écrit M. Garros dans son livre *Les usages de Cochinchine*, p. 171, « une condition *sine qua non* du contrat. Dans la province cochinchinoise d'ailleurs, qu'il s'agisse de fermiers, d'ouvriers, de rameurs, ou de toute autre main d'œuvre, il n'est pas de convention possible sans l'avance. »

nous tout d'abord que les avances de l'espèce dont il s'agit ici sont des avances de salaires, ni plus ni moins, c'est-à-dire qu'elles s'imputent sur la rémunération du travail à fournir, laquelle est calculée le plus souvent à forfait d'après l'importance des travaux.

De fait, le journalier, l'engagé loue son travail à l'entreprise (1); il doit être rétribué dans la mesure où il contribue par son labeur à la production, c'est-à-dire proportionnellement à la somme de travail fourni; mais, comme d'autre part il n'a pas les moyens de vivre jusqu'à l'achèvement de l'opération, n'ayant pas l'approvisionnement nécessaire, l'employeur prend à sa charge cet approvisionnement, moyennant une retenue correspondante, bien entendu, sur la part à revenir au travailleur à qui il en fait l'avance pour lui permettre de subsister pendant toute la durée de l'entreprise. Ainsi, l'employeur fait crédit à son engagé jusqu'à concurrence de la somme de travail que celui-ci lui doit en vertu du contrat intervenu entre eux, et c'est en vue de l'obligation à exécuter précisément que ces avances sont consenties (2):

(1) Le contrat qui intervient entre l'employeur et l'engagé rural est un louage d'ouvrage : c'est un contrat *do ut facias*. — Cf. Garros, *op. cit.*, p. 452 et s., sur la condition des coolies journaliers ainsi employés par les exploitants agricoles.

(2) Voici un type assez courant de contrat de ce genre :

« Nous soussignés, époux Nguyễn van Manh et Trần thi Huê, demeurant au village de..., canton de..., province de..., établissons le présent contrat par lequel nous reconnaissons avoir reçu intégralement du sieur Nguyễn van Binh, propriétaire, demeurant égale-

de là la menace d'une sanction contre l'ouvrier débiteur à raison d'avances reçues dans ces conditions et qui refuse d'exécuter le travail promis (1).

Théoriquement, ces avances qui, du reste, peuvent consister aussi bien en nature (en paddy généralement) qu'en numéraire, ne doivent pas être confondues avec ce qu'on a appelé assez improprement aussi des « avances en semences, outils, instruments aratoires », etc. ; ce ne sont pas là des avances. Il ne peut être vraiment question d'avances que sur la rémunération future de l'agent auquel elles sont faites : avances en approvisionnement, notamment, avons-nous dit. Mais ce que l'engagé reçoit en outre de l'employeur, il est bien évident que c'est, d'une part, la matière première sous forme de semences, et d'autre part les instruments de labour. Et à quel titre les reçoit-il ? Pas à titre d'avances bien sûr : « Les semences sont fournies dans un but déterminé, celui d'être transformées en récoltes, et les outils prêtés à charge d'être restitués après que l'engagé en aura fait usage. »

ment à..., une somme de 100 piastres à titre d'avances. Nous nous engageons à cultiver pour le compte du dit sieur Binh 400 công de rizière. Il devra nous indiquer le terrain qu'il désire mettre en culture et fournir les *ma* (semences). Il est convenu que lorsque le repiquage sera terminé, le dit sieur Binh devra assurer la garde de la future récolte ; car nous n'aurons pas à nous en occuper après le repiquage et nous serons quittes à partir de ce moment. Si, plus tard, nous soulevons la moindre contestation au sujet de cette récolte, nous serons tenus d'indemniser le dit sieur Binh de tous les frais et débours qui pourraient lui être occasionnés. »

(1) V. *suprà*, p. 54.

La différence entre les avances faites au travail et les instruments mis à sa disposition n'a d'ailleurs pas échappé à ceux qui ont eu à s'occuper du contrat d'engagement, en particulier à l'occasion des délibérations et consultations auxquelles a donné lieu, en 1906, l'examen des conditions d'application possible d'un texte de loi pénale aux engagés agricoles des colons européens « trop souvent désarmés par la fuite inopinée de leurs ouvriers, qui abandonnent les cultures sans motif légitime et en emportant les avances qui leur ont été consenties (1). » La discussion a surtout porté « sur le caractère juridique et l'opportunité d'une modification des dispositions du Code annamite » applicables au cas de rupture du contrat de travail par les ouvriers agricoles; par contre, on s'est assez peu préoccupé des particularités essentielles du contrat lui-même qui pourtant dominaient tout le débat.

Ce qui caractérise en effet ce contrat de travail, c'est l'obligation à raison d'avances consenties sur les salaires de l'engagé, obligation distincte, du reste, de celle en vue de laquelle ces avances sont faites.

Nous avons supposé le cas d'un journalier qui se charge d'accomplir pour le compte de l'employeur un travail déterminé, moyennant un salaire calculé d'après l'importance du travail, autrement dit qui loue son travail

(1) Cf. sur ce sujet la très intéressante étude d'un de nos collègues, M. Henri Dartiguenave, publiée dans la Tribune des colonies : *Des engagés agricoles en Indochine et de la rupture du contrat d'engagement*. Penant, *Recueil*, 1907, Doctrine, p. 39 et s.

à forfait (1). S'il demande à toucher immédiatement et par avance, en totalité ou en partie, la rémunération du travail qu'il promet, l'obligation contractée de ce chef, vient se greffer sur la précédente sans s'identifier avec elle : l'une est la résultante de l'autre, ou, pour nous en tenir à ce qui vient d'être dit, c'est en vue de la première qu'intervient la seconde; tout au plus arrivent-elles à se confondre dans l'exécution, c'est-à-dire qu'en fournissant le travail promis, l'engagé se libère de l'obligation de faire en même temps qu'il acquitte sa dette en travail.

Aussi bien, ne faut-il voir dans les avances, soit en numéraire, soit en approvisionnement, consenties à l'engagé dans les conditions que l'on sait, que l'escompte des salaires du travail à effectuer. Le travailleur est payé par anticipation : de là l'escompte retenu légitimement par l'employeur sur le prix du travail. Ceux qui ont cherché plus loin, qui notamment se sont demandé si ces avances devaient être productives ou non d'intérêts, ont passé, il nous semble, à côté de la question. L'escompte est une prime qui se justifie toutes les fois qu'il y a paiement anticipé, et c'est ici le cas précisément.

Il n'était donc pas très logique de raisonner comme l'a fait la Cour d'appel à cette occasion, lorsqu'elle a estimé « que le travail fourni par les ouvriers indigènes était suffisamment rémunérateur pour que le maître pût leur

(1) S'emploierait-il à la journée que la situation ne s'en trouverait pas modifiée.

prêter sans intérêts les sommes nécessaires à leur subsistance. » Encore une fois, ce n'est pas un prêt, mais un paiement anticipé moyennant une retenue d'escompte légitime.

Dès lors, si le travail n'est pas fourni, l'inexécution de l'obligation de faire se résout en dommages-intérêts, d'après le droit commun, c'est-à-dire en pure perte pour l'employeur lorsque l'engagé est insolvable.

C'est pourquoi, à cette obligation de faire on a cherché une sanction pénale capable de retenir les ouvriers indigènes au service des colons, et sur ce point diverses solutions ont été proposées qui se trouvent rapportées et critiquées en détail dans l'étude de M. Dartiguenave. Depuis longtemps les colons européens réclamaient un texte de loi qui leur permit « d'exercer des poursuites pénales devant les tribunaux contre les engagés agricoles qui prenaient la fuite en emportant des avances. » L'avenir des entreprises agricoles européennes en dépendait.

Il existait bien pourtant, ce texte, dans le Code annamite (art. 283, décret I, titre III) réprimant la fuite des engagés qui abandonnent le travail de leur maître ; mais on hésitait à lui reconnaître, sinon force de loi (1), du moins une efficacité pratique suffisante, encore qu'il comportât, nous l'avons vu ailleurs, outre une pénalité pour le fait de rupture d'engagement, même sans emport

(1) Ce texte, dont nous avons eu à nous occuper déjà plus haut, est demeuré toujours en vigueur, en vertu des articles 4 du décret du 16 mars 1880 et 12 du décret du 31 août 1905.

d'avances, l'obligation pour l'engagé de reprendre le travail abandonné; peut-être même à cause de cela, car l'exécution forcée en nature d'une obligation de faire étant contraire aux principes de notre loi civile (art. 1142 C. civ.), c'eût été une arme inutilisable entre les mains des juges (1). De là l'examen de toute une série de propositions sur lesquelles il n'y a pas lieu d'insister autrement, puisqu'un décret est intervenu depuis, réglant définitivement la situation de façon satisfaisante en somme (2).

Désormais, les détournements d'avances de salaires commis par des indigènes au service des colons ou entrepreneurs européens sont assimilés aux détournements prévus et réprimés par l'article 408 du Code pénal qui se trouve complété ainsi qu'il suit :

Article 408. — Sera également puni, en Indochine, des peines portées en l'article 406 l'indigène ou l'assimilé lié au service d'un Européen par un contrat de travail librement consenti, qui détournera ou dissipera les avances de salaires qui lui auront été remises en espèces, effets, deniers, marchandises, instruments agricoles ou industriels ou bétail (3), en n'exécutant pas

(1) La Cour d'appel de l'Indochine, dans sa délibération du 26 juillet 1906, a d'ailleurs condamné en termes catégoriques cette atteinte à la liberté : « Considérant que, si partie du texte de la loi annamite susvisée peut être retenue, il est certain que dans son ensemble il ne saurait être admis; qu'il blesse non seulement nos idées d'égalité et d'humanité, mais qu'il est la violation flagrante des principes les plus élémentaires de la liberté individuelle. »

(2) Décret du 20 janvier 1910, promulgué en Indochine par arrêté du 5 mars 1910.

(3) Il est à remarquer qu'il y a là un excès de précaution : les instruments agricoles ou industriels, de même que le bétail, sont mis

volontairement le travail auquel il se sera engagé pour recevoir ces avances.

Le décret du 20 janvier 1910 réalise ainsi, sous une forme un peu différente, il est vrai, les desiderata exprimés par les Chambres d'Agriculture de l'Indochine au nom des colons. Elles avaient demandé l'application de l'article 405 du Code pénal, estimant que les engagés qui, après s'être fait remettre des avances, disparaissaient sans avoir fourni aucun travail, commettaient une escroquerie. On a préféré adopter cette autre manière de voir, à savoir : que le travailleur est tenu de représenter sous forme de travail l'argent ou les valeurs qu'il a reçus, et faire de l'emport d'avances un nouveau cas d'abus de confiance. Au reste, les peines portées à l'article 406 de notre Code pénal dépassent déjà sensiblement celle prévue par la loi annamite ; la disproportion eût été excessive si l'on avait appliqué celles de l'article 405 (1). Ce qu'il fallait, c'était garantir le colon contre la mauvaise foi de ses engagés,

à la disposition de l'engagé à titre de prêt à usage, et par conséquent le détournement de ces instruments rentre déjà dans les cas d'application de l'ancien article 408.

(1) On n'a pas cru devoir tenir compte des observations, fort justes pourtant, rapportées par M. Dartiguenave. La substitution d'une pénalité aggravée aux peines prévues par le Code annamite aurait, dit-il, l'inconvénient de mettre les indigènes d'Indochine dans une situation d'inégalité, suivant qu'ils seraient poursuivis par les tribunaux indigènes ou par les tribunaux français. — Quant aux garanties que peuvent réclamer de leur côté les ouvriers agricoles à l'encontre de leurs engagistes, on se réserve d'y faire droit, sans doute, en réglementant la main d'œuvre en Indochine (V. le projet de décret sur la matière, préparé en 1909).

d'ailleurs notoirement insolvables; une sanction appropriée y suffisait, et les dispositions complémentaires de l'article 408 répondent à ce vœu.

Pour résumer tout ce qui précède, nous dirons qu'il y a dans la variété des opérations de crédit correspondant aux usages agricoles dans ce pays, des différences très marquées, et que chacune d'elles convient spécialement à une catégorie de producteurs.

L'ouvrier des champs, journalier salarié (*lam muon* ou *toi ta* = serviteur à gages) au service du propriétaire indigène, ou engagé agricole à la solde du colon européen, reçoit des avances de *salaires*, escompte son travail futur qu'il doit à l'employeur jusqu'à concurrence de ce qui lui a été payé d'avance, sous peine de poursuites correctionnelles. Celui-là, c'est le prolétaire qui vit au jour le jour, même pas, car il anticipe sur l'avenir en consommant ce qu'il n'a pas encore gagné, bien heureux si, à la fin de l'entreprise, il lui reste de quoi subsister jusqu'à la reprise des travaux de culture; et comme il ne sait pas être économe, la misère le guette à chaque tournant.

Moins exposé sera peut-être le fermier (*ta diên* : *ta* = aider, *diên* = champs en culture) qui, lui, accepte les aléas de la production, et qui, s'il n'a pas les fonds nécessaires pour faire les dépenses de mise en culture, emprunte *sur sa récolte* future qu'il peut au moins espérer bonne. Le propriétaire qui lui loue sa terre, lui consent des avances en numéraire ou en paddy, remboursables avec intérêts

au moment de la récolte et sur son produit (1), en même temps que le prix du fermage. Si la récolte est bonne, il acquittera toutes ses charges, à condition qu'elles ne soient pas excessives. Malheureusement les risques de mauvaise récolte sont multiples et les conséquences souvent désastreuses pour le fermier qui n'a alors que la ressource de recommencer, mais dans des conditions plus défavorables, aux nouvelles avances s'ajoutant la charge des fermages arriérés.

La même situation menace le cultivateur concessionnaire ou propriétaire de quelques hectares de rizière, obligé d'emprunter pour assurer la mise en culture de sa terre. Lui aussi emprunte sur sa récolte à venir, quoique le plus souvent, nous l'avons vu, il engage sa propriété au prêteur. Sans doute, dans ce cas, les conditions du prêt seront, en principe, d'autant moins onéreuses que la garantie offerte est plus grande, et les charges du cultivateur d'autant moins lourdes que les termes du remboursement sont plus longs ou les paiements échelonnés. Mais quand on a vu pourtant à quelles extrémités sont parfois réduits les petits propriétaires fonciers donneurs de gages réels, peut-on s'illusionner beaucoup sur la sagesse des

(1) Ici, c'est le privilège du bailleur qui s'exerce sur les fruits appartenant au fermier, ce privilège garantissant « toutes les créances nées du bail, et notamment... le remboursement des avances faites au métayer en exécution du bail. » C'est ce qui résulte du moins de l'article 2102 du Code civil que l'on peut invoquer comme raison écrite. — V. Planiol, *Droit civil*, 2^e éd., II, n° 1793, p. 539.

uns et des autres, emprunteurs aussi bien que prêteurs?

Celui qui prête en toute sécurité, c'est-à-dire sur des garanties suffisantes, doit comprendre que son propre intérêt lui commande de ne pas imposer à l'emprunteur des charges auxquelles il ne satisfera pas. Or, la plus précieuse des garanties est encore celle de l'individu, quand celui-ci surtout ne donne comme gage apparent que sa récolte à venir, si tant est qu'elle constitue un gage véritable (1). Le prêt sur récolte ainsi entendu n'est, en effet, possible qu'à la condition que le cultivateur inspire confiance au prêteur; les seules chances de remboursement escomptées dans ce cas reposent sur le travail et l'honnêteté de l'emprunteur beaucoup plus que sur le rendement de la terre. La récolte soi-disant affectée à ce remboursement sera d'autant plus abondante, sans doute, que la fertilité du sol mis en culture est plus grande; mais le résultat dépendra avant tout des efforts du cultivateur qui, s'il se contente de labourer, semer, puis repiquer son grain et se croise ensuite les bras en attendant la moisson, risque fort de n'avoir que des mécomptes.

Il est de fait que la riziculture en Cochinchine comporte de gros aléas : inondations, sécheresse, ravages causés par les rats et les sauterelles, typhons même quelquefois, viennent tour à tour détruire les espérances les mieux étayées, et l'indigène se dit généralement que la nature est ingrate, alors que, bien souvent, il devrait s'en prendre

(1) V. plus loin, p. 168.

à lui-même de son insouciance. Mais le sol de ce pays est d'une richesse incomparable : il produit beaucoup, en dépit de tous ces aléas, suffisamment même, il faut croire, pour permettre encore aujourd'hui au cultivateur de se reposer presque entièrement sur la nature du soin d'arroser la terre et de l'amender par le renouvellement périodique des éléments qui concourent à lui assurer une fertilité constante. Avec un peu plus d'efforts, il est certain que l'indigène arriverait à conjurer la plupart des fléaux qui compromettent le succès de sa production.

Que le prêteur se montre exigeant dans ces conditions et demande des garanties plus sûres, on ne saurait évidemment l'en blâmer. Malheureusement le système d'où elles dérivent est défectueux et fonctionne mal. En effet, dès l'instant que le crédit n'est plus fait à l'individu, mais exclusivement à la terre par la constitution du gage immobilier, les inconvénients qui en résultent sont graves de conséquences, si graves qu'ils accentuent encore les dangers même de l'usure. Nous allons pouvoir nous en rendre compte par ce qui suit.

III. — En fait, l'Annamite ne connaît pas de sûreté réelle, pas de garantie plus parfaite que le nantissement. La remise en gage d'un bien mobilier ou immobilier se confond généralement dans la pratique avec ce qu'on est convenu d'appeler en droit annamite la « vente sous condition de rachat ». C'est ce contrat qui intervient de préférence lorsque l'emprunteur a épuisé son crédit ordi-

naire, c'est-à-dire lorsqu'il ne trouve plus à emprunter sur sa récolte ou sous la caution de quelque tiers. Le contrat n'est d'ailleurs valable, aux termes de la loi, que tout autant qu'il y a eu, outre la délivrance manuelle du titre de propriété, remise effective du gage à la libre disposition du créancier nanti.

La plupart des auteurs ont montré combien l'Annamite est attaché à sa terre, et combien, partant, il lui répugne d'aliéner son bien définitivement. Cela se conçoit sans peine, étant donné que c'est la rizière qui le fait vivre et lui permet de subvenir à tous ses besoins ainsi qu'à ceux de sa famille (1). Aussi, plutôt que de céder ses droits, d'aliéner sa propriété sans retour, s'il est dans la gêne, on le verra souscrire à toutes les exigences d'un prêteur, notamment lui abandonner la jouissance de ses quelques hectares de terre, par l'effet de la remise en nantissement, à la seule condition que la faculté de les racheter lui soit réservée pendant plus ou moins longtemps, au maximum pendant trente ans (2).

Et pourtant, il aura beau se leurrer d'un vain espoir aussi longtemps que le lui permettront les délais consentis, celui de tenir un jour la somme nécessaire au rachat, on se rend bien compte que son rêve ne se réalisera jamais si, à côté de la faculté de rachat, il ne s'est pas

(1) Ajoutez à cela d'autres raisons fondées sur des croyances religieuses.

(2) Prescription trentenaire de Minh Mang. — V. mon étude sur *La propriété foncière annamite*.

ménagé les moyens d'en user. Ces moyens peuvent être de deux sortes, lorsque l'emprunteur est obligé d'affecter sa terre en totalité à la garantie de sa dette : ou bien il ira avec les siens dans un autre village chercher à prendre en location une parcelle de terre plus importante et d'un rendement meilleur que celle qu'il a engagée, de façon à tirer des revenus de la terre louée, outre le fermage à payer à son bailleur, un produit suffisant pour lui permettre à la fois de subsister et d'amortir sa dette ; ou bien il traitera, comme nous l'avons indiqué précédemment, avec son créancier gagiste qui lui donnera le gage à bail.

Nous avons signalé déjà cette pratique dans notre première étude et montré qu'elle répondait en somme aux mêmes nécessités qu'autrefois en France, avant l'établissement du régime hypothécaire. Elle est encore presque inévitable pour beaucoup de petits propriétaires indigènes, malgré l'introduction de l'hypothèque dans la colonie, et l'on ne saurait en tout cas songer à l'éliminer du jour au lendemain, car elle permet l'observation stricte des règles du nantissement tel qu'il est défini dans la loi annamite, en même temps qu'elle assure au propriétaire la possession ininterrompue du bien mis en gage, et cela par un simple jeu de conventions.

Il est vrai que les conditions acceptées par le débiteur l'acculeront à la ruine bien des fois ; mais ce n'est peut-être pas là une conséquence directe nécessaire de la convention de bail greffée sur le nantissement. De fait, que l'em-

prunteur, après avoir engagé sa terre au prêteur, s'en aille prendre à loyer la terre d'autrui, ou qu'il conserve la possession de sa propre parcelle ainsi affectée à la garantie du prêt, en vertu d'un contrat pignoratif, les charges sont apparemment les mêmes, avec un moindre inconvénient moral, du moins, lorsqu'il peut aspirer à continuer la mise en valeur de ce bien sur lequel il n'a pas perdu tous ses droits et qu'il affranchira peut-être un jour.

Le seul vice de cette combinaison c'est qu'elle aboutit parfois à dénaturer l'obligation initiale ; si bien que le prix du loyer étant, à la limite, déterminé par la valeur locative de l'immeuble engagé, peut n'être pas toujours en rapport avec l'importance du prêt consenti. Normalement pourtant, étant données les circonstances, le loyer stipulé devrait être égal aux intérêts de la somme prêtée ; il en est souvent ainsi dans la pratique, heureusement. Mais, quand l'immeuble a une valeur bien supérieure au montant du prêt, qu'est-ce qui empêcherait le créancier gagiste d'exiger un loyer plus fort, puisqu'il pourrait aussi bien retenir le gage et en jouir lui-même ou le louer à un tiers, les revenus qu'il peut en tirer n'étant considérés le plus couramment que comme l'équivalent des intérêts ?

Ici, le législateur a peut-être manqué de clairvoyance. En réglementant le contrat de nantissement ou vente sous condition de rachat, il n'a pas prévu que la mise en gage d'un immeuble frugifère — d'une rizière notamment — pouvait procurer dans bien des cas au créancier nanti un profit hors de proportion avec le capital déboursé ; que,

par suite, il y aurait sans doute produit illicite dans la mesure où le revenu dépasserait la somme des intérêts qu'il est destiné à compenser. Il y a d'ailleurs dans la loi des lacunes regrettables qu'il nous a fallu déjà combler, pour l'analyse de ce contrat (1), en empruntant à la législation chinoise certaines données, notamment celle-ci :

« Si le propriétaire n'a pas les moyens de dégager son bien (à l'échéance), d'un côté on s'en rapportera à des experts impartiaux pour évaluer la différence de la valeur du bien à la somme prêtée, différence que le détenteur actuel devra verser en complément de prix à l'ex-propiétaire, et d'un autre côté ce dernier donnera au nanti un acte de cession définitive. Si le nanti ne veut pas payer le complément de la valeur du bien, on autorisera la vente à un tiers moyennant le remboursement de la somme garantie (2). »

D'où l'on peut inférer que si la valeur du bien doit être prise en considération lorsque la dette n'est pas remboursée à l'échéance, à *fortiori* devrait-il être tenu compte, à l'occasion, de la disproportion non moins appréciable entre les revenus de ce bien et les intérêts à compenser. Malheureusement, le Code chinois pas plus que le Code annamite n'y fait allusion, et l'on est réduit à se demander à quoi servent les prohibitions de l'article 134 qui pourtant visent aussi bien, nous l'avons vu, les prêts sur gages, si telle convention où il n'est stipulé aucun intérêt permet au créancier gagiste de retenir tous les fruits en compensation, et cela quelle que soit la valeur de l'immeuble remis

(1) V. Mathieu, *op. cit.* Vente sous condition de rachat, p. 140.

(2) *Explications coordonnées*, annot. G. chin., Philastre, *Code annamite*, I, 464.

en gage par rapport à la somme garantie. Dès lors, comment les conditions du bail subséquent ne se trouveraient-elles pas affectées de ce fait ?

Il faut dire tout de suite que le contrat de nantissement a parfois revêtu d'autres formes et que, dans la pratique même, on tend depuis quelque temps à s'éloigner des conditions primitives qui le caractérisaient. Cette transformation est due en grande partie, croyons-nous, aux inconvénients que l'expérience a révélés.

Quoi qu'il en soit, on rencontre encore de nombreuses applications de ce système condamné du moins à disparaître le jour où l'indigène aura à sa disposition de plus grandes facilités de crédit également compatibles avec les institutions locales et offrant en même temps toute sécurité au prêteur. En attendant, quelles que soient encore aujourd'hui les raisons qui déterminent le petit propriétaire foncier à subir des conditions qui ne visent à rien moins qu'à le déposséder tôt ou tard, qui, en tout cas, le placent presque immédiatement sous la dépendance du créancier gagiste en qualité de fermier, nous ne pouvons que respecter ces conventions, lorsqu'elles n'ont rien de contraire à la loi annamite dont se réclament les parties contractantes.

La coutume, plus que la loi d'ailleurs, règle les formes et les détails des contrats de toute nature, et c'est à elle qu'il convient de s'en rapporter ici de préférence.

Nous avons sous les yeux un type de contrat où se trouvent prévues et combinées les diverses résolutions déjà connues,

auxquelles peut donner lieu une constitution de gage au profit d'un créancier dont le privilège conventionnel s'étend au fur et à mesure que se précipitent les échéances, en suivant une progression croissante jusqu'à l'expropriation du débiteur.

En voici la teneur :

Nous soussignés, époux Lê van Bôn et Nguyễn thi Tám, demeurant au village de..., canton de..., province de..., sousscrivons au profit du nommé Tran van Do, du même village, le présent billet par lequel nous reconnaissons lui avoir emprunté la somme de 200 piastres en principal. Nous lui remettons en garantie de cette dette un titre de propriété d'une parcelle de de rizière de 10 hectares sise au dit village de..., et dont les abornements suivent....

Nous nous engageons à payer à Tran van Do annuellement, à partir du premier mois de l'année prochaine, les intérêts de la somme prêtée évalués à 150 gia de paddy (1). Le jour où nous aurons de l'argent, nous rembourserons le capital (2).

Si, une année, nous ne pouvons ni payer les intérêts en paddy, ni rembourser l'argent en principal, nous devons passer au profit de Tran van Do un acte par lequel nous lui remettrons en nantissement la parcelle de rizière à laquelle s'applique le titre remis en garantie, pour en jouir comme de droit. Néanmoins, le créancier nanti devra nous laisser cultiver cette rizière comme par le passé, moyennant un fermage annuel de 15 gia par hectare, soit au total 150 gia de paddy (3).

(1) Soit, au taux officiel de 60 cents le gia, 90 piastres d'intérêt, c'est-à-dire 45 %!

(2) Cette formule est assez courante dans les contrats annamites, lorsqu'il y a constitution de gage.

(3) Exactement l'équivalent des intérêts de l'argent prêté, estimés en nature.

Si, au bout de cinq ans — ou plus (1) — à compter de la remise en nantissement, nous ne sommes pas en mesure de dégager notre terre, nous devons souscrire au profit de Tran van Do un acte de vente définitive de cette terre.

Fait le

Signé : LẠ VAN BỒN,
NGUYỄN THI TAM.

Il est bien évident que ce libellé trahit d'un bout à l'autre la préoccupation constante de l'emprunteur de conserver la possession de son bien jusqu'à l'aliénation définitive promise en cas d'inexécution des obligations antérieures ; tout cet enchaînement de conventions en témoigne. Les souscripteurs du billet, pris comme dans un engrenage, ont engagé l'avenir, subsidiairement, en gens pas très sûrs de pouvoir tenir leurs engagements de la première heure et qui entendent disputer leur bien au spoliauteur dans toute la mesure des moyens qu'ils auront de temporiser, même s'il ne doit leur rester que la consolation d'avoir tout tenté pour sauvegarder leur propriété.

Au reste, si la terre mise à gage vaut plus que le montant de la dette à la garantie de laquelle elle est affectée, rien n'empêche le débiteur, avant l'expiration du délai de rachat, de transférer le nantissement à un autre prêteur qui lui avancera de quoi désintéresser le premier créancier nanti, suprême et légitime recours admis par le droit

1) C'est-à-dire passé cinq ans. Les contrats contenant impignoration ne se font guère dans la pratique pour une durée plus longue, le nantissement se trouvant affecté par cette convention de bail fictif.

chinois dont les principes sinon les textes ont été adoptés par le législateur annamite et qui, par conséquent, peut être invoqué ici comme en toute matière où le Code annamite n'a pas légiféré en sens contraire (1).

Quoi qu'il en soit, étant donnée l'augmentation des charges du nantissement à chaque subrogation, il arrivera un moment où la terre ne pourra plus garantir que le passif atteint, et le débiteur se verra finalement réduit à la plus cruelle extrémité qui soit pour lui : signer l'acte de vente définitive !

(1) Cf. Philastre. L'opinion recueillie par cet auteur, d'après laquelle les dispositions du Code chinois non reproduites dans le Code annamite auraient été écartées « sans doute à cause de la difficulté de lecture qu'elles présentent et parce que ceux qui ont bâclé le Code annamite allaient au plus vite, écartant non pas toujours les textes qui ne s'appliquaient point au peuple annamite mais souvent ceux qu'ils n'interprétaient pas assez facilement », n'est-elle pas à méditer ? — Philastre reconnaît que « c'est un jugement bien grave à porter sur des hommes d'un mérite d'ailleurs incontestable. Cependant, ajoute-t-il, aucune autre explication ne nous vient à l'esprit. » *C. annamite*, I, p. 464.

CHAPITRE V

Les prêts de la Banque de l'Indochine. — Arrêté réglementaire du 21 avril 1876. — Critique et projets de réforme du système.

I. — Il n'a guère été question jusqu'à présent que des conditions et des formes de crédit régies tant par la loi que par la coutume annamites, et, à part quelques observations sur l'opportunité d'une ou deux interventions législatives dues à l'initiative des autorités françaises devenues maîtresses des destinées de ce pays — interventions dont la répercussion économique fut plus ou moins heureuse —, nous avons concentré toute notre attention sur les conséquences d'un régime déplorable, condamné par les faits, mais qu'on n'est pas encore parvenu à abolir.

Le gouvernement de la Colonie, pourtant, n'a cessé de s'en préoccuper, et il faut voir maintenant quelles améliorations on a tenté d'apporter à l'état de choses antérieur et notamment dans quelles conditions est intervenue la réglementation des prêts sur récoltes en Cochinchine.

La solution trouvée ailleurs au problème du crédit agricole avait donné de bons résultats, et l'on pouvait penser

que le système des prêts sur récoltes qui fonctionnait aux Antilles avec succès devait être adopté ici.

Un décret en date du 21 janvier 1873 institua la Banque de l'Indochine et lui conféra tous les droits et privilèges en matière de prêts sur récoltes et de prêts sur marchandises édictés par la loi du 24 juin 1874 au profit des banques coloniales (art. 4). Aux termes de l'article 20 de ce décret, la Banque peut consentir des prêt sur récoltes soit aux individus, soit aux collectivités agricoles ayant qualité de personne civile, dans les conditions déterminées par la loi susvisée (1).

La question fut aussitôt mise à l'étude, et nous trouvons dans un rapport du Directeur des Colonies soumettant à l'approbation ministérielle le projet d'arrêté portant règlement des prêts à faire par la Banque, les plus précieux renseignements sur l'élaboration de la méthode à suivre pour organiser le fonctionnement du système qu'à l'époque on se proposait d'inaugurer (2).

Le nouveau régime devait répondre à un double but :

(1) Cet article 20 a été reproduit sans modification dans le texte du décret du 16 mai 1900 qui a renouvelé en dernier lieu le privilège de la Banque de l'Indochine.

(2) Le rapport en question est date du 31 mars 1876. V. Lafont et Fossagrives, *Répertoire alphabétique de la législation de la Cochinchine*, t. VI, p. 577. — La réglementation des prêts sur récoltes a fait l'objet, d'autre part, en 1910, d'un rapport au lieutenant gouverneur paru dans le *Bulletin mensuel de la Chambre d'Agriculture de la Cochinchine* (n° de mars 1910). Ce document officiel très complet sera, avec le précédent, notre meilleur guide et nous aurons même à y faire de nombreux emprunts.

1° doter notre colonie d'Extrême-Orient de facilités de crédit analogues à celles obtenues dans nos anciennes colonies, en instituant un système de prêts avantageux que la population annamite ignorait complètement; 2° « soustraire l'agriculteur indigène aux nombreux usuriers qui à cette époque pullulaient en Cochinchine et dont les abus, difficiles à réprimer, menaçaient de compromettre le développement agricole, et par suite la prospérité naissante de la colonie (1). »

Après mûr examen, on reconnut que les conditions particulières où se trouvait la Cochinchine ne permettaient pas d'y procéder comme aux Antilles ou à la Réunion. On conçut toutefois un moyen de prêter à un taux réduit, au grand avantage des cultivateurs et avec toute sécurité pour la Banque. Pour cela, le concours de l'Administration était nécessaire.

« Pour opérer comme aux Antilles, la Banque de l'Indochine aurait été obligée d'avoir des agents, sur les divers points, chargés de recevoir les demandes d'emprunt, de constater l'identité des emprunteurs, leur solvabilité, leurs titres de propriété, de surveiller l'enlèvement de la récolte, de la saisir et de la faire emmagasiner au besoin. La Banque étant personne civile européenne, tous les litiges auraient dû se juger d'après la loi française, que les Annamites ne connaissent pas. Les transports des

(1) Rapport du 6 janvier 1910.

parties à Saïgon (1)... auraient compliqué, allongé toutes les affaires.

« On comprend aisément que, dans ces conditions, les Annamites eussent été peu disposés à emprunter, la Banque à prêter. Ses frais généraux eussent été considérables et le taux des prêts, partant, très élevé.

« Le représentant de la Banque eût été obligé de s'adresser aux notables, chefs des villages, pour connaître la solvabilité de l'emprunteur, à l'Administration pour savoir si cet emprunteur était propriétaire inscrit, pour l'enregistrement de la demande et les publications, pour agir en cas de retard de paiement, pour la saisie, pour l'action. Il était évidemment plus simple de supprimer ce rouage onéreux et inutile et de procéder d'une manière analogue à ce qui se fait pour l'impôt foncier, ou, pour mieux dire, l'impôt des cultures; on avait l'avantage ainsi d'employer un moyen économique, simple, connu des Annamites et en rapport avec leurs usages (2) »

Afin d'épargner « tant à la Banque qu'aux emprunteurs les frais inévitables et élevés d'une banque agricole s'organisant par ses propres moyens dans un pays neuf », on fut d'avis que l'Administration pourrait « se charger de faire instruire les demandes d'emprunt par ses représentants dans les provinces, mieux placés que quiconque pour

(1) A l'époque, il n'y avait pas encore de tribunaux européens dans l'intérieur.

(2) Rapport du 31 mars 1876.

apprécier si les prêts pouvaient être consentis aux intéressés (1). »

Chaque année, à une époque déterminée, les cultivateurs désireux d'emprunter seraient invités à adresser leurs demandes aux notables de leur commune. « Notables et emprunteurs se présenteraient devant l'Administrateur qui ferait connaître exactement les conditions du prêt et s'assurerait que les notables ne font pas payer leur concours d'une manière abusive ; cela fait, la demande serait transmise à la Banque, qui opérerait le prêt ; les intérêts et les remboursements seraient inscrits sur un rôle spécial et seraient recouvrés de la même manière et en même temps que l'impôt (2). »

Le premier inconvénient de cette manière de procéder était, il est vrai, l'immixtion de l'Administration dans des affaires purement privées. Au surplus, la responsabilité de la Colonie était en jeu. Elle serait responsable envers la Banque qui, non seulement n'aurait aucun risque à courir, mais encore obtenait gratuitement le concours et la garantie de la Colonie.

A ces deux objections, M. Benoit d'Azy dans son rapport répondait « que l'Administration, par les habitudes mêmes de l'Orient, est forcément plus mêlée aux affaires privées que dans nos pays d'Occident. Les Hollandais, nos maîtres en colonisation, n'ont pas procédé autrement à Java. La

(1) Rapport du 6 janvier 1910.

(2) Rapport du 31 mars 1876.

compagnie des Indes néerlandaises, souveraine de tout le pays, avait un fonds considérable qui servait à faire des prêts à tous les cultivateurs. L'administration n'était point un simple intermédiaire, elle allait plus loin, et prêtait directement à un taux que l'agriculture n'aurait jamais pu obtenir, et cette mesure n'a pas été une des moindres causes du progrès merveilleux des Indes hollandaises.

« Quant à la responsabilité de la colonie, affirmait-il, elle est vraiment nulle. La manière remarquable dont rentre l'impôt garantit pour les prêts un résultat analogue (1). »

Tout cela est utile à rappeler, car les faits ont malheureusement démenti les prévisions optimistes du Directeur des Colonies.

Quoi qu'il en soit, un essai allait être tenté dans ces conditions, et l'on escomptait qu'il aurait pour l'avenir de la Cochinchine la plus grande importance.

Ce n'est pas que les difficultés d'application eussent échappé aux initiateurs du système, mais on pensait, en apportant tout le soin désirable dans la réalisation, arriver à écarter les risques d'échec. L'entreprise était délicate, on ne se le dissimulait pas, et M. Benoit d'Azy entrevoyait le premier les écueils qui pouvaient en compromettre le succès.

D'abord, parmi les personnes intéressées à ce que la tentative échouât se trouvaient les notables des villages,

(1) Rapport du 31 mars 1876.

dont le concours pourtant était nécessaire. Ceux-ci n'étaient-ils pas, en effet, les prêteurs habituels du cultivateur, au taux usuraire que l'on connaît? Comment espérer qu'ils seconderaient volontiers l'Administration dans des opérations ayant précisément pour objet le prêt à prix réduit contraire à leur *industrie*? « Si, ajoutait notre auteur, ils consentent à recommander les demandes d'emprunt de tel ou tel de leurs administrés, ce ne sera qu'en prélevant, secrètement au besoin, sur l'emprunteur, une commission considérable. Le taux de l'emprunt réduit, il est vrai, mais majoré de cette commission, se trouvera probablement équivalent aux taux précédents. La situation du cultivateur se trouvera aussi mauvaise que par le passé (1). »

Aussi proposait-on pour y obvier, d'accorder aux notables une remise de 2 % (2), moyennant laquelle, du moins, ils seraient responsables de tous les prêts, même de ceux réclamés par des emprunteurs reconnus dignes de confiance, remplissant les conditions requises, et dont ils n'auraient pas voulu présenter les demandes. Il y aurait de cette façon, pensait-on, une barrière sérieuse aux abus, d'autant que les notables n'auraient pas lieu de se plaindre. « Le prêt fait par la banque, observait en effet M. Benoit d'Azy, ne représentant qu'une partie de la valeur de la

(1) Annexe au rapport de 1876.

(2) Cette remise serait à prélever sur les 3 % réservés à la colonie, la Banque percevant seulement 12 % sur les 15 %, montant total fixé au début comme taux d'intérêt, à payer par les emprunteurs.

récolte future, la somme à prélever sur cette récolte étant une dette privilégiée, la terre répondant aussi bien que les fruits, le recouvrement dépend absolument de leur vigilance. 2 % à percevoir sans risques et sans avances de leur part, est une compensation suffisante de leur garantie et une rémunération dont ils ne sauraient se plaindre (1). »

On craignait aussi, d'autre part, que le cultivateur annamite, recevant de l'argent, ne fût tenté de le dépenser pour tout autre objet que celui auquel il serait destiné, de l'employer en futilités, de le jouer même, quelquefois aussi — et c'eût été encore, dans certaines circonstances, le moins mauvais emploi — de rembourser une dette plus onéreuse, négligeant en tout cas d'acheter les semences ou les buffles que le prêt aurait pour objet de le mettre à même d'acquérir. Dans ces conditions, raisonnait-on, « la terre ne profitera pas de ces prêts, et le gage (?), c'est à-dire la récolte, n'aura pas été constitué au jour de l'échéance (2). »

Les mesures préconisées ici par le Directeur des Colonies paraissaient des plus simples. Elles devaient consister dans une combinaison permettant de fournir en nature au cultivateur les objets nécessaires à son exploitation, ou encore dans l'obligation de justifier que l'argent prêté a été réellement employé à leur acquisition. Dans le premier cas, les semences, animaux de labour ou instruments

(1) Annexe au rapport de 1876.

(2) Même source.

aratoires ainsi fournis pourraient être déclarés incessibles et insaisissables, comme autrefois en France, sous l'empire des ordonnances de Sully et de Colbert. On ne prétendait d'ailleurs que confirmer par là le privilège de la Banque. « Ces objets représentant, en effet, comme la récolte qui en est le produit, la somme avancée par l'établissement de crédit, constituent sa garantie et les éléments d'un remboursement qui doit être opéré avant l'acquittement de toute autre obligation (1). »

Au surplus, dans la note annexée au rapport de 1876 était encore prévue, comme corollaire nécessaire du prêt sur récoltes, « la création de magasins généraux où les récoltes pourraient être déposées dès leur réalisation. L'organisation de ces magasins généraux devait présenter un double avantage. Elle devait permettre à l'Administration d'éviter tout risque de perte, en assurant le remboursement régulier du montant des prêts consentis. Elle donnait en outre aux cultivateurs le moyen de mettre leur récolte à l'abri dès sa réalisation et d'attendre patiemment le moment favorable pour la vendre. En effet, disait M. Benoit d'Azy, « il ne faut pas qu'au moment de la réalisation de la récolte, qui permet le remboursement, le cultivateur se trouve dans une moins bonne situation que lorsque cette récolte n'existait pas encore. Il ne faut pas qu'il soit forcé pour rembourser son emprunt de vendre immédiatement et à vil prix le grain récolté. Il est

(1) Même source.

juste qu'il puisse trouver, au moment où il a un gage acquis et valable, des conditions de crédit au moins aussi favorables que lorsqu'il était dans une situation moins bonne. »

Bref, toutes ces précautions, excellentes dans le principe, devaient permettre, à coup sûr, en facilitant l'accession d'un crédit modéré aux cultivateurs, de les arracher aux exigences des usuriers qui consommaient leur ruine, sans qu'il fût besoin de prendre contre ces derniers une mesure générale qui, d'après M. Benoit d'Azy, aurait eu son inconvénient dans le régime des impôts du pays.

« La guerre à l'usure, concluait-il en dernier lieu, ainsi entamée, sera féconde, nous l'espérons. Les capitaux indigènes, qui ont aujourd'hui ce triste emploi, se reporteront directement sur la terre, la production augmentera en même temps que le prix de revient diminuera. Tout en pouvant supporter une vente à meilleur marché, l'aisance du cultivateur augmentera. L'intervention du crédit européen favorisera aussi celle du commerce national ; les Annamites ne resteront plus en rapport avec les Chinois seuls et trouveront intérêt à s'adresser aux négociants européens de Saïgon. L'agglomération des produits au magasin fera disparaître la barrière qui empêchait ces négociants de faire des affaires autrement que par l'entremise des Chinois. Tout y gagnera ; notre légitime influence avec le reste. »

II. — Est-il besoin de dire que ces pronostics ne se sont pas réalisés? Néanmoins, les données qui viennent d'être rapportées ont été utilisées, et c'est d'après cette méthode que fut expérimenté le système institué par l'arrêté du 21 avril 1876 (1). Il ne devait pas l'être partout pour commencer, mais seulement dans deux ou trois provinces à titre d'essai. La somme à affecter au début aux prêts consentis par la Banque devait être fixée provisoirement à un million, et la Colonie autorisée par le Département à engager sa responsabilité pécuniaire jusqu'à concurrence de pareille somme. Rien n'empêchait d'ailleurs de pousser l'expérience plus loin, par la suite, si cette première tentative réussissait. Les promoteurs du système l'entendaient bien ainsi.

« Si le résultat est atteint, lit-on encore dans le rapport du Directeur des Colonies, si les prêts sont accueillis avec faveur et remboursés régulièrement, on pourra, sans imprudence, dépasser cette première limite, jusqu'au jour où les demandes d'emprunt atteindront un chiffre deux ou trois fois plus considérable; les revenus permettront alors de payer, sans augmenter le taux de l'intérêt, les frais généraux spéciaux à cette nature d'opération. La Banque pourra constituer une administration *ad hoc* et la Colonie cesser son intervention. »

Ainsi, le régime inauguré dans ces conditions ne devait

(1) Arrêté du Gouverneur réglementant les prêts sur récoltes en Cochinchine, approuvé par dépêches ministérielles des 31 mars et 7 avril 1876. Laffont et Fonssagrives, *Répertoire*, VI, p. 581.

avoir qu'un temps. On prit soin en effet de spécifier, dans l'article final de l'arrêté de 1876, que les dispositions édictées n'avaient qu'un caractère transitoire. Appliquées à partir du 1^{er} janvier 1876, elles devaient être exécutées tant que l'Administration en reconnaissait l'opportunité. Il était stipulé, en outre, que « la garantie donnée par l'Administration aurait son effet pendant toute la durée de leur application. Par réciprocité et en échange des facilités données à la Banque, celle-ci s'engageait à verser au trésor, tous les ans, la portion d'intérêts excédant 12 %⁽¹⁾ sur l'ensemble des prêts garantis par l'Administration... »

En fait, le système a fonctionné jusqu'à nos jours avec la garantie de la Colonie. Si quelques modifications de détail ont été apportées à la réglementation initiale, elles n'ont eu pour objet que la simplification des formalités à remplir pour obtenir des prêts ou la réduction du taux d'intérêt à payer à la Banque, ou encore la fixation d'échéances mieux combinées, l'époque des remboursements devant coïncider autant que possible avec celle des récoltes ; le tout commandé par l'expérience.

Il faut dire aussi que les débuts ont été plutôt pénibles. Bien que l'application de l'arrêté n'ait paru rencontrer la première année aucune difficulté sérieuse d'exécution, dès 1878 une circulaire du Directeur de l'Intérieur accusait que les prêts sur récoltes faits par la Banque de l'Indochine ne répondaient pas toujours au but que l'Administration s'était proposé.

(1) V. la note, *suprà*, p. 151.

« Il arrive quelquefois, dit l'auteur de cette circulaire, que les emprunts sont faits par des individus dont l'industrie consiste à sous-prêter, à gros intérêts, les sommes qu'ils ont obtenues à un taux modéré, avec la garantie de l'Administration (1). »

On dut veiller à l'avenir à ce que ces abus se produisissent le moins possible, sans pouvoir espérer les réprimer tout à fait.

En même temps on chercha, dès cette époque, un moyen pratique pour venir en aide aux petits propriétaires et aux travailleurs nécessiteux, en leur faisant des avances en nature de façon à leur permettre d'ensemencer leur terre et de subsister jusqu'à la récolte, à charge par eux d'en rembourser la valeur après la moisson. A cette fin, il fut décidé qu'indépendamment des prêts sur récoltes, des distributions de riz seraient faites à bon escient par les soins des chefs de province.

Combien de fois, depuis lors, a-t-on usé de ce procédé, mais toujours les résultats ont été décourageants (2)!

(1) Circulaire du 5 juillet 1878 : Laffont et Fonsagrives, *Répertoire*, VI, p. 584.

(2) Nous avons pu constater par nous-même, après le typhon de 1904, de quelle façon déplorable les distributions de secours avaient été faites dans les régions éprouvées par le désastre. L'Administration avait dû charger les chefs de canton à faire la répartition entre tous les villages de leur ressort, et les quantités de riz destinées aux indigents devaient leur être distribuées ensuite par les soins des notables de chaque village. Ceux-ci n'imaginèrent rien de mieux que de vendre le riz de l'Administration aux habitants qui, pour la plupart du reste, trouvaient la chose assez naturelle, l'Annamite

Enfin, malgré les avantages incontestables que l'institution des prêts sur récoltes semblait devoir procurer aux cultivateurs, ceux-ci, n'étant pas suffisamment instruits sur son fonctionnement, n'ont pas montré les premières années l'enthousiasme que l'on espérait. Il est vrai qu'on ne s'était peut-être pas appliqué comme il convenait à faire comprendre aux intéressés les bénéfices qu'ils pouvaient retirer de ce mode de crédit et leur faciliter l'accomplissement des formalités à remplir. En 1886, l'expérience n'avait pas encore donné les résultats attendus, et ceux qui avaient foi dans l'avenir de ce genre de prêts insistaient à nouveau pour que l'Administration prit toutes les mesures nécessaires, en vue de donner à l'institution la plus grande extension possible.

Dans une circulaire du 3 février 1886, faisant suite aux modifications récentes apportées à la réglementation de 1876, le Directeur de l'Intérieur signalait les difficultés rencontrées qui, à l'époque, tenaient à deux causes :

En premier lieu, la plupart des habitants et notables ignoraient l'arrêté du 21 avril 1876 et les formalités à observer pour emprunter. D'un autre côté, là où il y avait des demandes, les notables croyaient être responsables du remboursement des prêts — alors qu'en réalité ils ne l'étaient que de la sincérité de leurs déclarations —,

n'étant pas habitué à recevoir un service gratuit. Le résultat fut que les vrais nécessiteux, ceux qui ne pouvaient pas payer et qu'on avait précisément voulu secourir, n'eurent pas un grain de riz !

et par suite exigeaient des emprunteurs de fortes remises qui rendaient l'institution stérile.

Pour vaincre les hésitations d'abord, et détruire tout préjugé, on fit placarder dans les villages des affiches en *quoc-ngu* destinées à éclairer les indigènes sur les conditions avantageuses qui leur étaient offertes ; toutes recommandations utiles furent en même temps adressées à qui de droit, afin que rien ne fût négligé pour en faire bénéficier le plus normalement possible la masse des cultivateurs.

D'autres instructions suivirent qui témoignent des réels efforts de l'Administration désireuse d'aboutir à un résultat satisfaisant. Malheureusement de nouvelles difficultés surgissaient chaque année.

C'est ainsi qu'en 1888 notamment, le Directeur du Service local fut amené à faire encore cette constatation :

« Il arrive assez souvent, dit-il, que les demandes d'emprunt sur récoltes présentées par les villages sont entachées d'irrégularités provenant de substitutions de noms ou d'exagérations dans l'estimation des revenus des terres engagées. Dans plusieurs arrondissements, ces pièces ne sont pas examinées avec tout le soin voulu avant de m'être transmises, et les erreurs ne sont généralement reconnues qu'au moment même de la distribution des prêts aux intéressés. Il en résulte des demandes de reversement à la Banque de l'Indochine, que celle-ci a bien voulu accepter jusqu'ici, mais qui lui occasionnent aussi

bien qu'à nous des complications d'écritures regrettables.

« Ces faits se sont renouvelés d'une manière particulièrement fréquente cette année (1888), et si l'on ajoute à cela la tendance qu'ont les indigènes à demander un emprunt supérieur au tiers de la valeur probable de leur récolte, on est amené à reconnaître que l'institution des prêts aux agriculteurs est détournée de son but pour servir à la spéculation (1). »

Tous ces abus, et d'autres non moins déconcertants, n'ont pas peu contribué à fausser les résultats d'une entreprise dont on attendait des merveilles. Ce n'est pas à dire toutefois que le système des prêts sur récoltes, tel qu'il a fonctionné depuis trente ans, n'ait rendu malgré tout d'appréciables services à l'agriculture, surtout pendant les années de crise : comment le nier, en effet, quand on a sous les yeux les chiffres du montant des prêts consentis par la Banque de l'Indochine au cours des années 1905 et 1906 en particulier, c'est-à-dire des deux années où la population cochinchinoise fut le plus durement éprouvée, à la suite des calamités qui coup sur coup se sont abattues sur le pays (deux typhons en 1904 et deux inondations successives en 1904 et 1905) (2) ? La Banque

(1) Circ. D. S. L. du 23 novembre 1888.

(2) Cf. la publication officielle sur la *Situation de l'Indochine de 1902 à 1907*, t. I : Annexe au rapport du G. G. ; Cochinchine, ch. III, Situation économique : « Pendant les cinq dernières années (1902-1907), la quiétude économique de la Cochinchine a été

a prêté 1.739.464 \$ 42 en 1905, et 1.255.251 \$ 05 en 1906, permettant ainsi à de nombreux cultivateurs de continuer à lutter. Beaucoup étaient alors à bout de ressources et n'auraient certainement pas pu, sans un large appel au crédit, courir la chance d'une campagne plus favorable. De fait, la récolte de 1907 n'a pas déçu les espérances que chacun fondait sur elle ; grâce au produit qu'elle a donné, les pertes énormes subies précédemment ont pu être réparées ; ce fut, il est vrai, une récolte exceptionnelle, et l'on prétend même qu'elle peut être considérée comme la meilleure connue.

Toujours est-il que cette année-là, sur le produit de cette seule récolte, les habitants, qui venaient de traverser une crise agricole aussi aiguë, ont pu acquitter leurs impôts et en même temps rembourser les sommes prêtées tant par la Banque que par les usuriers chinois ou indiens.

Ainsi donc — et c'est un document officiel qui en témoigne (1) —, les prêts consentis par la Banque de l'Indochine ont été intégralement remboursés en 1907.

Mais il faut croire que, depuis, les choses ont tourné troublée... Le pays a souffert, pour la première fois, de crues inusitées du Mékong, de sécheresses intenses, empêchant la formation des grains après des pluies torrentielles. La population cochinchinoise a connu la gêne et, sur quelques points, la misère. L'année 1905 a été franchement mauvaise. La crise agricole que le pays a subie alors était sans précédent, depuis l'arrivée des Français en Cochinchine. L'année 1906 fut médiocre... » (Extrait du rapport de M. Bonhoure, Lieutenant-gouverneur de la colonie, à l'époque).

(1) Rapport du Lieutenant-gouverneur Bonhoure, *ibid.*

autrement, à telle enseigne que le gouvernement local a dû changer complètement d'attitude : et, si les événements n'ont pas, à vrai dire, compromis l'institution elle-même, on doit du moins reconnaître que les avantages du système ont été sérieusement remis en question.

Le rapport de 1910, auquel nous nous sommes déjà référé, contient sur ce point d'importantes précisions :

« Dans ces dernières années, l'Administration a été amenée à constater que, pour des causes diverses, pertes de récoltes ou mauvaise foi des emprunteurs, de nombreux prêts n'ont pu être remboursés par les propriétaires et la Colonie a dû verser de ce fait à la Banque de l'Indochine pour la campagne agricole 1907-1908 une somme d'environ 43.000 piastres.

« L'Administration supérieure s'est émue de cette situation et après avoir, par circulaire du 18 juillet 1908, attiré l'attention des administrateurs, chefs de province, sur les risques que couraient ainsi les finances de la Colonie, et sur la nécessité qui s'imposait, pour les limiter le plus possible, de procéder à des enquêtes très sévères, lorsque de nouvelles demandes d'emprunt leur parviendraient, M. Outrey, lieutenant-gouverneur par interim, par arrêté du 18 juillet 1908, instituant une commission chargée d'examiner les décrets et arrêtés réglementant les prêts sur récoltes en Cochinchine et de rechercher les modifications qu'il y aurait lieu d'y apporter, en vue de sauvegarder les intérêts de la Colonie.

« Dans un premier rapport qu'elle a adressé le 30 sep-

tembre 1908 à M. le Lieutenant-Gouverneur, cette commission a constaté tout d'abord la réalité de risques courus par les finances de la colonie, la garantie offerte à cette dernière pouvant le plus souvent n'être qu'illusoire. La commission a fait remarquer en effet que les prêts consentis aux agriculteurs sont uniquement gagés (?) sur la récolte à venir, estimée au tiers de sa valeur; et que l'échéance, quelle que soit la date de l'emprunt, est uniformément fixée au 15 mai. Or, à cette époque on peut dire que la récolte est levée dans presque toutes les provinces de Cochinchine, et que la plupart des propriétaires en ont déjà disposé. Le gage offert à la Colonie est donc dans ces conditions laissé purement et simplement à la discrétion de l'emprunteur et peut par conséquent, en cas de mauvaise et même de perte totale de la récolte, devenir complètement illusoire. »

Quels correctifs allait-on pouvoir imaginer pour diminuer les risques à courir par la Colonie, tout en maintenant l'institution? Diverses propositions furent soumises à l'examen de la commission qui semble avoir eu souci de trouver coûte que coûte une solution qui réponde surtout à la première préoccupation, à savoir : la sauvegarde des intérêts de la Colonie. Avant de les passer en revue et d'apprécier la portée des modifications préconisées tant au sein de la commission qu'en dehors d'elle, en indiquant les motifs qui ont fait rejeter les unes, sans qu'on ait décidément opté d'une façon ferme en faveur d'aucun système, nous devons rechercher quel est au fond

le vice de la réglementation actuelle ; peut-être, après cela, serons-nous mieux à même de voir si l'institution peut s'accommoder de transformations destinées à l'améliorer sans risquer d'être contrariée dans sa vocation.

III. — Nous savons que la Banque de l'Indochine, en vertu du privilège qui lui a été conféré par décret du 21 janvier 1875, puis renouvelé successivement par décrets des 20 février 1888 et 16 mai 1900 (1), peut consentir des prêts sur récoltes soit aux individus, soit aux collectivités indigènes ayant qualité de personne civile.

Or, étant donnée la réglementation en vigueur, aucun prêt individuel ne peut être fait autrement que par l'intermédiaire des communes.

En effet, l'article 1^{er} de l'arrêté du 21 avril 1876 est ainsi conçu :

Dans toute l'étendue de la Cochiuchine, les communes sont autorisées à contracter, au nom et pour le compte de ceux de leurs inscrits qui en feront la demande des emprunts à la Banque de l'Indochine, dans les formes et conditions suivantes...

C'est donc la commune qui contracte pour les individus. Toute demande d'emprunt est établie par les représentants de la commune, c'est-à-dire par le maire, le húông than et le húông hao. Aux termes de l'article 2 de l'arrêté, modifié par un arrêté subséquent du 23 janvier 1888, cette demande doit énoncer :

(1) Ce dernier décret, déjà visé, porte prorogation du privilège de la Banque jusqu'en 1920.

1° Les noms, prénoms et domicile de tous les propriétaires qui veulent contracter un emprunt à la Banque ;

2° La situation exacte des terres de chacun d'eux, leur contenance, la nature de la culture et les origines de la propriété ;

3° L'évaluation de la récolte pour chaque terre ou, si la demande a lieu avant que la récolte ne soit pendante, la moyenne des dernières années ;

4° La somme demandée par chacun des propriétaires et le total de toutes les sommes partielles exprimées en piastres ;

5° L'engagement de rembourser le prêt total qui sera fait par la Banque le 15 mai de chaque année (1), et ce, quelle que soit la

(1) Le texte de 1876 avait fixé l'échéance au 15 mars de chaque année ; mais comme cette date ne pouvait convenir qu'aux prêts ayant trait aux récoltes de riz, il en résultait quelque inconvénient pour ceux consentis notamment aux propriétaires de poivrières, ces prêts venant à échéance beaucoup trop tôt pour pouvoir être remboursés sur la récolte. De là la modification apportée en 1888. On se demande toutefois pourquoi, dans le nouveau texte, on n'a pas pris soin de déterminer deux échéances fixes comme l'avait proposé le Directeur de la Banque : 15 mars toujours pour les prêts aux riziculteurs, et 15 mai pour les autres. On eût ainsi évité peut-être bien des déceptions. Et pourtant une telle inadvertance s'explique d'autant moins qu'avant de prendre l'arrêté du 23 janvier 1888, une circulaire avait été adressée aux administrateurs, soumettant à leur appréciation le projet de modification dans le sens proposé. Dans cette circulaire, le Directeur de l'Intérieur reconnaissait « que l'Annamite n'est jamais plus en mesure de se libérer qu'à l'époque où la vente de ses récoltes de riz lui met entre les mains la presque totalité de ses revenus annuels. » Et il ajoutait : « Cette condition particulière de l'agriculture de ce pays donne aux prêts qui lui sont consentis un caractère spécial qui ne permet pas de leur appliquer les règles ordinaires en la matière sans s'exposer à des difficultés et à des retards comme il s'en est produit, surtout cette année (1887). » — Comment n'a-t-on pas mieux tenu compte de ces considérations ?

date à laquelle les sommes auront été mises à la disposition des villages.

La demande (art. 3) établie en triple expédition, scellée du cachet du village et signée par les trois notables instrumentaires, est présentée par eux à l'inspection où, après avoir été vérifiée quant à ses énonciations et déclarations, elle est enregistrée au droit fixe de 1 franc dû par chacun des emprunteurs. Une expédition est ensuite adressée à la Banque par l'entremise de l'Administration, la seconde est rendue au village et la troisième reste à l'inspection.

Il est enfin spécifié au dernier paragraphe de l'article 3 que les contrats deviennent définitifs après l'approbation du Directeur de l'Intérieur, aujourd'hui du Lieutenant-Gouverneur.

Telles sont les formalités substantielles auxquelles est subordonnée l'existence même du contrat.

A ne voir que les prescriptions du texte, on n'est pas très fixé sur la nature des garanties exigées des emprunteurs, ni même sur la portée de l'engagement de rembourser contenu dans la demande. Pourtant, les articles qui suivent renferment des dispositions en apparence plus précises qui, à la rigueur, peuvent guider dans la pratique ceux qui ont à faire exécuter les obligations ou à régler les contestations soit entre la Banque et les communes, soit entre les communes et les emprunteurs, mais n'en laissent pas moins en suspens plusieurs points délicats.

Et d'abord, quelle est la nature de l'engagement contracté par les communes vis-à-vis de la Banque ?

D'après une formule de demande d'emprunt que nous avons pu nous procurer, les notables déclarent consentir à recevoir pour le compte des emprunteurs de leur village l'argent prêté par la Banque, à charge par eux de verser à chaque intéressé le montant du prêt qu'il aura obtenu. De même, ils ont pour mission, à l'échéance, de recouvrer les sommes prêtées et d'en porter le montant total à la caisse de l'administrateur, moyennant quoi ils obtiendront décharge. Un délai de rigueur de trente jours à partir de l'échéance est accordé aux communes pour l'apurement complet des rentrées. Ce délai expiré, les sommes non recouvrées sont remboursées à la Banque par le Trésor (art. 9). Les communes n'en doivent pas moins continuer à poursuivre les rentrées, non plus au compte de la Banque, mais à celui de la Colonie subrogée à tous ses droits.

Comme d'autre part, aux termes de l'article 6 de l'arrêté réglementaire, le montant des emprunts à contracter par les communes pour le compte de leurs inscrits, ne peut dépasser le tiers de la valeur des récoltes pour chacune des terres « *engagées* », il faut admettre que l'observation stricte de ces prescriptions comporte non seulement une estimation des revenus préalable à tout emprunt, déjà prévue à l'article 2, mais aussi, quoique d'une façon implicite, l'affectation des terrains cultivés par chaque emprunteur, à la garantie du prêt. C'est, à la vérité, le

seul gage réel existant au moment où le cultivateur reçoit l'argent destiné généralement à lui permettre de labourer et ensemer sa terre. Aucune récolte n'est encore pendante; il ne peut donc être question, en pareil cas, d'une constitution de gage, juridiquement parlant, ayant pour objet quelque chose qui n'existe pas.

De sorte que, quand on dit des prêts dont il s'agit qu'ils sont *gages* sur la récolte à venir, on force les principes qui régissent la matière du gage et même celle de l'hypothèque; car, d'une part, le gage est un droit réel qui nécessite la mise en possession du créancier; d'autre part, la loi interdit en général d'hypothéquer les biens à venir; et quant aux exceptions admises par les articles 2130 et 2131 du Code civil, elles supposent des conditions auxquelles on ne peut songer ici. Si bien qu'en l'espèce, l'opération présumée ne permet pas de concevoir la possibilité de constituer un droit réel quelconque au profit du créancier, et par conséquent ce n'est que par un abus d'expression qu'on a pu arriver à créer la confusion qui consiste à regarder les récoltes escomptées, encore que non pendantes, comme véritablement engagées au prêteur (1).

Les notables ont beau se faire autoriser, en vertu des dispositions de l'article 11, dans le cas où les emprunteurs ne sont pas en mesure de payer à l'échéance en capital et intérêts le montant des avances reçues, à faire

(1) V. les observations déjà présentées à ce sujet, *suprà*, p. 124.

vendre, sur un simple ordre de l'Administrateur et après un délai de rigueur de quinze jours, les récoltes des débiteurs, il n'en résulte pas même au profit du prêteur ou de la commune un droit de préférence comme celui qui est reconnu en France au créancier porteur d'un warrant agricole ; celui-ci est, en effet, un créancier gagiste qui ne possède pas son gage, mais qui est nanti d'une véritable hypothèque mobilière sur les récoltes warrantées. On ne peut warranter ou constituer en gage que des valeurs existantes, mais non pas des produits à venir, autrement dit hypothétiques.

La preuve en est que si notre débiteur vend sa récolte et dispose du prix réalisé avant d'avoir remboursé ce qu'il doit à la Banque, il n'est passible légalement d'aucune pénalité. Or, si cette récolte était réellement le gage du créancier comme l'est un produit warranté, on n'eût pas manqué de lui appliquer dans les mêmes conditions, c'est-à-dire en cas de détournement, les peines de l'abus de confiance (art. 408 du Code pénal) (1).

(1) Peut-être, en se plaçant à un autre point de vue, par exemple en considérant que le cultivateur qui emprunte pour subvenir aux dépenses de son exploitation est censé recevoir des avances à charge d'en faire tel emploi déterminé, achat de semences notamment, lesquelles sont destinées à être transformées en produits qu'il serait tenu de représenter à la récolte, sauf le cas de perte, à due concurrence de la valeur des fonds avancés, arriverait-on à découvrir quelque analogie avec ce qui a été admis depuis pour le détournement d'avances consenties aux engagés agricoles au service des Européens (décret du 20 janvier 1910 rapporté plus haut, p. 131). La question a, du reste, été envisagée récemment (V. *infra*, p. 192).

Ainsi, aucune sanction n'est prévue et ne pouvait l'être ici, à moins d'une extension appropriée de la loi pénale. L'arrêté réglementaire a dû se borner en l'état à décider que, dans le cas où la récolte ne suffit pas au remboursement de la dette, les notables seront autorisés, toujours sur un simple ordre de l'Administrateur, à faire vendre le fonds lui-même, pour le prix en être affecté, en atténuation ou jusqu'à due concurrence, au paiement des sommes dues.

Soit, mais rien ne nous indique encore en vertu de quel titre et aux droits de qui cette exécution sur l'immeuble du débiteur sera poursuivie. N'oublions pas que c'est la commune qui contracte vis-à-vis de la Banque et que les notables ne sont responsables que de leurs déclarations. En conséquence, ceux-ci s'engagent formellement à supporter les charges qui résulteraient d'une fausse énonciation quant aux superficies des terres de chaque propriétaire ou d'une estimation exagérée du rendement à l'hectare. Et c'est tout. Néanmoins, dans la pratique, ils se font souscrire par chaque emprunteur un engagement en la forme indigène, conçu à l'origine en ces termes :

Huyen de Phúóc Lộc, canton de Phúóc diên Trung, commune de Hoà-thuân.

Nguyễn van Hủ et sa femme Lê thi Tám, en vue d'établir

En tout cas, cette dérogation au droit commun serait, à notre sens, beaucoup moins critiquable que la conception d'un prétendu gage réel ayant pour objet la récolte future.

un contrat de mise en gage de leur rizière et de la récolte qui en est (sera) le produit, font la présente déclaration :

Auparavant nous avons fait l'achat d'un lot de rizière, sis sur le territoire de notre commune, d'une contenance de 50 hectares, et bornée comme suit :

à l'est, le fleuve,

à l'ouest, la forêt,

au sud, la rizière de Tran van Tam,

au nord, le terrain de vu dâu de Ly van Lai, limites conformes au *bô* (livre foncier); ladite rizière donnant chaque année moyenne une récolte de cinq mille gia de paddy.

Aujourd'hui, nous époux soussignés, ensemble consentons à *engager cette rizière* et le paddy qu'elle produira, aux notables de notre village, pour que ces notables puissent facilement demander à emprunter pour nous à la Compagnie nationale des prêts à intérêt (1), de l'argent à raison de 10 cents par gia, soit au total un prêt de 500 piastres.

Maintenant, nous nous engageons à labourer et mettre en culture cette rizière, et à payer l'impôt à l'Administration. Au terme de la décade médiane du deuxième mois (2) de l'année prochaine, nous rendrons aux notables le capital et les intérêts calculés à raison de 15 piastres (3) par 100 piastres. Si, à l'échéance, nous ne payons pas le capital et les intérêts, nous ne pourrons pas vendre notre paddy; si nous le vendons sans rembourser, alors nous serons coupables et souffrirons volontiers que les notables mettent en vente notre rizière. Si la moisson vient à manquer, le remboursement du capital et des intérêts calculés en conséquence sera reporté à l'année suivante.

(1) Entendez la Banque de l'Indochine.

(2) Cette date correspondait à peu près au 15 mars, époque fixée au début pour le remboursement des prêts, comme nous l'avons indiqué plus haut. V. la note p. 165.

(3) Aujourd'hui 8 %.

Si quelqu'un s'oppose à l'exécution de ce contrat, nous serons responsables des dommages qui pourront en résulter.

Tel est notre engagement souscrit le 23^e jour du 6^e mois de l'année At hoi (1875).

*Signé : NGUYÊN VAN HUU,
sa femme, THI TAM.*

Que valent ces contrats qui sont généralement joints à la demande d'emprunt présentée par la commune ? Sont-ils enregistrés en même temps et transcrits au livre foncier ? Sont-ils opposables aux tiers ? — Il suffit d'observer qu'ils n'ont aucun caractère authentique (1) pour affirmer déjà qu'ils ne sauraient être valablement opposés aux tiers. Et puis, à supposer même — ce qui est fort contestable — qu'il puisse y avoir là en la forme une sorte de constitution d'hypothèque au profit de la commune (2), l'expropriation sous cette forme simplifiée que commande l'article 11 susvisé laisse vraiment trop de place à l'arbitraire.

(1) L'authenticité n'étant conférée aux actes établis en la forme indigène que par la certification des trois notables instrumentaires, ceux-là mêmes qui interviennent ici comme représentants de la commune, prétendrait-on pour cela dispenser les contrats en question de cette formalité ? De deux choses l'une : ou bien ces conventions ne doivent être regardées que comme de simples promesses et ne valent que comme telles, c'est-à-dire que leur exécution, en l'espèce, dépend uniquement de la bonne foi des contractants ; ou alors, si l'on veut y voir des obligations conférant le moindre droit réel à la commune en la personne de ses notables, leur validité sera toujours nécessairement subordonnée à la certification par les notables.

(2) Il est bien difficile de concilier une telle présomption avec le rôle de la commune dans l'opération. On ne saurait perdre de vue,

De toute façon, on le voit, la réglementation est incomplète ; les lacunes qu'on y relève sont des plus regrettables. La vente par les notables non seulement des récoltes, mais, en cas d'insuffisance, du fonds même engagé dans les conditions que l'on vient de voir, sans aucune formalité de procédure ni de publicité, sans qu'il soit même indiqué si c'est aux enchères publiques ou autrement, témoigne d'une singulière compréhension de la légalité des voies de recours, pour ne pas dire d'une méconnaissance totale des droits à ménager. On a voulu régler administrativement toutes les contestations entre la Banque et les communes d'une part, entre ces dernières et les emprunteurs partiels d'autre part, mais on n'a pas pris soin d'éviter les conflits d'intérêts pouvant surgir entre les poursuivants et les tiers détenteurs de droits réels sur les immeubles mis en vente.

En fait, des exécutions de ce genre, si elles ont eu lieu, n'ont pas été sans provoquer des protestations justifiées de la part de tous les intéressés autres que l'Administration. Celle-ci, il faut le reconnaître, s'est rendue pécuniairement responsable vis-à-vis de la Banque des

en effet, que la commune n'est qu'un intermédiaire ; ce n'est même pas une caution. Dès lors que signifie cet engagement souscrit par les emprunteurs au profit des notables — engagement qui, d'ailleurs, ne ressemble à aucun de ceux que nous avons eu l'occasion de rencontrer jusqu'ici, tels que le nantissement immobilier ou la mise en gage des titres de propriété (V. *suprà*, p. 104 et suiv.) ? On est bien obligé de reconnaître que le contrat est boiteux ; il pêche par la base.

emprunts contractés par les communes : elle a donc été obligée de rembourser à échéance fixe, le montant des sommes que les notables n'ont pu recouvrer sur les emprunteurs partiels. Mais elle a dû hésiter le plus souvent à ordonner l'expropriation des débiteurs, même lorsque la mauvaise foi de ceux-ci pouvait être démontrée, à cause précisément de la précarité des droits reconnus aux villages par des contrats d'engagement sans valeur, et surtout de l'illégalité de la procédure administrative imaginée.

Au fond, toutes ces constatations tendent bien à démontrer que les prêts faits jusqu'à ce jour par la Banque de l'Indochine procèdent uniquement du crédit personnel avec quelques apparences de garanties réelles peu compatibles d'ailleurs avec le genre d'obligations contractées de part et d'autre.

IV. — Que l'Administration se soit engagée dans cette voie et ait accepté de cautionner les emprunts dans les conditions que nous savons, cela ne peut s'expliquer que par une illusion dont les promoteurs du système ont été vraisemblablement victimes. Partant de ce principe que, pour mettre fin à l'exploitation des agriculteurs indigènes par les usuriers, il fallait créer une institution de crédit susceptible de leur rendre les mêmes services avec des charges moindres, on s'est imaginé que le mieux était de s'inspirer de la façon de procéder des Chinois. Ceux-ci faisant des avances sur récoltes et réalisant par ces opé-

rations toujours lucratives des profits énormes, il n'y avait aucune raison pour qu'une banque prêtant à un taux modéré dans des conditions analogues ne réussit pas aussi bien. Théoriquement le raisonnement était inattaquable.

Mais voici où la différence des situations s'accuse : tandis que les prêts consentis par la Banque de l'Indochine suivant la réglementation établie ne peuvent être que des opérations de crédit ordinaire, le prêteur chinois, lui, s'arrange de façon à faire consister sa créance en une créance de marchandise ; au lieu de prêter, il achète et paie d'avance au cultivateur une quantité déterminée de paddy, par exemple, à livrer au moment de la récolte et cotée à un prix d'autant plus faible qu'il est payé d'avance, ou, ce qui revient au même, la quantité à livrer est d'autant plus considérable qu'elle représente l'équivalent du prix versé majoré des intérêts sous forme d'escompte, peut-on dire. Et comme de par sa situation dans le pays le Chinois est naturellement acheteur de la presque totalité des récoltes, s'il reste au débiteur vendeur un excédent sur sa récolte, il conclut sur-le-champ un marché au comptant avec son créancier, trouvant plus commode de lui livrer le tout, même à perte, que d'attendre une meilleure occasion de vendre ce reliquat dont il est pourtant libre de disposer à son gré (1). Il faut dire d'ailleurs que rarement

(1) Ceci explique dans une certaine mesure pourquoi les négociants européens de Saïgon qui ont essayé à diverses reprises de faire des achats dans l'intérieur au moment de la récolte, en s'adres-

il reste quelque chose au cultivateur : toute sa récolte est engagée, et parfois même au-delà, au Chinois, c'est à dire qu'elle est *due*, et si la récolte d'une année est mauvaise, il ne peut pas livrer à l'échéance ; mais qu'importe, le terme est prorogé d'une année et la quantité à livrer sur la récolte suivante encore majorée d'autant.

Quoi qu'il en soit, ces avances sur récoltes, on le voit, n'ont rien de commun avec les soi-disant prêts sur récoltes consentis par la Banque. Le contrat passé entre le cultivateur et le Chinois est presque toujours rédigé comme suit :

Le nommé Lam van Cang, cultivateur, demeurant au village de... etc., reconnaît avoir reçu d'avance du chinois Tran Tai la somme de 200 piastres qu'il s'engage à lui rembourser (ou contre laquelle il s'engage à lui verser...) le 15 mars prochain (1) par la quantité de 500 gia de paddy.

Telle est la présente convention souscrite à... le...

Signé : LAM VAN CANG.

sant directement aux producteurs indigènes, se sont souvent heurtés à des difficultés auxquelles ils ne s'attendaient pas. Il est certain que presque partout où ils se sont trouvés en concurrence avec le Chinois pour acheter, ils ont vu les indigènes donner la préférence à ce dernier, alors qu'ils étaient prêts à traiter au comptant, offrant même un prix supérieur à celui payé par le Chinois. Le fait s'est produit notamment, à notre connaissance, dans la province de Chaudoc, à Tanchau, l'un des plus importants marchés de la colonie pour le maïs. Nous retrouverons d'ailleurs ces observations dans le dernier chapitre (V. *infra*, p. 244). Aussi bien, l'argent que touche l'indigène des mains du Chinois, il lui arrive parfois de le jouer et de le perdre presque aussitôt, et c'est encore le Chinois ou un comparse qui empêche. Combien de malheureux ont été ainsi victimes de leur imprudence !

(1) C'est-à-dire à l'époque de la récolte.

On dira que cette convention ne ressemble guère à une vente, qu'en tout cas elle ne comporte aucun privilège sur la récolte au profit du Chinois. Mais qu'à cela ne tienne, il est sûr que celle-ci ne lui échappera pas, et c'est pourquoi il n'a cure de s'entourer de plus sérieuses garanties. A peine le grain est-il mûr, sur le point d'être récolté, le Chinois est là sur la rizière ; et comme il opère généralement dans un périmètre assez restreint pour pouvoir parcourir la région en quelques jours, voir tous ses débiteurs et se saisir de la récolte aussitôt moissonnée, ses rentrées se font aisément. Comment n'en serait-il pas ainsi, étant donné le monopole commercial dont il jouit dans l'intérieur du pays ? Outillé comme il l'est, le Chinois peut opérer rapidement et en temps opportun : le paddy est mesuré, compté, livré sur place, enlevé, chargé sur les sampans ou les jonques amenés là tout exprès, sans que le cultivateur ait à s'inquiéter de rien. De ce fait, tout souci est épargné à celui-ci qui trouve encore avantageux d'avoir affaire à un créancier aussi diligent, avec lequel d'ailleurs il est rarement en contestation. Jamais trafiquant n'a su mieux tirer parti d'une situation inextricable pour les autres. Le seul aléa pour le Chinois, c'est quand il n'y a rien à récolter ; cependant soyez sans crainte, l'année suivante il se rattrapera. Et si le cultivateur, son client, a encore besoin d'argent pour recommencer la campagne, ce qui est probable, le Chinois n'hésitera pas à lui avancer une nouvelle somme à valoir sur une nouvelle quantité de paddy. Il mettra deux ans, trois ans, peut-être davantage à récu-

pérer le tout ; il n'en est pas moins certain qu'il gagnera toujours à l'opération (1).

Évidemment, la Banque de l'Indochine, pas plus que l'Administration qui garantit ses prêts, ne saurait agir avec la même désinvolture ni la même opportunité. D'abord il lui faudrait pourvoir compter sur la plus grande diligence des notables (ou autres agents) chargés des recouvrements, et puis accepter les remboursements en nature, et pour cela disposer de magasins qu'elle n'a pas, assumer la charge de vendre les produits, etc... Autant de complications pour elle, autant de risques d'un autre

(1) Dans un récent exposé sur la situation de l'Indochine au point de vue du crédit agricole, paru dans la *Dépêche coloniale* (nos des 5 et 21 mai 1912), sous la signature de M. Henri Durieu, on trouve quelques aperçus intéressants notamment sur les opérations des Chinois qui prêtent au cultivateur indigène. L'auteur montre comment un Annamite débiteur d'un Chinois ne peut jamais arriver à se libérer. Le Chinois a d'ailleurs bien soin, remarque-t-il (au contraire du Chetty), de ne jamais exécuter un débiteur insolvable. « ... il laisse la terre au cultivateur, mais il la grève de telles créances que le propriétaire n'est plus qu'un esclave sur la glèbe, et qui travaille jusqu'à sa mort pour le seul Chinois, pour le créancier dont la créance jamais ne sera éteinte. Dans ce cas — et il est plus fréquent qu'on ne pense — tout le riz de la terre appartient au Chinois, sans qu'il ait même à le payer, puisque, d'après les papiers, *il l'a payé d'avance*. Dans les années généreuses, et aux époques où l'exportation est fructueuse, on voit ce que le créancier chinois gagne, et *comment* il le gagne. Et l'on ne s'étonne plus, dès lors, que sur la terre la plus riche du monde, il y ait des *propriétaires* de cette terre qui soient, au sens strict des mots, des miséreux et des crève-la-faim. » — Ce tableau, dans sa note générale, vient à l'appui de tout ce que nous avons dit nous-même dans un chapitre précédent.

genre auxquels ni la Banque ni la Colonie, en l'état actuel, ne sauraient s'exposer sans péril.

Ajoutez à cela que l'arrêté réglementaire n'autorise même pas la prorogation des échéances d'une année à l'autre, ce qui paraît s'imposer au moins en cas de mauvaise récolte, quoique, en fait, l'Administration ait été souvent réduite à s'y résoudre. Mais le cultivateur qui a perdu sa récolte aurait besoin de nouvelles avances, et pourtant on se montre plus difficile à son égard. Il avait obtenu un prêt à concurrence du tiers de la valeur présumée de la récolte ; celle-ci est nulle : ce n'est point sa faute s'il n'a pu rembourser à l'échéance, et cependant le règlement s'oppose à ce qu'il lui soit prêté davantage.

Pour nous résumer, nous dirons que l'institution des prêts dits sur récoltes, apanage de la Banque de l'Indochine, manque à la fois d'élasticité et de cohésion. L'expérience semble avoir démontré péremptoirement qu'il était impossible de continuer à espérer asseoir le crédit agricole en Cochinchine sur de pareilles bases, à moins de sérieuses réformes.

On a fini par reconnaître, et un publiciste déjà cité, M. Durieu, le rappelait encore dernièrement (1), que les efforts tentés jusqu'ici l'ont été « sans préparation suffisante, sans coordination, et surtout sans étude des conditions complexes où nous nous trouvons vis à vis l'hostilité de certains indigènes — ceux que nous voulons déposséder

(1) V. le numéro de la *Dépêche coloniale* du 21 mai 1912.

de leurs odieux privilèges — et vis à vis la méfiance de tous les autres — ceux là même que nous voulons affranchir. »

Du reste, les derniers chiffres qui nous ont été communiqués sont plus éloquents que n'importe quelle critique :

En 1907 la Banque a prêté 717.107 # 85

1908	—	—	336.183	40
1909	—	—	306.719	28
1910	—	—	189.932	59
1911	—	—	191.277	45

Cette diminution constante des opérations de la Banque marque un recul tellement brusque après trente années d'une expérience qui n'a porté quelques fruits qu'en période de crise, qu'il est urgent de trouver une solution, si l'on ne veut pas voir battre en brèche le principe même de toute institution de crédit agricole dans la colonie. Celle inaugurée en 1876 semble désormais destinée à tomber en désuétude.

Or, il n'est pas impossible de découvrir une combinaison mieux appropriée, étant donné, comme on l'a proclamé, que « les gages offerts par la Cochinchine agricole sont de nature à intéresser et à attirer les capitalistes français. Si ceux-ci veulent bien sortir de la facile et apathique routine métropolitaine, et étudier consciencieusement ce que la colonie offre comme garantie objective et morale, ils peuvent faire, d'un seul geste, ce que les financiers

trouvent rarement occasion de faire ensemble : une bonne affaire et une bonne action (1). »

La Banque de l'Indochine privilégiée est la première intéressée et doit par conséquent être incitée à prêter son concours à l'occasion.

La question est à l'étude, il est vrai, depuis 1908, mais on tâtonne encore.

V. — A cette époque, un établissement de crédit venait d'être fondé : la Banque de Cochinchine, dont le principal objet devait être le crédit foncier avec garantie hypothécaire. Nous en reparlerons d'ailleurs dans le chapitre suivant. Contentons-nous du moins pour le moment de mentionner les propositions adressées au Lieutenant-Gouverneur de la colonie par le Directeur de la Banque de Cochinchine, à la date du 14 avril 1908. Ces propositions, se rapportant au système de prêts que l'on cherchait alors à améliorer, se trouvent résumées comme suit dans le rapport de 1910 qui sera encore à consulter utilement sur plusieurs autres transformations préconisées (2).

« Les prêts continueraient à être faits par la Banque de l'Indochine avec la garantie de la Colonie, mais pour que,

(1) Durieu, *Le crédit agricole en Indochine*, dans la *Dépêche coloniale*, numéro du 5 mai 1912.

(2) Quel qu'ait été le sort de toutes ces propositions, elles ne peuvent manquer d'être instructives et sont, en tout cas, utiles à connaître, ne serait-ce que pour aider à circonscrire les données du problème à résoudre. — Les citations qui suivent sont empruntées au rapport du 6 janvier 1910.

du fait de cette garantie, cette dernière n'ait à courir aucun risque, les prêts ne seraient consentis qu'après le dépôt dans les magasins généraux de la Banque de Cochinchine des récoltes qui seraient ensuite warrantées par ses soins. En retour, la Colonie abandonnerait à la Banque de Cochinchine la ristourne de 2 %, dont elle bénéficie actuellement. »

En vue de ces nouvelles opérations, la Banque de Cochinchine projetait la création de sous-comités régionaux qui auraient pour mission d'instruire les demandes d'emprunt, de vérifier et estimer les gages offerts, etc... « Les marchandises engagées en nantissement des avances seraient obligatoirement entreposées dans les magasins généraux de la Banque de Cochinchine et n'en pourraient sortir que sur le vu d'un bon de livraison délivré par la Banque de l'Indochine, après remboursement du montant des prêts. Les emprunteurs auraient à payer en plus des intérêts des sommes à eux prêtées, des droits de garde, de magasinage et d'assurance. En revanche, leurs marchandises déposées dans les magasins de la Banque pourraient bénéficier au gré des déposants des avantages que rendrait le service commercial de la Banque de Cochinchine, service qui serait institué pour permettre l'écoulement, la vente et l'exploitation des produits agricoles dans les conditions les moins onéreuses et au moment que le producteur jugerait le plus favorable. »

Bien que ces propositions n'aient plus qu'un intérêt rétrospectif, la Banque de Cochinchine ayant cessé

d'exister, il convient d'indiquer au moins pourquoi elles n'ont pas été prises en considération par la commission chargée de les examiner. Celle-ci a estimé qu'elles ne répondaient pas aux besoins économiques envisagés.

Considérant que les prêts à faire à l'agriculture dans ce pays doivent servir aux emprunteurs à couvrir les frais de labour et d'achat de semences ou à consentir des avances à leurs fermiers, on en a conclu que le but poursuivi ne pouvait pas être atteint avec le système en question. Comment, en effet, a-t-on objecté, ces prêts seraient-ils gagés sur des récoltes existantes et pouvant être immédiatement déposées dans des magasins, puisque ce n'est pas au moment de la récolte, mais à la veille de la mise en culture que l'indigène a besoin d'argent ?

Est-ce à dire pourtant que les warrants agricoles n'auraient aucun rôle à jouer dans la colonie ? Nous ne le pensons pas (1).

Quoi qu'il en soit, nous devons reconnaître que la solution du problème n'était pas à chercher de ce côté. Mais alors, n'allait-on pas être amené à remanier de fond en comble la réglementation en vigueur pour sauver le système actuel des prêts agricoles ?

Tel fut l'avis de la commission dont nous avons parlé. Comme, à ses yeux, l'intervention de la Colonie dans l'organisation du crédit semblait s'imposer plus que jamais, il fallait à tout prix arriver à diminuer sinon à supprimer les

(1) V. *infra*, ch. VII.

risques à courir par celle-ci. Or, la combinaison qui s'offrait la plus sûre était la suivante : les prêts seraient faits avec constitution d'hypothèque et l'on aurait ainsi véritablement un gage réel, la terre.

Cependant la transformation envisagée devait être encore plus radicale ; car, voici ce que la commission avait cru devoir constater :

« La Banque de l'Indochine jouit d'avantages excessifs, qui ne sont pas en rapport avec les services qu'elle rend en matière de prêts sur récoltes. Depuis la création d'un compte courant avec le Trésor, cette banque n'a jamais sorti d'argent de ses caisses pour les prêts consentis aux agriculteurs. L'opération se réduit pour elle à un simple jeu d'écriture qui lui rapporte sans aucun risque, sans aucune manipulation de fonds et sans aucun ennui, un intérêt de 6 % sur tous les prêts effectués, les agents des services civils et ceux du Trésor étant seuls chargés de la distribution et du recouvrement des fonds, et les fonds employés à ces opérations étant ceux du Trésor. »

On fut donc d'avis, au sein de la commission, qu'il était « inutile d'avoir recours à la Banque de l'Indochine, et que les fonds généraux du Trésor pourraient être utilisés pour ces prêts d'une façon ouverte et non plus par voie détournée. L'intérêt de 6 % touché par la Banque reviendrait en entier à la Colonie » qui prêterait jusqu'à la récolte avec garantie hypothécaire. « Tout emprunteur devrait justifier que sa terre n'est grevée d'aucune hypothèque et souscrire au profit de la Colonie un contrat

d'hypothèque qui serait enregistré à ses frais. En cas de mauvaise récolte, le prêt serait renouvelé sur la demande de l'emprunteur, moyennant paiement des intérêts. Cette façon de procéder, faisait-on valoir, aurait en outre l'avantage d'éviter le renouvellement de faits qui se sont trop souvent produits dans ces dernières années. Les récoltes étant mauvaises, les propriétaires ont engagé leurs terres à des Chettys qui les ont fait vendre à leur profit, et la Colonie s'est trouvée dans l'obligation de rembourser à la Banque le montant des prêts, sans qu'elle puisse avoir de recours efficace contre les emprunteurs (1). »

La proposition n'allait pas sans soulever d'objections. Elle fut néanmoins soumise à l'avocat du gouvernement, M. Pâris, en vue de faire établir un projet de contrat hypothécaire. Mais, après examen, M. Pâris n'hésita pas à se prononcer contre cette idée d'organiser dans la colonie un véritable crédit foncier d'Etat par l'institution de prêts hypothécaires agricoles à consentir avec les fonds du Trésor. Il en montra les inconvénients et fit même pressentir que le gouvernement métropolitain ne tolérerait probablement pas ce genre d'opérations (2).

(1) Rien ne démontre mieux l'insuffisance et la précarité des engagements pris par les emprunteurs vis-à-vis des notables de la commune sous forme de contrat privé. V. *suprà*, p. 171. — Si l'on avait pu s'en prévaloir et les opposer aux tiers, on n'eût pas manqué de le faire.

(2) M. Pâris exprima d'ailleurs l'avis qu'il ne serait pas impossible de « maintenir le système actuel en supprimant l'intermédiaire de la Banque de l'Indochine, reconnu inutile et coûteux. La Colonie

Malgré cela, la commission persista dans son idée. Un projet de réglementation fut élaboré qui se trouve présenté dans ses grandes lignes dans le rapport au Lieutenant-Gouverneur du 6 janvier 1910.

Les formalités multiples que ce règlement suppose rendent l'opération impraticable. Entre autres inconvénients reprochés au système préconisé par la commission, il convient de signaler, outre une procédure trop compliquée (1), une surcharge de frais très sensible qui bien souvent serait hors de proportion avec l'importance des prêts à consentir, sans parler de la légalité douteuse encore d'une constitution d'hypothèque conventionnelle par un simple acte administratif (2). Enfin, à supposer

consentirait elle-même les prêts sur les fonds généraux du Trésor. Pour diminuer autant que possible les risques à courir par la Colonie, on fixerait la date du remboursement à l'époque même de la récolte. Dans le cas où le propriétaire aurait des fermiers ou des métayers, les loyers ou la part de récolte lui revenant, seraient délégués à la Colonie, l'acte d'emprunt étant passé en présence des fermiers et métayers ou leur étant notifié. »

(1) « Avec cette procédure, observe l'auteur du rapport de 1910, il faudrait quatorze ou quinze opérations différentes nécessitant des délais plus ou moins longs, et tout cela pour en arriver à consentir des prêts se montant très souvent à moins de 100 piastres et quelquefois même inférieurs à 20 piastres. »

(2) On a cru pouvoir s'appuyer sur deux décrets, l'un des 23 octobre et 5 novembre 1790, l'autre du 4 mars 1793, pour soutenir que le ministère du notaire ne serait pas nécessaire en l'espèce ; mais, outre que ces décrets n'ont pas été promulgués dans la colonie, on ne saurait étendre aux actes administratifs autres que ceux qu'ils visent spécialement et restrictivement le privilège de l'hypothèque conventionnelle attachée à ces actes par application des dits décrets.

même que le Département consentit à autoriser l'imputation du montant des prêts sur les fonds généraux du Trésor, ces opérations ne manqueraient pas de provoquer les protestations légitimes des établissements de crédit existants ou qui viendraient à être créés, auxquels la Colonie ferait ainsi concurrence.

Cette dernière critique n'était pas la moins fondée et l'on comprend qu'elle ait été de nature à faire impression. Le projet n'avait donc aucune chance d'aboutir dans ces conditions. Aussi, l'auteur du rapport de 1910 a-t-il conclu au rejet d'un pareil système dont le moindre inconvénient serait, dit-il, « d'entraîner la Colonie dans une voie pleine de périls et d'imprévus. »

VI. — En présence du résultat peu satisfaisant des travaux de la commission instituée en 1908, on restait dans l'indécision. On essaya du moins de montrer que, somme toute, le système actuel n'était pas si défectueux qu'on voulait le dire ; que si les finances de la colonie avaient eu à supporter une fois un déficit de 43.000 piastres, le fait ne s'était produit qu'à la suite de circonstances exceptionnelles ; qu'en effet les pertes subies par la population indigène, lors du typhon de 1904 et des inondations qui ont suivi, avaient causé la détresse d'un grand

Il y a donc tout lieu de croire — et telle a été l'opinion soutenue par M. le procureur général Michel consulté sur ce point — qu'une hypothèque conventionnelle ne pourrait être constituée régulièrement, dans le cas envisagé, que par un acte notarié.

nombre de cultivateurs mis, dès lors, dans l'impossibilité de rembourser les prêts dont ils avaient bénéficié.

Cependant, on ne peut s'empêcher de remarquer que si le système n'avait pas eu d'autre inconvénient que celui-là, l'Administration n'avait pas sujet de le dénoncer aussi brusquement, d'autant que, d'après un aperçu des chiffres fourni dans le rapport de 1910, les bénéfices réalisés par la Colonie pendant la période 1904-1909, grâce à la ristourne de 2 % qu'elle touche, ont compensé et au-delà les pertes constatées jusqu'à ce jour (1).

Or, depuis que l'on a sonné le glas et proclamé dans les milieux officiels administratifs la faillite du système, à cause des 43.000 piastres non remboursées, le chiffre des prêts consentis a baissé, nous avons vu dans quelles proportions, au point de devenir à peu près nul en dernier lieu. Évidemment, on n'ose pas cesser complètement toute opération sur les bases anciennes, et pourtant on

(1) Voici le tableau qui a été dressé des comptes relatifs à la période en question :

MONTANT des pertes supportées par la Colonie au titre des prêts sur récoltes depuis l'année 1904	MONTANT de la ristourne versée par la Banque de l'Indochine sur les intérêts qui lui ont été remboursés par la Colonie pour le compte des emprunteurs	MONTANT des remboursements effectués par les emprunteurs pour le compte desquels la Colonie a décaissé la Banque de l'Indochine	MONTANT de la ristourne versée par la Banque de l'Indochine sur les intérêts perçus pour son compte au titre des prêts sur récoltes, depuis 1904.	GAIN pour la Colonie
43.489 # 03	1.855 # 25	12.583 # 70	38.796 # 85	9.746 # 77

sent bien que l'institution ne peut revivre. Il faut trouver autre chose.

Mais encore ne suffit-il pas de constater le revirement qui s'est produit ; il faut l'expliquer, autrement qu'on ne l'a fait, car le motif invoqué n'est qu'un prétexte, à nos yeux.

La vérité, c'est que l'Administration comprenant, après une longue expérience, que tous les risques étaient pour les finances de la Colonie et prenant prétexte du déficit accidentel subi, s'est montrée moins bien disposée en faveur des opérations de crédit par l'intermédiaire de la Banque de l'Indochine pour laquelle tout est profit, et rien que profit, comme on l'a fait voir. De là l'intention non déguisée de se passer avant tout de son concours, si c'était possible. La même considération avait d'ailleurs conduit précédemment à réduire le taux de l'intérêt prélevé par la Banque ; ce taux qui était de 12 % au début, n'est plus aujourd'hui que de 6 %, et l'on trouve encore trop généreux le cadeau fait à cet établissement.

Ainsi, après avoir conçu l'intervention de la Colonie comme devant être essentiellement provisoire et temporaire, nécessitée seulement par les circonstances du début et devant cesser dès que le système de prêts inauguré en 1876 aurait pris toute l'extension désirable et acquis un fonctionnement régulier, on en est arrivé, après plus de trente ans d'expérience, à imaginer une combinaison qui permit d'éliminer la Banque et de prêter directement aux indigènes sur les fonds du Trésor de la colonie.

Tout porte à croire, il est vrai, que si l'Administration avait songé à s'inspirer notamment des propositions de M. PÂRIS tendant simplement au maintien du système actuel, sauf à supprimer l'intermédiaire de la Banque de l'Indochine, celle-ci n'aurait pas renoncé comme cela à son privilège. Elle n'aurait eu même, semble-t-il, qu'à se réclamer des stipulations du décret du 16 mai 1900 (art. 20) pour opposer une résistance justifiée à toute tentative dans ce sens.

M. PÂRIS avait d'ailleurs entrevu une solution préférable consistant à faire promulguer en Indochine la loi du 13 décembre 1901 sur les banques coloniales et à laisser aux établissements de crédit existant dans le pays, Banque de l'Indochine et autre, le soin de faire eux-mêmes les prêts agricoles ou prêts dits sur récoltes.

Cette solution, on le voit, est à l'antipode de la précédente ; elle a du moins l'avantage d'être plus rationnelle. En tout cas, les dispositions de la loi en question apparaissent de prime abord comme devant venir à l'appui précisément du décret du 16 mai 1900, en particulier des articles 15 et 21 de ce décret relatifs aux obligations garanties par des cessions de récoltes pendantes que la Banque de l'Indochine est déjà autorisée à négocier.

Toutefois, si l'on penche pour cette solution, est-on sûr qu'elle permette beaucoup mieux que celles précédemment passées en revue de venir utilement en aide aux agriculteurs, étant donnée l'époque des emprunts ? C'est toujours la garantie à venir qui fait échec à tout

système de prêt sur gage réel. Ne dirait-on pas même qu'on tourne dans un cercle vicieux ?

De fait, dès l'instant qu'on veut organiser le crédit agricole sur la base des prêts sur récoltes proprement dits, on vient se heurter aux objections antérieurement formulées. Ces prêts impliquent nécessairement l'institution des warrants agricoles, prévue d'ailleurs à l'article 15 du décret du 16 mai 1900 renouvelant le privilège de la Banque de l'Indochine. Or, nous avons vu que tel était le principe de la combinaison proposée par la Banque de Cochinchine et indiqué les raisons pour lesquelles on n'a pas cru devoir l'adopter.

La Chambre d'Agriculture de Cochinchine, saisie en dernier lieu de la question, a, dans une délibération dont le procès verbal est au bulletin mensuel de mars 1910, esquissé les conditions dans lesquelles un établissement de crédit agricole pourrait être créé conformément aux statuts de sa nouvelle organisation (1), et s'est proposé de rechercher par quels moyens elle serait à même de prendre cette initiative.

Malheureusement les observations présentées au cours de cette délibération sont restées vagues. Quelques-unes sont à retenir pourtant, notamment celle-ci : le Président

(1) Cette organisation prévoit que les Chambres d'Agriculture peuvent être autorisées « à fonder et administrer des établissements tels que : caisses de prêts et de secours aux agriculteurs, magasins généraux, salles de vente publique de produits agricoles, entrepôts, marchés », etc.

ayant fait la remarque que « dans l'état de la législation, la Chambre d'Agriculture, comme toute autre personne ou institution, n'aurait d'autres garanties que la bonne foi des emprunteurs », eut l'idée de se référer au décret du 20 janvier 1910 érigeant en délit l'emport d'avances faites aux employés indigènes ; ces avances, en effet, ne sont autre chose, dit-il, que des prêts consentis avec la seule garantie, combien précaire, de la bonne foi des emprunteurs. D'où une certaine analogie dont il se prévalut pour suggérer que le même principe qui avait dicté le décret visé serait peut-être susceptible de solutionner la question des prêts ou avances sur récoltes.

Cette opinion mérite qu'on s'y arrête. Rappelons-nous que déjà M. Benoît d'Azy, dans l'élaboration de la réglementation de 1876, avait préconisé le prêt direct et en nature des semences, animaux de labour et outils sur lesquels le prêteur aurait eu le même privilège qu'un bailleur ; ou encore la remise d'avances partie en argent, avec obligation pour l'emprunteur de justifier de l'emploi des sommes avancées, partie en riz, en quantité suffisante pour permettre au cultivateur de vivre jusqu'à la récolte.

Si rien n'a été tenté dans ce sens, c'est que sans doute on s'est laissé rebuter par les difficultés d'une organisation qui eût exigé un personnel et un outillage considérables — au moins pour les avances en nature — et, l'établissement de crédit auquel on s'adressait n'étant pas en mesure de se livrer lui-même à ces opérations, c'eût été encore la

Colonie qui aurait eu à assumer la charge et les sacrifices y afférents.

Mais pourquoi n'avoir pas cherché à faire des avances en argent aux cultivateurs l'objet d'un contrat analogue à celui qui est aujourd'hui sanctionné par le décret du 20 janvier 1910 ? Il eût été facile de décider que le détournement des avances ainsi consenties, le cultivateur n'effectuant pas volontairement à l'échéance, sur le produit de sa récolte, le remboursement promis — engagement auquel aurait été subordonnée la remise des avances, — serait puni des peines portées à l'article 406 du Code pénal. En cas de mauvaise récolte, on aurait prorogé le délai de remboursement, et même de nouvelles avances, s'il y avait lieu, auraient pu être consenties dans les mêmes conditions. Ainsi les risques de perte pour la Banque ou pour la Colonie eussent été très sensiblement atténués, grâce à la sanction pénale.

A notre avis, le système actuel ne pourrait être maintenu qu'à la condition d'y attacher cette sanction. A défaut de gage réel, on aurait au moins de cette façon une garantie sérieuse contre la mauvaise foi des débiteurs.

Le seul inconvénient que la mesure n'aurait pas pour effet de faire disparaître, inconvénient sur lequel on n'a peut-être pas suffisamment insisté, c'est que l'argent mis à la disposition des cultivateurs à un taux modéré risquerait néanmoins, comme il est arrivé si souvent, de leur revenir beaucoup plus cher, en raison des intermédiaires auxquels on est obligé, malgré tout, d'avoir recours.

Comment faire pour y remédier?

Nous allons essayer, dans le chapitre qui va suivre, d'envisager une double solution pratique susceptible de donner satisfaction aux desiderata fondés sur l'expérience passée. Au point où nous en sommes, les données essentielles du problème semblent du moins précisées. Quoique assez complexes encore, elles peuvent se résumer ainsi :

Le système des prêts de la Banque de l'Indochine a vécu. Depuis trente et quelques années qu'on l'a mis en pratique, les services qu'il a pu rendre à l'agriculture n'ont pas empêché les indigènes de demeurer sous le joug tyrannique des prêteurs chinois et chettys. La « compression financière et foncière » organisée si habilement par ceux-ci est telle que les efforts tentés jusqu'à ce jour pour les y soustraire sont restés vains.

Pour arracher le cultivateur annamite à cette exploitation usurière, il faut : un crédit facile, comportant le moins de formalités et d'intermédiaires possible ; que ces derniers inspirent confiance au moins autant que les emprunteurs, et pour cela qu'ils concourent au fonctionnement de l'institution moins comme intermédiaires que comme participants ; que les garanties exigées soient avant tout des garanties de moralité ; qu'il y ait en outre un privilège ou une sanction quelconque permettant de prêter en toute sécurité ; qu'il soit tenu compte de la situation et de la solvabilité des emprunteurs quant aux délais à accorder suivant le genre de crédit préféré : à court ou à long terme ; qu'enfin l'argent prêté ne profite qu'à l'agriculture et non à la spéculation.

CHAPITRE VI

Conception d'une organisation rationnelle du crédit agricole dans la colonie. — Comment procurer aux emprunteurs un crédit utile en assurant aux prêteurs des garanties suffisantes.

I. — La question du crédit agricole en Cochinchine est plus que jamais à l'ordre du jour (1). De fait, il n'est pas de problème économique plus délicat ni qui s'impose davantage aujourd'hui à l'attention des pouvoirs publics.

Depuis longtemps on est fixé sur la situation du cultivateur annamite : « A cause du temps qui sépare les dépenses nécessaires des recettes possibles, à cause des aléas du sol, du climat, des éléments de la nature, le cultivateur a toujours besoin de crédit (2). » D'autre part, étant donnés les dangers que fait courir à ce pays le régime presque exclusif de la monoculture (3), étant donnée aussi

(1) Il paraît qu'elle va être portée devant le Parlement, le rapporteur du budget des colonies ayant entrepris d'étudier les mesures qu'il conviendrait de prendre pour mettre fin à l'exploitation des agriculteurs par les usuriers.

(2) Durieu, *Le crédit agricole en Indochine*, dans la *Dépêche coloniale* du 5 mai 1912.

(3) Presque tout le delta du Mékong est exploité en rizières ; celles-ci représentent les trois quarts du sol cultivé de la Cochinchine. V. Introduction.

l'imprévoyance des indigènes, ceux-ci sont à la merci d'une crise agricole comme celle que la colonie a traversée en 1904-1905. Il est vrai que les difficultés avec lesquelles les populations de l'ouest ont été aux prises à ce moment là auraient pu être évitées en grande partie, « si, comme M. Bonhoure l'a constaté dans un rapport (1), les propriétaires, hypnotisés par l'appât de gains faciles, n'avaient pas engagé leurs ressources entières pour la mise en valeur de terres nouvelles nécessitant des dépenses supérieures à leurs moyens et n'en avaient pas trop légèrement escompté les bénéfices. »

N'empêche que la situation économique du pays a subi le contre-coup de l'épreuve, et que beaucoup de petits cultivateurs ont été ruinés, ceux-là surtout qui n'ont pu faire autrement que de tomber aux mains des usuriers.

Que la leçon ait porté ses fruits, aussi bien parmi les indigènes que dans les milieux officiels, cela n'est pas douteux. Partout on a compris la nécessité de remédier d'urgence à cet état de choses. Pour ce qui est du Gouvernement, nous avons vu qu'il a pris à tâche d'étudier sérieusement les moyens les plus propres à venir en aide à l'agriculture, sans compromettre les finances de la Colonie. Si aucune des solutions préconisées n'a été adoptée jusqu'ici, c'est qu'elles n'ont pas paru présenter tous les avantages qu'on doit attendre d'une bonne orga-

(1) Rapport déjà visé, V. p. 160, note 2

nisation du crédit, eu égard aux circonstances et aux nécessités locales.

Aussi bien, les difficultés ne seront jamais aplanies, tant qu'on ne sera pas parvenu à persuader aux Annamites qu'ils ont intérêt à souscrire aux conditions du crédit qui peut leur être offert à un taux modéré, et surtout à ne pas se dérober de mauvaise foi aux obligations qu'ils auront ainsi contractées, plutôt que de se laisser exploiter comme ils l'ont été jusqu'à présent par les Chinois et les Chettys. Car il ne suffit pas de vouloir réagir contre le trafic odieux des usuriers ; nous avons, en outre, à lutter contre les répugnances d'un peuple qui n'entend rien à nos lois ni à nos procédés. M. Durieu l'a rappelé en des termes qui méritent d'être rapportés :

« Les cultivateurs indigènes détestent les Chinois, c'est exact, mais ils craignent les Européens, et se méfient de leurs opérations (*timeo Danaos*), surtout lorsque ces opérations leur sont présentées comme devant leur être favorables, à eux particulièrement (*et dona ferentes*). Je n'ai pas, déclare l'auteur, à expliquer ni à apprécier ce sentiment. Je le constate, et avec quelque regret. Mais il est bien permis de croire aussi que les indigènes, très enfants et très neufs en matière d'opérations de banque et de formalités financières, ne comprennent rien à nos institutions spéciales, et considèrent nos papiers et nos guichets comme autant d'embûches et de traquenards à leur ignorance et à leur pauvre argent. Les conditions même qui garantissent la probité absolue de nos contrats et de toutes

nos affaires sont celles précisément qui leur paraissent le plus suspectes. Ils n'ont pas l'habitude, et ce sera comme ça tant qu'ils n'auront pas l'habitude ; et ce sera fort long.

« Au lieu des déplacements dans nos chefs-lieux, des stations dans les banques, des engagements compliqués, des formalités incompréhensibles et lentes, l'usurier chinois ne demande à l'Annamite qu'une signature sur un papier qu'il tend de la main droite, et remet immédiatement l'argent promis, qu'il présente en même temps de la main gauche. Au moins, dit l'indigène, voilà qui est rapide, et voilà qui est clair. Et il se résigne à payer cette rapidité et cette clarté en consentant un intérêt qui finit presque toujours par être supérieur au capital prêté (1). »

Ainsi, le premier obstacle qui se dresse devant ceux à qui incombe la tâche ardue de doter la colonie d'un système de crédit normal, vient de l'hostilité des intéressés eux-mêmes. Il est donc essentiel qu'ils sachent pour commencer qu'ils trouveront à emprunter facilement aux conditions les moins onéreuses et qu'on n'exigera d'eux au préalable que l'accomplissement de formalités indispensables. On devra pour cela, quel que soit

(1) Et M. Durieu conclut : « C'est infiniment curieux, et davantage encore regrettable. Mais nous ne devons pas attendre autre chose du peuple qui refuse de se servir du chemin de fer autrement qu'en wagons à bagages, pour n'avoir pas à se séparer de ses malles et de ses paquets. » — *Les bases du crédit agricole en Indochine*, dans la *Dépêche coloniale* du 21 mai 1912.

le système adopté, s'ingénier à en simplifier les rouages autant que possible, de façon à ce que l'indigène soit à même de se rendre compte de la portée des engagements qu'il souscrit, et surtout d'obtenir en temps utile et sans tergiversations le crédit dont il a besoin.

Nous savons qu'il est habitué à trouver dans son village, en tout cas à proximité de sa résidence, le prêteur dont il accepte les exigences sans récriminer, pourvu qu'il ait l'argent de suite. Généralement il emprunte d'une année à l'autre, sauf à renouveler l'année suivante, s'il n'est pas en mesure de payer à l'échéance, en même temps qu'il est obligé de contracter un nouvel emprunt quand la récolte a été mauvaise et qu'il n'a pas de quoi recommencer la campagne. Et la dette grossit d'année en année, d'autant plus vite que les intérêts sont élevés et les revenus tirés du sol insuffisants pour les éteindre intégralement. Autrement, à supposer qu'un propriétaire foncier songe à entreprendre sur sa rizière des travaux d'aménagement, de canalisation ou autres, si utiles au développement des entreprises agricoles de ce pays, comme il lui faudra disposer de sommes un peu importantes et que ses ressources ne le lui permettent pas, il ne le pourra qu'en engageant l'avenir, et alors il hésitera devant les charges trop lourdes d'un crédit hypothécaire qu'il trouve seulement chez le Chetty.

Tandis qu'avec l'usage du prêt à long terme, dont on aperçoit aisément déjà l'utilité, sous la forme par exemple d'une ouverture de crédit hypothécaire à peu près

analogue à celle qu'autorise en France la loi du 19 mars 1910, l'indigène ne serait plus exposé à de pareilles charges. De plus, ayant la faculté de s'acquitter par annuités, il y parviendrait autrement mieux que s'il lui fallait reconstituer peu à peu le capital à rembourser, en composant lui-même l'épargne destinée à cette reconstitution. Jamais, en effet, le cultivateur annamite ne serait capable d'épargner, et d'épargner longtemps, sur le produit de plusieurs récoltes consécutives, de quoi rembourser ce capital en une fois. C'est, du reste, le cas de tout emprunteur qui, pressé par un besoin ou un désir immédiat, ou bien ne sachant à qui confier son épargne, la consomme imprudemment. Le prêteur le sait bien ; mais, comme le moyen le plus sûr pour lui de parer à cette éventualité, c'est d'exiger le remboursement par annuités, c'est à lui alors que doit incomber le soin de reconstituer son capital par voie de lente accumulation. Or, en principe, il supporte déjà l'inconvénient résultant pour lui de l'opération à long terme, à savoir : l'indisponibilité de son capital assez longtemps pour le priver de l'occasion d'un meilleur emploi de ses fonds, si elle se présente dans l'intervalle (1) ; subira-t-il aussi volontiers la charge de cette accumulation progressive ? Ce rôle échoit, en France, aux établissements de crédit foncier, nés du reste de l'ensemble des circonstances qui réclamaient leur création.

(1) Sans doute il peut échapper à cet inconvénient en cédant sa créance à un tiers, mais au prix de quelles formalités coûteuses, si l'emprunt est garanti par une hypothèque.

En fait, dans la colonie, le Chetty est à peu près seul à s'accommoder du paiement par annuités. Autrement, l'usage du crédit à long terme ainsi compris est assez peu fréquent chez les Annamites; on peut même dire qu'il n'existe pas, sauf dans le cas très spécial du nantissement immobilier qui d'ailleurs, dans la pratique, ne comporte guère ce mode de remboursement (1). Et quant au prêteur chinois, nous connaissons sa façon de procéder : il préfère spéculer sur la récolte de son débiteur, quitte à renouveler au besoin sa créance à l'échéance en capitalisant les intérêts non payés, au lieu de faciliter au cultivateur l'amortissement progressif de sa dette.

Il est vrai que les charges du débiteur dans ce pays ne sont pour ainsi dire jamais proportionnées à ses moyens ; ses revenus — nous l'avons montré précédemment (2) — y suffisent à peine déjà lorsqu'il est obligé de payer un intérêt supérieur à 18 % ; à plus forte raison s'il a souscrit aux prétentions encore plus exorbitantes d'un usurier. Peu lui importerait dans ces conditions d'avoir la faculté de se libérer par annuités ; il ne satisferait pas mieux à ses engagements, car cela lui serait impossible ; comment donc serait-il en mesure de rembourser chaque année, outre les intérêts, une partie du capital, étant donné le taux écrasant qu'il subit ?

Bref, si tel est encore aujourd'hui le régime dont souffre

(1) Il y a seulement faculté de rachat réservée à l'emprunteur et que celui-ci doit exercer dans un délai déterminé.

(2) V. *suprà*, p. 106.

l'agriculture indigène en Cochinchine, en dépit des tentatives malheureusement demeurées infructueuses, jusqu'à présent, destinées à y porter remède, le péril est plus grand qu'on ne pense. Et nous répéterons encore avec M. Durieu qu'« il n'est pas possible de laisser éternellement nos indigènes sous le joug impitoyable, funeste et scandaleux des usuriers chinois et chettys. Nous ne le pouvons pas, parce que, à chaque récolte médiocre, nous jouons avec l'équilibre économique de la colonie, et avec l'existence de nombreux villages agricoles. Nous ne le pouvons pas non plus, parce que nous devons protection à nos sujets, et que nous risquons, à souffrir si longtemps, avec indifférence, tant de malhonnêteté si ouvertement pratiquée, de passer nous-mêmes pour malhonnêtes, ou au moins, pour partisans de si exécrables trafics (1). »

Il faut donc se hâter d'aboutir à une solution. Quel sera le meilleur système et comment fonctionnera-t-il ?

II. — Deux combinaisons sont à étudier, d'après nous, la seconde s'amorçant d'ailleurs dans la première. Nous avons déjà laissé entendre que pour assurer à l'agriculture des moyens de crédit suffisants, en tenant compte des conditions du milieu, l'opération à long terme, sous forme d'ouverture de crédit hypothécaire, nous paraissait offrir de sérieux avantages. C'est, en effet, de ce côté que nous allons essayer de nous orienter d'abord ; nous verrons

(1) Durieu, *Les bases du crédit agricole en Indochine*, loc. cit.

ensuite ce que pourra être le prêt à court terme et sans hypothèque, car il ne faut pas négliger que ce mode de crédit aura toujours sa raison d'être et son utilité dans bien des cas.

Toutes les fois qu'il s'est agi — et la première tentative ne date pas d'hier (1) — d'organiser en Cochinchine un système de prêts hypothécaires, on a dû s'inquiéter en premier lieu des garanties légales existantes et de la valeur du gage sur lequel les prêteurs pourraient compter. Évidemment, c'est là le point capital.

Au moment où la Banque de Cochinchine (nouvellement créée) allait entreprendre l'organisation d'un crédit foncier local, une étude a paru sur les prêts hypothécaires dans la colonie, à laquelle nous avons fait allusion précédemment (2). L'auteur s'est attaché à montrer, documents en mains, que l'opération pouvait être réalisée en toute sécurité sous le régime local actuellement en vigueur en Cochinchine, se prévalant de ce que « l'emprunteur annamite contractant avec un prêteur français — individu ou société — c'est notre régime hypothécaire qui s'applique, de plein droit, dans toute son étendue et dans tous ses

(1) En 1893 notamment, il fut question de créer une « Banque immobilière de l'Indochine. » Un projet de statuts élaboré par M. Ternisien fut soumis à l'examen d'une commission, nommée à cet effet par arrêté du lieutenant gouverneur de la Cochinchine, et dont les procès-verbaux ont été publiés à Saigon en 1894. On y trouvera d'intéressantes observations qui mettent en garde contre certaines illusions et, à ce titre, sont à méditer.

(2) V. *suprà*, p. 114, note .

détails (1) », pour démontrer la sécurité des transactions immobilières et notamment des constitutions d'hypothèques, il a en outre invoqué les avantages qui résultent des autres lois en vigueur dans la colonie, ajoutant encore à la sécurité des opérations hypothécaires (2).

Mais, avons-nous eu raison d'implanter là notre régime hypothécaire tel quel, sans égard aux conflits d'intérêts qui pourraient surgir, en raison de la coexistence des deux législations annamite et française ?

Nous avons eu ailleurs (3) l'occasion d'insister sur les inconvénients d'un pareil système qui, introduit ainsi d'emblée dans la colonie, ne pouvait manquer d'aboutir à l'enchevêtrement des droits réels qu'il engendrait avec ceux constitués sous l'empire de la loi indigène non abolie, lesquels subsistaient, bien entendu, par la force des choses. Et cependant nous avons conclu au maintien nécessaire de

(1) « Les actes authentiques sont reçus à Saigon, par les notaires ; dans les provinces, par les greffiers des tribunaux. Leurs règles sont exactement celles des actes notariés français et leur force probante la même. Lorsqu'une des parties ne parle pas français le notaire doit être assisté d'un interprète assermenté qui explique l'objet de la convention, avant toute écriture, et signe ensuite l'acte comme témoin additionnel. » Penant, *Recueil*, 1908, Doctrine, p. 23.

(2) Notamment ceci : «...l'Annamite emprunteur conservant son statut personnel indigène et n'étant jamais, aux yeux de la loi française, ni mari, ni tuteur, il n'a pu se constituer sur le bien donné en garantie, aucune hypothèque ou autre droit occulte et non inscrit. » Penant, *Recueil*, *ibid.*

(3) Mathieu, *La propriété foncière en droit annamite*, II^e partie, p. 41 et s., et aussi appendice.

la dualité de statut réel à laquelle d'aucuns seraient d'avis de renoncer.

A vrai dire, il n'était nullement chimérique de concevoir que de la juxtaposition des droits réels régis par chacune des deux législations en présence, dût sortir un ensemble de règles propres à concilier les uns et les autres. Le système hypothécaire métropolitain, introduit en Cochinchine à une époque où la propriété commençait à peine à s'organiser, eût certainement contribué davantage, par la suite, à assurer aux transactions immobilières la plus grande sécurité, si cette organisation de la propriété avait été poursuivie méthodiquement. Malheureusement les opérations du cadastre, d'une extrême urgence pourtant, ont entraîné en longueur, et il s'en faut encore maintenant que l'établissement définitif du livre foncier soit achevé partout. La terre indigène, en bien des endroits, n'a pas encore d'état civil.

Or, il est des réformes impossibles sans un régime foncier préétabli, offrant toutes garanties désirables. Ainsi, dans l'ordre des opérations de crédit agricole auxquelles nous visons ici, ces garanties sont indispensables. Tant que la propriété n'est pas fixée d'une manière irrévocable à l'égard de tous, tant que le livre foncier ne révèle pas exactement la situation juridique du sol, l'étendue des droits réels et des charges qui le grèvent, le gage est aléatoire pour le prêteur, et conséquemment les conditions du crédit s'en trouvent affectées.

Et pourtant, la propriété indigène, telle qu'elle se com-

porte, se prête on ne peut mieux à l'immatriculation, les inscriptions au *dia bô* étant faites par parcelles, avec indication pour chaque parcelle du nom du propriétaire, de l'origine, de l'étendue et des limites de la propriété, ainsi que des droits et obligations qui l'affectent. Ces mentions, il est vrai, ne sont pas toujours très complètes, ni même très exactes, surtout pour les parcelles non cadastrées ; mais elles sont appelées à être corrigées et régularisées au fur et à mesure que se poursuivront les travaux du cadastre.

De l'établissement de la matrice cadastrale dépend l'assiette de la propriété sur des bases solides et par conséquent la sécurité des garanties immobilières offertes aux prêteurs.

Dans le système Torrens, appliqué en Australie, le cadastre est la base du régime hypothécaire ; il est la reproduction fidèle et exacte de la propriété, de ses mutations comme de ses modifications, et par suite constitue une preuve irréfutable dont peuvent se prévaloir les intéressés. Or, il faut bien le dire, les raisons invoquées jusqu'à ce jour contre la mise en pratique, même partielle, en Cochinchine et en Annam d'un système qui partout où il a été essayé a donné d'excellents résultats, sont plus spécieuses que fondées.

Plusieurs de nos colonies ont été en effet dotées d'un système foncier dont les principes essentiels furent empruntés à l'Act Torrens. La propriété foncière a été organisée sur ce modèle d'abord en Tunisie, puis suc-

cessivement au Congo, dans l'Afrique occidentale française, à Madagascar et à la côte des Somalis (1).

Or, il est à remarquer que dans presque tous ces pays il a fallu créer le régime de toutes pièces ; là où antérieurement il n'y avait pour ainsi dire aucun régime foncier organisé, il était relativement aisé d'introduire le système en question ; mais ailleurs, au Sénégal notamment où l'on était depuis 1830 sous le régime du Code civil, les difficultés à surmonter paraissaient plus sérieuses.

C'est ce qu'avait fait ressortir M. Chambaud, notre regretté vice-président de la Cour d'appel de l'Indochine, dans une étude dont il avait été chargé par le Département des colonies en 1889 (2), sur les « conditions d'application possible de l'Act Torrens au Sénégal (3). » Déjà, à cette époque, on se préoccupait de la question. Elle a été mûrie depuis, et finalement les avantages du système ont prévalu et les appréhensions manifestées contre son application au Sénégal en particulier n'ont pas empêché la réforme d'aboutir. Si donc on a pu arriver à doter cette colonie d'un régime foncier inspiré du système du *real property act*,

(1) V. notamment pour le Congo, le décret du 28 mars 1899 ; pour l'Afrique occidentale française, le décret du 24 juillet 1906 réformant ceux des 20 juillet et 5 août 1900 et 24 mars 1901 sur le régime de la propriété foncière dans les colonies du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey et de la Guinée française ; et enfin pour Madagascar le récent décret du 4 février 1911.

(2) M. Chambaud était alors conseiller à la Cour du Sénégal.

(3) Cette étude a été publiée dans le *Recueil général de jurisprudence*, Penant, vol. 1907, Doctrine, p. 26 et s.

à plus forte raison pourrait-on essayer de l'introduire en Cochinchine où la propriété est déjà organisée de telle façon que la plupart des droits réels se rapportant à un immeuble déterminé peuvent être mentionnés sur les livres fonciers existants.

A vrai dire, il n'y a pas de raisons sinon préconçues pour refuser d'examiner l'utilité d'une adaptation plus ou moins large de ce système à la propriété foncière annamite, là où elle est affirmée suffisamment par l'inscription au *dia bô* dont les énonciations font foi quant à présent, en tout état de cause, jusqu'à preuve contraire. D'ores et déjà, dire que l'inscription au *dia bô* constitue une présomption de propriété en faveur de l'inscrit, c'est admettre en principe que cette inscription supplée aux titres de propriété, le cas échéant, et par conséquent c'est s'engager dans une voie qui conduira nécessairement, le jour où les énonciations du *dia bô* concorderont rigoureusement et uniformément avec les indications du plan cadastral, en même temps qu'elles renseigneront exactement sur les origines, les mutations et les charges de la propriété, à reconnaître à toute inscription régulière la même force attributive de propriété qu'à l'immatriculation de l'Act Torrens (1). Sans vouloir d'ailleurs retracer ici l'économie

(1) « Le fait seul de la formation des registres fonciers, écrivait M. Chambaud, implique l'établissement d'un cadastre d'ensemble avec lequel ces registres doivent être en parfaite concordance. » C'est donc bien la création préalable du cadastre qui sert de base à l'Act australien, « car c'est sur lui que se groupent successivement les

du régime foncier de la Cochinchine (1), il est bon de rappeler, en la circonstance, la tendance de plus en plus accentuée à accorder aux inscriptions qui figurent au livre foncier indigène une autorité prépondérante.

Quoi qu'il en soit, deux législations sont en présence, ne l'oublions pas, l'une applicable aux indigènes dans leurs rapports entre eux, l'autre aux Européens jusque dans leurs rapports avec des indigènes.

L'existence d'un double mode de constatation des mutations immobilières a entraîné jusqu'à ces derniers temps des complications qui ont eu leur source dans des conflits d'intérêts provoqués par l'inégalité des droits constitués sous l'empire des lois en vigueur, les uns, ceux au profit de l'Européen étant théoriquement opposables à tous, tandis que les autres, ceux de l'indigène, le seraient seulement aux tiers indigènes.

En réalité, ce n'est pas tant la coexistence de statuts réels différents que le défaut de relation entre les deux modes de publicité qui fait que la condition juridique d'un immeuble peut se trouver viciée lorsqu'elle est déterminée par les deux statuts à la fois. A tout prendre, nous sommes d'avis qu'il n'y a pas incompatibilité entre la loi française et la loi annamite, mais encore faut-il régler les choses de manière à en concilier les effets ; car dès l'instant qu'ils

immeubles immatriculés en même temps que sont constatées... toutes les modifications que peuvent subir les dits immeubles. »

(1) On en trouvera les éléments dans mon étude sur la propriété annamite.

se contrarient, le régime foncier en équilibre sur un pareil échafaudage, s'ébranle avec lui. Or, plus les transactions se multiplieront dans les deux ordres de procédure, et plus il y aura de droits régis par l'une et l'autre législations, affectant les mêmes immeubles, plus ils entreront en conflit. Moins maintenant, peut-être, depuis qu'une mesure vient d'être édictée qui réalise en partie la plus urgente des améliorations que nous réclamions il y a trois ans (1). C'est un arrêté du Gouverneur général, en date du 11 novembre 1911 qui la consacre en prescrivant la transcription sur les *dia bô* des provinces des actes ou jugements portant mutation ou constitution de droits réels sur la propriété immobilière (2).

Désormais, les droits réels affectant un immeuble devront tous être mentionnés sur le *dia bô*, ceux, du moins, qui résulteront d'actes ou jugements s'appliquant à des parcelles déterminées, pourvu que ces parcelles y soient indiquées par leurs numéros et d'une manière précise et détaillée (3). Aux termes de l'arrêté, une copie conforme, sur papier libre, de l'acte ou jugement à « transcrire » devra être, par les soins des greffiers, receveurs de l'enregistrement ou notaires, transmise au conservateur de la propriété foncière du lieu où se trouvent les immeubles, dans

(1) Mathieu, *op. cit.*, p. 46, et appendice, *in fine*.

(2) Penant, *Recueil*, avril 1912, Documents législatifs et administratifs, p. 80.

(3) La publicité au *dia bô* n'est en effet possible actuellement qu'à cette condition : V. du moins, *infra*, p. 238.

un délai d'un mois au maximum après que l'acte aura été reçu ou enregistré, ou la grosse du jugement délivrée, sous peine d'une amende de 4 piastres qui sera prononcée par le tribunal civil à la requête du ministère public.

Pourquoi un délai d'un mois? Nous trouvions déjà trop long le délai de cinq jours prévu antérieurement — par une simple circulaire, il est vrai — pour la notification que les receveurs de l'enregistrement étaient invités à adresser à l'administrateur conservateur de la propriété indigène, des actes donnant lieu à mutation immobilière. En même temps qu'on faisait de l'accomplissement de cette formalité une obligation qu'on prenait la peine de sanctionner, que n'a-t-on fixé un délai aussi court que possible? Sans compter que, par ailleurs, aucun délai n'est prévu pour la transcription au *dia bô*, une fois faite la notification exigée. Que de difficultés pourront naître encore de ce chef (1)?

Quoi qu'il en soit, on peut voir dans la mesure prescrite un progrès, encore que tardif, et il faut espérer que dorénavant, s'il n'est apporté aucune négligence dans l'observation des formalités ci-dessus, les contestations auxquelles a donné lieu si fréquemment le con-

(1) V. la note dans le *Recueil Penant* : «...En cas de vente à deux acquéreurs simultanés par un vendeur de mauvaise foi, ou de constitution de nantissement ou d'hypothèque à deux créanciers différents, la préférence devra-t-elle quand même toujours appartenir au plus diligent? C'est une lacune fort regrettable; la mauvaise foi aura encore beau jeu. »

cours entre droits réels nés sous l'empire des deux législations, seront évitées dans la plupart des cas ; que, notamment, lorsqu'un créancier français et un créancier annamite auront à se prévaloir concurremment de droits réels sur un immeuble appartenant au même débiteur, la mention qui en sera faite au *dia bô* déterminera pratiquement sinon juridiquement, le rang hypothécaire de chacun.

Ainsi se trouvera établie une corrélation assez étroite entre les registres hypothécaires français et le livre foncier indigène, corrélation qui, sans être aussi absolue que nous l'aurions souhaité, répondra dans une certaine mesure aux besoins de la situation.

Il ne serait d'ailleurs pas impossible d'obtenir un résultat plus parfait ; il suffirait même pour cela, ainsi que nous l'avions proposé, de réunir en une seule administration tout ce qui intéresse la propriété du sol, en quelque main qu'elle réside et quel que soit le statut réel qui la régit ; à cette administration serait tout naturellement rattaché le cadastre. Dans chaque province, il y aurait un conservateur responsable dans toute l'étendue de ses attributions ; il assurerait la tenue régulière de tous les registres qui, de cette façon, seraient mis à jour dans le même temps (1).

(1) Cf. Mathieu, *op. cit.*, appendice, p. 171. — Ainsi, toutes les fois qu'un immeuble appartenant à un indigène deviendrait la propriété d'un Européen ou inversement, le conservateur serait tenu, en même temps qu'il opérerait la mutation ou la transcription sur le registre sur lequel cet immeuble devrait désormais figurer, d'en faire mention

En tout cas, dès à présent, vu les prescriptions de l'arrêté de 1911, rien ne saurait plus s'opposer, semble-t-il, à ce qu'il soit accordé aux mentions du *dia bô* la même valeur

sur l'autre registre, de façon à renseigner immédiatement les tiers appelés à contracter avec l'ancien propriétaire, absolument comme l'officier de l'état civil est obligé à certaines formalités strictes pour prévenir les tiers chaque fois qu'un changement est survenu dans l'état des personnes. Il est de fait qu'on peut risquer la comparaison, car, étant donnée la tenue double également des registres de l'état civil — l'un indigène, l'autre européen —, il peut arriver, par exemple, qu'un enfant naturel inscrit primitivement sur le registre des naissances indigènes soit ensuite reconnu par un Français, et dans ce cas il doit être rayé de l'état civil indigène et porté sur l'état civil européen. Il en serait de même lorsqu'un immeuble inscrit au livre foncier indigène serait affecté à la sûreté d'une créance hypothécaire au profit d'un Européen. Celui-ci ayant contracté avec l'indigène sous l'empire de la loi française aurait requis son inscription au bureau des hypothèques dans les formes et suivant la procédure du Code civil; mais comme l'immeuble en question n'en demeurerait pas moins la propriété de l'indigène, le conservateur ne pourrait se dispenser d'ouvrir le livre foncier indigène afin d'y contrôler l'identité de l'immeuble hypothéqué et d'y mentionner l'obligation venant grever cet immeuble. Ici encore, l'opération présenterait une certaine analogie avec ce qui a lieu pour l'état civil des personnes : par exemple, la femme annamite qui épouse un Français ne cesse pas d'être inscrite sur le registre des naissances indigènes où il doit nécessairement être fait mention du mariage contracté en marge de l'acte de naissance. Quel est l'officier de l'état civil qui, en l'état actuel, négligerait impunément cette formalité, sous prétexte que l'état civil indigène n'étant pas régi par le Code civil, les prescriptions de la loi française ne sauraient s'étendre à une institution créée à côté et régie par d'autres textes applicables aux seuls indigènes? Est-ce à dire que la propriété du sol soit susceptible comme les personnes de changer d'état civil, autrement dit de condition juridique? En vérité, la question peut bien se poser dans un pays où tous les droits réels ne dérivent pas

probante qu'aux inscriptions hypothécaires avec lesquelles elles ne risqueront plus d'être en désaccord comme autrefois ; les unes aussi bien que les autres pourront faire foi à l'égard de tous, et l'on ne tardera pas à reconnaître la supériorité du livre foncier où chaque immeuble est désigné par un numéro correspondant à celui du plan cadastral avec lequel, nous l'avons dit, il est indispensable qu'il soit également en parfaite concordance. A cette seule condition même, le *dia bô* n'aura plus rien à envier aux registres Torrens d'Australie, pas plus d'ailleurs qu'aux livres fonciers allemands qu'on lui a comparés quelquefois.

Un dernier point resterait encore à régler touchant la constatation de certains droits réels, tels que ceux qui résultent, par exemple, d'un jugement emportant hypothèque judiciaire.

Dans l'arrêté de 1911, il a été stipulé que « la trans-

d'une même loi, et où quelques uns de ces droits sont étroitement attachés à l'individu : il en est ainsi de certains droits occultes que la loi française établit sur les biens du mari, du tuteur, pour ne citer que ceux-là, et que la loi annamite ne reconnaît pas. Par contre, l'usufruit légal de la veuve, le nantissement immobilier créent des droits dont s'accommoderait fort peu notre Code civil. La capacité des personnes n'étant pas identique de part et d'autre, dès qu'elle entre en jeu pour régler l'étendue des droits réels auxquels peuvent prétendre Français et Annamites, il importe d'y conformer le régime foncier lui-même. Et voilà pourquoi précisément nous devons renoncer, au moins présentement, à l'espoir de réaliser l'unité de statut réel, quel que puisse être, aux yeux de certains, l'intérêt d'une pareille réforme ; elle serait pleine de dangers sur lesquels nous n'avons pas besoin d'insister ici.

cription sur les *dia bô* des jugements emportant hypothèque judiciaire ne pourra être exigée des conservateurs de la propriété foncière, s'il ne leur est fourni un état détaillé des parcelles auxquelles cette sûreté s'applique. »

Évidemment, la difficulté de procéder autrement vient de ce que la façon dont les *dia bô* sont tenus diffère essentiellement du mode d'inscription sur nos registres hypothécaires; ici, les inscriptions sont faites au nom des propriétaires, tandis que dans le livre foncier annamite, comme dans le registre australien, chaque immeuble a une individualité propre, indépendante de la personne du propriétaire. De sorte que quand il s'agit d'une inscription d'hypothèque générale prise sur l'ensemble des immeubles appartenant à un même propriétaire, sans qu'il soit spécifié quels sont ces immeubles, l'inscription de cette sûreté au *dia bô* est impossible.

Cela étant, ne conviendrait-il pas d'appliquer dans la colonie, comme on l'a fait ailleurs, du reste, le principe de la spécialité des hypothèques (1)? Ce serait peut-être la meilleure solution au point de vue de la sécurité absolue des garanties immobilières sans laquelle les capitaux hésiteront à se risquer dans des opérations de crédit à long terme.

Il y en aurait une autre, qui, certes, ne présenterait

(1) Il est en effet appliqué sans réserve dans le système Torrens et l'on ne peut s'empêcher de constater que la réforme ici encore aurait les plus heureux effets. Sans compter qu'elle ne serait guère plus osée qu'au Sénégal où nous savons que le système hypothécaire du Code civil était en vigueur autrefois.

pas le même avantage, mais qui permettrait en tout cas d'assurer la conformité rigoureuse des deux publicités, tout en respectant les lois en vigueur. Elle consisterait tout simplement en ceci : chaque livre foncier serait muni d'un répertoire alphabétique, analogue à ceux des registres hypothécaires, qui renverrait pour chaque nom aux numéros des immeubles le concernant.

En fait, du reste, les choses ne sont pas si compliquées qu'elles paraissent l'être ; car, dans la pratique du moment, il arrive couramment d'avoir à relever sur le *dia bò*, à la demande des particuliers, des inscriptions par noms de propriétaires, relevé d'autant plus aisé à établir qu'il est tenu autant de registres qu'il y a de villages et que, dans ces conditions, l'indication du village suffit à faciliter les recherches.

Pour tout résumer d'un mot, nous dirons que, la tenue par parcelles du livre foncier, avec en regard de chaque numéro parcellaire un numéro correspondant du plan cadastral et le nom du propriétaire inscrit, garantissant la rectitude des énonciations de toute nature intéressant n'importe quel immeuble comme n'importe quel propriétaire inscrit — et cela plus commodément encore au moyen du répertoire dont nous avons parlé, — le système de publicité hypothécaire ainsi organisé est appelé à assurer aux tiers le maximum de sécurité, en l'état actuel de la législation locale.

III. — Il s'agit de savoir, maintenant, sur quoi pourront

tabler les prêteurs pour estimer la valeur des garanties immobilières qui leur seront offertes ; car il ne suffit pas que la situation hypothécaire d'un immeuble soit exactement révélée aux tiers, il faut encore qu'ils sachent par avance ce que vaut le gage.

Pour ce qui est des terres actuellement cultivées, la nouvelle classification des rizières peut être considérée en principe comme la meilleure base d'évaluation de la terre, au point de vue du crédit foncier agricole.

Jusqu'en 1909, les rizières de Cochinchine étaient classées, au point de vue de l'impôt foncier qu'elles ont à acquitter, en trois catégories. La nouvelle classification, reconnue plus équitable en dépit des polémiques auxquelles elle a donné lieu, les répartit en six catégories ; elle est basée sur le rendement moyen à l'hectare, et tient compte en même temps de la valeur locative des terres. C'est plus de 1.500.000 hectares de rizières qui se trouvent ainsi cataloguées suivant leur produit moyen sur les registres d'impôt appelés *bô diên*, à la confection desquels il est procédé chaque année.

La réforme qui vient d'être accomplie n'aura pas seulement sa répercussion dans la peréquation de l'impôt foncier ; s'il est vrai, comme certains l'assurent, que l'évaluation officielle doit être regardée comme un minimum, il y a évidemment le plus grand parti à tirer d'un élément d'appréciation aussi précieux (1).

(1) M. de Pouvoirville est même d'avis que le classement légal, régulier et périodique des terres cultivées est le principal élément

Malheureusement, il y aura à tenir compte de ce fait que, dans quelques provinces, les commissions de classement n'ont pas toujours fonctionné régulièrement : témoin notamment les réclamations et protestations à ce sujet signalées à diverses reprises dans le bulletin de la Chambre d'Agriculture (1). Dans ces conditions, on ne saurait trop user de circonspection dans l'utilisation de cette référence, tant que n'auront pas été corrigés les vices résultant d'opérations mal conduites.

Il n'en est pas moins vrai qu'en tous autres lieux où la reclassification a été faite avec soin — et il n'y a aucune raison pour que l'Administration ne tienne pas la main à ce qu'elle le soit partout — on doit pouvoir tabler sur une base d'évaluation moyenne ayant quelques chances d'être exacte, quoi qu'on en ait dit (2).

Sous toutes réserves, cependant ; car il ne faut pas trop s'abuser. Dans un pays où des milliers d'hectares de terrain sont encore inexploités, pour cette unique raison que la main d'œuvre y est relativement insuffisante, on peut dire qu'il n'y a guère de monopole pour les déten-

du crédit agricole dans notre colonie. V. la *Politique Indochinoise* du 24 octobre 1908.

(1) V. les n^{os} de février et mars 1910.

(2) On a prétendu, en effet, que, les commissions n'étant composées que de « fonctionnaires indigènes » (chef de canton, conseiller de province et notables des villages) obéissant tous aux injonctions des Administrateurs préoccupés surtout d'obtenir une plus-value de l'impôt, toutes les chances d'appréciation de la valeur des terrains étaient en faveur de l'Administration. Il ne faudrait pourtant pas exagérer.

teurs de bonnes terres, et par conséquent la rente du sol est faible. Nous devons toutefois reconnaître que, dans certaines régions, les rizières à grand rendement sont déjà très recherchées (1) ; pour celles-là donc, il n'est pas à craindre que l'évaluation basée sur ce rendement soit excessive. Mais ailleurs, où le sol ne vaut que par sa mise en valeur, qu'advient-il si, en cas d'expropriation faute de paiement, la terre reste pour compte au prêteur ? Il suffira de prévoir le cas pour limiter d'autant le crédit.

Aussi bien, les prêts étant amortissables et le taux d'intérêt peu élevé, on aura rarement recours à l'exécution du gage. S'il en était autrement, il faudrait renoncer à créditer toute entreprise agricole naissante, et le but poursuivi ne serait pas atteint.

D'une façon générale, d'ailleurs, il est indispensable, pour qu'un système de crédit tel que nous le concevons rende à l'agriculture les services qu'on est en droit d'en attendre, que le crédit soit limité non pas tant à la valeur présumée du gage, lequel garantit en l'espèce la solvabilité de l'emprunteur, qu'à la mesure dans laquelle il peut être utile à ce dernier.

Toute institution de crédit agricole, en Cochinchine comme partout ailleurs, doit avoir pour principal objectif l'intérêt de l'agriculteur. Suivant le vœu exprimé il y a

(1) On peut considérer qu'il y a comme une rente de situation pour les propriétaires de ces rizières le plus souvent avantagées par les travaux de canalisation entrepris parfois à très grands frais par l'Administration locale. De là une plus-value réelle incontestable.

longtemps déjà par M. Durand dans son ouvrage remarquable *Le crédit agricole en France et à l'étranger*, les sociétés de crédit agricole devraient s'astreindre avant tout à examiner l'emploi que l'emprunteur veut faire des capitaux qu'il leur demande et à ne prêter qu'en connaissance de cause. « Il faudrait, préconise l'auteur dont nous nous inspirons ici, que les sociétés de crédit agricole ne se bornassent point au rôle de banquiers, mais fussent les conseils, les tuteurs de leur clientèle, dont l'éducation économique n'est pas encore faite. Mais pour restreindre ainsi le chiffre de ses affaires, pour renoncer aux bénéfices de prêts qui, préjudiciables à l'emprunteur, rapporteraient cependant à la société, il faut que cette société ne soit pas fondée exclusivement en vue de faire valoir ses capitaux, il faut qu'elle soit fondée surtout dans l'intérêt de sa clientèle ; or, on ne peut demander cette abnégation à des capitalistes : c'est à ceux à qui l'établissement devrait profiter qu'il appartient de le fonder ; c'est aux emprunteurs à constituer pour eux-mêmes une société coopérative de crédit (1). »

Qu'on n'aille pas surtout nous accuser de subir le mirage des résultats obtenus en Europe par une forme d'association qui serait une nouveauté de plus à introduire dans un milieu si différent du nôtre par ses mœurs et ses institutions. Il nous sera facile de répondre qu'il s'agit si peu d'innover que des sociétés indigènes de prévoyance, de prêts et de

(1) Louis Durand, *Le Crédit agricole en France et à l'étranger*, p. 738.

secours mutuels ont été créées au Tonkin depuis plusieurs années et qu'elles fonctionnent déjà régulièrement. Ces sociétés ont pour but de « permettre à leurs membres, cultivateurs ou ouvriers agricoles, de contracter les emprunts en nature ou en argent nécessaires au développement de leurs cultures, à l'augmentation de leur outillage et à l'accroissement de leurs troupeaux. Elles doivent aussi leur procurer des assurances collectives contre les pertes de récoltes ou de bestiaux causées par les typhons, les inondations, la sécheresse ou les épizooties, et leur venir en aide en cas de maladie ou d'accident; en cas de décès, elles assurent à leurs membres des funérailles convenables (1). »

A la vérité, rien ne paraît mieux convenir au tempérament des Annamites; ceux-ci ont en effet, comme on l'a dit, la compréhension innée des avantages qui peuvent découler de l'effort des collectivités.

Dans ces conditions nous sommes autorisé à penser que le système que nous allons préconiser est susceptible d'une application des plus aisées et permettrait dans

(1) V. les rapports officiels publiés sur la *Situation de l'Indo-Chine de 1902 à 1907* : « Ces sociétés ont une certaine analogie avec les sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels qui fonctionnent en Algérie et dont l'existence a été reconnue officiellement dans cette colonie par la loi du 14 avril 1893. Comme les sociétés algériennes, les sociétés de prévoyance, de secours et de prêts mutuels tonkinoises sont placées sous la tutelle administrative. Il importe, en effet, que ces sociétés, essentiellement indigènes, soient surveillées et contrôlées et que l'emploi de leurs fonds soit connu en tout temps de l'Administration. Ces sociétés ont été instituées par arrêté du 14 juillet 1907. »

une assez large mesure d'atteindre le but auquel on vise depuis si longtemps.

IV. — Au lieu de persévérer dans nos procédés routiniers, au lieu de nous cantonner dans des opérations de banque du genre de celles qui ont été essayées jusqu'ici dans la colonie, en attendant la clientèle derrière les guichets d'une caisse, non sans subordonner l'offre de crédit à tout un ensemble de formalités lentes et compliquées, sollicitons les indigènes, édifions-les sur nos intentions et persuadons leur que nous nous intéressons à eux.

Commençons par favoriser, encourager, provoquer même la création d'associations coopératives de crédit entre cultivateurs d'un même village. Que dans chaque commune, par exemple, il se forme une association dont les membres seraient tous inscrits sur les rôles d'impôt et domiciliés dans la commune. Une fois l'association constituée, sous les auspices de l'administration provinciale, elle remplirait d'abord l'office d'intermédiaire désintéressé entre prêteur et emprunteur pour le crédit réel à long terme; quel que soit, en effet, le gage immobilier sur lequel doit reposer la garantie de ce mode de crédit, le rôle de l'association dans l'opération ne saurait être négligé, car, étant à même de se rendre compte des besoins des emprunteurs, ses membres, et de l'opportunité de leurs demandes, si ceux-ci voulaient se lancer à l'aventure dans quelque entreprise folle, à l'aide des capitaux qu'ils trouveraient à emprunter, séduits par les

conditions avantageuses qui leur seraient faites, l'association saurait, dans leur propre intérêt, prévenir le danger, le cas échéant. Elle serait, d'autre part, autorisée à emprunter sous la solidarité de ses membres les capitaux destinés à être avancés à ceux d'entre eux auxquels le crédit personnel conviendrait mieux suivant leurs besoins et dans des conditions qui seront déterminées ci-après.

Les capitaux seraient prêtés aux associations communales par une société de crédit agricole qui serait instituée à cet effet à Saïgon, autant que possible avec le concours de la Banque de l'Indochine qui, aux termes de l'article 15, § 13 de ses statuts est autorisée à participer à la création d'entreprises financières ayant leur objet dans les pays où elle possède des établissements; au besoin, la société serait subventionnée par la Colonie (1).

Cette société fonctionnerait sous le contrôle de l'Administration; elle serait tenue d'avoir dans chaque province un délégué qui aurait qualité pour traiter en son nom avec les associations communales de l'arrondissement. Elle aurait pour objet, non seulement de prêter à ces associations, mais aussi de consentir des prêts individuels à long

(1) Il pourrait cependant y avoir intérêt pour l'établissement de crédit en question à se passer du concours financier de la colonie; il y gagnerait l'indépendance d'action nécessaire pour diriger ses opérations comme il l'entendrait. Mais, d'un autre côté, une banque ne peut guère prospérer si elle est réduite à travailler avec son seul capital social; il faudrait donc tout au moins autoriser celle-ci à émettre des obligations dont le montant serait employé tout spécialement en prêts agricoles à long terme.

terme sous forme d'ouverture de crédit avec garantie hypothécaire; pourraient seuls obtenir une ouverture de crédit les membres des associations communales dont les demandes auraient été approuvées par l'association à laquelle ils appartiendraient. Chaque demande serait adressée à la banque agricole accompagnée d'un extrait du *dia bô*, doublé d'un état négatif délivré par le bureau des hypothèques (1), révélant la situation hypothécaire de l'immeuble offert en garantie, et d'un extrait du *bô diên* de l'année courante. Le crédit maximum à consentir à chaque emprunteur serait limité, par exemple, à la moitié de la valeur de l'immeuble officiellement constatée.

Quant à la garantie hypothécaire, elle pourrait être prise dans les conditions déterminées en France par la loi du 19 mars 1910. Une disposition législative analogue interviendrait à cet effet, applicable dans la colonie à l'opération financière dont s'agit. Ainsi, l'ouverture de crédit hypothécaire étant accordée, les emprunteurs resteraient maîtres d'y recourir au fur et à mesure de leurs besoins, en passant par l'intermédiaire de leur association. Ils obtiendraient en temps opportun les fonds qui leur seraient nécessaires et leurs immeubles n'en seraient grevés que graduellement, suivant l'utilisation qu'ils en auraient faite. Comme l'inscription hypothécaire serait

(1) Cette double formalité paraît, en effet, indispensable, en l'état actuel de la législation.

prise en raison des avances réellement effectuées (1), l'ouverture de crédit serait suspendue de plein droit au cas où on viendrait à constater l'existence d'une créance hypothécaire ou d'un nantissement constitué au profit d'un tiers pendant la durée du compte courant ouvert par la banque.

Les prêts seraient remboursables en quinze ans et par annuités ; les échéances seraient fixées invariablement au moment de la récolte. Si une année, par suite de mauvaise récolte dûment attestée par l'association, quelques-uns de ses membres ne pouvaient pas payer, l'échéance serait prorogée d'une année au terme de laquelle ils auraient à rembourser à la fois le montant de l'arriéré et le montant de l'annuité échue à cette date. Ils pourraient d'ailleurs, dans les limites du crédit qui leur aurait été ouvert, recevoir dans l'intervalle les avances nécessaires pour parer aux dommages éprouvés et poursuivre leurs travaux.

Le taux d'intérêt à percevoir par la banque agricole pourrait être fixé à 8 % l'an et laisser encore une marge assez large aux emprunteurs pour leur permettre non seulement de s'acquitter régulièrement de leurs charges, mais même de prélever facilement sur le produit d'une seule récolte moyenne le montant de deux et peut-être trois annuités non payées, au cas où, la fatalité s'en mêlant, ils auraient eu à éprouver coup sur coup, plu-

(1) Nous supposons d'ailleurs l'inscription *gratuite* et renouvelable dans les mêmes conditions.

sieurs années de suite, des pertes de récolte sérieuses. En même temps, cet intérêt serait suffisant pour permettre à la banque de payer les arrérages des capitaux mis à sa disposition et se constituer un fonds de réserve.

La banque agricole, avons-nous dit, prêterait d'autre part aux associations communales elles-mêmes, sous la responsabilité solidaire de tous leurs membres. C'est, en effet, grâce à cette solidarité que les associations de crédit rural ont pu prospérer à peu près partout, et principalement en Allemagne (1).

Le principe de la solidarité illimitée des associés assure aux capitalistes une garantie certainement appréciable ; ceux-ci auront, par suite, une confiance bien plus grande en la solvabilité de l'association dont les membres ne seront jamais tous à la fois dans une situation précaire. Dans ces conditions, une société de crédit sera naturellement disposée à faire des avances à des associations constituées dans la colonie d'après le principe des coopératives ou mutuelles agricoles qui fonctionnent en Europe ; celle à laquelle nous songeons ici aurait, du reste, à ce point de vue, la même raison d'être que nos caisses régionales en France, lesquelles « ont pour but de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les membres des sociétés locales de crédit

(1) Sur les caisses de prêts de Raiffeisen, consulter Durand, *Le crédit agricole en France et à l'étranger*, ch. VI.

agricole mutuel de leurs circonscriptions et garanties par ces sociétés (1). »

En tout cas, on peut être assuré que les collectivités indigènes adhéreraient à la combinaison d'autant plus volontiers qu'elles sauraient que leur responsabilité ne doit être engagée qu'en vue de servir les intérêts mêmes de ceux qui feront partie de l'association et dans la mesure où, dans l'ensemble, elles profiteraient des avantages de l'opération. La mutualité a déjà été prêchée parmi les Annamites et, encore une fois, le milieu paraît très favorable à son développement.

Donc, les associations communales agricoles dont nous préconisons la formation seraient créées essentiellement dans le but de procurer du crédit à leurs membres aux meilleures conditions possibles. Ces membres, tous propriétaires fonciers — petits propriétaires, bien entendu, pour la plupart, — se recruteraient tout naturellement dans la clientèle actuelle des usuriers chinois et chettys. Les avantages que procurerait l'association leur apparaîtraient dès le début indéniables. En effet, comme ils ne devraient venir en aide qu'à eux-mêmes, les associés, à cause précisément de l'obligation de faire partie d'une société pour pouvoir emprunter, seraient de ce fait très nombreux, d'autant que, pris isolément, chacun d'eux ne jouirait que d'un crédit minime qu'en tout cas il devrait payer très cher, comme cela arrive présentement. Avec la

(1) Loi du 31 mars 1899, art. 2.

garantie du groupement et non plus seulement celle des individus, le problème du crédit agricole n'est pas loin d'être résolu (1).

Les associations communales pourraient être conçues quant à leur objet sur le modèle des sociétés de prévoyance, de secours et de prêts mutuels tonkinoises auxquelles il a été fait allusion plus haut, en même temps qu'elles procéderaient dans une certaine mesure du principe des caisses rurales du type Raiffeisen en particulier qui est du reste le plus répandu, c'est-à-dire qu'elles se constitueraient sans capital et ne distribueraient aucun dividende ; les bénéfices qu'elles feraient servir dient à leur constituer un fonds d'épargne indivisible. Leurs membres étant solidairement responsables *in infinitum* sur tous leurs biens vis-à-vis la société de crédit, aucun prêt ne serait consenti par elles sans que l'emprunteur justifiât de l'usage qu'il entendrait faire du crédit.

D'un autre côté, les opérations de chaque association étant limitées à une seule commune, il lui serait facile d'être renseignée suffisamment sur la situation et le degré de solvabilité de chacun de ses membres (2). *A fortiori*

(1) Cf. Delachenal, *Les caisses régionales de crédit agricole mutuel*. « C'est ainsi, observe cet auteur (p. 147), que l'Allemagne s'est efforcée de relever son agriculture si compromise. Les Allemands.... ont compris que, là où l'effort individuel était impuissant, il fallait recourir à l'association et ils en ont fait le grand levier du crédit agricole. » Il y a tout un enseignement à tirer de l'expérience allemande dans cette voie.

(2) On est édifié sur la certitude absolue des renseignements qui

l'association serait-elle à même de surveiller l'emploi de l'argent emprunté. Elle pourrait d'ailleurs aussi bien faire des prêts en nature, ou mieux encore acheter des semences, voire des instruments ou des animaux de labour et les revendre à crédit à ses membres. Le prix en serait payé au besoin en nature sur les produits récoltés, de même que le montant de la plupart des prêts qui viendraient à échéance au moment de la récolte. L'association pourrait accorder des délais, proroger les échéances, si les circonstances l'exigeaient; dans tous les cas elle serait toujours tenue de payer régulièrement les intérêts à la banque.

Comme les sociétés du Tonkin, les associations commu-

peuvent être ainsi obtenus entre cultivateurs voisins, rien que par la lecture de ces observations de M. Durand sur les associations allemandes dont les opérations sont précisément limitées à une seule commune : « Les paysans connaissent parfaitement la situation de leurs voisins..... Ils savent si la récolte de leur voisin a été bonne, si son bétail a prospéré, s'il a acheté ou vendu son grain ou ses élèves; ils savent s'il travaille du matin au soir, ou si, au contraire, il court les cabarets. Ils savent tout cela, et ils se surveillent d'autant plus assidûment que, comme membres de la *Darlehenskasse*, ils sont responsables solidairement des emprunts contractés par l'un d'eux; comme le disait un paysan de Loreggio à M. Wallemborg : « Nous sommes cent qui nous épions mutuellement, de sorte qu'il n'est pas possible que l'un de nous manque à son devoir. » Mais cette surveillance devient impossible, si elle doit s'exercer en dehors de la commune; ce n'est que dans l'intérieur de la commune, entre gens qui se voient tous les jours et qui se rencontrent à chaque instant dans les champs, que peut exister cette connaissance complète des habitudes, des mœurs, et de la richesse de chacun. » *Op. cit.*, p. 221.

nales cochinchinoises seraient placées sous la tutelle et la surveillance de l'Administration à qui elles auraient à rendre compte périodiquement de l'emploi de leurs fonds. Il ne faudrait à aucun prix qu'elles fussent détournées de leur but qui ne serait pas seulement de procurer du crédit à leurs membres, mais aussi et surtout de s'assurer que l'emprunt leur sera vraiment utile ; il s'établirait ainsi entre les associés, comme on l'a constaté ailleurs, des liens de solidarité et de fraternité, et il en résulterait pour le moins, croyons-nous, une grande amélioration morale de la masse des agriculteurs indigènes (1).

Les prêts étant destinés principalement à l'achat de semences, d'animaux et d'instruments agricoles, peu importerait la forme des emprunts, pourvu que l'opportunité des dépenses fût reconnue. Ainsi, l'intérêt de l'agriculture ne serait jamais perdu de vue.

Il va de soi que la nécessité de n'admettre comme associés que des individus travailleurs, honnêtes et solvables serait primordiale.

Mais encore, quelle garantie aurait l'association communale ? On se rend compte aisément que les avances qu'elle consentirait à ses membres seraient en général de peu d'importance relativement (2). Les associés y auraient

(1) On peut encore invoquer ici l'exemple allemand : « *La Darlehenskasse*, dit M. Durand (*op. cit.*, *loc. cit.*) agit puissamment pour amener l'union et la concorde dans un village. »

(2) Rappelons que pour les emprunts destinés à des aménagements et améliorations de toute nature, tels que travaux de défri

recours de préférence surtout à la suite d'une mauvaise récolte, pour en atténuer les conséquences immédiates. Dans ces conditions, il ne faut pas songer à constituer en faveur de l'association ni gage, ni nantissement; la combinaison ainsi étayée serait impraticable, étant donné les besoins auxquels elle devrait répondre. Nous risquerions trop de prêter le flanc aux critiques que nous même avons formulées à propos du système de prêts sur récoltes usité jusqu'ici, si nous concevions la possibilité pour l'association de faire pratiquement autre chose que du crédit personnel (1).

Toutefois, ne serait-il pas possible d'autoriser l'association à se prévaloir d'un privilège qui résulterait pour elle de ce que les avances qu'elle aurait consenties à ses membres auraient servi à acheter les semences, instruments et animaux de labour et à faire les frais de la récolte de l'année, privilège qu'elle pourrait exercer sur les fruits par préférence à tous autres créanciers? Ce privilège serait comme une extension de celui qui appartient au vendeur, extension déjà admise d'ailleurs par notre Code civil en faveur du bailleur d'un fond rural; celui-ci, en effet, ne jouit pas seulement du privilège qu'il a comme gagiste

chement, de culture, d'irrigation, d'endiguement, etc., pouvant entraîner de grosses dépenses, c'est l'ouverture de crédit hypothécaire à long terme qui paraît plutôt indiquée; or, ici, ce ne serait pas le cas.

(1) Aussi bien, étant donné les circonstances, elle ne pourrait normalement consentir que des prêts à court terme, c'est-à-dire, en principe, des prêts à l'année, d'une récolte à l'autre au maximum.

sur les meubles ou objets déposés dans les lieux loués, il en a un autre qui porte sur les fruits et récoltes de l'année et est alors comparable à un vendeur : « il est privilégié parce qu'il a mis la chose dans le patrimoine de son débiteur (1). » Or, la même considération pourrait justifier le privilège que nous réclamons ici pour l'association.

De sorte que, s'il arrivait qu'un de ses membres, débiteur envers elle à raison d'avances reçues dans les conditions ci-dessus, engageât à quelque tiers les instruments et les buffles achetés avec les fonds avancés, ou disposât de sa récolte avant d'avoir remboursé ces avances, l'association, dans le premier cas, se trouvant en conflit avec le créancier nanti, devrait lui être préférée; de même, en cas de vente du grain récolté, l'association pourrait encore exercer son droit de préférence sur le prix, à concurrence du montant des sommes dues (2). De toute façon, l'association primerait

(1) V. Planiol, *Droit civil*, 2^e éd., II, n° 2624, p. 790.

(2) A la rigueur, une sanction pénale pourrait être prévue, analogue à celle édictée par le décret du 20 janvier 1910, ainsi que nous l'avons envisagé déjà pour les prêts actuels faits par la Banque de l'Indochine. V. *suprà*, p. 193. — Du reste, ce que nous proposons ici n'est pas autre chose que l'adoption d'une disposition en vigueur depuis longtemps en Suisse, dans le canton de Thurgovie. C'est une loi cantonale du 12 septembre 1851 que M. Durand a signalée à propos du crédit agricole en Suisse : « La loi thurgovienne du 12 septembre 1851 a pour but de faciliter aux paysans l'achat du bétail, en leur fournissant le moyen d'acheter au comptant, et les délivrer par conséquent de l'usure des marchands. Pour leur permettre de se procurer à bonne condition l'argent nécessaire pour solder comptant le prix de leur acquisition, la loi autorise la formation de caisses communales au profit de qui elle permet d'établir un

les autres privilèges, en raison de la qualité de sa créance ; et combien plus indiscutablement en serait-il ainsi, si, au lieu de prêter elle avait vendu elle-même les semences, etc... Le Code civil (art. 2102, 1^o, al. 4) ne reconnaît-il pas ce privilège au vendeur de semences et au vendeur d'ustensiles (1) ? Que ne s'en inspirerait-on ici ?

Il est à peine besoin de souligner qu'aucun motif sérieux ne saurait être invoqué, selon nous, pour interdire aux associations communales de se livrer à des opérations commerciales qui seraient, comme celle que nous prévoyons, dans l'intérêt de l'agriculture. Acheter des semences et des instruments agricoles pour les revendre à crédit à ceux des associés qui en auraient besoin, ne serait-ce pas faire encore du crédit agricole, et du meilleur peut-être ? Chaque groupement pourrait être outillé à cette fin, sans

droit de gage sur le bétail acheté avec les fonds prêtés par elles. » *Op. cit.*, p. 349 et suiv. C'est un gage sans dessaisissement, mais qui présente cette particularité qu'il ne peut être constitué qu'en faveur de la caisse communale et seulement *au moment de l'achat du bétail*. Et si le débiteur vend le bétail engagé dans ces conditions, il est, d'après la loi en question, passible avec ses complices des peines prévues pour la soustraction d'objets saisis. — On le voit, le système de la loi thurgovienne est ingénieux, et M. Durand nous apprend que « ces caisses ont rendu de si grands services que le gouvernement thurgovien s'est décidé à les encourager par des subventions. » Il est vrai que là, le crédit est limité à l'achat du bétail parce que la population du canton de Thurgovie ne se livre guère qu'à l'industrie pastorale ; mais rien n'empêcherait de tirer un autre parti de la combinaison, et c'est pourquoi nous n'hésitons pas à la préconiser ici, au moins subsidiairement.

(1) Ce privilège passe même avant celui du bailleur.

grands frais, et il est à présumer que cette manière de procéder rendrait les plus grands services aux cultivateurs.

De même, nous avons prévu que l'association pourrait accepter des remboursements en nature, sauf à créer, bien entendu, des greniers où seraient emmagasinés les riz ou autres produits reçus en paiement. L'opération ne comporterait guère d'aléa : au contraire, car les produits emmagasinés ne resteraient pas longtemps en réserve : d'abord, une partie des riz serait tout naturellement destinée à de nouveaux prêts en nature aux associés, s'il y a lieu ; et quant au reste, il pourrait être facilement réalisé au moment le plus propice de l'année, quand les cours sont élevés, et si l'association en retirait quelque bénéfice, il viendrait grossir son fonds d'épargne. Ainsi, nulle spéculation ne serait à redouter, puisque, quel que soit l'écart entre le cours du jour des échéances et celui du jour des réalisations par l'association, c'est la collectivité elle-même qui en profiterait.

Enfin, l'association ne pouvant pas toujours équilibrer exactement ses disponibilités et les prêts à consentir, il faudrait qu'elle pût être déchargée des intérêts à servir à la banque, en lui restituant les sommes dont elle ne trouverait pas le placement actuel.

Tel est, conçu dans ses grandes lignes, le système que nous proposons aux suggestions de ceux que la question intéresse.

V. — Nous sommes parti de cette idée que le crédit agricole indigène, pour répondre à tous les besoins, doit participer à la fois du crédit immobilier et du crédit personnel, du crédit individuel à long terme et du prêt à court terme, le premier impliquant, outre la garantie hypothécaire, le remboursement par amortissement, tandis que le second appelle la garantie solidaire d'une collectivité caution de tous les prêts à consentir à ses membres à l'aide de fonds avancés à la collectivité par une banque. De là les associations coopératives indigènes considérées comme la pierre angulaire de tout le système.

En présence des difficultés sans nombre auxquelles on s'est heurté depuis qu'on cherche un moyen de délivrer les Annamites de l'oppression des usuriers, il nous a semblé que jamais on n'aboutirait sans la coopération des collectivités intéressées. C'est seulement par l'union des cultivateurs groupés en associations qu'on arrivera à donner au crédit agricole en ce pays toute l'extension et l'opportunité désirables.

Le principe de l'association est à la base de tout progrès aujourd'hui, et quand les avantages qu'on en peut retirer sont tangibles comme ici, il n'y a pas d'hésitation possible. Avantages pour tous, remarquons-le : pour les prêteurs d'abord qui auront d'autant plus confiance que les groupements ne comprendront que des associés intéressés à leur prospérité mutuelle et dont la solvabilité sera garantie par ce seul fait qu'ils seront solidairement res-

ponsables les uns des autres (1) ; mais surtout pour les emprunteurs qui apprécieront d'autant mieux les facilités qu'ils auront de trouver sur place le crédit dont ils auront besoin, en s'adressant à leur association, que l'établissement de crédit aux formalités duquel ils répugnent tant à se soumettre jouera un rôle plus effacé. Plus d'intermédiaire autre que l'association qui sera leur chose à eux ; plus de doute à avoir sur le but des opérations. L'indigène membre d'une association qui lui prête directement sera enfin convaincu que c'est bien pour lui venir en aide qu'on lui prête et non pour spéculer sur ses besoins d'argent. Non seulement cela, mais les cultivateurs verront du même coup leurs forces multipliées par l'union. Et l'on peut bien citer ici cette phrase de M. Durand :

« Ce qui était impossible à l'individu isolé, devient facile à la collectivité unie. L'homme, qui était sans ressources et sans force pour résister à l'adversité, trouve un appui, un aide dans d'autres hommes comme lui, faibles

(1) C'est ce que M. Méline, dans un discours prononcé à la Chambre des Députés le 18 juin 1892, faisait valoir en faveur de la mutualité, lorsqu'il disait : « Il est trop évident que, si vous demandez à un agriculteur : Faut-il prêter de l'argent à votre voisin ? il vous répondra infailliblement : oui. Mais, si vous dites à cet agriculteur : prenez garde ; vous allez être la caution de ce voisin et, si vous vous trompez, vous en supporterez les conséquences, et vous serez obligé de payer pour lui ; alors on a la certitude que le renseignement sera bien donné et qu'il sera exact 99 fois sur 100..... »

comme lui, mais devenant forts par l'union de leurs faiblesses (1). »

Nul doute, assurément que l'essor économique de la colonie ne se ressente de la poussée que donnerait à la production agricole indigène l'introduction de cette panacée — comme on l'a appelée — qu'est la mutualité. Sans compter que si elle est déjà entrée en application au Tonkin, l'idée en avait germé peut-être avant en Cochinchine, notamment du temps de M. Rodier, lieutenant-gouverneur, qui, non seulement tenta d'organiser des sociétés de prévoyance et d'assistance mutuelle à l'instar des sociétés algériennes, mais obtint même du Gouverneur général qu'il prit un arrêté de principe à cet effet. Malheureusement, la tentative n'a pas eu de suite ; on se demande pourquoi ?

En dernière analyse, une fois reconnue l'utilité — la nécessité, pourrions-nous dire — des associations mutuelles indigènes qu'on ne saurait manquer d'encourager en tout état de cause, qu'il nous suffise d'insister sur ce seul point, à savoir : que les deux combinaisons que nous avons envisagées vont de pair, qu'elles répondent d'ailleurs à des besoins différents, et, par conséquent, ne sauraient être préférées l'une à l'autre.

La première repose entièrement sur la sécurité des garanties immobilières ; le crédit qu'elle doit procurer aux

(1) Discours à l'ouverture du Congrès des caisses rurales à Paris, en 1900.

propriétaires fonciers suppose l'entreprise de travaux de longue haleine. Grâce à l'ouverture de crédit hypothécaire, les indigènes pourront coordonner leurs efforts d'une façon plus rationnelle et plus suivie, en vue de l'aménagement de leurs exploitations rurales et même de la mise en valeur progressive de territoires encore incultes. En un mot, tous ceux, petits et moyens propriétaires, qui pourront offrir une garantie hypothécaire suffisante, trouveront dans ce mode de crédit les plus grandes facilités leur permettant d'étendre leurs cultures ou d'améliorer leur outillage (1).

Or, pour ce genre d'opération financière spécialement, nous avons prévu la création d'un établissement de crédit agricole ; cette création d'une banque spéciale, qui fonctionnerait parallèlement à la Banque de l'Indochine, nous paraît, en effet, s'imposer, à moins qu'on ne songe à étendre dans ce sens les opérations de cette dernière. Au fait, pourquoi la Banque de l'Indochine ne serait-elle pas autorisée à faire des prêts à long terme sur hypothèque (2) ? La question pourrait être étudiée. En tout cas,

(1) Il sera peut-être alors possible de songer sérieusement à introduire en Cochinchine l'emploi de l'outillage mécanique que seuls jusqu'à présent quelques colons européens ont eu les moyens de tenter.

(2) Elle pourrait le faire sans risques d'ores et déjà partout où la propriété est définitivement cadastrée et la sécurité des garanties assurée comme nous l'avons dit. Aucun autre établissement de crédit, du reste, n'engagerait ses capitaux dans d'autres conditions.

si l'on créait une autre banque à côté, il serait bon qu'elle fit appel dans une assez large mesure aux capitaux indigènes de la colonie, de façon à intéresser directement la classe riche annamite au succès d'une œuvre entreprise exclusivement dans l'intérêt de l'agriculture indigène.

Par contre, l'autre combinaison n'est pas nécessairement subordonnée à l'existence de l'établissement de crédit en question. Les associations coopératives pourraient très bien fonctionner, si seulement la Banque de l'Indochine se montrait disposée à leur consentir des avances en compte courant dans les conditions déterminées au § 2 de l'article 15 de ses statuts, sauf à augmenter la durée des prêts qui, dans l'état actuel, ne peut excéder six mois. Il suffirait d'ailleurs, pour faciliter les opérations, que cette Banque entrât en contact avec les collectivités plus directement qu'elle n'a voulu le faire jusqu'à présent, se reposant beaucoup trop sur l'Administration du soin de recevoir les demandes d'emprunt présentées par les notables des villages, dont l'intervention, notons-le en passant, n'aurait plus aucune raison d'être, en l'espèce. Et la responsabilité solidaire des associés garantissant leur solvabilité serait bien plus normale que la responsabilité de la Colonie ou n'importe quel gage mobilier impossible à escompter, eu égard aux circonstances, sans qu'il y eût pour cela, croyons-nous, plus de risques à courir par la Banque, de ce chef.

Dans les considérations qui précèdent se trouvent résumés les avantages dont on pourrait tirer parti, nous

semble-t-il, en utilisant les données sur lesquelles nous avons construit. En tout cas, la question peut être encore approfondie, et nous n'avons nullement la prétention d'avoir résolu le problème du crédit agricole si complexe et si délicat qui se pose en Cochinchine. Ce n'est que par une active collaboration d'efforts et de compétences qu'on obtiendra un résultat vraiment satisfaisant. Aussi, même s'il peut nous être permis de fonder quelque espoir sur l'efficacité d'un système qui ne nous paraît présenter du moins aucun des inconvénients signalés à propos des autres combinaisons étudiées, nous ne souhaitons qu'une chose, c'est que les défauts et les imperfections de ce travail soient comme un avertissement pour ceux qui ont à cœur de trouver la meilleure solution.

CHAPITRE VII

Quelle crise économique menace la petite production indigène. — Le trust chinois et la question des magasins généraux — Considérations sur les tendances coopératives des producteurs et le rôle des associations commerciales indigènes.

I. — Une bonne organisation du crédit agricole : tel a été l'objectif visé dans tout le cours de cette étude. Devons-nous nous en tenir là ?

Bien qu'à première vue il semble que toute préoccupation à côté soit superflue ou tout au moins susceptible de nous entraîner hors du sujet traité, nous sommes pourtant d'avis que le problème ne saurait être résolu complètement que tout autant qu'il sera tenu compte de l'ensemble des considérations économiques qui s'y rattachent. Or, si l'on n'a en vue que le crédit à procurer à l'agriculteur et qu'on néglige ce qui, selon nous, doit en être le complément nécessaire, on risque de s'arrêter à moitié chemin.

Nous savons pourquoi l'Annamite a tant besoin de crédit, ou du moins nous croyons le savoir : chacun se plaît à répéter que c'est parce qu'il est imprévoyant ; on en est convaincu, on va même jusqu'à le déplorer, mais on ne cherche pas plus loin. Que le cultivateur indigène, dès

qu'il a récolté son grain, s'empresse de le vendre au trafiquant chinois qui lui en offre un prix dérisoire, alors que s'il savait attendre, il en tirerait un profit normal et ne serait peut-être pas si souvent pris au dépourvu quand survient une mauvaise année, voilà ce qu'on ne veut expliquer qu'en l'accusant d'imprévoyance. S'il savait attendre ! Non ; mais plutôt s'il pouvait attendre, devrait-on dire. N'a-t-on pas prétendu, avec quelque apparence de raison, qu'il était obligé de vendre le produit de sa récolte — même quand ce n'était pas pour faire face à l'échéance d'une dette — uniquement parce qu'il ne savait pas où le mettre en lieu sûr ?

Ailleurs, il est vrai, on a parlé de la mévente des riz en Cochinchine, à une époque où les récoltes étaient abondantes, et nous avons lu dans une chronique locale cette appréciation :

« L'Annamite, au rebours des lois de l'économie politique, s' imagine que plus une denrée est abondante, plus elle est précieuse ; il est donc pressé de vendre dans les mauvaises années tandis que dans les bonnes il conserve religieusement son paddy avec le vain espoir d'en obtenir des prix plus élevés (1). »

A supposer que cela soit, ce n'est certes pas le petit cultivateur qui peut songer à spéculer de la sorte ; en tout cas, ce n'est pas lui, sans doute, qu'on a entendu viser : car il est au contraire victime des spéculations

(1) V. la *Presse coloniale* du 24 juin 1909.

d'autrui. Le tribut énorme que prélève le trafiquant chinois sur le producteur indigène nuit incontestablement au développement de la petite culture. Celle-ci ne peut prospérer qu'à la condition d'être libérée de toute entrave économique. Or, jusque-là, quelle que soit la richesse du sol exploité, quelles que soient même les ressources des indigènes, s'ils ne peuvent discuter librement les prix et refuser de vendre à un taux de misère le paddy qu'ils ont récolté, ils courent à la ruine tout aussi infailliblement que lorsqu'ils sont la proie des usuriers.

Que demain le cultivateur trouve à emprunter facilement dans les meilleures conditions possibles et au moment où il en éprouve le besoin, s'il n'a pas, d'autre part, la faculté d'épargner en prévision de ses besoins futurs, ou bien d'attendre l'occasion favorable pour vendre lorsqu'une récolte abondante viendra lui permettre d'amortir sa dette et d'avoir encore devant lui un produit net, l'entreprise sera vaine ; elle n'aboutira qu'à l'appauvrissement de l'indigène.

On ne saurait trop insister sur ce point ; car il n'est pas de meilleure démonstration de l'inutilité des efforts de ceux qui rêvent de doter la colonie d'une institution de crédit destinée à venir en aide aux agriculteurs en les affranchissant de la tyrannie usurière qui les accable, s'ils n'ont pas souci en même temps de parer au péril menaçant auquel sont exposés par ailleurs ces malheureux à la merci de l'acheteur. Cet acheteur, c'est toujours le Chinois : dans l'intérieur, il est le seul détenteur du

marché des riz et des maïs ; de sorte qu'il peut imposer ses conditions, et cela d'autant mieux qu'il est par surcroît souvent le prêteur qui s'est offert au moment où le cultivateur avait besoin d'avances pour faire les frais de mise en culture.

Il est inutile de revenir sur ce que nous avons dit et répété déjà. Tout le monde est d'accord pour déplorer les effets d'une pratique que nous n'avons fait que dénoncer une fois de plus.

Malheureusement, on n'a pas encore entrevu, sinon imparfaitement, le moyen pour les producteurs annamites d'y échapper. Ceux-ci sont exploités honteusement dans les campagnes par une cohorte d'ambulants qui, pour avoir le riz à plus vil prix, n'hésitent pas à payer d'avance. Nulle concurrence n'est possible dans ces conditions de la part des commerçants européens de Saïgon ; le marché de l'intérieur leur est fermé, et, nous l'avons vu, ceux qui ont tenté de le disputer aux Chinois n'y ont pas réussi. A telle enseigne que, si l'on en croit certain témoignage, des exportateurs européens, pour éviter toute lutte qu'ils jugeaient impossible avec l'élément chinois, auraient, paraît-il, accepté « de favoriser, en toutes occasions, ses prétentieuses exigences, au détriment de la prépondérance française (1). »

En tout cas il ne paraît pas douteux que cette situation

(1) Sans commentaires, et d'ailleurs sous toutes réserves. — V. dans la *Presse coloniale* du 17 janvier 1910 : *La question des paddys*, sous la signature de M. Jacques Danlor.

ne menace de durer, même après que l'usage du crédit à un taux modéré aura été introduit en Cochinchine, si l'on n'y met pas obstacle d'une façon quelconque. Elle est inquiétante au plus haut degré et ne pouvait manquer de retenir ici notre attention.

Supposons qu'un petit producteur indigène obtienne une année une récolte abondante : il va pouvoir faire face à ses engagements et disposer d'un avoir au delà de ses besoins. Une fois prélevée la quantité de riz nécessaire à sa consommation et à celle de sa famille pour l'année, que va-t-il faire du reste ? L'engranger chez lui ? Faut-il encore qu'il ait un grenier ; au surplus, il court le risque d'être volé. Survienne l'acheteur — chinois naturellement — ; le voilà tout heureux : il va toucher quelque argent (1) qu'il gaspillera très probablement, s'il ne le joue pas ; de toute façon il n'en profitera guère, car il ne sait pas être économe. Mais le prix offert n'est pas avantageux ; qu'importe, puisque tôt ou tard il lui faudra vendre au Chinois quand même, le seul commerçant de la région, et que d'un autre côté l'acheteur du moment va lui

(1) Et encore, pas toujours ; car le Chinois pratique aussi bien l'échange. S'il peut obtenir que le producteur lui cède ses denrées contre une autre marchandise — il en a plein son sampan ou sa jonque, — il fait alors coup double. N'a-t-on pas affirmé que l'indigène troquait quelquefois son riz « contre une bouteille de *nuóc môm* ou de saumure, un foulard, un réveil-matin, voire même contre un chromo représentant l'empereur d'Allemagne ou celui du Japon ! » — V. l'article de M. Pâris sur « les Chinois en Cochinchine », dans le numéro de la *Presse coloniale* du 4 juin 1912.

rendre le service de le dispenser de tous frais d'emmagasinement. Donc il vaut mieux vendre maintenant, accepter l'offre dérisoire; c'est tout bénéfice, au fond. Mais dans quelques semaines, peut-être avant, il aura dissipé son argent. Mettons qu'il ait pris la précaution de réserver de quoi faire les frais de la prochaine campagne — c'est le maximum de prévoyance qu'on puisse supposer de sa part —, il n'en sera pas moins durement éprouvé si, cette fois, la récolte est mauvaise ou seulement médiocre. Le voilà de nouveau contraint de recourir à l'emprunt, sans qu'il ait apporté la moindre amélioration à son champ, sans même qu'il ait vraiment profité de l'abondance de l'année précédente.

L'avenir est sombre dans ces conditions; le cultivateur a dix chances de s'endetter contre pas même une de s'enrichir. Et pourtant il le pourrait normalement; il le pourrait non pas seulement s'il était prévoyant, mais surtout s'il était indépendant.

Depuis que les Chinois ont monopolisé en Cochinchine le commerce des riz, le pays a traversé plusieurs crises graves dont les conséquences auraient été désastreuses si le Gouvernement n'avait pris à temps des mesures radicales dont les effets malheureusement ne pouvaient être que momentanés.

C'est ainsi que, l'année dernière, la récolte ayant été mauvaise, on était menacé de disette; elle n'a pu être évitée que grâce à un arrêté du Gouverneur général interdisant la sortie des riz de la Cochinchine et du Cambodge;

la mesure fut même étendue au Tonkin. Sans cette sage précaution, voici ce qui se serait produit : Les Chinois exportateurs, naturellement enclins à la spéculation, auraient profité des cours élevés du moment pour acheter dans l'intérieur la plus grande quantité de riz possible en offrant au besoin une prime au producteur, étant donnée la marge que leur laissait l'état du marché, et, dans la perspective d'un gain encore énorme, auraient livré tout ce stock à l'étranger. Résultat : la famine aurait sévi partout et la crise eût été plus aiguë encore qu'elle ne le fut.

On a paré au danger sur le moment, c'est très bien ; mais on ne l'a pas conjuré pour l'avenir, et chaque fois ce sera à recommencer.

Aussi bien, sans entrer dans des détails inutiles ici, il est facile de prévoir, à quelque point de vue qu'on se place, qu'une crise économique est à redouter presque à chaque récolte déficitaire, et que cette crise aura toujours sa répercussion non seulement sur le commerce de la colonie, mais sur la production elle-même ; si bien qu'en fin de compte, les cultivateurs en subiront fatalement le contre-coup.

A ce propos, il nous faut relever une contradiction dans l'interprétation des faits passés. On a constaté que, depuis 1900, une élévation s'était produite dans les cours du paddy et qu'elle s'était constamment maintenue par la suite, quelle que fût l'abondance des récoltes ; d'où l'on a déduit, dans certains milieux, que les agriculteurs indi-

gènes, loin d'être victimes des spéculateurs chinois, tenaient au contraire les usiniers à leur merci par la tendance qu'ils avaient d'exagérer leurs prix de vente. Cette opinion ne semble pas avoir été partagée par l'Administration, si l'on en juge par ce témoignage d'un rapport officiel (1) :

« En 1907, le cours du paddy s'est assez bien maintenu ; à cet égard, les mesures ordonnées pour mettre les cultivateurs indigènes en garde contre l'agio des intermédiaires chinois (2), ont donné de bons résultats. Néanmoins, les indigènes, obligés de se procurer de l'argent pour acquitter leurs dettes, ont parfois été contraints d'accepter les conditions de commissionnaires chinois (3). »

La vérité est plutôt de ce côté, car la prépondérance chinoise en Cochinchine est un fait qu'on essaierait vainement de nier ou de supprimer d'un trait de plume.

Le trust des paddys, si l'on peut ainsi parler, a été si bien organisé par les sociétés chinoises de Cholon que le gouvernement local, ainsi que l'a fait ressortir M. Durieu,

(1) Rapport de M. Bonhoure, déjà visé.

(2) Une de ces mesures consiste à faire connaître par télégramme dans les provinces de l'intérieur le cours du paddy, et cet acte de protection est celui dont le Chinois se plaint le plus. M. Pâris le rappelait encore dernièrement en publiant l'extrait d'un rapport administratif récent sur les agissements des Chinois en Cochinchine. Il y est d'ailleurs question d'étendre encore la mesure en faisant afficher dans les maisons communes des villages une mercuriale de tous les produits. — V. la *Presse coloniale*, numéro du 4 juin 1912.

(3) C'est précisément pour éviter le retour de pareils faits que nous avons songé au remboursement en nature. V. *suprà*, p. 229.

compte parfois sur le concours de ces sociétés pour maintenir la prospérité dans les affaires et l'équilibre dans le budget.

De fait, l'auteur en question a fort bien pénétré la toute puissance de cet élément étranger qui pratique la spéculation sous toutes ses formes, même les plus malhonnêtes. A la vérité, les usuriers chinois, dont nous connaissons déjà les manœuvres, ne sont pas autre chose que « les hommes de paille, les fidéi-commis, les gérants des plus solides et des plus influentes raisons sociales chinoises installées dans le pays. Par un jeu de bascule admirable, le prêteur qui, au moment de la récolte, réclame d'être remboursé et précipite, par ses exigences, la vente du riz à perte et dans les plus médiocres conditions, est le plus intime associé du Chinois qui, lui, achète ce même riz aux plus bas cours possibles pour l'industrialiser. En sorte que l'infortuné cultivateur se trouve happé entre les deux mâchoires impitoyables d'un seul instrument, qu'une seule main serre, conduit et referme (1). »

Qu'il vienne à pouvoir se passer de l'usurier prêteur, l'indigène n'en sera donc pas moins victime des spécula-

(1) Durieu, *Les bases du crédit agricole en Indochine*, loc. cit. — Les observations rapportées par M. Pâris sont dans la même note : « Doué d'un esprit non pas de mutualité, mais d'association fortifiée par la création de la Chambre de commerce chinoise, qui, en donnant plus de cohésion aux molécules de cet organisme puissant qu'est la congrégation, en a augmenté les moyens, le Chinois aura plus que jamais main-mise sur le commerce de la Cochinchine et de Cholon en particulier. » — *Les Chinois en Cochinchine*, loc. cit.

tions de l'autre, pour peu qu'il ait besoin de réaliser le produit de sa récolte ou qu'il n'ait pas, comme nous l'avons dit, le moyen de le conserver en lieu sûr.

II. — Devant une pareille menace pourtant, il fallait bien songer à mettre l'Annamite en garde contre cet autre péril dénoncé sous une forme un peu empirique, à savoir : le trust chinois.

Or, à ce trust chinois, on eut l'idée, il y a quelques années, sinon de substituer un trust français (1), du moins d'opposer toute une organisation sur les avantages de laquelle on s'est fait illusion à diverses reprises déjà, sans que jamais aucun projet dans ce sens ait vu le jour jusqu'à présent.

Voici le point de vue d'où l'on partit :

Le cultivateur indigène ne peut pas attendre le moment le plus favorable pour vendre les produits qu'il a récoltés ; il est obligé, pour les motifs indiqués plus haut, de vendre aussitôt après la récolte. En lui procurant le moyen d'attendre, il ne sera plus à la merci des spéculateurs.

De là le projet conçu par la Banque de Cochinchine d'établir des magasins généraux à Saigon et des magasins régionaux dans l'intérieur. Ce projet était peut-être à la veille d'aboutir en 1910 lorsque la Banque de Cochinchine

(1) Le mot a été prononcé. — V. la *Presse coloniale* du 17 janvier 1910.

cessa d'exister ; ce n'est pas le premier en date (1), mais c'est peut-être celui sur lequel on a le plus discuté. Tandis que l'Administration se montrait alors disposée à accueillir favorablement la demande présentée par cette banque à l'effet d'être autorisée à installer ses magasins, et que la Chambre d'agriculture, elle aussi, approuvait l'institution projetée, la Chambre de commerce par contre y fut nettement hostile.

Les arguments pour et contre ont été résumés à l'époque d'une façon très claire dans un article de M. Henri Liber publié dans la *Politique indochinoise* auquel il suffit d'ailleurs de se référer pour avoir une idée d'ensemble sur les divergences de vues que provoqua l'examen du projet en question. Nous nous bornerons donc ici à suivre en substance l'exposé de M. Liber (2).

Les partisans du warrantage régional pensaient que l'institution permettrait au cultivateur de se procurer les ressources dont il aurait besoin au moment de la récolte ; en empruntant cette fois sur les produits de sa terre, tout en en restant propriétaire, ou même simplement de les déposer dans un endroit sûr, à charge de payer, il est vrai, des frais de garde et de magasinage, jusqu'au jour où il estimerait avantageux de les vendre.

« Il pourra ainsi, observait-on, échapper à la baisse très marquée qui se fait généralement sentir pendant plu-

(1) La question des magasins généraux est aussi à l'ordre du jour depuis quelque vingt ans en Cochinchine.

(2) Pour plus de précision même, nous citerons le plus souvent.

sieurs mois après la récolte. Si, à l'échéance, il ne peut rembourser le montant de son emprunt, il vendra au cours du jour comme il l'aurait fait quelques mois plus tôt s'il n'avait pas warranté sa marchandise. Il ne peut donc, de ce chef, courir aucun risque. »

Au surplus, l'Administration, et avec elle la Chambre d'agriculture estimaient que la création des magasins généraux serait, contrairement à l'avis exprimé sur ce point par la Chambre de commerce (1), plutôt de nature à assurer la stabilité des cours du riz et du maïs. En effet, disait on du côté des partisans du système, « lorsque la baisse sera trop sensible, l'Annamite n'étant plus obligé de vendre sa récolte pour trouver des ressources, ces céréales resteront dans les magasins jusqu'au moment où la hausse reviendra. La hausse revenue, les magasins s'ouvriront jusqu'au jour où l'abondance du paddy et du maïs sur le marché provoquera à nouveau un commencement de baisse. Les magasins se refermant alors, la baisse se trouvera enrayée.

« Il est possible qu'au début, l'Annamite ne sachant pas encore très bien utiliser commercialement l'instrument mis à sa disposition, il se produise quelques à-coups. Mais il se familiarisera vite avec ce système, qui finira par fonctionner automatiquement. La conséquence logique et forcée du fonctionnement des magasins généraux sera donc d'assurer aux principales céréales cultivées dans la colonie des cours à peu près uniformes pendant toute l'année.

(1) V. *infra*, p. 256.

« Un autre avantage de la création d'établissements de ce genre, ajoutait-on, sera de permettre aux maisons d'exportation de se passer de l'intermédiaire très onéreux des Chinois. Et il ne faut pas se dissimuler que cette considération a son prix au moment où l'opinion semble particulièrement préoccupée de libérer l'indigène et le commerce européen du tribut que prélèvent sur eux les trafiquants immigrés du Céleste Empire. »

Ce dernier argument avait sa valeur et aurait pu faire fléchir la Chambre de commerce dont les membres, gros exportateurs de riz pour la plupart, sont les premiers à souffrir de cet état de choses. Elle persista néanmoins dans son opposition, estimant qu'en raison des conditions locales, les producteurs peuvent toujours trouver à écouler leur riz au cours du jour, sans subir aucun sacrifice du fait de l'avilissement des prix qui résulte ailleurs de la surproduction ; que, par conséquent, ils n'ont nullement intérêt à déposer leurs produits dans des magasins généraux, même en recevant des avances contre ce dépôt.

Poursuivant son raisonnement, la Chambre de commerce n'hésita pas, du reste, à contester le prétendu avantage qu'il y aurait pour les cultivateurs à emmagasiner ainsi leur récolte, seule façon pour eux, affirmait-on dans l'autre camp, de s'assurer le moyen d'attendre la hausse pour vendre. « Ce serait vrai, dit-elle, si la Cochinchine faisait la loi aux marchés de consommation du riz. Mais il est loin d'en aller ainsi. La Cochinchine a comme concurrents principaux, dans le commerce de cette

céréale, la Birmanie et le Siam qui, à eux seuls, produisent près de trois millions de tonnes de riz et contribuent à approvisionner le Japon et les Indes néerlandaises dans une mesure beaucoup plus large que celle où notre colonie y concourt elle-même. D'autre part, il est à considérer que la Chine méridionale elle-même qui, jusqu'à ces dernières années, était exclusivement tributaire du marché cochinchinois, tend de plus en plus à le délaisser.

« La hausse qu'on escompte du fait de la création de magasins généraux est donc des plus aléatoires, car les prix à Saïgon-Cholon sont déjà très élevés comparativement à ceux des autres marchés de production. En les augmentant encore on arriverait sinon à perdre, du moins, très certainement, à restreindre les débouchés de la colonie.

« A un autre point de vue, objectait encore la Chambre de commerce, la création de magasins généraux se traduirait, pour les Annamites qui auraient recours à ces établissements, par une charge que ne compenserait aucun avantage. Cette charge, représentée par les frais de manipulation et déchets de poids peut être évaluée à 0 * 15 par picul (60 kilogrammes); elle absorberait en grande partie, sinon complètement, le bénéfice de la hausse éventuelle escomptée, et, au cas de baisse, viendrait s'ajouter à la perte subie par le cultivateur sur le prix de vente. »

Telle était, dans son ensemble, l'argumentation de la Chambre de commerce, à laquelle d'autres considérations

servirent d'ailleurs de prétexte. Et la conclusion qu'elle crut devoir en tirer fut la suivante : « ... le parfait équilibre qui existe dans la colonie entre la production et les débouchés rend soit inutile, soit même onéreuse, la mise en magasin. »

Quelque convaincantes que fussent en apparence les raisons invoquées par la Chambre de commerce, elles ne devaient pas suffire à ruiner le projet. Les adversaires de l'établissement des magasins généraux semblaient avoir fait vraiment trop bon marché de ce qui préoccupait les protecteurs de l'agriculture indigène.

L'attitude du commerce européen, en la circonstance, était visiblement commandée par la crainte de voir ses propres intérêts menacés. L'entrée en scène d'une banque à laquelle toutes facilités pourraient être procurées pour jouer le rôle d'intermédiaire direct entre le producteur et l'acheteur en France ou à l'étranger, ce que sont en Angleterre les *Banks and kindred firms* qui reçoivent des maisons de commerce de la métropole, avec lesquelles elles sont en rapport, des ordres de livraison de marchandises déposées dans des docks, et se chargent de traiter directement avec les déposants pour le compte de ces maisons, pouvait avoir une répercussion considérable sur le commerce local. La Banque de Cochinchine ne visait pas à autre chose en demandant à créer des magasins généraux dans la colonie. De là l'obstruction systématique que le projet a rencontré de la part des commerçants de la place.

Aussi bien, dans l'opposition irréductible manifestée

par la Chambre de commerce y avait-il plus de parti pris que de logique. Dans sa façon même d'envisager les choses, il y avait quelque contradiction. Persuadée, d'une part, que le marché des riz ne saurait être influencé par les mouvements d'entrée et de sortie des stocks en magasin, que c'est en vain, par conséquent, que les producteurs escompteraient la hausse pour vendre dans de meilleures conditions, elle a prétendu, d'autre part, que la création des magasins généraux préjudicierait aux intérêts du commerce, en ce sens que les cours du paddy et des autres produits « se trouveraient fréquemment faussés par suite de l'accumulation de stocks considérables qui seraient de nature à occasionner, tantôt une hausse dangereuse, due à une raréfaction trop intense, tantôt une baisse non moins dangereuse, le jour où ces stocks seraient jetés trop hâtivement sur le marché. » Ainsi, la perspective de semblables perturbations parut si peu rassurante à la Chambre de commerce qu'elle vit dans le maintien du *statu quo* la plus sage résolution, quels qu'en pussent être les inconvénients infiniment moindres, en tout cas, d'après elle, que ceux que produirait l'établissement des magasins généraux.

Quant au résultat positif que l'institution projetée devait permettre d'obtenir, la Chambre de commerce n'y croyait pas davantage. Mettant en cause, elle aussi, l'imprévoyance des Annamites, elle estimait qu'en accordant l'autorisation demandée par la Banque de Cochinchine, on allait ouvrir la porte à la spéculation, et à une spéculation

qui s'exercerait au détriment de ceux-là mêmes auxquels on se proposait de venir en aide par la création des magasins généraux. En effet, pensait-elle, le jour où par le warrantage des paddys récoltés on offrirait aux agriculteurs indigènes de nouvelles facilités de crédit, loin de servir leurs intérêts, on ne ferait qu'aggraver leur situation. « Après avoir dépensé rapidement l'argent qui leur aurait été avancé, ils se trouveraient rarement en mesure de retirer leur paddy au moment de l'échéance et seraient, de ce fait, à la merci d'acheteurs peu scrupuleux qui ne manqueraient pas de se coaliser pour le leur acheter à vil prix. Faite pour eux, l'institution tournerait en réalité contre eux. »

Ces appréhensions étaient certainement exagérées. En raisonnant comme elle l'a fait, la Chambre de commerce ne tendait à rien moins qu'à exercer une pression intéressée sur l'Administration pour la dissuader de donner son adhésion au projet en question qui ne laissait pas, du reste, d'être de mauvais augure pour tous les intermédiaires exportateurs. Or, il n'est pas douteux que s'il ne s'était agi que de porter atteinte au trust chinois, sans aucun préjudice possible pour les commerçants européens de Saigon, ceux-ci auraient applaudi à l'initiative de la Banque de Cochinchine.

Il est vrai qu'on a eu le tort de se représenter l'institution des magasins généraux comme susceptible d'absorber toute la production indigène au détriment des exportateurs asiatiques et même des maisons françaises locales.

D'abord, les uns comme les autres étaient bien armés pour la résistance : les Chinois surtout, ainsi qu'on l'a fait observer à l'époque — à supposer que les organisateurs du warrantage régional des paddys eussent eu la prétention de substituer un soi-disant trust français au trust chinois —, avaient comme moyens de défense « leur expérience consommée des milieux producteurs, une organisation qui a fait ses preuves, et des capitaux admirablement disciplinés et familiarisés avec les cartels de toute nature (1). »

Il était donc chimérique de croire qu'une pareille éventualité fût possible. Le seul effet normal à attendre du fonctionnement de ce système eût été l'élargissement de la concurrence quant aux offres faites au producteur assuré, par suite, de pouvoir écouler une partie de sa marchandise ailleurs que sur le marché local, sans passer nécessairement par les intermédiaires asiatiques toujours prêts à tondre les malheureux indigènes. Vouloir créer, à côté de l'entrepôt chinois de Cholon, des magasins généraux dans ce but, ce n'était donc pas aspirer à l'accaparement des riz au profit d'une clientèle exclusivement européenne ; au contraire. Mais alors, a-t-on dit, s'il n'y a pas substitution, il y aura « coexistence de deux trusts, asiatique et français, c'est-à-dire un pressoir perfectionné sous lequel s'exprimera automatiquement tout le jus de la production indi-

(1) V. dans la *Presse coloniale* du 17 janvier 1910 : *La question des paddys*.

gène; d'où une aggravation sensible du sort de l'Annamite (1). »

Voilà qui nous paraît encore par trop pessimiste; l'entente n'étant pas à redouter entre les acheteurs français et chinois, leurs offres concurrentes ne pourraient que mettre le vendeur en meilleure posture.

Tandis qu'à l'heure actuelle, le Chinois est l'intermédiaire indispensable entre le producteur indigène et l'acheteur européen, il n'en serait plus de même du jour où seraient créés les magasins généraux; non seulement cela, mais il n'y aurait plus ni monopole, ni coalition possible, et la spéculation, si elle ne peut être enrayée, étant inhérente au commerce même, serait rendue en tout cas plus difficile, du fait des compétitions nouvelles dont nous avons parlé.

Malheureusement, cette concurrence plus large serait forcément limitée à l'exportation; or, ce ne sont pas précisément les débouchés qui manquent, c'est au contraire la production qui est insuffisante à ce point de vue. Sans doute, nous l'avons noté, les riz de Cochinchine n'ont pas toujours été jusqu'ici d'un écoulement facile au dehors; on leur a naturellement préféré ceux de qualité meilleure produits par les pays voisins; mais c'est là un fait qui doit être considéré comme purement accidentel. A qualité égale, les produits de la colonie trouveraient sûrement acheteur à l'étranger, et toujours à bon compte. De sorte

(1) *Ibid.*

que, loin d'avoir à redouter la surproduction, il faut plutôt l'encourager ici. En favorisant le développement des cultures de toutes sortes, à commencer par celle du riz déjà florissante, à condition d'en améliorer en même temps la qualité, on ne peut qu'augmenter la mise en circulation des produits, et par là même procurer au cultivateur indigène le plus sûr moyen de tirer le meilleur parti possible de sa production, grâce au warrantage.

De leur côté, les exportateurs européens y gagneraient de voir leurs opérations facilitées, n'étant plus tenus en échec par le Chinois et pouvant par conséquent mieux se mouvoir, d'autant que la régularisation des cours qui s'ensuivrait, croyons-nous, leur permettrait de passer leurs marchés le plus souvent à bon escient.

Tels pourraient être, dans un avenir plus ou moins proche, les avantages d'une organisation dont l'utilité n'est plus guère contestée que par ceux qui la regardent encore comme susceptible de léser leurs intérêts particuliers dans un sens, sans toutefois qu'elle puisse amener les perturbations commerciales qu'ils redoutent.

III. — Reste à savoir si, tout bien considéré, l'institution des magasins généraux aurait en même temps la vertu éducative d'un instrument d'épargne. Il est permis d'en douter, car ceux-là mêmes qui l'ont préconisée n'y ont vu qu'un moyen de soustraire les agriculteurs indigènes aux spéculations dont ils sont victimes, et rien de plus.

En vérité, quels que puissent être les résultats éventuels

escomptés de ce chef, il ne faudrait pas s'exagérer les bons effets du système des warrants qui, s'il peut permettre au petit cultivateur d'attendre le moment le plus favorable pour vendre les produits de sa terre, ne contribuera pas autrement à l'amélioration de sa condition matérielle et morale. Ce n'est, en effet, que par le développement de l'idée d'épargne et de prévoyance chez l'indigène qu'on parviendra à lui procurer quelque bien-être. Or, à ce point de vue, nous n'avons pas fait un pas en avant avec la question des magasins généraux.

Aussi bien, il y a mieux à faire encore, croyons-nous, même contre le monopole commercial chinois, dans l'intérêt exclusif, il est vrai, de la masse des producteurs, si l'on veut bien considérer, ainsi que nous avons eu déjà occasion de l'observer, que c'est sur eux principalement que repose la prospérité économique du pays.

En 1907, M. Bonhoure, qui succédait à M. Rodier comme lieutenant-gouverneur de la Cochinchine, dans un rapport déjà cité sur la situation économique de la colonie, se plaisait à constater qu'un mouvement très marqué vers l'indépendance commerciale et industrielle commençait à se manifester chez les indigènes. « Les propriétaires annamites, écrivait-il à cette époque, menacés de l'accaparement des riz par le commerce chinois, comprennent enfin la force que donne l'association en matière commerciale ; ils songent à créer des sociétés destinées à entrer en concurrence avec ceux qui, jusqu'ici, ont monopolisé le commerce du riz. »

Ainsi donc, ici encore, on le voit, il semble que le terrain soit tout préparé et l'œuvre, par conséquent, aisée à poursuivre, pour peu qu'on se donne la peine d'initier le paysan indigène au fonctionnement des institutions mutualistes, déjà préconisées, avec lesquelles il sera très vite familiarisé. Il eût du moins fallu entrer délibérément dans cette voie et ne pas s'en tenir à constater une heureuse tendance, puis à formuler des vœux platoniques ou à répandre des circulaires demeurées d'ailleurs lettre morte depuis (1).

L'Administration a un rôle actif à jouer ici ; elle aurait même pu, à l'occasion, s'intéresser à quelques tentatives individuelles dignes d'être encouragées : elle ne l'a pas fait. A ce propos, il nous souvient d'avoir assisté à Cantho, l'une des plus riches provinces de Cochinchine, aux efforts désespérés de deux Annamites intelligents et entreprenants qui avaient formé le projet de faire en grand le commerce des riz dans l'intérieur et n'ont pas trouvé les encouragements qu'ils méritaient.

Quoi qu'il en soit, de telles initiatives, même isolées, prouvent assez que les indigènes aspirent de plus en plus à l'indépendance. Or, là où les individus échouent, les

(1) La dernière que nous connaissions remonte à 1910. Une note en fait mention en ces termes : « M. le Gouverneur général vient d'adresser une circulaire aux administrateurs-chefs de province pour qu'ils s'emploient à provoquer dans leur circonscription administrative l'éclosion et le développement des sociétés de prévoyance. » — C'est à peine si l'on s'en souvient.

collectivités doivent triompher ; et puisque le gouvernement lui-même croit aux bienfaits de la mutualité dans ce pays, son devoir lui commande d'agir en conséquence.

N'a-t-on pas expérimenté déjà avec succès au Tonkin, à côté des sociétés de crédit et de secours mutuels dont nous avons parlé plus haut (1), d'autres sociétés connues sous le nom de *dong loi*? Ce sont des sociétés commerciales indigènes, à base coopérative également, et dont les statuts contiennent certaines dispositions ayant un caractère mutualiste. Les résultats obtenus dès le début (2) ont été si concluants que le gouvernement local s'y est intéressé et en a favorisé le développement, si bien qu'aujourd'hui, dans presque toutes les provinces du delta tonkinois, il y a une société coopérative de cette nature.

Le but de ces sociétés est défini dans leurs statuts qui ont été publiés par extraits dans un document officiel auquel nous nous référons (3).

Aux termes de l'article 2 de ces statuts : « La société *dong loi* a pour but principal de procurer aux agriculteurs de la province un profit avantageux en leur achetant leurs produits et en leur attribuant ensuite une part importante sur les bénéfices réalisés en revendant ces mêmes produits.

« Elle peut également acquérir des actions dans les

(1) V. p. 224.

(2) La première de ces sociétés a été créée en 1903 dans la province de Kiên An.

(3) *Situation de l'Indochine de 1902 à 1907*, t. 1^{er}, p. 184 et s.

sociétés fondées pour la mise en valeur des terrains incultes, ainsi que dans les sociétés industrielles manufacturant les produits de la terre.

« La société peut aider au développement de l'agriculture dans la province, en faisant aux agriculteurs des avances en argent, en grains, semences de toutes sortes, en graines de vers à soie, en bétail, en outils et machines agricoles.

« Elle peut faire essayer des cultures nouvelles ou de nouvelles méthodes de culture. »

« Article 3. — La société met en réserve une partie des bénéfices réalisés, de façon que, si elle devient riche par la suite, chacun de ses membres pourra avoir plus tard un petit capital qui lui sera très utile pour ses vieux jours ou qu'il pourra à sa mort laisser à sa famille. »

Enfin, « étendant ces dispositions mutualistes aux villages qui constituent dans ce pays de véritables familles, l'article 5 prévoit la remise de 10% du bénéfice net réalisé chaque année sur l'ensemble des opérations sociales, aux villages sociétaires.

« Les sommes ainsi remises aux villages seront employées à la constitution de parts communales, dont le produit sera affecté à des dépenses d'utilité commune. »

N'est-ce pas là l'institution rêvée. ? Qui ne voit, en tout cas, le parti que les producteurs cochinchinois sauraient en tirer, si seulement l'Administration locale voulait bien s'y intéresser comme au Tonkin ? Tout porte à croire, en

effet, que les *dong loi* fonctionneraient aussi bien en Cochinchine où, depuis quelques années, la population agricole commence à comprendre la nécessité de réagir de son propre mouvement contre le régime d'oppression qu'elle a trop longtemps subi avec résignation.

Toujours est-il que voilà une forme d'association qui a fait ses preuves dans le protectorat voisin. Elle tient du syndicat et de la société coopérative agricole : association non pas pour la production qui reste autonome, mais pour la vente des denrées agricoles, et même pour l'achat des matières et instruments nécessaires à l'agriculture (1). C'est, à notre avis, la combinaison la plus heureuse, celle qui convient le mieux aux besoins de la petite production, parce qu'elle lui procure de réels avantages économiques.

D'abord, l'intermédiaire est éliminé.

D'un autre côté, l'opération commerciale implique nécessairement la création de greniers coopératifs où les récoltes doivent être déposées, soignées et conservées jusqu'à ce qu'elles soient vendues par les soins de l'association. Or, ces greniers communs ne seraient ils pas en Cochinchine l'équivalent des magasins généraux qu'on a tant de peine à fonder? Au besoin même, ils pourraient

(1) Les *dong loi* du Tonkin font, à cet effet, des avances à leurs membres ; mais l'achat en commun nous paraît de beaucoup préférable, car il vaut mieux laisser aux caisses de crédit proprement dites le soin de consentir des avances. Ce n'est pas précisément le rôle des coopératives agricoles dont nous nous occupons ici.

offrir toute sécurité à des prêteurs au moyen des warrants (1).

Enfin, l'association remplit l'office d'une caisse d'épargne, et c'est là son plus beau rôle. La portée morale de la mission qu'elle se donne de constituer, avec une partie des bénéfices réalisés en commun, un capital destiné à être conservé en prévision de l'avenir, ne laisse aucun doute sur la valeur éducative de cette institution née, du reste, de l'accord volontaire de tous les participants.

On a parlé de créer des caisses d'épargne et de forcer les Annamites à prévoir en les obligeant à mettre en réserve une partie de leurs récoltes. Mais la contrainte ne saurait être de mise en pareille matière. Et puis, dans quelle mesure en userait-on ? Ce qu'il faut, c'est inciter nos protégés à coopérer entre eux à l'amélioration de leur condition tant matérielle que morale, amélioration qu'on a prétendu poursuivre jusqu'ici sans détermination bien arrêtée. Si nous voulons qu'ils tirent profit de nos leçons, nous devons nous pénétrer de cette idée que c'est par leurs propres moyens qu'il faut les rendre aptes à recueillir les fruits de leurs efforts ; à ce point de vue, il nous appartient de les guider, les conseiller, les encourager, mais non pas les brusquer, ni surtout de les contraindre.

Or, puisque nous avons constaté qu'ils tendaient d'eux-mêmes non seulement à se coaliser contre leurs exploiters,

(1) Il existe en Allemagne des greniers communs (*Kornhausen*) pour la vente du blé, qui remplissent cet office à merveille.

mais aussi à se solidariser en vue de développer leur activité économique et de parvenir à l'aisance par d'ingénieuses combinaisons d'épargne et de mutualité — eux, si imprévoyants ! — imprimons donc à ces tendances une impulsion favorable, et nous pourrons sans doute alors, selon le vœu exprimé il y a deux ans par un des nôtres, « assister... à la transformation heureuse du producteur indigène familiarisé avec un mutualisme simplifié, bien approprié à ses besoins, et qui le rendra plus riche et plus reconnaissant envers la France. »

CONCLUSION

L'analyse des textes législatifs, l'observation des faits, l'examen des systèmes expérimentés et de ceux préconisés, l'indication des tendances manifestées par les indigènes, tout cela devait, selon nous, concourir à la mise au point du problème économique envisagé et, dans une certaine mesure, à l'élaboration d'un programme que nous n'avons fait qu'esquisser dans ses grandes lignes, sans autre prétention d'ailleurs que de déterminer une orientation d'idées.

Si, du moins, nous ne sommes pas parvenu à donner plus de cohésion à l'ensemble, c'est qu'il nous a fallu rayonner dans toutes les directions pour essayer de découvrir la voie la plus sûre et la plus rationnelle vers le but proposé. Mais, qui sait? peut-être nous saura-t-on quelque gré d'avoir exploré consciencieusement le terrain, battu les sentiers, parfois rebroussé chemin, toujours hanté par le désir de prévenir, si possible, les écueils auxquels risquent de se heurter ceux qui vont assumer la lourde tâche de mener à bien l'œuvre d'émancipation économique dont nous souhaitons la prompte réalisation.

Car il s'agit bien — et ce sera là notre conclusion — d'émancipation économique des travailleurs indigènes, de ceux-là surtout qui font la prospérité du pays : les agriculteurs. Qu'importe autrement le développement des forces économiques auquel on tend constamment par l'octroi de concessions en vue du défrichement et de la mise en valeur de terres nouvelles, par le creusement de canaux de drainage et d'irrigation, par la création de voies de communication, si le producteur est le seul à n'en tirer aucun bénéfice ? Les usuriers font leurs affaires ; les commerçants chinois également. D'un autre côté, l'impôt rentre facilement — on le dit, — le budget de la colonie s'enrichit. Mais si, en Cochinchine, les contribuables paient sans se plaindre, leur situation n'en reste pas moins précaire. La preuve en est — nous l'avons suffisamment montré — qu'ils sont à la merci des événements : d'une année à l'autre, des familles entières sont quelquefois réduites à la misère. Une récolte perdue, et la disette menace. Point de réserve nulle part, sauf chez les riches propriétaires, et encore ; eux-mêmes sont obligés parfois d'emprunter pour répondre aux demandes d'avances de leurs fermiers. L'Administration pare à la crise, distribue des secours urgents ; mais comme elle s'y prend au dernier moment, c'est toujours par des mesures de fortune qu'elle arrive à pallier les effets d'un désastre, alors qu'elle devrait s'efforcer surtout d'en prévenir le retour.

Autrefois, sous l'administration annamite, il y avait dans chaque commune ou province des magasins à grains

servant de réserve en cas de besoin (1). Mieux que cela, nos protégés vivaient alors sous un régime que doivent certainement regretter ceux qui en ont conservé le souvenir. L'État père de famille prenait des mesures préventives contre les calamités de toutes sortes auxquelles était exposée la population : contre la sécheresse ou l'inondation, contre les invasions de sauterelles et contre les rats ; il distribuait des terrains neufs aux cultivateurs victimes de l'inondation dont les terres avaient été détruites et emportées par les eaux ; il donnait aussi des terres aux gens pauvres, ouvrait même des chantiers communaux pour les ouvriers sans travail, toujours soucieux d'assurer la tranquillité et le bien-être du peuple (2).

Or, les bienfaits d'un paternalisme d'État poussé aussi

(1) Ces greniers servaient en temps normal à emmagasiner le produit de l'impôt perçu en nature et l'Administration y puisait pour payer ses agents. Les entrées et les sorties se faisaient ainsi fréquentes et régulières. Il fut question à un moment donné de reconstituer ces magasins à riz dans les provinces du Tonkin. Mais on dut reconnaître qu'aujourd'hui la création des greniers de réserve ne devant servir qu'à parer aux effets d'une disette éventuelle, outre qu'elle entraînerait de gros frais, n'aurait pas sans inconvénients. La solution qui apparut par suite la plus pratique et que préconisa la commission réunie à Hanoï le 27 août 1906 à l'effet de rechercher les moyens les plus propres à mettre la population indigène des campagnes à l'abri de la famine, devait consister dans la création d'un fonds de réserve permettant à l'Administration de pouvoir, sans retard, procéder à l'achat de quantités importantes de riz et à la distribution de secours en espèces. Nous voulons bien croire que le nécessaire a été fait dans ce sens.

(2) Quelquefois, le Gouvernement allait jusqu'à accorder des amnisties en cas de disette ou autre calamité grave.

loin devaient avoir comme contre-partie une diminution de la responsabilité individuelle, les individus étant habitués à voir les conditions de leur existence réglées par le souverain et, d'une façon générale, à se laisser diriger. L'État prévoyant pour eux, ils étaient dispensés de toute préoccupation de ce chef et s'accommodaient d'autant mieux de la tutelle gouvernementale que le tempérament de la race s'y prêtait.

C'est tout cela que nous avons méconnu ou négligé quand nous avons entrepris de brusquer l'évolution du peuple annamite. En brisant la chaîne qui unissait toutes les parties de ce corps social merveilleusement organisé à l'antique, nous avons jeté le trouble dans la vie économique des sujets de l'Empire d'Annam. Nous leur apportions en échange, il est vrai, notre civilisation ; mais nous avions le tort de nous imaginer que l'assimilation se ferait toute seule et que, livrés à eux mêmes, ils se formeraient au contact de nos institutions. Après quoi, ayant compris que nous faisions fausse route, nous avons pensé qu'en instruisant l'indigène, en l'associant plus intimement à notre vie, nous le façonnerions à notre image.

Le tout est de savoir, du moins, comment l'entendent ceux qui sont à la tête du mouvement : comment cette instruction notamment va-t-elle être conduite ? Pour peu que, sous couleur de politique d'association, on s'applique surtout à former des aspirants aux carrières administratives — les Annamites s'étant plaints de ne pas participer

davantage à l'administration de leur pays — il faut s'attendre encore à de sérieux mécomptes.

Ce que réclame la masse, on ne saurait trop le répéter, c'est une éducation morale appropriée et, avant tout, des moyens pratiques de développer les énergies productives qu'elle renferme, de s'affranchir économiquement et de créer de la richesse pour elle-même.

Ainsi se comporte et se précise le programme que nous avons résumé dans ces trois termes : crédit, indépendance commerciale et épargne ; quant à sa réalisation, il n'y faut compter, avons-nous dit, que dans la mesure où les producteurs indigènes s'uniront à cette fin dans un effort commun, et par conséquent nous devons les y pousser le plus activement possible.

Ne craignons pas par ailleurs qu'en se solidarisant sur le terrain économique, ceux-ci n'arrivent à constituer une force contre laquelle nous ayons plus tard à lutter. Nous ne risquerons jamais de nous aliéner un peuple, si nous donnons satisfaction à ses légitimes aspirations. Au contraire, si nous nous comportons en dominateurs, si nous ne lui faisons pas confiance, si, en d'autres termes, nous ne remplissons point notre devoir envers lui, il subirait notre joug, peut-être, mais garderait dans son cœur la haine de l'étranger.

On s'est assez répandu en alarmes, ces temps derniers, sur la désaffection des indigènes d'Annam ; on en a cherché les causes ; des articles ont paru : Pourquoi

n'avons-nous pas conquis l'âme annamite ? Mais ce n'est pas tout de s'émouvoir ; il faut agir.

Agissons, et agissons au mieux des intérêts de ceux que nous nous sommes fait forts d'élever jusqu'à nous. Mettons-les d'abord à même d'améliorer leur condition. Dans cet ordre d'idées, prenons des mesures de protection efficace ; mais en même temps apprenons à nos protégés à se conduire eux-mêmes. Qu'ils soient, sous notre direction, les propres artisans de leur prospérité. En un mot, intervenons dans la mesure où les circonstances nous commandent de le faire pour leur permettre de s'enrichir en travaillant : c'est le seul moyen de nous les attacher.

ANNEXE

ÉTAT (1)

FAISANT RESSORTIR . .

POUR LA COLONIE DE LA COCHINCHINE

L'IMPORTANCE DES GARANTIES

FOURNIES PAR LA PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE

DE 1902 A 1914

SOUS FORME :

1° d'hypothèques conventionnelles volontairement accordées par les emprunteurs à leurs bailleurs de fonds (institutions de crédit, banquiers ou particuliers) ;

2° d'hypothèques judiciaires obtenues par les banquiers indiens (Chettys) contre leurs débiteurs.

(1) M. Boudillon, Sous-Inspecteur de l'Enregistrement, qui étudie et prépare en ce moment un projet de réorganisation du régime foncier en Indochine a bien voulu nous communiquer ce document qu'il a établi sur place pendant sa mission. Nous l'insérons ici, espérant que, malgré la sécheresse des chiffres, les renseignements qu'il contient édifieront suffisamment, comme l'a voulu son auteur, sur l'importance des garanties immobilières offertes par la Cochinchine depuis dix ans. A ce titre, il est intéressant à plus d'un point de vue.

ANNEES	NOMS DES BUREAUX	1° Hypothèques conventionnelles				
		INSCRIPTIONS		TAUX MOYEN D'INTÉRÊT	RADIATIONS (6)	
		NOMBRES	SOMMES		NOMBRES	SOMMES
1	2	3	4	5	6	7
			piastres			piastres
1902	Saïgon (1)...	89	557.800	15 ⁰ / ₀	62	316.00
1903	Saïgon (1)...	131 96	2.248.000	15 ⁰ / ₀	56	316.50
1904	Saïgon (1)...	131	979.850	16 ⁰ / ₀	77	601.80
1905	Mytho (2)....	13	72.700	18 ⁰ / ₀	7	37.00
	Saïgon.....	61	418.550	15 ⁰ / ₆	38	188.30
	Vinhlong(2)...	59	326.775	16 ⁰ / ₀	35	181.35
	Totaux....	135	818.025	16 ⁰ / ₀	80	406.65
1906	Mytho.....	16	150.950	17 ⁰ / ₀	6	26.50
	Saïgon.....	58	456.250	14 ⁰ / ₀	38	250.80
	Vinhlong....	39	262.200	17 ⁰ / ₀	21	108.90
	Totaux ...	113	869.400	16 ⁰ / ₀	65	386.20
1907	Mytho.....	15	63.150	17 ⁰ / ₀	5	18.50
	Saïgon.....	76	768.850	14 ⁰ / ₀	42	192.15
	Vinhlong....	52	397.050	18 ⁰ / ₀	11	59.60
	Totaux....	143	1.231.050	16 ⁰ / ₀	61	270.25
1908	Cantho (3) ..	28	172.400	25 ⁰ / ₀	9	31.55
	Mytho	17	215.200	20 ⁰ / ₀	11	81.50
	Saïgon (4)...	90	1.123.825	13 ⁰ / ₀	32	101.92
	Vinhlong....	17	66.725	17 ⁰ / ₀	4	8.25
	Totaux....	152	1.578.150	19 ⁰ / ₀	56	226.20
1909	Cantho.....	63	229.150	26 ⁰ / ₀	24	96.32
	Mytho.....	31	265.600	17 ⁰ / ₀	12	87.90
	Saïgon.....	145	844.125	14 ⁰ / ₀	39	145.60
	Vinhlong....	5	37.800	23 ⁰ / ₀	3	30.10
	Totaux....	244	1.376.675	20 ⁰ / ₀	78	359.92
1910	Cantho.....	46	169.525	20 ⁰ / ₀	5	9.80
	Mytho.....	36	208.525	19 ⁰ / ₀	5	29.20
	Saïgon	147	1.719.825	19 ⁰ / ₀	32	79.75
	Vinhlong....	13	87.800	17 ⁰ / ₀	"	"
	Totaux ...	242	2.215.675	19 ⁰ / ₀	42	118.75
1911 (dix premiers mois).	Cantho.....	50	409.800	22 ⁰ / ₀	2	7.00
	Mytho... ..	34	312.350	18 ⁰ / ₀	2	4.50
	Saïgon.....	124	2.065.900	16 ⁰ / ₀	7	11.30
	Vinhlong....	7	34.925	18 ⁰ / ₀	"	"
	Totaux ...	215	2.822.975	18 ⁰ / ₀	11	22.80

2° Hypothèques judiciaires

INSCRIPTIONS		TAUX MOYEN D'INTÉRÊT	RADIATIONS (6)		OBSERVATIONS
NOMBRES 8	SOMMES 9		NOMBRES 11	SOMMES 12	
	piastres			piastres	
124	146.300	20 %	43	84.000	(1) Le bureau de Saigon exista seul jusqu'à 1905.
83	111.775	23 %	45	65.250	
151	222.300	21 %	67	116.800	
64	101.350	24 %	39	64.575	(2) Les bureaux de Mytho et Vinhlong ont été ouverts le 1 ^{er} janvier 1905, par division du bureau de Saigon.
72	109.300	23 %	32	52.400	
57	125.175	24 %	24	55.275	
193	335.825	24 %	95	172.250	
46	118.000	21 %	26	41.000	
51	128.575	23 %	30	60.150	
95	298.200	22 %	43	185.225	
192	544.775	22 %	99	286.375	
25	68.500	26 %	15	49.250	
55	79.900	24 %	23	34.800	
76	125.775	25 %	21	33.125	
156	274.175	25 %	59	117.175	
47	78.025	25 %	17	30.275	(3) Le bureau de Cantho a été ouvert le 1 ^{er} mai 1908, par division du bureau de Vinhlong.
52	166.600	24 %	16	41.450	
71	130.150	25 %	24	71.700	
57	155.350	25 %	19	59.800	
227	530.125	25 %	76	203.225	
87	140.225	26 %	29	51.050	(4) Trois provinces du Sud-Annam ont été, à compter du 1 ^{er} janvier 1908, rattachées au bureau de Saigon.
46	271.750	23 %	14	167.350	
71	222.725	23 %	12	37.950	
31	80.275	25 %	6	21.800	
235	714.975	24 %	61	278.150	
68	172.750	25 %	18	55.875	(5) Le nombre des affectations hypothécaires réclamées par la Banque de l'Indo-Chine, à titre de supplément de garantie, s'est élevé, en 1903, à 6, pour une somme totale de 1.800.000 piastres.
26	65.650	24 %	2	10.500	
48	114.875	24 %	5	6.100	
32	34.125	23 %	5	15.575	
174	387.400	24 %	30	88.050	
116	304.500	27 %	4	8.075	(6) Les chiffres portés dans les colonnes « Radiation: » (col. 6 et 7, 11 et 12) sont connaître l'importance, par rapport aux chiffres des inscriptions correspondantes, des libérations constatées à la fin de l'année 1911.
18	57.400	24 %	2	1.250	
67	159.150	24 %	5	3.125	
21	40.800	24 %	»	»	
222	561.850	24 %	11	12.450	

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
BIBLIOGRAPHIE.....	1
INTRODUCTION.....	3
CHAPITRE PREMIER : Théorie du prêt à intérêt en droit annamite. — Analyse des textes qui le réglementent. — Efforts de la loi annamite pour combattre l'usure. — Inefficacité du système prohibitif.....	17
CHAPITRE II : Le taux de l'intérêt libre dans la colonie. — Arrêté du 21 avril 1868. — Intérêt légal.....	70
CHAPITRE III : Déductions pratiques. — Le prêteur étranger. — Répercussion fatale sur l'économie d'un régime agricole exposé aux prétentions exorbitantes des marchands de crédit.....	85
CHAPITRE IV : Le prêt sur récolte et ses dérivés. — Avances de salaires. — Ce qu'est le gage immobilier : nantissement et contrat pignoratif.....	118
CHAPITRE V : Les prêts de la Banque de l'Indochine. — Arrêté réglementaire du 21 avril 1876. — Critique et projets de réforme du système.....	145
CHAPITRE VI : Conception d'une organisation rationnelle du crédit agricole dans la colonie. — Comment procurer aux	

emprunteurs un crédit utile en assurant aux prêteurs des garanties suffisantes	195
CHAPITRE VII : Quelle crise économique menace la petite production indigène. — Le trust chinois et la question des magasins généraux. — Considérations sur les tendances coopératistes des producteurs et le rôle des associations commerciales indigènes.....	241
CONCLUSION.....	269
ANNEXE	275

Vu :

Le Président,
PAUL LESEUR.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer.
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

